AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

AMENDEMENT A04 AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

30 septembre 2020

AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2020 est constituée du communiqué de presse, des slides de résultat et des annexes aux slides attachés, disponibles sur le site https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1.d).

Ces éléments sont issus de scenarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période des neuf mois close au 30 septembre 2020 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2019 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2019 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Depuis le 30 septembre 2019, KAS Bank a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de CACEIS. SoYou a également été intégrée au périmètre de consolidation en tant qu'entreprise co-détenue par Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.
Depuis le 23 décembre 2019, Caceis et Santander Securities Services (S3) ont rapproché leurs activités. A compter de cette date, Crédit Agricole S.A. et Santander détiennent respectivement 69,5 % et 30,5 % du capital de Caceis.
Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.
Depuis le 30 juin 2020, Menafinance est détenue à 100% par Crédit Agricole Consumer Finance et est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans le groupe Crédit Agricole S.A.

Ce quatrième Amendement au document d'enregistrement universel a été déposé le 9 novembre 2020 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129.

Avertissement 2

Normes applicables et comparabilité 2
Communiqué de presse Résultats du T3-20 et 9 mois 2020 : Très solide, le Groupe s'engage plus que jamais pour soutenir concrètement ses clients et l'économie 4
Groupe Crédit Agricole 6
Crédit Agricole S.A. 12
Solidité financière 30
Liquidité et Refinancement 33
Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. 37
Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle 39
Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle 41
Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action 43
Supports visuels de présentation des résultats 44
Supports visuels - Annexes 73
Solidité financière 106
Solvabilité 106
Liquidité et Refinancement 111
Evolution des instances de Gouvernance 118
Composition du Comité exécutif 118
Composition du Comité de Direction 119
Composition du Conseil d'administration 120
Comités spécialisés du Conseil d'administration 121
Autres informations récentes 123
Communiqués de presse 123
Gouvernement d'entreprise 118
Facteurs de risque 125
Responsable de l'Amendement au Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A. 129
Contrôleurs légaux des comptes 130
Indicateurs Alternatifs de Performance 131
Informations générales 132
Agenda financier 132
Tables de concordance 133
Incorporation par référence 133
Table de concordance 134

Communiqué de presse Résultats du T3-20 et 9 mois 2020 : Très solide, le Groupe s'engage plus que jamais pour soutenir concrètement ses clients et l'économie

DONNÉES PUBLIÉES GCA et CASA

Revenus et résultat brut d'exploitation en hausse sur le trimestre

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
Revenus	**8 468 m€**	+3,1% T3/T3	**5 151 m€**	+2,4% T3/T3
Charges	**5 096 m€**	-2,4% T3/T3	**2 991 m€**	-1.1% T3/T3
Résultat Brut d'Exploitation	**3 372 m€**	+12,5% T3/T3	**2 160 m€**	+7.8% T3/T3
Coût du risque	**596 m€**	x1,6 T3/T3	**605 m€**	x1,7 T3/T3
	96% de la hausse liée aux encours sains		71% de la hausse liée aux encours sains	
RNPG	**1 769 m€**	-4,3% T3/T3	**977 m€**	-18,5% T3/T3
Coefficient d'exploitation (hors FRU)	**60,2%**	-3,3 pp T3/T3	**58,1%**	-2,1 pp T3/T3

DONNÉES SOUS-JACENTES CASA

Sur 9 mois hors fond de résolution unique (FRU), résultat brut d'exploitation en hausse (+5,2%) et résultat net part du Groupe résilient (-8,8%)

Solidité financière : ratios CET1 bien au-dessus des exigences SREP

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
CET1 phasé	**17,0%**	+0,9 pp T3/T2	**12,6%**	+0,6 pp T3/T2
	+8,1 pp au-dessus du SREP Incluant 16 pb de dividende non distribué en 2020		+ 4,7 pp au-dessus du SREP Incluant 60 pb de dividende non distribué en 2020	
	404 Mds€ de liquidité fin sept. 20		**Dividende 0,40€** Par action sur les 9m-20	

Force du modèle : l'activité a retrouvé son niveau d'avant crise

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	CRÉDIT AGRICOLE S.A.
Encours de crédit Banque de Proximité en France: +5.1% hors PGE **+1 113 000 clients banque de détail (9M-20)** **51 M de clients Groupe, 24 partenariats stratégiques**	**Souscriptions assurance-dommages +30% sept/sept** **Revenus banque de marché (+24,8% T3)**

FAITS MARQUANTS

Opérations stratégiques

- Participation de CAA dans GNB Seguros portée à 100%, accord avec Europ Assistance en France, licence pour la JV Amundi - Bank of China en Wealth management
- Poursuite du recentrage stratégique : déclassement de CACF NL comme activité à céder, cession de la participation dans Bankoa et de la participation résiduelle dans Banque Saudi Fransi (BSF)

Prêts garantis par l'Etat (PGE) et moratoires

- 29,5 Mds€ de PGE, +5,1% vs juin-20, plus de 50% des PGE replacés en dépôts à vue.
- 173 500 pauses actives[1], -69% depuis fin juin, 97% des pauses à échéance ont repris les paiements[2]

Dominique Lefebvre,
Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Nos résultats du troisième trimestre sont très solides. Ils nous permettent de nous engager plus que jamais pour soutenir concrètement nos clients et l'économie. C'est notre raison d'être et notre modèle ».

Philippe Brassac,
Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Nous devons tout faire collectivement pour soutenir le plus grand nombre. Ne baissons pas les bras car cette crise aura une fin. Grâce à sa solidité, le Crédit Agricole va accompagner les secteurs particulièrement affaiblis vers le prochain rebond. »

[1] Demandes de pauses, en nombre, au 16/10/2020 (Caisses régionales et LCL), correspondant à un capital restant dû de 23,9 Mds€, 15,7 Mds€ sur les entreprises, professionnels et agriculteurs.

[2] Représente la part des prêts ayant été mis en pause, dont la pause est échue et dont les paiements ont repris. Périmètre des clients entreprises, professionnels et agriculteurs, analysé au 30/09/2020 dans les Caisses régionales. 98% pour CACF.

Groupe Crédit Agricole

Le Groupe est le premier acteur du portage de l'économie depuis le début de la crise

La crise et les conditions sanitaires qui s'installent dans la durée, renforcent la proximité du Groupe avec ses clients. L'indice de recommandations clients est en hausse en 2020 par rapport à 2019, dans les Caisses régionales et chez LCL (+7 points par rapport à 2019, à respectivement +8 et +2), ainsi que chez CA Italia (+ 8 points par rapport à 2019), qui est à présent la deuxième banque d'Italie en termes de satisfaction client.

Le Groupe se mobilise par ailleurs dans la durée pour ses clients, s'étant, dès le début, aligné sur les stratégies des pouvoirs publics, en prenant des mesures ciblées pour chaque catégorie de clients. Depuis le 6 mars, le Groupe Crédit Agricole accorde la mise en place de **moratoires de 6 mois** sur les remboursements de crédits notamment pour les clients entreprises et professionnels, dont l'activité aurait été impactée par le Covid-19. Au 16 octobre 2020, 173 500 pauses sont toujours actives dans les Caisses régionales et chez LCL, correspondant à 1,7 milliard d'euros d'échéances reportées (dont 81% aux clients professionnels et entreprises et 19% aux ménages, et dont 61% dans les Caisses régionales et 39% chez LCL). Cela correspond à un capital restant dû de 23,9 milliards d'euros, dont 15,7 milliards sur les entreprises, professionnels et agriculteurs. Le nombre de créances en pause a diminué de -69% depuis la fin du mois de juin, et 97% des pauses arrivées à échéance au 30 septembre 2020 ont repris les paiements, témoignant de la qualité de l'actif du Groupe (98% pour les crédits consommation chez CACF). Le gouvernement français a également annoncé la mise en place dès le 25 mars de **Prêts Garantis par l'Etat** afin de répondre aux besoins de trésorerie des entreprises impactées par la crise du coronavirus. Fort de son ancrage territorial et de son universalité, le Groupe accompagne de la plus petite à la plus grande entreprise et compte aujourd'hui 29,5 milliards de PGE, en légère hausse de +5,1% depuis fin juin 2020. Avec 189 900 demandes clients professionnels et entreprises, les PGE du Groupe représentent 27% du nombre de PGE demandés en France (dont 76% dans les Caisses régionales, 24% chez LCL et moins de 1% chez CACIB[3]), avec un taux d'acceptation de 97,4%. Plus de 50% des PGE chez LCL sont replacés en dépôts à vue ; dans les Caisses régionales, la progression des DAV des clients entreprises, professionnels et agriculteurs a été supérieure aux montants des PGE mis en place sur la même période. CA Italia a également apporté de façon significative son soutien à ses clients, les mesures de PGE[4] et de pauses atteignant 2,6 milliards d'euros à fin septembre 2020 (2 milliards d'euros à fin juin).

Au demeurant, le scénario pour les prochains mois devient plus exigeant, mais les nouvelles restrictions sont plus maîtrisées. En effet, le confinement ne sera pas identique au premier. La grande majorité de l'économie est en capacité de résister, quelques secteurs continueront d'être accompagnés en priorité. L'environnement économique est stabilisé grâce aux politiques publiques, permettant ainsi une stabilisation du risque et donnant ainsi des marges manœuvre au Groupe pour agir concrètement aux côtés de ses clients.

Le Groupe est solide, avec un business mix diversifié et des revenus résilients (en croissance de +1,6% au troisième trimestre 2020). Son efficacité opérationnelle est démontrée, et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU du Groupe Crédit Agricole a baissé à 60,2% au troisième trimestre 2020. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté entreprises (46% pour Crédit Agricole SA, 33% pour Groupe Crédit Agricole) et habitat (27% pour Crédit Agricole S.A. et 46% pour Groupe Crédit Agricole). La rentabilité est solide et récurrente, et la solvabilité et la liquidité du Groupe sont très élevées, permettant une pleine mobilisation au service des clients.

Le modèle de banque universelle du Groupe est par ailleurs puissant, et il lui confère une capacité distributive inégalée. Avec 51 millions de clients dans le monde, et plus de 34 millions en banque de proximité en France, Italie et Pologne, le Groupe est la première banque de proximité en Union européenne. Premier bancassureur en Europe il élargit encore ce trimestre son offre de service, avec la signature par Crédit Agricole Assurance d'un accord de partenariat stratégique avec Europ Assistance pour l'assistance sur le marché français

[3] Répartition en nombre des demandes de clients. Répartition en montants : 62% pour les Caisses régionales, 30% pour LCL et 8% pour CACIB.
[4] Montants de PGE octroyés.

et porte sa participation dans GNB Seguros à 100% de façon à affirmer son partenariat de distribution de produits d'assurance non-vie avec Novo Banco au Portugal. Premier gestionnaire d'actifs européen, Amundi vient également d'obtenir une licence pour le lancement d'une nouvelle filiale en Chine avec BOC, Bank of China). Avec 24 partenariats stratégiques, le Groupe peut ainsi atteindre plus de 800 millions de clients en France et à l'international, mais a aussi poursuivi, ce trimestre, son recentrage stratégique, avec le déclassement en vue d'une cession de CACF NL au troisième trimestre, et avec la cession de Bankoa et de la participation résiduelle de CACIB dans Banque Saudi Fransi (BSF).

Ce trimestre, le Groupe a retrouvé son niveau d'activité d'avant crise. La conquête brute est très forte : +1 113 000 nouveaux clients depuis janvier 2020, dont 790 000 pour les Caisses régionales, 227 500 pour LCL, et 85 800 pour CA Italia, avec une croissance en septembre de +170 400, dont +159 000 clients en France et de +11 500 clients en Italie, en hausse respectivement de 6,9% et de 14,5% par rapport à septembre 2019. Dans ce contexte, le fonds de commerce continue de progresser sensiblement (+143 000 clients supplémentaires en 2020, dont 135 300 clients en France et 7 700 clients en Italie, +13,0% sept/sept). Les encours de gestion d'actifs progressent par rapport au troisième trimestre 2019 (+6,4%), tout comme ceux en assurance-vie (+0,9%) avec une part des encours UC en progression (+0,7 point de pourcentage entre septembre 2019 et septembre 2020 à 23,1%). L'activité dommages reprend de façon très dynamique (+8,7% par rapport au troisième trimestre 2019), avec un apport net de +196 000 contrats au troisième trimestre, portant le nombre de contrats en portefeuille à 14,4 millions. Dans les réseaux de banque de proximité en France et en Italie, la croissance des encours est toujours dynamique. Les encours de crédits atteignent 740,4 milliards d'euros (694,4 milliards d'euros en France et 46 milliards d'euros en Italie ; 716 milliards d'euros hors PGE). Ils progressent de +8,5% depuis le 30 septembre 2019 (+8,7% en France et +5,9% en Italie), et de +4,9% hors PGE (+5,1% sur le périmètre France). La collecte bilan atteint 686,3 milliards d'euros, en hausse de +11,8% depuis septembre 2019, et la collecte hors-bilan enregistre un léger retrait (-0,6% à 383,5 milliards d'euros). Les encours gérés en crédit à la consommation sont en légère baisse par rapport à septembre 2019, mais reprennent depuis un trimestre (+0,9% par rapport au deuxième trimestre). La production commerciale est en hausse (+3% par rapport au troisième trimestre 2019). Enfin, l'activité du pôle Grandes clientèles est dynamique, notamment sur la banque de marché (revenus en hausse de 24,8% depuis le troisième trimestre 2019), l'activité en banque de financement étant résiliente (-3,4% par rapport au troisième trimestre 2019). La gestion des risques est prudente, avec une VaR modérée, à 12 million d'euros au 30 septembre.

Résultats du Groupe

Au troisième trimestre 2020, le **résultat net part du Groupe publié** du Groupe Crédit Agricole ressort à **1 769 millions d'euros**, contre 1 849 millions d'euros au troisième trimestre 2019. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net négatif de -165 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.**

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre (-165 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe) comprennent le déclassement d'entités en cours de cession (CACF NL, Bankoa, Nacarat) pour un total de -170 millions d'euros sur le résultat net part du groupe, répartis entre d'une part -124 millions d'euros au titre de CACF NL (avec -55 millions d'euros au titre de l'écart d'acquisition sur le résultat net part du groupe de AHM et -69 millions d'euros au titre du retraitement IFRS 5 sur le résultat net part du groupe de Services Financiers Spécialisés) et -46 millions d'euros sur le résultat net part du groupe des Caisses régionales (avec -40 millions d'euros au titre du retraitement IFRS 5 de Bankoa et -5 millions d'euros au titre du retraitement IFRS 5 de Nacarat). Sont également classés en éléments spécifiques les coûts d'intégration des entités acquises récemment par CACEIS (Kas Bank et Santander Securities Services) pour -4 millions d'euros en charges d'exploitation et -2 millions d'euros en résultat net part du Groupe. L'ajustement sur l'activation du Switch 2 est neutralisé au niveau du Groupe. A ces éléments s'ajoutent les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net positif de +8 millions d'euros en produit net bancaire et +7 millions d'euros en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment,* soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +14 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -5 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -3 millions d'euros. Au troisième trimestre 2019, les éléments

spécifiques avaient eu un **effet net, négatif de -76 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** et ils comprenaient uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -2 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -1 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -73 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent[5] du Groupe Crédit Agricole** atteint **1 934 millions d'euros**, stable (+0,5%) par rapport au troisième trimestre 2019. La hausse du RBE sous-jacent +8,2% comparé au troisième trimestre 2019 a permis d'amortir la progression du coût du risque x1,6.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T3-2020 et au T3-2019

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Var T3/T3 publié	Var T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**8 468**	**8**	**8 460**	**8 216**	**(115)**	**8 331**	+3,1%	+1,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 096)	(4)	(5 093)	(5 220)	-	(5 220)	(2,4%)	(2,4%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**3 372**	**4**	**3 368**	**2 997**	**(115)**	**3 111**	**+12,5%**	**+8,2%**
Coût du risque de crédit	(596)	0	(596)	(384)	-	(384)	+55,0%	+55,0%
Sociétés mises en équivalence	88	-	88	85	-	85	+3,5%	+3,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	(6)	-	(6)	18	-	18	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**2 858**	**4**	**2 854**	**2 715**	**(115)**	**2 830**	**+5,3%**	**+0,8%**
Impôt	(743)	(0)	(742)	(748)	39	(787)	(0,6%)	(5,7%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(170)	(170)	(0)	0	-	0	ns	ns
Résultat net	**1 945**	**(166)**	**2 111**	**1 968**	**(76)**	**2 043**	**(1,1%)**	**+3,3%**
Intérêts minoritaires	(177)	1	(177)	(119)	-	(119)	+48,4%	+49,1%
Résultat net part du Groupe	**1 769**	**(165)**	**1 934**	**1 849**	**(76)**	**1 924**	**(4,3%)**	**+0,5%**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**60,2%**		**60,2%**	**63,5%**		**62,7%**	**-3,3 pp**	**-2,5 pp**

Au troisième trimestre 2020, **le produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de +1,6% par rapport au troisième trimestre 2019, à 8 460 millions d'euros, grâce à un niveau d'activité dynamique, en particulier dans le pôle Grandes clientèles, qui affiche une croissance de +11,8% de ses revenus (+166 millions d'euros) ; les Caisses régionales ainsi que LCL enregistrent également une croissance des revenus sous-jacents (respectivement +1,9%, soit +63 millions d'euros et +2,6%, soit +23 millions d'euros). En revanche, les pôles Gestion de l'épargne et Assurances ainsi que Banque de Proximité à l'International enregistrent un recul de -5,2% (-78 millions d'euros) et -9,0% (-64 millions d'euros), respectivement en raison d'un effet marché toujours défavorable et de la baisse des taux directeurs en Egypte, Pologne et Ukraine. Le pôle Services Financiers spécialisés enregistre également une baisse des revenus à -8,5%, mais celle-ci intègre l'effet de l'activité de CACF NL, entité déclassée en IFRS5 pour cession. Le traitement IFRS 5 exige de retraiter ce trimestre, sur chacun des soldes intermédiaires de gestion, l'ensemble des produits et charges enregistrés en cumulé pour CACF NL depuis le 1er janvier 2020, créant un biais de lecture. A périmètre constant, cette baisse n'est plus que de -3,4% (-22 millions d'euros).

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU (Fonds de résolution unique)** sont **en recul de -2,4%** par rapport au troisième trimestre 2019 pour s'établir à 5 093 millions d'euros. A l'exception du pôle Grandes clientèles qui voit ses charges augmenter de +64 millions d'euros (+8,0%), notamment en raison d'effet périmètre sur les services financiers aux institutionnels, tous les autres pôles affichent une baisse de leurs charges sur la période, en particulier toutes les Banques de proximité (Caisses régionales -1,5%

[5] *Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.*

/ -31 millions d'euros ; LCL : -4,6% / -27 millions d'euros ; Banque de proximité à l'international : -6,0% / -27 millions d'euros). Ces baisses s'expliquent notamment par des baisses de frais de personnel et de frais de déplacements. Au global, le Groupe affiche un effet ciseau positif de +4,0 points de pourcentage (Caisses régionales : +3,4 points de pourcentage). La contribution au Fonds de résolution unique est nulle ce trimestre comme au troisième trimestre 2019. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 60,2%, en amélioration de 2,5 points de pourcentage** par rapport au troisième trimestre 2019.

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une croissance de +8,2% à 3 368 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2019.

Le **coût du risque de crédit** est en hausse maîtrisée (x1,6 par rapport au troisième trimestre 2019), en raison d'une hausse du provisionnement des encours sains dans le contexte de la crise du Covid-19 pour tous les métiers. Il s'élève à 596 millions d'euros contre 1 208 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, et 384 millions d'euros au troisième trimestre 2019. La qualité des actifs est bonne : le taux de créances douteuses est stable à 2,5% à fin septembre 2020 (soit +0,1 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020) et le taux de couverture[6] est élevé à 80,4%. Il baisse toutefois par rapport au deuxième trimestre 2020 (-4,1 points de pourcentage), principalement en raison de l'impact du changement de règlementation sur le nouveau défaut sur l'assiette d'encours en défaut. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (46 % des encours bruts au niveau du Groupe) et entreprises (33% des encours bruts au niveau de Groupe). Le stock de provisions atteint 19,9 milliards d'euros à fin septembre 2020, dont 31% porte sur les encours sains (*Stages* 1 & 2). Le stock est en hausse de +0,9 milliard d'euros par rapport à décembre 2019. Progressivement, dès le premier trimestre 2020, le contexte et les incertitudes liées à la conjoncture économique mondiale ont été pris en compte, en intégrant les effets attendus des mesures de soutien annoncées. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés pour refléter la dégradation brutale de l'environnement, en tenant compte de **plusieurs scénarios économiques pondérés**, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et compléments spécifiques sur des secteurs ciblés : tourisme, automobile, aéronautique, grande distribution textile, énergie, *supply chain*. Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains, dont un scénario plus favorable (PIB à +7,3% en France en 2021, +1,8% en 2022) et un scénario plus défavorable (PIB à +6,6% en France en 2021 et +8,0% en 2022). Ces scénarios sont inchangés par rapport aux deuxième trimestre 2020.

La hausse du provisionnement sur encours sains explique 96% de la hausse du provisionnement total entre le troisième trimestre 2019 et le troisième trimestre 2020. Le **coût du risque sur encours[7] annualisé sur les neuf premiers mois 2020 atteint 38 points de base** (34 points de base sur quatre trimestres glissants et 24 points de base en vision trimestrielle annualisée). Le provisionnement sur les *Stages* 1 & 2 s'élève à 170 millions d'euros, contre -33 millions d'euros au troisième trimestre 2019, encore très bas, et 424 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Le provisionnement sur risques avérés s'élève à 428 millions d'euros (contre 420 millions d'euros au troisième trimestre 2019 et 785 millions d'euros au deuxième trimestre 2020).

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 854 millions d'euros**, stable par rapport au troisième trimestre 2019 (+0,8%). Outre les variations explicitées ci-dessus, le résultat avant impôt sous-jacent intègre également la contribution des sociétés mises en équivalence pour 88 millions d'euros (en hausse de +3,5% notamment du fait des Joint-ventures de Amundi) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint -6 millions ce trimestre avec chez CACF, -10 millions d'euros au titre de projets IT mis au rebut (contre +18 millions d'euros au troisième trimestre 2019, sous l'effet à cette date d'une opération ponctuelle d'immobilier en Gestion de fortune). La **charge d'impôt** sous-jacente **est en baisse de -5,7%** sur la période. Le taux d'impôt sous-jacent est stable, atteignant 26,8%, soit -1,8 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019, principalement en lien avec la baisse du taux d'impôt en France depuis début 2020, le taux d'impôt favorable des filiales étrangères. Ainsi, le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +3,3% et le

[6] Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en ''stage 3', et au numérateur la somme des provisions enregistrées en ''stages'' 1, 2 et 3

[7] Coût du risque sur encours en points de base, annualisé

résultat net part du Groupe sous-jacent, à 1 934 millions d'euros est en légère hausse par rapport au troisième trimestre 2019 (+0,5%).

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au 9M-2020 et au 9M-2019

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Var 9M/9M publié	Var 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**24 930**	**(444)**	**25 375**	**24 898**	**(290)**	**25 188**	+0,1%	+0,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(15 680)	(78)	(15 602)	(15 805)	-	(15 805)	(0,8%)	(1,3%)
FRU	(562)	-	(562)	(426)	-	(426)	+31,9%	+31,9%
Résultat brut d'exploitation	**8 688**	**(523)**	**9 211**	**8 667**	**(290)**	**8 957**	**+0,2%**	**+2,8%**
Coût du risque de crédit	(2 733)	-	(2 733)	(1 263)	-	(1 263)	x 2,2	x 2,2
Sociétés mises en équivalence	256	-	256	273	-	273	(6,4%)	(6,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	78	-	78	21	-	21	x 3,7	x 3,7
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	(3)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**6 286**	**(523)**	**6 808**	**7 698**	**(290)**	**7 989**	**(18,4%)**	**(14,8%)**
Impôt	(1 531)	148	(1 679)	(2 323)	96	(2 420)	(34,1%)	(30,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(171)	(170)	(1)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	**4 584**	**(545)**	**5 128**	**5 383**	**(194)**	**5 577**	**(14,9%)**	**(8,1%)**
Intérêts minoritaires	(424)	4	(428)	(372)	-	(372)	+14,1%	+15,1%
Résultat net part du Groupe	**4 159**	**(541)**	**4 700**	**5 012**	**(194)**	**5 205**	**(17,0%)**	**(9,7%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**62,9%**		**61,5%**	**63,5%**		**62,7%**	**-0,6 pp**	**-1,3 pp**
Résultat net part du Groupe hors FRU	**4 682**	**(541)**	**5 223**	**5 417**	**(194)**	**5 611**	**(13,6%)**	**(6,9%)**

Sur les neuf premiers mois 2020, le **résultat net part du Groupe sous-jacent baisse de -9,7%** par rapport aux neuf premiers mois 2019. Le produit net bancaire sous-jacent est stable (+0,7%) alors que les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU baissent de -1,3%, générant un effet ciseau positif de 2,0 points de pourcentage. Hors contribution au FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 9 772 millions d'euros, en hausse de +4,1% par rapport aux neuf premiers mois 2019. Le coût du risque de crédit est multiplié par 2,2, les gains ou pertes sur autres actifs sont multipliés par 3,7, atteignant 78 millions d'euros et la charge d'impôt diminue de 30,6% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Caisses régionales

L'activité commerciale des Caisses régionales est **dynamique** sur ce trimestre avec une **croissance des encours toujours forte**. Les **encours de crédits** atteignent 552,8 milliards d'euros (537,6 milliards d'euros hors PGE) en progression de 8,2% par rapport à septembre 2019 (+5,2% hors PGE). La hausse est forte sur les **crédits habitat** (+6,4%) et les **crédits accordés aux entreprises, professionnels et agriculteurs** (+15%). Les **réalisations de crédits** augmentent par rapport au troisième trimestre 2019 (+0,8%) mais sont en baisse lorsqu'on exclut les PGE (-8%). Les réalisations sur le crédit à la consommation sont en augmentation de 7,8% sur un an. La **collecte bilan** atteint 506,3 milliards d'euros et progresse par rapport à septembre 2019 de +12,1% (dont +26,5% sur les dépôts à vue et +10,3% sur les livrets) et la **collecte hors-bilan** est en légère baisse (-1,4 % à 264,6 milliards d'euros) avec des encours d'assurance-vie en légère augmentation (+0,3%) et des encours liés aux titres et aux valeurs mobilières en baisse de -6,1%, notamment du fait de l'effet marché. Enfin,

la **conquête brute demeure très active** (+790 000 clients depuis le début de l'année). Ainsi, depuis le début de l'année, les Caisses Régionales comptent 114 000 clients supplémentaires (croissance du fonds de commerce), et elles enregistrent une croissance de 1% de leurs DAV actifs sur un an. Par ailleurs, le Groupe a choisi de renforcer le sociétariat qui a connu un fort développement sur un an, avec +315 000 sociétaires supplémentaires et les parts sociales ont augmenté de +7,6%.

Cette croissance du fonds de commerce s'accompagne d'une forte attention sur la qualité de la relation client, confirmée par l'amélioration de plus de 8 points de pourcentage sur l'année de l'IRC (indice de recommandation client). Par ailleurs, le groupe continue à développer son modèle multicanal et constate une hausse de 3,9 points de pourcentage sur un an du nombre de clients digitaux à 66,2%[8].

Au troisième trimestre 2020, le **produit net bancaire** sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 308 millions d'euros, en hausse de 1,9% par rapport au troisième trimestre 2019. Les conditions de refinancement favorables permettent une croissance de la **marge nette d'intérêt** et le niveau global des **commissions** est à nouveau en croissance (+1,1%), porté par les commissions d'assurances qui compensent la diminution sur les commissions de dysfonctionnement. Le **produit net bancaire de portefeuille** est stable. Les **charges** sous-jacentes sont maitrisées et diminuent sur la période (-1,5% par rapport au troisième trimestre 2019) en lien avec la baisse des frais de personnel et des autres services extérieurs. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent progresse au troisième trimestre 2020 (+8,4%) grâce à un effet ciseaux positif (+3,4 points de pourcentage). Le **coût du risque** sous-jacent s'élève à -22 millions d'euros, en baisse de -53,4% par rapport au troisième trimestre 2019, les provisions étant en baisse sur le *stage 3* avec l'application à partir de juillet 2020 du seuil sur la règle du nouveau défaut. Le stock de provisions est donc stable, à 9,8 milliards d'euros. Le taux de créances douteuses est en baisse à 1,8% (contre 1,9% à fin septembre 2019), et le taux de couverture est toujours élevé, à 95,2%, bien qu'il soit en baisse par rapport à 99,2% au 30 juin 2020 en raison de la mise en place du nouveau défaut. La contribution des Caisses régionales au **RNPG** sous-jacent du Groupe atteint 775 millions d'euros et progresse de 12,5%.

Sur les neuf premiers mois de 2020, le **produit net bancaire** sous-jacent diminue de -1,5% par rapport aux neuf premiers mois 2019. Grâce à la baisse des charges d'exploitation, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent ne baisse que de -0,6% malgré la hausse du FRU sur le premier semestre. Le RBE hors FRU est en légère hausse de +0,5%. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU est en baisse (-0,7 point de pourcentage pour atteindre 64,8%). Enfin, avec un **coût du risque** sous-jacent en hausse (+83,0%), la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** sous-jacent du Groupe est en baisse de -8,2%.

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

[8] Clients ayant un profil actif sur l'application Ma Banque ou ayant visité CAEL (CA en ligne) dans le mois

Crédit Agricole S.A.

Résultats solides (-9,1% T3/T3, -8,8% 9M/9M hors FRU) grâce à la croissance des revenus (+1,4%) et du RBE (+5,3%) ce trimestre ; ROTE sous-jacent 10,0%[9]

- **Résultat publié** : 977 m€ (-18,5% T3/T3); PNB: 5 151 m€ (+2,4%) ; RBE: 2 160 m€ (+7,8%)
- **RBE sous-jacent hors FRU en hausse** (2 156 m€, +5,3% T3/T3 ; 6 308 m€, +5,2% 9M/9M), grâce à la hausse des revenus (+1,4% T3/T3) et à la baisse des charges (-1,2% T3/T3)
- **Amélioration du coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU de +1,5 pt T3/T3 à 58,1%; effet ciseaux positif (+2,6 pp T3/T3)
- **RNPG sous-jacent** en baisse (-9,1% T3/T3, -8,8% hors FRU 9M/9M) sous l'effet de la hausse du provisionnement (x1,7 T3/T3)
- **Bénéfice sous-jacent par action**: T3-20 : 0,36€, +6,7% T3/T3 ; 9M-20 : 0,89€, -7,7% 9M/9M

Conquête soutenue, activité dynamique en crédit, collecte, assurance et banque de marché

- **Conquête dynamique** (+227 500 clients professionnels et particuliers depuis début 2020 chez LCL et +85 800 chez CA Italia)
- **Progression T3/T3 des encours** de gestion d'actifs (+6,4%), d'assurance-vie (+0,9%), des encours de crédit hors PGE chez LCL (+5%, dont professionnels +12%, entreprises +1%, habitat +6%), et des encours de crédit chez CA Italie (+5,9%). Légère baisse des encours de crédit à la consommation gérés (-1,5%) mais reprise depuis un trimestre (+0,9% T3/T2)
- **Progression T3/T3 de la collecte** chez LCL (collecte bilan +13,0%, épargne hors bilan -1,3%), et chez CA Italia (collecte hors-bilan +6,4% et collecte bilan +6,7%)
- **Taux d'UC en hausse dans la collecte brute** (36,2% +7,1 pp T3/T3) et dans les encours (23,1% +0,7 pp sept/sept). Reprise dynamique de l'activité en dommages (+8,7% T3/T3)
- **Activité commerciale excellente en banque de marché** (+24,8%) et résiliente en banque de financement (-3,4%) ; gestion prudente des risques (VaR modérée à 12 m€ au 30 sept)
- **Opérations stratégiques :** participation de CAA dans GNB Seguros portée à 100%, accord avec Europ Assistance sur le marché français ; poursuite du recentrage stratégique (déclassement de CACF en actif à céder, cession de la participation de CACIB dans BSF)

Les dispositifs publics permettent une stabilisation du provisionnement (x1,7 T3/T3). 71% de la hausse T3/T3 liée au provisionnement des encours sains

- **Taux de CDL** (3,4 %, +0,2 pp vs. 30 juin), **taux de couverture toujours élevé** (69,7%), malgré l'impact baissier de la nouvelle définition du défaut ; stock de provisions à 10 Mds€, soit plus de 7 ans du coût du risque historique moyen, dont 25% liés aux encours sains ; portefeuille de prêts diversifié, à 46% sur les entreprises et 27% sur l'habitat ; 72% des EAD *Investment grade*
- **Hausse prudente du provisionnement** (577 m€ dont 165 m€ en stage 1 et 2 et 425 m€ en stage 3, x1,7 T3/T3, -36% T3/T2). Coût du risque 9M-20 sur encours annualisé 67 pb

Solvabilité très solide

- **Ratio CET1 phasé en hausse sensible (+0,6 pp) à 12,6%, +4,7 au-dessus de l'exigence SREP (+0,7 pp sept./juin) et 160 pb au-dessus de la cible de pilotage, incluant depuis le 31 mars 60 pb de dividende non distribué en 2020**. Provision pour dividendes 9m de 0,40€ par action. **Ratio non phasé à 12,4%.**
- **Emplois pondérés en baisse sur le trimestre :** baisse de la contribution des métiers (-9,9 Mds€), notamment en Grande clientèle (optimisation des titrisations, réduction du risque de marché et change) et en Banque de Proximité (expiration du délai de carence de deux mois sur les PGE), hausse de la VME assurances.

Liquidité du Groupe en hausse

- **404 Mds€ de réserves au 30/09, stable (-1 Mds€) par rapport au 30/06/2020. Augmentation du LCR :140,7%[10]**.
- 97% du programme de financement MLT de marché de 12 Mds€ réalisé à fin octobre.

[9] *ROTE sous-jacent calculé sur les neuf premiers mois 2020 annualisés avec isolation de l'effet IFRIC 21. Hors l'annualisation de IFRIC 21 le ROTE sous-jacent calculé sur les neuf premiers mois 2020 annualisés est de 9,5%*

[10] *Ratio calculé sur la base d'une moyenne sur 12 mois*

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 3 novembre 2020, a examiné les comptes du troisième trimestre et des neuf premiers mois 2020.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T3-2020 et au T3-2019

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Var T3/T3 publié	Var T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	5 151	8	5 143	5 031	(43)	5 073	+2,4%	+1,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 991)	(4)	(2 988)	(3 025)	-	(3 025)	(1,1%)	(1,2%)
FRU	-	-	-	(2)	-	(2)	(100,0 %)	(100,0%)
Résultat brut d'exploitation	2 160	4	2 156	2 004	(43)	2 046	+7,8%	+5,3%
Coût du risque de crédit	(605)	(28)	(577)	(335)	-	(335)	+80,8%	+72,5%
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	98	-	98	82	-	82	+19,9%	+19,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	17	-	17	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 650	(23)	1 674	1 769	(43)	1 811	(6,7%)	(7,6%)
Impôt	(346)	8	(354)	(423)	14	(437)	(18,3%)	(19,0%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(125)	(124)	(0)	0	-	0	ns	ns
Résultat net	1 180	(139)	1 319	1 346	(28)	1 374	(12,3%)	(4,0%)
Intérêts minoritaires	(203)	1	(204)	(147)	0	(148)	+37,9%	+38,0%
Résultat net part du Groupe	977	(139)	1 115	1 199	(28)	1 226	(18,5%)	(9,1%)
Bénéfice par action (€)	0,32	(0,05)	0,36	0,33	(0,01)	0,34	(4,6%)	+6,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	58,1%		58,1%	60,1%		59,6%	-2,1 pp	-1,5 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	977	(139)	1 115	1 201	(28)	1 229	(18,7%)	(9,2%)

Résultats

Au troisième trimestre 2020, le **résultat net part du Groupe publié** de Crédit Agricole SA ressort à **977 millions d'euros**, contre 1 199 millions d'euros au troisième trimestre 2019. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net négatif de -139 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.**

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**[11] atteint **1 115 millions d'euros**, en baisse de -9,1% par rapport au troisième trimestre 2019, dans le contexte de crise actuel, et notamment en raison de l'effet négatif des marchés sur les revenus du pôle Gestion d'Epargne et Assurances, et de la hausse du coût du risque liée au provisionnement des encours de crédit.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre, à hauteur de -139 millions d'euros, comprennent le déclassement au titre de IFRS5 de CACF NL, entité en cours de cession, qui se décompose comme suit : les effets dépréciation de l'écart d'acquisition pour -55 millions d'euros sur le résultat net part du groupe du pôle Activité hors Métiers et le traitement IFRS 5, pesant pour -69 millions d'euros sur le résultat net part du groupe des Services Financiers Spécialisés. A ceci s'ajoutent les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net positif de +8 millions d'euros en produit net bancaire et de +6 millions d'euros en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA pour +14 millions d'euros (*Debt Valuation Adjustment,* soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe), la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -5 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -3 millions d'euros. Sont également classés en éléments spécifiques les coûts d'intégration des entités acquises récemment par CACEIS (Kas Bank et Santander Securities Services) pour -4 millions d'euros en charges d'exploitation et -2 millions d'euros en

[11] *Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.*

résultat net part du Groupe. L'ajustement sur l'activation du Switch 2 représente -28 millions d'euros sur le coût du risque de Gestion de l'Epargne et de l'Assurance et -19 millions d'euros résultat net part du groupe. **Au troisième trimestre 2019**, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net, négatif de -28 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** et ils comprenaient uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -2 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -1 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -25 millions d'euros.

Les métiers ont fait preuve d'une bonne résistance au troisième trimestre 2020 au regard du contexte sanitaire et économique. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent a ainsi progressé de +5,3% par rapport au troisième trimestre 2019 pour atteindre 2 156 millions d'euros, grâce à des revenus en croissance (+1,4% à 5 143 millions d'euros) et des charges très bien maîtrisées par les métiers (-1,2 % à 2 988 millions d'euros). L'excellente agilité opérationnelle des métiers s'est à nouveau démontrée ce trimestre : des baisses de charges ont été constatées dans tous les pôles enregistrant une baisse des revenus. Crédit Agricole SA présente ainsi au troisième trimestre 2020 un coefficient d'exploitation sous-jacent de 58,1%, s'améliorant de 1,5 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019 et s'appuyant sur un effet ciseaux positifs de 2,6 points au troisième trimestre 2020. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en retrait, néanmoins, de -9,1%. Cette baisse s'explique par la hausse du coût du risque, qui atteint 577 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020 (x1,7 par rapport au troisième trimestre 2019), hausse tirée pour 71% par la progression du provisionnement des encours sains, notamment lié à un provisionnement prudent des secteurs sensibles (tels que l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants et certains professionnels). Ainsi, le pôle Grandes Clientèles, en dépit d'une forte croissance du résultat brut d'exploitation (+16,9%) ce trimestre, est affecté par la multiplication par 4,8 du coût du risque et affiche au final un résultat net part du Groupe en baisse de -28,4%. Les Services financiers spécialisés présentent une baisse de -1,5% du résultat brut d'exploitation et de -4,5% à périmètre constant[12] avec une bonne résistance générale des revenus commerciaux et une gestion rigoureuse des coûts mais une moindre performance de l'activité d'affacturage. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance, pénalisé par un effet marché défavorable sur les revenus, affiche un résultat net part du Groupe de -8,5%, malgré une très bonne maîtrise des coûts. Pour sa part, le pôle Banques de proximité génère un résultat brut d'exploitation en hausse de +3,7%, porté par une forte croissance des revenus notamment chez LCL et par une efficacité opérationnelle confirmée (coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU des banques de proximité au troisième trimestre 2020 de 62,4% (en amélioration de 1,6 point de pourcentage comparé au troisième trimestre 2019). Ainsi, malgré un coût du risque multiplié par 1,5 comparé au troisième trimestre 2019, le résultat net part du groupe des banques de proximité fait preuve de résilience, enregistrant une baisse de -4,7% comparé au troisième trimestre 2019.

[12] Hors effet CACF NL, i.e. hors produits et charges enregistrés au titre du troisième trimestre 2019 sur CACF NL et hors traitement IFRS 5 au troisième trimestre 2020

Au troisième trimestre 2020, les **revenus sous-jacents** ont atteint 5 143 millions d'euros et sont en hausse par rapport au deuxième trimestre 2019 (+1,4%). Les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances enregistrent une baisse de -6,4% pénalisée par un effet marché défavorable. En revanche, ceux de la Banque de proximité ont cru sur ce trimestre (+2,6% par rapport au troisième trimestre 2019), portés par une croissance marquée des revenus d'intérêts et des commissions chez LCL, compensant des revenus de la Banque de proximité à l'international pénalisés par la baisse des taux directeurs en Egypte, Pologne et Ukraine. Les revenus des Services Financiers spécialisés font preuve de résilience, enregistrant une baisse de -8,5% en sous-jacent et -3,4% à périmètre constant[13]. Enfin, au sein du pôle Grandes Clientèles, les activités de marché ont été très dynamiques ce trimestre, s'appuyant sur des volumes importants d'émissions obligataires et générant des revenus en forte croissance (+24,8%) par rapport au troisième trimestre 2019. La banque de financement a su résister, enregistrant une baisse modérée de -3,4% de ses revenus, mais une hausse de +6,6% hors effet de change et dividendes BSF perçus au troisième trimestre 2019. Enfin, les activités de services aux institutionnels affichent une hausse de +23,1% grâce à un effet périmètre lié aux dernières acquisitions (Kas Bank et Santander Securities Services). Le produit net bancaire récurrent, à savoir le produit net bancaire adossé à un stock (encours de crédit/collecte, actifs sous gestion) ou à un contrat (assurances dommages, prévoyance) représente 76% du PNB sous-jacent de Crédit Agricole SA.

Les charges d'exploitation sous-jacentes sont en diminution de -1,2% sur la période, permettant d'afficher des indicateurs d'efficacité opérationnelle de très bons niveaux : le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 58,1%, en amélioration de +1,5 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019, et l'effet ciseaux ressort positif, à 2,6 points de pourcentage. Preuve de l'agilité opérationnelle de Crédit Agricole SA, ce trimestre, l'ensemble des pôles constatant une baisse des revenus par rapport au troisième trimestre 2019 ont présenté des charges en réduction par rapport au troisième trimestre 2019. Le pôle Grandes clientèles enregistre une hausse de +8,0% de ses charges notamment liée à un effet de périmètre sur les Services financiers aux institutionnels. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances présente une baisse des charges de -6,8% par rapport au troisième trimestre 2019, tirée par la Gestion d'actifs (-4,1%, grâce à la baisse des rémunérations variables), et profitant de la stabilité des charges Assurance (-0,1%). Le pôle Banque de proximité affiche une baisse de ses charges sur le trimestre (-3,3%), portée notamment par l'efficacité opérationnelle en banque de Proximité en France. Les Services financiers spécialisés voient leurs charges diminuer de -15,3% en sous-jacent, et -2.2% à périmètre constant[14] sur le trimestre, grâce notamment à la gestion efficace des coûts au sein de CACF (-19,1% en sous-jacent et -2,6% à périmètre constant par rapport au troisième trimestre 2019[14].

Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** ressort à un haut niveau, 2 156 millions d'euros, en hausse de 5,3% par rapport au troisième trimestre 2019, s'appuyant sur une contribution solide et en progression des pôles Grandes Clientèles et Banques de Proximité et d'une résilience des autres métiers : Grandes Clientèles +16,9% par rapport au troisième trimestre 2019, Banques de Proximité +3,7%, Gestion de l'Epargne et Assurances -5,9%, Services financiers spécialisés -1,5% en sous-jacent et -4,5% à périmètre constant.

[13] Hors effet CACF NL, i.e. hors revenus enregistrés au titre du troisième trimestre 2019 sur CACF NL et hors traitement IFRS 5 au troisième trimestre 2020

[14] Hors effet CACF NL, i.e. hors charges enregistrées au titre du troisième trimestre 2019 sur CACF NL et hors traitement IFRS 5 au troisième trimestre 2020

Au 30 septembre 2020, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté entreprises (46% des encours bruts de Crédit Agricole SA) et habitat (27% des encours bruts). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 3,4% (+0,2 point de pourcentage par rapport au 30 juin 2020) et le taux de couverture[15] élevé à 69,7%, en baisse de -3,7 points de pourcentage sur le trimestre principalement en raison de l'impact du changement de règlementation sur le nouveau défaut sur l'assiette d'encours en défaut. Le stock total de provisions s'établit à 10,0 milliards d'euros. Sur ce stock de provisions, 25% sont liées au provisionnement des encours sains. Les dispositifs publics ont permis de stabiliser l'environnement, et de créer les conditions pour une stabilité du coût du risque. Les niveaux de provisionnement sont fondés sur **plusieurs scénarios économiques pondérés,** dont pour le PIB en France, un scenario plus favorable (+7,3% en 2021 et +1,8% en 2022) et un scénario plus défavorable (+6,6% en 2021 et +8,0% en 2022)[16], et intègrent des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et des compléments spécifiques sur des secteurs ciblés, dont l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants, et sont impactés par l'entrée en vigueur du nouveau défaut.

Le **coût du risque** affiche une hausse maîtrisée (x1,7/-243 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2019, à -577 millions d'euros contre -335 millions d'euros au troisième trimestre 2019 et -908 millions d'euros au deuxième trimestre 2020). La hausse du coût du risque par rapport à au troisième trimestre 2019 s'explique à hauteur de 71% par un provisionnement supplémentaire des encours sains (*Stage* 1&2), notamment lié à un provisionnement prudent des secteurs sensibles (tels que l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants et certains professionnels). La charge de -577 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020 se décompose en un provisionnement des encours sains (*Stage* 1&2) pour -165 millions d'euros (contre une reprise de 7 millions d'euros au troisième trimestre 2019 et une dotation de -236 millions d'euros au deuxième trimestre 2020) et en un provisionnement des risques avérés (*Stage* 3) pour -425 millions d'euros (contre -331 millions d'euros au troisième trimestre 2019 et -667 millions d'euros au deuxième trimestre 2020). Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, le coût du risque sur encours atteint 67 points de base en annualisé (59 points de base sur quatre trimestres glissants et 55 points de base en vision trimestrielle annualisée). Dans les quatre métiers principalement contributeurs au coût du risque, celui-ci est en hausse par rapport au troisième trimestre 2019 et en baisse par rapport au deuxième trimestre 2020. Ainsi, LCL affiche un coût du risque à -83 millions d'euros (x1,4 par rapport au troisième trimestre 2019 et -29% par rapport au deuxième trimestre 2020) et une stabilisation de son coût du risque sur encours à 30 points de base sur neuf mois annualisés (27 points de base sur quatre trimestres glissants et 24 points de base en vision trimestrielle annualisée) ; CA Italia enregistre un coût du risque de -86 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020, soit 1,4 fois le niveau du troisième trimestre 2019 et en baisse de -41,1% par rapport au deuxième trimestre 2020, avec un coût du risque sur encours atteignant 92 points de base en neuf mois annualisés (83 points de base sur quatre trimestres glissants et 74 points de base en vision trimestrielle annualisée) ; CACF retrouve le niveau de coût du risque du troisième trimestre 2019, avec une hausse de +4,5% en sous-jacent et +6,7% à périmètre constant comparée au troisième trimestre 2019 (et une baisse de -43% par rapport au deuxième trimestre 2020, à périmètre constant), avec un coût du risque sur encours qui ressort à 188 points de base sur neuf mois annualisés (et 173 points de base sur quatre trimestres glissants, 142 points de base en vision trimestrielle annualisée). Enfin, en Banque de financement, le coût du risque du trimestre s'élève à -225 millions d'euros, contre une dotation de seulement -40 millions d'euros au troisième trimestre 2019 mais en baisse de -27,9% par rapport au deuxième trimestre 2020. Son coût du risque sur encours ressort à 76 points de base sur neuf mois annualisés (contre 640 points de base sur quatre trimestres glissants et 72 points de base en vision trimestrielle annualisée).

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort en hausse de **+19,9%**, à 98 millions d'euros, traduisant notamment le dynamisme des *Joint-Ventures* au sein de la Gestion d'actifs (x2,1 au troisième trimestre 2020 par rapport au même trimestre 2019).

[15] Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en ''stage 3', et au numérateur la somme des provisions enregistrées en ''stages'' 1, 2 et 3

[16] Une baisse de 10 points de la pondération du scénario favorable au profit du scénario défavorable entraînerait une évolution du stock de provisions ECL au titre du « forward looking central » de l'ordre de 5% du stock d'ECL total. Toutefois, une telle évolution de pondération n'aurait pas nécessairement d'incidence significative en raison d'ajustements au titre du « forward looking local » qui pourraient en atténuer l'effet.

Le **résultat net sur autres actifs** enregistre ce trimestre un impact négatif de -3 millions d'euros, contre un impact positif de +17 millions d'euros au troisième trimestre 2019, sous l'effet à cette date d'une opération ponctuelle d'immobilier en Gestion de fortune.

Le **résultat sous-jacent[17] avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en diminution de -7,6%,** à 1 674 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **22,5%**, en baisse de -2,8 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019, la charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -19,0% à -354 millions d'euros. Le taux d'impôt du troisième trimestre 2020 est notamment impacté par la baisse du taux d'impôt en France depuis le 1er janvier 2020 (32,02% au lieu de 34,43%) et par l'effet favorable des filiales étrangères qui ont un taux d'impôt moins élevé qu'en France. Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une baisse de -4,0%**.

La part de **résultat net attribuée aux intérêts minoritaires** est en hausse de +38,0% à 204 millions d'euros. Cela s'explique par le changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 émises par Crédit Agricoles Assurances. Ceci est sans impact sur le bénéfice par action.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en baisse de **-9,1%** par rapport au troisième trimestre 2019 à **1 115 millions d'euros**.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au 9M-2020 et au 9M-2019

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Var 9M/9M publié	Var 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	15 248	(217)	15 465	15 034	(120)	15 155	+1,4%	+2,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(9 226)	(68)	(9 158)	(9 161)	-	(9 161)	+0,7%	(0,0%)
FRU	(439)	-	(439)	(340)	-	(340)	+29,1%	+29,1%
Résultat brut d'exploitation	5 583	(285)	5 869	5 534	(120)	5 654	+0,9%	+3,8%
Coût du risque de crédit	(2 068)	38	(2 106)	(917)	-	(917)	x 2,3	x 2,3
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	277	-	277	275	-	275	+0,5%	+0,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	84	-	84	39	-	39	x 2,1	x 2,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	3 876	(248)	4 124	4 931	(120)	5 052	(21,4%)	(18,4%)
Impôt	(692)	63	(756)	(1 302)	38	(1 340)	(46,8%)	(43,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(125)	(124)	(1)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	3 059	(309)	3 368	3 637	(83)	3 720	(15,9%)	(9,5%)
Intérêts minoritaires	(490)	4	(494)	(454)	1	(455)	+8,0%	+8,5%
Résultat net part du Groupe	2 568	(305)	2 874	3 183	(81)	3 264	(19,3%)	(12,0%)
Bénéfice par action (€)	0,79	(0,11)	0,89	0,94	(0,03)	0,97	(16,2%)	(7,7%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,5%		59,2%	60,9%		60,5%	-0,4 pp	-1,2 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	**2 961**	**(305)**	**3 266**	**3 498**	**(81)**	**3 579**	**(15,4%)**	**(8,8%)**

Sur l'ensemble des neuf premiers mois 2020, le résultat net part du Groupe publié est de 2 568 millions d'euros, contre 3 183 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2019, soit une baisse de -19,3%.

Les **éléments spécifiques sur les neuf premiers mois 2020** ont eu un effet négatif de **-305 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du troisième trimestre déjà mentionnés *supra*, les

[17] *Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.*

éléments du premier semestre 2020 qui avaient eu un impact négatif de -167 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -19 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +32 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -10 millions d'euros chez LCL et pour -31 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers, ainsi que les éléments non récurrents suivants : coûts d'intégration de Kas Bank et Santander Securities Services pour -4 millions d'euros chez CACEIS, le soutien aux assurés professionnels pour -97 millions d'euros au sein du pôle Gestion de l'épargne et Assurance et -1 million d'euros chez LCL, l'activation du switch pour +44 millions d'euros, la soulte de Liability management pour -28 millions d'euros chez AHM, et les Dons solidaire Covid-19 pour -38 millions d'euros en pôle de Gestion de l'épargne et Assurances, pour -4 millions d'euros en Banque de Proximité à l'international, pour -10 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers. Les **éléments spécifiques des neuf premiers mois 2019** avaient eu un impact de -81 millions d'euros sur le **résultat net part du Groupe**. Par rapport à ceux du troisième trimestre 2019 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de -53 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe au premier semestre 2019, soit les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -9 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -20 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -7 millions d'euros chez LCL et pour -18 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort** à **2 874 millions d'euros,** en baisse de **-12,0%** par rapport aux neuf premiers mois 2019. Le résultat net part du Groupe sous-jacent hors FRU s'établit à 3 266 millions d'euros, en baisse de -8,8% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Le **bénéfice par action sous-jacent sur neuf mois atteint 0,89 euro par action**, en baisse de **-7,7%** par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Le **RoTE**[18] **sous-jacent** annualisé net des coupons annualisés d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) atteint 9,5% sur les neuf premiers mois 2020. Après isolation de l'effet IFRIC 21 sur l'année, il atteint **10,0% sur les neuf premiers mois 2020**, en retrait de 1,9 point de pourcentage par rapport à l'année 2019 où il s'établissait à 11,9%). Les RoNE (retour sur capital alloué normalisé) annualisés sont en baisse sur les neuf premiers mois, en lien avec la baisse des résultats, par rapport à l'année 2019 et la hausse du capital, le Capital Equity Tier One atteignant 12,6% au 30 septembre 2020.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+2,0%** par rapport aux neuf premiers mois 2019, grâce à une croissance significative des revenus du pôle Grandes clientèles (+13,9%), tandis que les activités de proximité ont été impactés par la crise sanitaire (-2,3% dans la Banque de proximité et -8,4% dans les Services financiers spécialisés en sous-jacent et -5,4% à périmètre constant) et que les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances ont été fortement pénalisés (-5,0%) par un effet marché négatif.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont stables (-0.0%), la contribution au FRU étant en forte augmentation, de +29.1% à 439 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020 contre 340 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2019). La stabilité des charges s'appuie sur la très bonne maîtrise conduite par l'ensemble des métiers : les charges de Gestion d'Epargne et Assurances diminuent de -2,8% comparé aux neuf premiers mois 2019, la Banque de Proximité -2,9% et les Services Financiers Spécialisés de -6,2% en sous-jacent et -1,3% à périmètre constant. Le pôle Grandes Clientèles enregistre une hausse des charges de +7,5% sur neuf mois, mais celle-ci est notamment liée à un effet périmètre (avec l'intégration de Kas et S3 au sein des Services Financiers Institutionnels). Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 59,2%,** en amélioration de 1,2 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2019. Hors contribution au FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 6 308 millions d'euros, en hausse de +5,2% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Enfin, le **coût du risque** affiche une hausse significative sur la période (x2,3/-1 189 millions d'euros, à -2 106 millions d'euros contre -917 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2019).

[18] Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en Annexe.

Activité

La dynamique commerciale a été soutenue sur le trimestre, grâce au dynamisme des encours, de gestion d'actifs (+6,4%), d'assurance-vie (+0,9%) et des encours de crédit en banque de proximité (+5% chez LCL hors PGE, +5,9% chez CA Italia). Les encours gérés en crédit à la consommation sont en légère baisse par rapport à septembre 2019, mais reprennent depuis un trimestre (+0,9% par rapport au deuxième trimestre). La collecte a progressé chez LCL (hausse de la collecte bilan de +12,6% et stabilité de l'épargne hors bilan à -1,3%), et chez CA Italia (hausse de la collecte gérée de +6,4% et de la collecte bilan de 6,7%). Le taux d'UC dans la collecte brute est en hausse (+7,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019 à 36,2%), tout comme celui dans les encours, à 23,1% (+0,7 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019). Le chiffre d'affaires en protection des personnes a augmenté sensiblement (+9,7% par rapport au troisième trimestre 2019), tout comme celui en assurance-dommages (+8,7% par rapport au troisième trimestre 2019). La conquête brute a été dynamique (+227 500 clients professionnels et particuliers en 2020 chez LCL et +85 800 chez CA Italia) et le fonds de commerce a continué de croître (+22 800 clients chez LCL en 2020 et +7 700 chez CA Italia). La production commerciale en crédit à la consommation est en hausse (+3% par rapport au troisième trimestre 2019). Enfin, l'activité du pôle Grandes clientèles est dynamique, notamment sur la banque de marché (revenus en hausse de 24,8% depuis le troisième trimestre 2019), l'activité en banque de financement étant résiliente (-3,4% par rapport au troisième trimestre 2019). La gestion des risques est prudente, avec une VaR modérée, à 12 million d'euros au 30 septembre.

En Epargne/Retraite, Crédit Agricole Assurances a poursuivi avec succès sa nouvelle politique de collecte initiée en 2019 avec la réorientation de celle-ci vers les unités de compte (UC). Ainsi, la part des UC dans la collecte brute atteint 36,2% au troisième trimestre 2020, en progression de 7,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019. La collecte nette est négative en euros (-0,7 milliard d'euros), et élevée en unités de compte (+1 milliard d'euros). Au total, la collecte nette est de +0,4 milliard d'euros, en baisse de -2 milliards d'euros par rapport au troisième trimestre 2019 mais en augmentation de +1,3 milliard d'euros depuis le deuxième trimestre 2020. Les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent quant à eux 304,1 milliards d'euros, en hausse de +0,9% par rapport à septembre 2019. La part des unités de comptes dans les encours est en progression de +0,7 point de pourcentage par rapport à septembre 2019 pour atteindre 23,1% à septembre 2020. Le chiffre d'affaires s'élève à 4,8 milliards d'euros sur le troisième trimestre 2020 (en baisse de -29,8% par rapport au troisième trimestre 2019). Enfin, la provision pour participations aux excédents (PPE) atteint 11,8 milliards d'euros au 30 septembre 2020, soit 5,7% du total des encours, en dotation de 1 milliard d'euros sur un an. Pour rappel, le taux de rendement moyen annualisé des actifs du fonds général, atteint 2,50%[19] au 30/06/2020, soit un niveau déjà nettement supérieur au taux minimum garanti moyen (0,28% à fin 2019).

En Assurances dommages, la reprise de l'activité au troisième trimestre 2020 est dynamique. Le nombre mensuel de souscriptions a atteint un niveau record en septembre (278 000 affaires nouvelles environ +30% par rapport au mois de septembre 2019). Le nombre de contrats d'assurance dommages en portefeuille croît au troisième trimestre 2020 d'environ +196 000 contrats pour atteindre près de 14,4 millions de contrats à fin septembre 2020. Le chiffre d'affaires augmente ainsi de +8,7% par rapport au troisième trimestre 2019, à 1,0 milliard d'euros. Le taux d'équipement des clients particuliers[20] continue de progresser dans les réseaux des Caisses régionales (41,5% à fin septembre 2020, soit une augmentation de +1,0 point de pourcentage depuis septembre 2019) et de LCL (25,5% à fin septembre 2020, soit une augmentation de +0,6 point de pourcentage depuis septembre 2019), ainsi qu'au sein de CA Italia (16,2% à fin septembre 2020, soit une augmentation de +1,2 point depuis septembre 2019). Le ratio combiné demeure maîtrisé, à 96,7%, en légère hausse de +1,2 points de pourcentage sur un an, et intègre le coût du dispositif de soutien extracontractuel pour les professionnels assurés contre la perte d'exploitation. Enfin, Crédit Agricole Assurances a continué à renforcer son

[19] *Taux Predica*

[20] *Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au-moins un produit d'assurances (estimations Pacifica). Périmètre : assurances auto, habitation, santé, GAV, protection juridique et tous mobiles/portables.*

positionnement à l'international ce trimestre en portant sa participation dans GNB Seguros à 100%, et en signant un accord de distribution d'assurance non-vie au Portugal avec **Novo Banco** pour une durée de 22 ans. Un accord de partenariat stratégique a par ailleurs été signé avec **Europ Assistance** pour l'assistance sur le marché français, qui permettra à Crédit Agricole Assurances d'adapter ses services aux besoins des clients du groupe Crédit Agricole.

En **prévoyance/emprunteur/collectives**, le chiffre d'affaires atteint ce trimestre 1 079 millions d'euros, en hausse sensible de +9,7% par rapport au troisième trimestre 2019.

La Gestion d'actifs (Amundi) enregistre ce trimestre une forte reprise de l'activité avec une collecte nette à nouveau positive (+34,7 milliards d'euros) grâce un fort rebond sur les produits de trésorerie (+18,8 milliards d'euros). La collecte nette *retail* (hors JV) sur les actifs moyen long terme (MLT) à +2,4 milliards d'euros est en hausse par rapport au T2 2020 grâce à une forte reprise pour les distributeurs tiers (+2,8 milliards d'euros). Dans les réseaux France et International, la collecte retail (hors JV) sur les actifs MLT demeure à l'équilibre dans un contexte d'aversion au risque. Amundi affiche par ailleurs un fort rebond sur le segment des institutionnels et des entreprises (+21,4 milliards d'euros) tiré par les produits de trésorerie (+19,2 milliards d'euros). La collecte nette demeure solide sur les *Joint Ventures* (+8,1 milliards d'euros) grâce à une activité dynamique en Chine (+7,2 Mds€). Les encours sous gestion sont en progression (+4,4% depuis le 30 juin 2020) à 1 662 milliards d'euros à fin septembre 2020. L'effet marché/change sur les encours sous gestion est de +15,2 milliards d'euros par rapport à juin 2020. A noter sur ce trimestre l'intégration des encours de Sabadell Asset Management dans le périmètre consolidé de Amundi pour un montant de +20,7 milliards d'euros et l'accord d'une licence de la Commission chinoise de réglementation des banques et des assurances à la nouvelle JV Amundi BOC WM en Chine, spécialisée dans les produits de Wealth Management. Amundi a par ailleurs lancé ce trimestre un fonds obligataire avec exposition au financement de projets verts dans les pays émergents.

En gestion de fortune, la collecte est à l'équilibre et les encours demeurent stables au troisième trimestre 2020.

Les **Banques de proximité** restent très présentes auprès de tous leurs clients avec un taux de satisfaction clients qui s'améliore, notamment en Italie qui devient la deuxième banque d'Italie en termes de satisfaction client avec un indice de recommandation client en hausse de 8 points par rapport à 2019**.** A fin septembre, on constate une reprise de la production crédit habitat (11,6 milliards pour LCL -18,0% sur un an ; 2,1 milliards d'euros pour CA Italia +0,6% sur un an), et un retour du crédit consommation au niveau d'avant crise pour LCL (production à 2,1 milliards d'euros, -15,1% sur un an), et en Italie, (production à 140 millions d'euros, +4,0% sur un an). Les encours de financement aux professionnels et entreprises se maintiennent à un niveau élevé à 48,9 milliards d'euros pour LCL en croissance de 23,8% et 21,9 milliards d'euros pour CA Italia en croissance +8,3%, notamment au travers des Prêt Garantis par l'Etat (PGE). LCL a accordé 35 000 crédits PGE pour 7,5 milliards d'euros et CA Italia pour 1 milliard d'euros. Au total, hors PGE, les encours de crédits pour LCL s'élèvent à 134,1 milliards au 30 septembre 2020 (+5%) et à 44,1 milliards d'euros pour CA Italia (+1,7%).

En France, les renégociations de crédits habitat de LCL sont en baisse ce trimestre et atteignent 0,3 milliard d'euros d'encours, contre 0,6 milliard d'euros au deuxième trimestre 2020, soit une différence de 0,3 milliard d'euros, et restent très en-deçà du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. Par ailleurs, les taux à la production des crédits habitat sont en hausse ce trimestre.

Enfin, pour l'ensemble des Banques de Proximité à l'International hors Italie, la croissance des crédits est de +0,5% fin septembre 2020 par rapport à fin septembre 2019, notamment portées par l'Egypte (+18,0%[21]) et le Maroc (+2,7%[19]), malgré une baisse en Ukraine (-2,7%[19]) et une stabilité en Pologne (+0,8%[19]).

La collecte hors bilan reste stable pour LCL (-1,3%), impactée par un effet marché toujours négatif, malgré une remontée ce trimestre et est en hausse pour CA Italia (+6,4%), principalement lié à la croissance de l'assurance Vie (+11,3%). La collecte bilan est en hausse sur tous les marchés, de +12,6%

[21] *Hors effet de change*

par rapport à septembre 2019 pour LCL en France liée notamment à une progression de l'épargne des particuliers, tirée par les dépôts à vue particulier (+14%), les dépôts à vue professionnels et entreprises (+43%) et les livrets (+11%) ; elle progresse de +6,7% pour CA Italia, notamment portée par la hausse des dépôts depuis le début de l'année, reflet de l'accumulation de liquidité des entreprises et de l'épargne de précaution des consommateurs. Enfin, les encours de collecte augmentent sur un an de +3,8% pour l'ensemble des Banque de Proximité à l'International hors Italie, tirés par l'Ukraine (+35%[19]) le Maroc (+6%[19]) et la Pologne (+4%[19]). Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique ou GAV est en hausse chez LCL à 25,5% (+0,6 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2019) et chez CA Italia 16,2% (+1,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2019).

La reprise de l'activité de **Services Financiers Spécialisés** se confirme ce trimestre. **La production commerciale de CA-CF dépasse les niveaux pré-crise** et atteint 10,9 milliards d'euros, en progression de 3% par rapport au troisième trimestre 2019, porté par la contribution à l'activité des Caisses régionales (+16% par rapport au troisième trimestre 2019) et GAC Sofinco (+32% par rapport au troisième trimestre 2019). **Le taux de marge à la production revient à un bon niveau**, correspondant à celui du dernier trimestre 2019 et du premier trimestre 2020, grâce à un mix produit plus favorable, porté notamment par la progression générale de la part short-channel chez Agos. Les **encours gérés** sont aussi en hausse par rapport au deuxième trimestre 2020 (+0,9% et +1,1% hors CACF NL) mais restent en légère baisse par rapport au troisième trimestre 2019 (-1,5% et -1,2% hors CACF NL). Dans cette même dynamique, la **production commerciale de CAL&F** profite de la bonne activité de crédit-bail sur le trimestre, en hausse de 3,8% par rapport au troisième trimestre 2019, à 1,5 milliard d'euros. En revanche, le **chiffre d'affaires factoré** enregistre un léger repli de -1,4% par rapport au troisième trimestre 2019, accentué par la **baisse de la quotité financée**, dans un contexte de moindre besoin de liquidité des entreprises, étant donné les supports de soutien à l'économie déployés depuis le mois de mars (Prêts Garantis par l'Etat notamment). Mais la tendance redevient positive en septembre avec un fort rebond en France et à l'International (+6%).

L'activité de l'ensemble de la Banque de financement et d'investissement est très dynamique ce trimestre, avec des **revenus sous-jacents** en hausse de +9,7% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019 (à 1 288 millions d'euros) notamment sur la **banque de marché et d'investissement** (+24,8% à 678 millions d'euro) grâce à une poursuite de l'excellente performance des activités de marché (activités FICC : +26,5%, y compris CVA), marquant toutefois un début de normalisation. Les **originations obligataires** enregistrent à nouveau un très bon niveau d'activité (x1,8 au troisième trimestre 2020 par rapport à la même période 2019), de même que les repos. CACIB confirme ainsi ses **positions de premier plan** (#1 en *All French Corporate bonds*, leader mondial sur les *Global Green and Sustainability bonds*[22]), CACIB a ainsi été le conseil exclusif et teneur de livres pour la République Fédérale d'Allemagne dans une émission de 6,5 milliards d'euros de *Green bonds*. La **VaR** réglementaire au 30/09/2020 **reste à un niveau bas**, en lien avec le modèle de **gestion prudente des risques** (12,1 millions d'euros au 30 septembre 2020 vs 14 millions d'euros au 30 juin 2020 et 22,2 millions d'euros au 31 mars 2020, VaR réglementaire moyenne : 14,5 millions d'euros au troisième trimestre 2020, vs. 18,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 et 11,4 millions d'euros au premier trimestre 2020). La **banque de financement** présente des revenus sous-jacents en léger retrait (-3,4%) par rapport au troisième trimestre 2019 à 610 millions d'euros. Bien que toujours portée par la banque commerciale, elle est impactée par le ralentissement de l'activité des financements structurés et par des effets de base[23] et de change défavorables ce trimestre. Hors ces effets, les revenus seraient en hausse de +6,6% sur le troisième trimestre. En particulier, CACIB a enregistré une forte activité sur les financements structurés dans le secteur des Telecoms et maintient de bons positionnements en **crédits syndiqués** : CACIB est ainsi **leader en France** et n° **2 sur le marché EMEA**. Par ailleurs, en lien avec son modèle *Originate to Distribute*, la Banque de financement a enregistré un taux de distribution primaire moyen sur les douze derniers mois de 35%, en baisse de 8 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019. Le tirage sur les lignes de crédit

[22] *Sources : Refinitiv, R17*
[23] *Dividendes BSF reçus au troisième trimestre 2019*

« *revolving credit facilities* » (RCF) se normalise enfin ce trimestre : après une hausse de +18 milliards d'euros des tirages au début de la crise, 7,2 milliards ont été remboursés depuis à fin septembre et le taux de tirage atteint 23%, se rapprochant ainsi des 18% pré-crise et après un point haut à 33% pendant la crise.

Enfin, les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent un bon niveau d'activité ce trimestre. Les encours conservés dépassent 4 trillions d'euros à fin septembre 2020, niveau fixé comme objectif dans le Plan Moyen terme 2022 : ils atteignent 4 018 milliards d'euros, en croissance de +28% sur un an. Les **encours administrés** progressent également de +3% à 2 078 milliards d'euros. Ces progressions s'expliquent principalement par la **consolidation de Santander Securities Services** au quatrième trimestre 2019 (respectivement +673 milliards d'euros d'encours conservés et +11 milliards d'euros d'encours administrés à fin septembre 2020), mais également grâce à la **conquête de nouveaux clients**, permettant ainsi de compenser un effet marché défavorable (environ -80 milliards d'euros sur un an). A périmètre constant, les encours conservés et les encours administrés progressent donc de respectivement +6,4% et +2,2%.

Analyse des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 459 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en baisse de -8,5% par rapport au troisième trimestre 2019 en raison notamment d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées (sans impact sur le bénéfice net par action). Le RNPG du pôle demeure stable hors cet effet. Le pôle contribue à hauteur de 41% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le troisième trimestre 2020 et de 27% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 1 366 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, en baisse de -5,8% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Au 30 septembre 2020, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,9 milliards d'euros dont 8,4 milliards d'euros sur les Assurances, 1 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs, et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 42,1 milliards d'euros dont 26,8 milliards d'euros sur les Assurances, 10,4 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 4,8 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Uniquement pour ce pôle : ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie « Switch », qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 22 milliards d'euros[24] d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ -30,9 millions d'euros au troisième trimestre 2020 sur son résultat net part du groupe.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 22,6% pour les neuf premiers mois 2020, contre 27,5% sur l'année 2019.

Assurances

Le PNB sous-jacent atteint 610 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en baisse de -7,6% sur un an en raison d'un effet marché négatif par rapport au troisième trimestre 2019, bien que celui-ci soit positif depuis la fin du premier trimestre 2020. Les charges sous-jacentes sont maîtrisées (-0,1% par rapport au troisième trimestre 2019 à 168 millions d'euros), limitant la baisse du RBE sous-jacent à -10,1%, pour atteindre 443 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 27,5% au troisième trimestre 2020, en augmentation de +2,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2019. La charge d'impôt diminue par ailleurs de -35%

[24] *Intégrant le débouclement partiel du Switch enregistré au T1-20*

à 100 millions d'euros en raison de la baisse du résultat avant impôt et de l'imposition à taux réduit d'opérations de cessions de titres. Le résultat net sous-jacent atteint ainsi 344 millions d'euros, en hausse de +1,0% par rapport aux troisième trimestre 2019. Au final, la contribution du métier au RNPG sous-jacent est en baisse de -11,5%, à 300 millions d'euros, en raison des intérêts minoritaires qui augmentent (+42,5 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2019) à la suite d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 (sans impact sur le bénéfice net par action).

Le PNB sous-jacent atteint 1 822 millions d'euros sur les neufs premiers mois 2020, en baisse de -4,4% par rapport aux neuf premiers mois 2019 en raison d'un effet marché défavorable sur la période. Les charges sous-jacentes augmentent de +3,9% sur la période. Ainsi, le RBE sous-jacent diminue de -7,9%, à 1 240 millions d'euros, et le coefficient d'exploitation se dégrade de +2,5 points de pourcentage, atteignant ainsi 31,9% sur les neuf premiers mois 2020. Le résultat net sous-jacent diminue de -1,1% à 936 millions d'euros et le RNPG sous-jacent atteint 890 millions d'euros, en baisse de -5,7% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Gestion d'actifs

Le PNB sous-jacent atteint 609 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en baisse de -4,8% depuis le troisième trimestre 2019. Les commissions nettes de gestion sont en baisse sur un an (-4,8%), en raison d'un effet marché défavorable sur la période, mais en hausse depuis le deuxième trimestre 2020 (+4,8%). Les commissions de surperformance progressent quant à elles depuis le troisième trimestre 209 (+18,7%) et se maintiennent à un bon niveau (30 millions d'euros). Enfin, les revenus financiers sont stables sur un an en dépit des taux d'intérêts négatifs. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -4,1 %, à 329 millions d'euros, grâce à la poursuite des efforts d'efficacité opérationnelle et à un ajustement des rémunérations variables. Le RBE sous-jacent diminue de -5,6% à 280 millions d'euros et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU demeure de bon niveau à 54,0%, en légère hausse depuis un an (+0,4 point de pourcentage). La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment le résultat des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse (x2,1) et atteint 17 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente est en diminution de -5,8%, à 77 millions d'euros ce trimestre. Au final, le RNPG sous-jacent demeure solide et augmente de +1,5% par rapport au troisième trimestre 2019, à 146 millions d'euros.

Sur les neuf premiers mois 2020, le PNB sous-jacent diminue de -6,4% par rapport aux neuf premiers mois 2019, à 1 810 millions d'euros, en raison d'un effet de marché négatif sur la période. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -4,5%, à 988 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent diminue de -8,7%, à 818 millions d'euros, et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU se maintient à un bon niveau (54,6%) malgré une dégradation de 1,1 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2019. Le résultat sous-jacent des sociétés mises en équivalence est en forte hausse (+40,8%), à 46 millions d'euros. Au final, dans un contexte de marché défavorable sur la période, le RNPG sous-jacent diminue de -9,1% par rapport aux neuf premiers mois 2019 pour atteindre 420 millions d'euros.

Gestion de fortune

Le PNB sous-jacent diminue de -7,2% par rapport au troisième trimestre 2019 pour atteindre 192 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en raison notamment d'un effet de change défavorable sur un an. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en forte diminution (-17,3%) et atteignent 162 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent augmente sensiblement sur un an (x2,7, à 30 millions d'euros) et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore significativement de -10,3 points de pourcentage pour s'établir à 84,3% au troisième trimestre 2020. Le coût du risque augmente depuis le troisième trimestre 2019 (x5,9 à 11 millions d'euros) et la charge d'impôts est en hausse de +2 millions d'euros. Au final, le RNPG sous-jacent est en baisse de -30,2%, atteignant 13 millions d'euros au troisième trimestre 2020.

Le PNB sous-jacent atteint 600 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020 et est en baisse de -2,3% par rapport aux neuf premiers mois 2019. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent sensiblement (-6,3%) et atteignent 521 millions d'euros. Ainsi, le RBE sous-jacent augmente fortement (+39%, à 76 millions d'euros) et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore (-3,6 points de pourcentage) pour atteindre 86,8%. Le RNPG sous-jacent progresse de +25,7% et atteint 56 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020.

Banque de proximité

Banque de proximité en France

Le PNB sous-jacent est en hausse de +2,6% et atteint 889 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Cette hausse est tirée par les commissions (+3,8%), en particulier sur l'assurance et la monétique, ainsi que par la marge nette d'intérêts (MNI) (+1,6%), soutenue par de bonnes conditions de refinancement. LCL poursuit sa politique d'efficacité opérationnelle, malgré la poursuite des investissements comme *City Explorer* (une fonctionnalité de l'appli LCL Mes Comptes permettant d'exonérer de frais de paiements et de retraits en devises étrangères en contrepartie d'un forfait). Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -4,6% à 550 millions d'euros au troisième trimestre 2020, ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 4,7 point de pourcentage, à 61,8%. Cela permet d'afficher un résultat brut d'exploitation sous-jacent de 339 millions d'euros en forte amélioration de +17,0%. Le provisionnement est toujours en hausse (+43,2%) et atteint -83 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Cette hausse est notamment liée au provisionnement prudent sur des secteurs sensibles (dont hôtellerie, tourisme, restaurants). Le coût du risque sur encours des neufs mois annualisés s'établit ainsi à 30 points de base. Le taux de créances douteuses s'établit à 1,6% (-0,1 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020) et le taux de couverture à 84,6% (+6,5 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020). Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent est en hausse de +14,2%, atteignant 176 millions d'euros au troisième trimestre 2020.

Les revenus restent stables sur les neuf premiers mois de l'année 2020, à 2 635 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2019. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -3,7% grâce notamment à une amélioration continue des dépenses externes, ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de -2,7 point de pourcentage, à 63,7%. Le résultat brut d'exploitation progresse donc de +7,5% (+8,4% hors FRU), mais est largement compensé par une forte hausse du provisionnement (+97,0%) à -301 millions d'euros. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe est en baisse de -9,4% à 408 millions d'euros.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 9,7% pour les neuf premiers mois 2020, contre 10,8% en 2019.

Banque de proximité à l'international

Le PNB du pôle Banque de proximité à l'international diminue de -5,1% et s'établit à 657 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes baissent aussi, mais de façon moins forte (-1,5%), pour atteindre 415 millions d'euros. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue de -10,6%. Le provisionnement augmente de +47,9% ce trimestre pour s'établir à -124 millions d'euros (lié notamment au provisionnement des encours sains). Au final le résultat net part du groupe du pôle Banque de proximité à l'international s'établit à 63 millions d'euros, en baisse de -34,9% par rapport au troisième trimestre 2019.

Sur les neufs premiers mois de l'année 2020, le PNB sous-jacent diminue de -5,6% pour s'établir à 1 967 millions d'euros. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en baisse de -1,8% pour atteindre 1 255 millions d'euros, entrainant une détérioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 2,5 points de pourcentage à 63,8%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'élève ainsi à 686 millions d'euros en baisse de -12,4%. Hors FRU, la baisse du résultat brut d'exploitation sous-jacent est ramenée à -11,6%. Le provisionnement augmente de 71,0% pour s'établir à 438 millions d'euros sur les neuf premiers mois. Il en résulte un résultat net part du groupe sous-jacent de 155 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020 (en baisse de -43,4%).

Italie

Le PNB de Crédit Agricole Italia est stable au troisième trimestre 2020 par rapport à 2019 à 462 millions d'euros (-0,1% par rapport au troisième trimestre 2019). La MNI est soutenue par les conditions de refinancement, et les commissions sont revenues au niveau d'avant crise. Les charges sont également stables sur un an (-0,5%) et en baisse par rapport au deuxième trimestre 2020 (-2,3%) reflet des efforts faits précédemment sur les dépenses externes et les mobilités, qui permettent d'absorber les surcoûts liés à la crise. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit par conséquent à 61,0%, en légère amélioration (-0,3 points de pourcentage par rapport

au troisième trimestre de l'année 2019). Le provisionnement est en croissance de +40,6%, atteignant -86 millions d'euros à un niveau bien maîtrisé. sous l'effet à la fois des dotations sur encours sains (-8 millions d'euros) et d'un renforcement significatif des provisions pour risques avérés afin notamment de préparer des cessions de créances douteuses. Le coût du risque sur encours des neuf premiers mois annualisé s'établit ainsi à 92 points de base. Le taux de créances douteuses et litigieuses est en amélioration ce trimestre à 7,3% (-0,6 points de pourcentage sept/sept) et le taux de couverture est en progression de +2,1 points de pourcentage à 62,9%.

Sur les neufs premiers mois de l'année 2020, le PNB baisse de -4,3% pour s'établir à 1 337 millions d'euros. Les charges d'exploitation hors FRU baissent de seulement -1,6%, ce qui entraine une dégradation du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 63,5%, en hausse de 1,8 points de pourcentage sept/sept. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en baisse de -9,8% à 462 millions d'euros (-8,8% hors FRU). Au final, la contribution du métier au RNGP est en baisse de -31,6%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit quant à lui à 5,7% pour les neuf premiers 2020, contre 9,3% en 2019.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat du Groupe en Italie s'établit à 423 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, soit une baisse de -14% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2019, du fait de la hausse du coût du risque.

Banque de proximité à l'international - hors Italie

Le PNB sous-jacent diminue au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019 (-15,1%), en raison notamment d'une MNI impactée par la chute des taux directeurs en Egypte, Pologne, Ukraine et Maroc, et de commissions affectées par le fort ralentissement de l'activité commerciale. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en revanche en diminution de -3,5% ce trimestre et sont stables ou baissent dans toutes les filiales sauf Crédit du Maroc (+3%). La baisse des charges étant moins importante que celle des revenus, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de la BPI hors Italie se dégrade ce trimestre pour s'établir à 68,5% en hausse de 8,2 points. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue ainsi de -32,6%. Le provisionnement augmente (+67,9%) pour s'établir à -38 millions d'euros au troisième trimestre 2020, notamment lié au provisionnement des encours sains. Le taux de couverture s'établit à 104% en hausse de 4 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2020. Au final le résultat net part du groupe sous-jacent s'établit à 11 millions d'euros, soit une forte baisse de -69,3%.

Par pays :

- CA Egypte[25] : le résultat produit net bancaire est en baisse de -15% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019 pénalisé par la baisse des taux. Le profil de risque reste toujours bon avec un faible taux de CDL à 2,5%, et un taux de couverture élevé à 187%.
- CA Pologne[25] : le PNB sous-jacent enregistre une baisse ce trimestre (-16%), pénalisé par la baisse des taux directeurs. Les charges étant stables, le résultat brut d'exploitation sous-jacent baisse de -65%. Le taux de couverture des créances douteuses augmente à 108% ce qui a pour conséquence un résultat net part du Groupe en baisse, négatif sur les neuf premiers mois 2020 (-4 millions d'euros).
- CA Ukraine[25] : le PNB sous-jacent est en baisse ce trimestre (-9%). Le taux de CDL s'améliore à 2,3% et le taux de couverture est élevé à 242%.
- Crédit du Maroc[25] : le PNB est en légère baisse ce trimestre de -2%, et les charges restent maîtrisées (+3%). Le provisionnement reste prudent, le taux de couverture atteignant 91%.

Sur les neufs premiers mois de l'année 2020, le PNB baisse de -8,1% pour s'établir à 630 millions d'euros. Les charges d'exploitation baissent de seulement -2,1%, ce qui entraine une dégradation du coefficient d'exploitation sous-jacent qui s'établit à 64,5%, en hausse de 3,9 points de pourcentage sept/sept. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit ainsi à 224 millions d'euros en baisse de -17,3%. Au final, la contribution du métier au RNGP est en baisse de -60,6%.

[25] *Hors effet change*

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI s'établit à 10,8% pour les neuf premiers mois 2020, contre 19,3% pour 2019.

Le pôle Banque de Proximité à l'international contribue à hauteur de 5% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2020 et de 13% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 17% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2020 et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 septembre 2020, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 8,7 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 3,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 92,0 milliards d'euros dont 51,2 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 40,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

Services Financiers Spécialisés

Les résultats du **troisième trimestre 2020** des Services financiers spécialisés sont marqués par le **passage en IFRS 5 de la filiale néerlandaise CACF Nederland BV**, entité en cours de cession. Ceci se matérialise au troisième trimestre 2020 par le retraitement sur l'ensemble des soldes intermédiaires de gestion de CACF des produits et charges enregistrés au premier et deuxième trimestre 2020 et l'enregistrement en résultat net des activités en cours de cession du résultat du troisième trimestre de CACF NL.

Ainsi, au troisième trimestre 2020, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle atteint 181 millions d'euros, soit une baisse de -10,0% par rapport au troisième trimestre 2019, et de 9,2% à périmètre constant par rapport au troisième trimestre 2019 (i.e. hors CACF NL).

Le pôle contribue à hauteur de 13% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois de 2020.

Le RONE du pôle s'établit à 11,5% sur les neuf premiers mois 2020 contre 16% en 2019. Les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 4,9 milliards d'euros contre 5,2 milliards d'euros en septembre 2019.

Crédit à la consommation

Au troisième trimestre, le **produit net bancaire sous-jacent** de CA-CF atteint 488 millions d'euros, soit une baisse de -7,9% par rapport au troisième trimestre 2019. Toutefois à périmètre constant, c'est-à-dire hors CACF NL[26], la baisse du produit net bancaire sous-jacent n'est que de -1,4%, signe de la résilience de l'activité. Les **charges hors FRU** sont en baisse marquée (-19,1% et -2,6% à périmètre constant[26]), impactant favorablement le **coefficient d'exploitation hors FRU** qui atteint 44,8% ce trimestre, et 49,3% à périmètre constant (stable par rapport au troisième trimestre 2019). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** demeure stable (+3,8%, mais -0,1% hors CACF NL[26]). La **contribution des sociétés mises en équivalence** se stabilise ce trimestre (-2,9%). Le **coût du risque** est revenu au niveau du troisième trimestre 2019 (+4,5%, +6,7% à périmètre constant). Il diminue ainsi fortement par rapport au deuxième trimestre 2020 (-43% à périmètre constant) après un provisionnement solide au titre du covid-19. On observe une bonne reprise des paiements post-moratoires (98% au 30 septembre 2019 pour les clients « retail » et « corporates »). Le **taux de créances douteuses et litigieuses** enregistre une hausse modérée, s'établissant à 7,3%, contre 6,1% au deuxième trimestre 2020, principalement liée à l'entrée en vigueur de la nouvelle définition du défaut, accroissant l'assiette d'encours en « stage 3 ». Au final, le résultat net part Groupe sous-jacent atteint 147 millions, soit une baisse de -3,9% par rapport au troisième trimestre 2019, et une baisse de -2,8% hors CACF NL.

Sur les neuf premiers mois 2020, le **produit net bancaire** de CA-CF diminue de 8,0% et de 4,3% à périmètre constant par rapport aux neuf premiers mois de 2019, tout comme le **résultat brut d'exploitation hors FRU** (-

[26] *Hors impact IFRS 5 sur CACF NL au T3-20 et hors produits enregistrés au T3-19 au titre de CACF NL*

8,4% au global contre -6,9% à périmètre constant). Le **coefficient d'exploitation hors FRU** se maintient à 49,3%, soit en hausse de 0,2 point de pourcentage au global, porté par une diminution des **charges hors FRU** (-7,6% au global et -1,4% à périmètre constant) grâce à une bonne maîtrise de l'efficacité opérationnelle. La **contribution des sociétés mises en équivalence** diminue (-11,4%) en raison d'une augmentation du provisionnement chez Wafasalaf, compensé en partie par la résilience des JV automobiles. Le **coût du risque** augmente (+51,7%, et +53,7% à périmètre constant). Au final, le **RNPG** sous-jacent de CA-CF diminue de -22,8% sur les neufs premiers mois et de 21,8% à périmètre constant. Enfin, la **contribution du métier au RNPG** des neuf premiers mois de 2020 atteint 11%.

Leasing & Affacturage

Au **troisième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** sous-jacent atteint 131 millions d'euros, en repli de -10,4% par rapport au troisième trimestre 2019, s'expliquant par une activité d'affacturage toujours pénalisée par la diminution des quotités financées. Les **charges hors FRU** sous-jacentes restent stables (-0,9% à 71 millions d'euros), portant la baisse du **résultat brut d'exploitation** à 19,4%. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** se dégrade de 5,2 points de pourcentage et atteint 53,5%, mais reste plus faible qu'au deuxième trimestre (-2,8 points de pourcentage). Le **coût du risque** augmente de 42,6%, dans un contexte qui continue d'être marqué par les incertitudes économiques, mais reste par deux fois inférieur à celui du deuxième trimestre 2020 qui avait permis d'atteindre un taux de provisionnement très élevé. Au final, le **RNPG sous-jacent** de CAL&F s'établit à 34 millions d'euros et est en baisse de -28% par rapport au troisième trimestre 2019, mais double par rapport au trimestre précédent.

Sur les neuf premiers mois de 2020, le **produit net bancaire** de CAL&F diminue par rapport aux neuf premiers mois de 2019 de -9,6% tandis que les **charges hors FRU** restent stables (-0,9% à 214 millions). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation hors FRU** diminue de -20,8% et le **coefficient d'exploitation hors FRU** se dégrade (+4,9 points de pourcentage, pour atteindre 56,1%). Avec un doublement du **coût du risque** par rapport aux neufs premiers mois de 2019, le **RNPG** de CAL&F atteint 64 millions d'euros, en baisse de -44,9%.

Grandes Clientèles

Au **troisième trimestre 2020**, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent du pôle Grandes clientèles atteint 342 millions d'euros, en baisse de -28,4% par rapport au troisième trimestre 2019. Le résultat brut d'exploitation est cependant de nouveau en forte croissance (+16,9% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019) grâce à une activité dynamique sur l'ensemble des métiers du pôle. Cependant, le pôle est impacté par une hausse sensible du provisionnement (il est multiplié par 4,8 entre les deux trimestres), en particulier dans la banque de financement (multiplié par 5,6 à 225 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020).

Sur les neuf premiers mois 2020, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 986 millions d'euros, en retrait de -15,7% par rapport à la même période 2019.

Le pôle contribue à hauteur de 29% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2020 et de 31% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 septembre 2020, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 11,9 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 124,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 10,5% pour les neuf premiers mois 2020, contre 12,0% pour 2019.

Banque de financement et d'investissement

Au **troisième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** de la Banque de financement et d'investissement sous-jacent augmente de +9,7% à 1 288 millions d'euros, grâce à une activité dynamique dans la banque de marché (+24,8% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019), en particulier sur les activités de

primaire obligataire et sur les repos et en dépit d'un ralentissement des activités de taux et de change ; la banque de financement enregistre quant à elle, un léger recul du produit net bancaire (-3,4% entre les deux trimestres) du fait d'un ralentissement de l'activité de financements structurés et malgré un bon niveau d'activité en banque commerciale ; elle est également impactée par des effets de base (dividendes sur Banque Saudi Fransi (BSF) perçus au troisième trimestre 2019) et de change défavorables ce trimestre. Hors ces effets, la banque de financement enregistrerait une hausse de +6,6% de ses revenus au troisième trimestre 2020. Les charges d'exploitation sous-jacentes demeurent très bien maîtrisées, enregistrant une hausse limitée de +2,1% au troisième trimestre 2020, permettant d'afficher un coefficient d'exploitation sous-jacent de 50,5%, en amélioration de 3,7 points de pourcentage sur un an. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en forte hausse ce trimestre, de +18,6% par rapport au troisième trimestre 2019. Le provisionnement enregistre une hausse notable par rapport au troisième trimestre 2019, il est multiplié par x4,6 pour atteindre 220 millions d'euros, notamment du fait d'une hausse du provisionnement des encours sains (le provisionnement des *stages* 1&2 représente environ 90% de la hausse du coût du risque entre le troisième trimestre 2019 et le troisième trimestre 2020), en particulier sur les secteurs aéronautique et hôtellerie, secteurs fragilisés par la crise sanitaire. Comparé au deuxième trimestre 2020, le provisionnement enregistre une baisse de -35,0%. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 307 millions d'euros sur le troisième trimestre 2020, en recul de -28,9% par rapport au troisième trimestre 2019.

Sur les neuf premiers mois 2020, le produit net bancaire enregistre une hausse marquée de +11,8% par rapport à la même période 2019. Les charges d'exploitation hors contribution au FRU enregistrent une hausse très limitée (+2,8%), permettant de dégager un effet ciseaux de 9 points de pourcentage et d'afficher un coefficient d'exploitation hors FRU de 49,2%, en amélioration de 4,3 points entre les deux périodes. Le résultat brut d'exploitation est en forte hausse de +19,9%. Le provisionnement des risques est cependant multiplié par 7,1. Au final, la contribution au résultat net part du Groupe atteint 892 millions d'euros, en baisse de -16,1% par rapport aux neuf premiers mois 2019.

Services financiers aux institutionnels

Au troisième trimestre 2020, le produit net bancaire sous-jacent augmente de +23,1% à 278 millions d'euros. Outre l'effet périmètre lié à la consolidation de Kas Bank et Santander Securities Services (S3) depuis le quatrième trimestre 2019, il bénéficie d'un bon niveau d'activité sur le troisième trimestre 2020. Les encours conservés sont supérieurs à 4 trillions d'euros au 30 septembre 2020, qui était l'un des objectifs du Plan Moyen Terme 2022. Ils sont en hausse de +28% sur un an à fin septembre 2020, y compris l'effet périmètre de S3 pour +673 milliards d'euros à fin septembre 2020 et de +6,4% à périmètre constant grâce à l'entrée de nouveaux clients (notamment Groupama et Candriam), qui compensent un effet marché négatif (environ -80 milliards d'euros sur un an). Les charges d'exploitation sous-jacentes augmentent de 30,6% à 217 millions d'euros. Hors l'effet périmètre lié à la consolidation de Kas Bank et S3, elles augmentent de +12%, essentiellement sous l'effet de développements IT et investissements, dont certains liés à l'arrivée de nouveaux grands clients. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent progresse de +2,0% à 61 millions d'euros et le coefficient d'exploitation est de 78,0% au troisième trimestre 2020. Le résultat net atteint 52 millions d'euros, en progression de +13,4%. Après partage avec les minoritaires de Santander pour 17 millions d'euros, la contribution du métier au résultat net part du Groupe sous-jacent enregistre une baisse de -23,3% sur un an, pour s'établir à 35 millions d'euros.

Le produit net bancaire sous-jacent augmente sur les neuf premiers mois 2020, de +25,2% par rapport aux neuf premiers mois 2019 tandis que les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +25,1%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente ainsi de +20,1% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 75,1%, stable par rapport à la même période 2019. Le **résultat net** sous-jacent progresse ainsi de +30,6%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** est en baisse de -11,8% en raison de l'apparition des intérêts minoritaires au profit de Santander (95 millions d'euros).

Activités Hors métiers

La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » des autres éléments. La composante « structurelle » se décompose en trois types d'activités :

- les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution négative atteint -118 millions d'euros au troisième trimestre 2020, en amélioration notable par rapport au troisième trimestre 2019 (-243 millions d'euros) sous l'effet d'une amélioration du PNB grâce à une diminution des coûts de refinancement et les gains temporaires liés au TLTRO III ;
- les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier : leur contribution à +8 millions d'euros au troisième trimestre 2020, affiche un léger recul par rapport au troisième trimestre 2019 (+10 millions d'euros), du fait des impacts de valorisations négatives dans les entités de capital investissement ;
- les fonctions support du Groupe : le troisième trimestre 2020 enregistre un impact positif de +10 millions d'euros, en amélioration par rapport au troisième trimestre 2019 (-2 millions d'euros). Leur contribution reste toutefois globalement nulle sur une année glissante, leurs prestations faisant l'objet de refacturations aux autres entités du Groupe.

Les « autres éléments » enregistrent ce trimestre une contribution négative de -5 millions d'euros, contre une contribution de +30 millions d'euros au deuxième trimestre 2019, cet écart défavorable est lié à l'impact de la remontée des marchés sur des opérations intragroupes.

Sur les neuf premiers mois 2020, la contribution négative du pôle AHM s'élève à -548 millions d'euros, en amélioration de +194 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2019. La composante structurelle s'améliore sensiblement sur la période (+194 millions d'euros), en particulier sur les activités et les fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale (+240 millions d'euros). Les autres éléments du pôle enregistrent contribution de +67 millions d'euros sur le semestre, en amélioration de +8 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les emplois pondérés sont de 26,9 milliards d'euros et le capital alloué de 2,6 milliards d'euros.

* *

*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Sur le trimestre, la solidité financière du Groupe Crédit Agricole s'est à nouveau améliorée, avec un ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé en hausse de +0,9 point de pourcentage par rapport à fin juin 2020, pour atteindre 17,0%. Le ratio non-phasé, c'est-à-dire hors impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « Quick fix », atteint 16,7%. La hausse s'explique principalement par l'effet du résultat publié (+33 points de base) et par les effets méthodologiques et règlementaires (+24 points de base). Ces derniers correspondent essentiellement à l'impact, sur les RWA, des engagements de paiement irrévocables (+16 points de base), ainsi que de l'application du nouveau facteur supplétif sur les PME et les financements d'infrastructures (+10 points de base). Par ailleurs, la baisse des emplois pondérés sur la période a un effet favorable sur le ratio CET1 de +28 points de base. Les emplois pondérés des métiers ont en effet diminué en Grande Clientèle (-5,8 milliards d'euros), ainsi qu'en Banque de Proximité (-3,3 milliards d'euros), dont -1,8 milliard d'euros chez LCL et -1,0 milliard d'euros dans les Caisses régionales, en raison principalement de l'impact de l'expiration du délai de carence de 2 mois pour les PGE de -6,1 Mds€. Les emplois pondérés subissent aussi l'impact des effets méthodologiques et règlementaires pour -2,6 milliards d'euros (dont essentiellement facteur supplétif et financement d'infrastructures pour -3,3 milliards d'euros, et nouveau défaut pour 0,3 milliards d'euros). Enfin, la valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte à la hausse les emplois pondérés pour +2,1 milliard d'euros. A noter que le ratio de CET1 du Groupe comprend 16 points de base de dividendes non distribués en 2020 au titre des résultats de 2019.

Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,1 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 8,9%, contre 7,2 points de pourcentage au 30 juin 2020.

Le ratio de levier phasé ressort à 5,8%, en hausse de 0,5 point de pourcentage en lien avec la neutralisation des expositions BCE par rapport à fin juin 2020, et est légère progression à 5,4% avant cet effet de neutralisation des expositions BCE. Le ratio Tier 1 phasé ressort à 17,9%, le ratio global phasé est à 20,5% et le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé à 5,2% ce trimestre avant exclusion des expositions Banque Centrale.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks - G-SIBs*). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets* - RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faudra ajouter le coussin contra-cyclique)
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure* - LRE).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1er janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Au 30 septembre 2020, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole** s'élève à **24,8% des RWA et 8,1% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**. Le ratio TLAC progresse de 100 pb par rapport au 30 juin 2020, de pair avec la progression des fonds propres sur le trimestre et soutenu par la baisse des RWA. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse de 60 pb, tenant compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale (il aurait atteint 7,5% avant neutralisation de ces expositions). Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,02% au 30 septembre 2020) et de 6% de l'exposition en levier, alors même qu'il est possible à cette date d'inclure jusqu'à 2,5% des RWA en dette senior préférée éligible.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission 2020 sur le marché de 6 à 8 milliards d'euros de dettes TLAC.** Au 30 septembre 2020, 7,4 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 23,3 milliards d'euros.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « point d'entrée unique » (*Single Point of Entry* - SPE) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le Groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, un membre du réseau Crédit Agricole ou une entité qui lui est affiliée ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Il est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF[27]) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont généralement exclus, en cohérence avec les standards TLAC). Ces deux exigences sont d'ores et déjà applicables et respectées par le Groupe depuis leur notification. Elles seront révisées périodiquement par les autorités de résolution et intégreront les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2).

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 septembre 2020, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL estimé à environ 11% du TLOF et 8,2% hors dette senior préférée éligible.** Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **33%** à fin septembre 2020. **Il s'établit à 24,8% hors dettes senior éligibles.** L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint à fin septembre 2020.

[27] *TLOF – Total Liabilities Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés*

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD4) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuable (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux. Depuis le 12 mars 2020 et compte tenu des impacts de la crise du Covid-19, la Banque centrale Européenne a anticipé l'entrée en application de l'article 104a de CRD5 et autorise les établissements sous sa supervision à utiliser des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 pour remplir leur exigence additionnelle de capital au titre du Pilier 2 (*Pillar 2 requirement*, P2R). Au total, le P2R peut désormais être couvert par 75% de fonds propres Tier 1 dont a minima 75% de CET1. Ainsi, l'exigence CET1 de Crédit Agricole SA et du Groupe Crédit Agricole a baissé de 66bp depuis le 1er trimestre 2020.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2020, dispose d'une marge de sécurité de **724 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 41 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole SA, au 30 septembre 2020, dispose d'une marge de sécurité de **447 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 15 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole S.A.

A fin septembre 2020, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 12,6% en** phasé (c'est-à-dire comprenant l'impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « quick-fix »), **en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport à fin juin 2020, au-dessus de la cible (160 points de base) et des exigences SREP (470 points de base). Le ratio non phasé est de 12,4%**. Le ratio CET1 a bénéficié ce trimestre de l'effet du résultat publié, générant un impact positif de +32 points de base, de la baisse des emplois pondérés de +31 points de base, ainsi que de l'impact positif des effets méthodologiques et réglementaires de +16 points de base, qui inclut notamment la déduction des engagements irrévocables de paiement FRU et FGDR (+12 points de base). Le ratio de solvabilité intègre ce trimestre une provision de dividende de 0,16€ par action, soit 0,40€ sur les neuf mois de l'année 2020, qui, couplé à l'effet des coupons AT1, entraîne un impact négatif de -15 points de base. Par ailleurs, le ratio intègre un impact positif de +1 points de base sur le poste « M&A, OCI et autres » lié essentiellement à la cession de la Banque Saudi Fransi par Crédit agricole Corporate and Investment Bank, au reclassement de Crédit Agricole Consumer Finance NEDERLAND BV en activités destinées à être cédées, à l'impact de la hausse des réserves latentes sur portefeuilles de titres, à un effet change, et à la « prudent valuation ». Le ratio comprend depuis le 31 mars 60 points de base de dividendes non distribués en 2020 au titre du résultat 2019. Au final, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin substantiel de 4,7 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 7,9%, contre 4,1 points de pourcentage au 30 juin 2020.

Le ratio de levier phasé s'établit à 4,5% à fin septembre 2020, en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à fin juin 2020 en lien avec la neutralisation des expositions BCE, mais est stable à 3,9% par rapport à fin juin 2020 avant cette neutralisation. Le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé est à 3.8% avant neutralisation des expositions BCE, le ratio Tier 1 phasé ressort à 14,1% et le ratio global phasé est à 18,2% ce trimestre.

Les emplois pondérés s'élèvent à 338 milliards d'euros à fin septembre 2020, contre 347 milliards d'euros à fin juin, soit une baisse de -2,8%. La contribution des métiers est négative pour -9,9 milliard d'euros, (dont -1,8 milliards d'euros d'effet change) sous l'effet d'une baisse des emplois pondérés sur le pôle Grandes clientèles (-5,7 milliards d'euros), et en Banque de proximité (-2,2 milliard d'euros). L'évolution sur le pôle Grandes Clientèles s'explique notamment par une tendance à la normalisation progressive de la VaR/CVA (baisse des risques de marché et de la CVA -2 milliards d'euros), par une bonne maîtrise de la consommation de ressources par les métiers, et par un impact favorable du change (-1,5 Md€), plus que compensant l'impact défavorable des migrations de notations (+1,3 Md€). L'évolution en Banque de proximité, est notamment liée à l'expiration du

délai de carence de 2 mois pour les PGE (-1,3 milliards d'euros). La hausse de la valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la hausse pour +2,0 milliards d'euros. Les opérations de M&A impactent les emplois pondérés à la baisse pour -1,0 milliards d'euros (lié à la cession de la Banque Saudi Fransi par Crédit agricole Corporate and Investment Bank). Les effets méthodologiques et réglementaires les impactent aussi à la baisse pour -0,9 milliard d'euros, dont -1,5 milliards d'euros pour l'effet facteur supplétif PME et financement d'infrastructure, 0,3 milliard d'euros au titre de la « nouvelle définition du défaut ».

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 67 milliards d'euros à fin septembre 2020. De même, 117 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 178 milliards d'euros à fin septembre 2020, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (63 milliards d'euros à fin septembre 2020) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au TLTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operation) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de TLTRO II et TLTRO III ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle respective à quatre ans et à trois ans, elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 487 milliards d'euros au 30 septembre 2020, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 249 milliards d'euros,** en hausse de 8 milliards d'euros par rapport à juin 2020, et en hausse de 131 milliards d'euros par rapport à septembre 2019.

Dans la continuité des actions menées sur les deux derniers trimestres, dans le contexte de crise Covid-19, le Groupe a de nouveau pris part en septembre 2020 aux opérations de refinancement moyen-long terme « T-LTRO III » de la Banque centrale Européenne pour 7,9 milliards d'euros, contribuant à rehausser son niveau de ressources stables. (Il est précisé que la bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages et que la sur-bonification est étalée sur un an, étant donné que le Groupe remplit déjà les critères d'évolution d'encours de crédits entrant dans le calcul du droit à tirage).

Par ailleurs, le Groupe a à nouveau bénéficié sur le trimestre d'une hausse toutefois plus modeste de la collecte sur la BFI et la banque de détail en France. En effet, sur le trimestre la collecte a progressé de 14 milliards d'euros tandis que les crédits sont en hausse de 5 milliards d'euros contribuant également à l'augmentation des ressources stables.

L'excédent de 249 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Il respecte ainsi l'objectif de plus de 100 milliards d'euros du Plan à Moyen Terme. Le **ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 122,2%**, en hausse par rapport au trimestre précédent de 0,6pp.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 septembre 2020 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 313 milliards d'euros au 30 septembre 2020, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport à fin juin 2020.

Elles comprennent les dettes senior collatéralisées à hauteur de 190 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 80 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 24 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 19 milliards d'euros.

La hausse des dettes senior collatéralisées s'explique par la participation du Groupe aux opérations T-LTRO III de la Banque centrale Européenne. La baisse des dettes senior préférées s'explique par l'amortissement contractuel et le faible montant d'émissions non collatéralisées au cours du troisième trimestre**.**

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 404 milliards d'euros au 30 septembre 2020, en baisse de 1 milliard d'euros par rapport à fin juin 2020 et en hausse de 132 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2019. Elles couvrent plus de trois fois l'endettement court terme (hors replacements en Banques Centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du replacement d'importants excédents de liquidité.

La hausse du taux d'encombrement des créances du Groupe, qui s'établit à 23,2% à fin juin 2020, est en ligne avec les tirages en Banques centrales.

A fin septembre 2020, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 285,2 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 254,2 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 203,4 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 180,7 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 140,2% et 140,7% à fin septembre 2020. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% à compter du 1er janvier 2018.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO III auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 30 septembre 2020, les principaux émetteurs du Groupe avaient levé sur le marché l'équivalent de 26,3 milliards d'euros[28] de dette à moyen long terme, dont 44% émis par Crédit Agricole S.A. On peut noter que :

- Crédit Agricole Next Bank (Suisse) a réalisé son émission inaugurale en septembre en format covered bond à 9 ans pour 200 millions de CHF ;
- Crédit Agricole Assurances (CAA) a émis un Tier 2 à 10 ans pour 1 milliard d'euros en juillet afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe.

Par ailleurs, 4,0 milliards d'euro ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes à fin septembre 2020.

A fin octobre 2020, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 97% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 12 milliards d'euros pour l'année. La banque a levé l'équivalent de 11,6 milliards d'euros[28,29], dont 5,2 milliards d'euros équivalents en dette senior non préférée et 2,2 milliards d'euros équivalents en dette Tier 2, ainsi que 4,2 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et devises : une seconde émission Panda (1 milliard de CNY) à 3 ans a été réalisée en septembre 2020.

Pour rappel, l'objectif d'émissions senior non préférées et Tier 2 a été révisé à 6 à 8 milliards d'euros équivalents, en hausse par rapport à l'objectif initial de 5 à 6 milliards d'euros équivalents.

De plus, Crédit Agricole S.A. a réalisé en octobre 2020 une émission AT1 PNC7,5 ans pour 750 millions d'euros au taux initial de 4% pour permettre au Groupe Crédit Agricole de conserver une flexibilité au niveau de la gestion de son capital Tier 1.

[28] Montant brut avant rachat (dont l'offre publique sur des dettes SP en juin pour 3,4Mds€) et amortissement
[29] Hors émission AT1

Responsabilité Sociale et Environnementale de l'Entreprise

Finance verte

La République Fédérale d'Allemagne a émis sa première obligation verte en septembre 2020, d'un montant de 6,5 Mds€. Elle représente environ 10 % du volume des obligations souveraines vertes en circulation et servira à financer la stratégie climat et environnementale de l'Allemagne. Crédit Agricole CIB est intervenu comme teneur de livre associé dans cette transaction historique, et a également agi comme conseil exclusif de l'Allemagne pour la structuration de son programme de Green Bonds publié en août 2020.

L'évaluation annuelle des Principes pour l'investissement responsable (PRI) a conduit à l'attribution de la note maximum A+ à Amundi pour sa stratégie et sa gestion ESG. Ces résultats témoignent d'une reconnaissance internationale de la stratégie d'investissement responsable d'Amundi, de son engagement et de sa capacité à appliquer les critères ESG sur les classes d'actifs actions, obligations et private equity.

Enfin, Amundi a lancé ce trimestre un fonds obligataire avec exposition au financement de projets verts dans les pays émergents

Biodiversité

Face à la nécessité grandissante de réduire les émissions carbone et de limiter l'impact environnemental des chantiers, une trentaine d'acteurs de l'immobilier - investisseurs, promoteurs, grands utilisateurs - viennent de lancer le « Booster du réemploi », une initiative ambitieuse en faveur du réemploi des matériaux. Signataire de ce programme, Crédit Agricole Immobilier se mobilise en faveur d'une économie bas carbone et s'engage à œuvrer aux côtés de ses partenaires afin de structurer et promouvoir la filière favorisant l'économie circulaire. Pour 1000 m2 de surface, le réemploi permet d'économiser 44 tonnes de déchets, 67 tonnes d'équivalent CO2 et plus d'1 million de litres d'eau.

Inclusion

Le Crédit Agricole complète ses actions en faveur de l'inclusion bancaire par la mise en ligne d'une nouvelle plateforme « Maîtriser son budget » sur le site credit-agricole.fr et les vitrines des Caisses régionales. Cette plateforme met à disposition des clients et prospects un ensemble de contenus en lien avec la gestion budgétaire, pour les aider à rebondir. Ces contenus sont répertoriés en quatre catégories : • Comment bien gérer son budget ? • Où trouver de l'aide en cas de coup dur ? • Les offres bancaires du Groupe à prix modérés. Des offres extra-bancaires (alimentation, Internet et mobile, eau, mobilité…).

Dans le cadre d'un programme développé avec la Coopération suédoise et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Fondation Grameen Crédit Agricole vient d'accorder un premier financement à une institution de microfinance pour promouvoir l'accès à des services financiers et non financiers pour les réfugiés en Ouganda. En plus du financement, la Fondation coordonne l'assistance technique du programme visant à soutenir les institutions dans le développement de produits et services adaptés aux réfugiés. L'Ouganda est la 1re terre d'accueil en Afrique et la 3e à l'échelle mondiale, accueillant 1,2 million de réfugiés.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T3-20 et T3-19, 9M-20 et 9M-19

En m€	T3-20		T3-19		9M-20		9M-19	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	19	14	(3)	(2)	(7)	(5)	(15)	(11)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(7)	(5)	(1)	(1)	41	28	(28)	(21)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	(8)	(5)	(15)	(10)	(19)	(13)
Provisions Epargne logement (AHM)	(4)	(3)	(30)	(20)	(50)	(34)	(58)	(38)
Provisions Epargne logement (CR)	-	-	(72)	(47)	(133)	(90)	(170)	(111)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(143)	(97)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(94)	(64)	-	-
Total impact en PNB	**8**	**7**	**(115)**	**(76)**	**(444)**	**(303)**	**(290)**	**(194)**
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Don solidaire Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(4)	(2)	-	-	(12)	(6)	-	-
Total impact en Charges	**(4)**	**(2)**	**-**	**-**	**(78)**	**(68)**	**-**	**-**
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	65	44	-	-
Activation du Switch2 (CR)	-	-	-	-	(65)	(44)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (GEA)	(28)	(19)	-	-	(28)	(19)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (CR)	28	19	-	-	28	19	-	-
Total impact coût du risque de crédit	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	-	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	-	(55)	-	-	-	(55)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	-	(69)	-	-	-	(69)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Bankoa (BPI)	-	(40)	-	-	-	(40)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Nacarat (CR)	-	(5)	-	-	-	(5)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	**-**	**(170)**	**-**	**-**	**-**	**(170)**	**-**	**-**
Impact total des retraitements	***4***	***(165)***	***(115)***	***(76)***	***(523)***	***(541)***	***(290)***	***(194)***
Gestion de l'épargne et Assurances	***(28)***	***(19)***	***-***	***-***	***(144)***	***(110)***	***-***	***-***
Banque de proximité-France	***22***	***14***	***(80)***	***(53)***	***(298)***	***(207)***	***(189)***	***(124)***
Banque de proximité-International	***(40)***	***(40)***		***-***	***(48)***	***(44)***	***-***	***-***
Services financiers spécialisés	***(69)***	***(69)***	***-***	***-***	***(69)***	***(69)***	***-***	***-***
Grandes Clientèles	***8***	***8***	***(4)***	***(3)***	***22***	***16***	***(43)***	***(32)***
Activités hors métiers	***(59)***	***(58)***	***(30)***	***(20)***	***(156)***	***(127)***	***(58)***	***(38)***

** Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires*

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T3-20 et T3-19, 9M-20 et 9M-19

En m€	T3-20		T3-19		9M-20		9M-19	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	19	14	(3)	(2)	(7)	(5)	(15)	(11)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(7)	(5)	(1)	(1)	41	27	(28)	(20)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	(8)	(5)	(15)	(10)	(19)	(12)
Provisions Epargne logement (AHM)	(4)	(3)	(30)	(20)	(50)	(34)	(58)	(38)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(143)	(97)	-	-
Total impact en PNB	**8**	**6**	**(43)**	**(28)**	**(217)**	**(148)**	**(120)**	**(81)**
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(4)	(2)	-	-	(12)	(6)	-	-
Total impact en Charges	**(4)**	**(2)**	**-**	**-**	**(68)**	**(58)**	**-**	**-**
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	65	44	-	-
Ajustement sur l'activation du Switch 2 (GEA)	(28)	(19)	-	-	(28)	(19)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	(28)	(19)	-	-	38	26	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	(69)	(69)	-	-	(69)	(69)	-	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	(55)	(55)	-	-	(55)	(55)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	**(124)**	**(124)**	**-**	**-**	**(124)**	**(124)**	**-**	**-**
Impact total des retraitements	***(148)***	***(139)***	***(43)***	***(28)***	***(372)***	***(305)***	***(120)***	***(81)***
Gestion de l'épargne et Assurances	***(28)***	***(19)***	***-***	***-***	***(144)***	***(110)***	***-***	***-***
Banque de proximité-France	***-***	***-***	***(8)***	***(5)***	***(17)***	***(11)***	***(19)***	***(12)***
Banque de proximité-International	***-***	***-***		***-***	***(8)***	***(4)***		***-***
Services financiers spécialisés	***(69)***	***(69)***	***-***	***-***	***(69)***	***(69)***	***-***	***-***
Grandes Clientèles	***8***	***7***	***(4)***	***(3)***	***22***	***16***	***(43)***	***(31)***
Activités hors métiers	***(59)***	***(58)***	***(30)***	***(20)***	***(156)***	***(127)***	***(58)***	***(38)***

** Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires*

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T3-20 et T3-19

	T3-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 308	889	652	1 421	619	1 578	2	8 468
Charges d'exploitation hors FRU	(2 115)	(550)	(414)	(658)	(289)	(871)	(199)	(5 096)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 192	339	238	762	330	708	(198)	3 372
Coût du risque	6	(83)	(120)	(41)	(141)	(217)	1	(596)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	17	72	0	(0)	88
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	6	(1)	(11)	1	(1)	(6)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 194	258	124	737	250	492	(197)	2 858
Impôts	(398)	(74)	(33)	(173)	(43)	(119)	98	(743)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	(41)	-	(69)	-	(55)	(170)
Résultat net	790	184	51	564	138	372	(154)	1 945
Intérêts minoritaires	(2)	(0)	(20)	(112)	(26)	(15)	(1)	(177)
Résultat net part du Groupe	789	184	31	452	112	357	(155)	1 769

	T3-19 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 172	858	1 499	717	676	1 397	(103)	8 216
Charges d'exploitation hors FRU	(2 147)	(576)	(706)	(441)	(341)	(803)	(205)	(5 220)
FRU	2	-	-	-	-	-	(2)	-
Résultat brut d'exploitation	1 028	282	793	276	335	594	(310)	2 997
Coût du risque	(48)	(58)	(11)	(85)	(131)	(45)	(6)	(384)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	8	-	74	2	-	85
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	(0)	21	(0)	(0)	(3)	0	18
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	981	224	810	190	278	547	(316)	2 715
Impôts	(340)	(68)	(235)	(54)	(56)	(63)	69	(748)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	-	-	-	-	0
Résultat net	641	156	575	136	222	484	(247)	1 968
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(75)	(28)	(21)	0	5	(119)
Résultat net part du Groupe	641	156	500	109	201	485	(242)	1 849

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles 9M-20 et 9M-19

	9M-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	9 631	2 617	2 013	4 115	1 873	4 873	(191)	24 930
Charges d'exploitation hors FRU	(6 401)	(1 678)	(1 304)	(2 130)	(949)	(2 612)	(607)	(15 680)
FRU	(123)	(42)	(25)	(6)	(20)	(260)	(86)	(562)
Résultat brut d'exploitation	3 107	897	684	1 979	904	2 001	(883)	8 688
Coût du risque	(664)	(301)	(436)	4	(579)	(719)	(38)	(2 733)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	-	46	204	5	(0)	256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	72	2	7	1	(1)	78
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	2 434	598	319	2 032	536	1 288	(922)	6 286
Impôts	(862)	(183)	(87)	(501)	(25)	(223)	350	(1 531)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	(41)	-	(69)	-	(55)	(171)
Résultat net	1 567	415	191	1 531	442	1 065	(627)	4 584
Intérêts minoritaires	(3)	(0)	(60)	(244)	(72)	(41)	(5)	(424)
Résultat net part du Groupe	1 564	415	131	1 287	370	1 024	(632)	4 159

	9M-19 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	9 841	2 605	4 439	2 158	2 044	4 200	(390)	24 898
Charges d'exploitation hors FRU	(6 560)	(1 742)	(2 150)	(1 335)	(1 012)	(2 419)	(586)	(15 805)
FRU	(86)	(32)	(7)	(22)	(18)	(177)	(83)	(426)
Résultat brut d'exploitation	3 195	832	2 281	801	1 013	1 605	(1 060)	8 667
Coût du risque	(342)	(153)	(14)	(260)	(370)	(105)	(19)	(1 263)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	9	-	32	-	231	1	-	273
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	1	20	(1)	1	(1)	8	21
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 855	679	2 320	540	874	1 500	(1 071)	7 698
Impôts	(1 050)	(221)	(654)	(153)	(193)	(340)	287	(2 323)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	8	-	-	-	-	8
Résultat net	1 806	458	1 675	387	681	1 160	(784)	5 383
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(224)	(81)	(79)	1	12	(372)
Résultat net part du Groupe	1 805	458	1 450	307	602	1 161	(772)	5 012

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T3-20 et T3-19

T3-20 (publié)							
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 411	889	657	619	1 579	(3)	5 151
Charges d'exploitation hors FRU	(658)	(550)	(415)	(289)	(871)	(209)	(2 991)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	753	339	241	330	708	(212)	2 160
Coût du risque	(41)	(83)	(124)	(141)	(217)	2	(605)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	17	-	-	72	0	9	98
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	6	(11)	1	0	(3)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	728	258	123	250	492	(201)	1 650
Impôts	(172)	(74)	(33)	(43)	(119)	96	(346)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	(69)	-	(55)	(125)
Résultat net	556	184	89	138	372	(160)	1 180
Intérêts minoritaires	(116)	(8)	(26)	(26)	(23)	(4)	(203)
Résultat net part du Groupe	440	176	63	112	350	(164)	977

T3-19 (publié)							
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 507	858	692	676	1 397	(100)	5 031
Charges d'exploitation hors FRU	(706)	(576)	(422)	(341)	(803)	(176)	(3 025)
FRU	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Résultat brut d'exploitation	801	282	270	335	594	(278)	2 004
Coût du risque	(11)	(58)	(84)	(131)	(45)	(5)	(335)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	8	-	-	74	2	(2)	82
Gains ou pertes nets sur autres actifs	21	(0)	(0)	(0)	(3)	0	17
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	819	224	186	278	547	(285)	1 769
Impôts	(238)	(68)	(54)	(56)	(63)	56	(423)
Rés. net des activités abandonnées	0	-	-	-	-	-	0
Résultat net	581	156	132	222	485	(229)	1 346
Intérêts minoritaires	(79)	(7)	(35)	(21)	(10)	4	(147)
Résultat net part du Groupe	502	149	97	201	475	(225)	1 199

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 9M-20 et 9M-19

9M-20 (publié)

En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	4 090	2 617	1 967	1 873	4 872	(170)	15 248
Charges d'exploitation hors FRU	(2 129)	(1 678)	(1 263)	(949)	(2 612)	(594)	(9 226)
FRU	(6)	(42)	(25)	(20)	(260)	(86)	(439)
Résultat brut d'exploitation	1 954	897	678	904	2 000	(850)	5 583
Coût du risque	4	(301)	(438)	(579)	(719)	(36)	(2 068)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	46	-	-	204	5	22	277
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	2	72	7	1	0	84
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 007	598	312	536	1 287	(863)	3 876
Impôts	(495)	(183)	(86)	(25)	(223)	320	(692)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	(69)	-	(55)	(125)
Résultat net	1 512	415	225	442	1 064	(599)	3 059
Intérêts minoritaires	(255)	(19)	(74)	(72)	(62)	(9)	(490)
Résultat net part du Groupe	1 257	396	151	370	1 002	(608)	2 568

9M-19 (publié)

En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	4 455	2 605	2 083	2 044	4 203	(356)	15 034
Charges d'exploitation hors FRU	(2 150)	(1 742)	(1 278)	(1 012)	(2 419)	(560)	(9 161)
FRU	(7)	(32)	(22)	(18)	(177)	(83)	(340)
Résultat brut d'exploitation	2 298	832	783	1 013	1 607	(999)	5 534
Coût du risque	(14)	(153)	(256)	(370)	(105)	(19)	(917)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	32	-	-	231	1	11	275
Gains ou pertes nets sur autres actifs	20	1	(1)	1	(1)	20	39
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 337	680	526	874	1 502	(987)	4 931
Impôts	(658)	(221)	(151)	(193)	(340)	261	(1 302)
Rés. net des activités abandonnées	8	-	-	-	-	-	8
Résultat net	1 687	458	375	681	1 162	(726)	3 637
Intérêts minoritaires	(237)	(21)	(101)	(79)	(23)	5	(454)
Résultat net part du Groupe	1 451	438	274	602	1 139	(721)	3 183

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du ROTE

(en m€)		T3-20	T3-19	9M-20	9M-19	Var T3/T3	Var 9M/9M
Résultat net part du Groupe - publié		977	1 199	2 568	3 183	(18,5%)	(19,3%)
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(65)	(242)	(294)	(482)	(73,2%)	(39,0%)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	912	956	2 274	2 701	(4,6%)	(15,8%)
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m)	[B]	2 882,3	2 882,4	2 882,6	2 870,0	(0,0%)	+0,4%
Résultat net par action - publié	[A]/[B]	0,32 €	0,33 €	0,79 €	0,94 €	(4,6%)	(16,2%)
RNPG sous-jacent		1 115	1 226	2 874	3 264	(9,1%)	(12,0%)
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 050	984	2 580	2 782	+6,7%	(7,3%)
Résultat net par action - sous-jacent	[C]/[B]	0,36 €	0,34 €	0,89 €	0,97 €	+6,7%	(7,7%)

(en m€)		30/09/2020	30/09/2019
Capitaux propres - part du Groupe		64 591	62 287
- Emissions AT1		(5 134)	(5 134)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		(2 562)	(3 576)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		-	-
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	[D]	56 894	53 577
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(18 301)	(18 391)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E]	38 593	35 186
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]	2 882,0	2 882,8
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]	19,7 €	18,6 €
+ Dividende à verser (€)	[H]	0,0 €	0,0 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)		19,7 €	18,6 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F]	13,4 €	12,2 €
ANT par action, avt déduct. du divid. à verser (€)	**[G]+[H]**	**13,4 €**	**12,2 €**

** dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement*
*** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle*

(en m€)		9M-20	9M-19
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires	[H]	3 033	3 638
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin.***	[J]	36 102	33 051
ROTE publié (%)	[H]/[J]	8,4%	11,0%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordin. (annualisé)	[I]	3 439	3 746
ROTE sous-jacent (%)	[I]/[J]	9,5%	11,3%

**** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation*

Supports visuels de présentation des résultats

AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

RÉSULTATS

DU 3e TRIMESTRE ET DES 9 PREMIERS MOIS 2020

CRÉDIT AGRICOLE S.A. | GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2020 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scenarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période des neuf mois clos au 30 septembre 2020 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2019 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2019 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Depuis le 30 septembre 2019, KAS Bank a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de CACEIS. SoYou a également été intégrée au périmètre de consolidation en tant qu'entreprise co-détenue par Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 23 décembre 2019, Caceis et Santander Securities Services (S3) ont rapproché leurs activités. A compter de cette date, Crédit Agricole S.A. et Santander détiennent respectivement 69,5 % et 30,5 % du capital de Caceis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.

Depuis le 30 juin 2020, Menafinance est détenue à 100% par Crédit Agricole Consumer Finance et est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans le groupe Crédit Agricole S.A.

NOTE

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole comprend :
les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre qui a été privilégié par les autorités compétentes notamment lors des exercices de Stress tests (2016 et 2018) pour apprécier la situation du Groupe.

Crédit Agricole S.A.
est l'entité cotée,
qui détient notamment
les filiales métier (Gestion de l'épargne et Assurances, Banque de proximité en France et
à l'international, Services financiers spécialisés,
ainsi que Grandes clientèles)

Sommaire

01 Synthèse générale
02 Crédit Agricole S.A. – Synthèse
03 Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers
04 Groupe Crédit Agricole
05 Solidité financière
06 Conclusion
07 Annexes

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

SYNTHESE

Chiffres clés

Groupe Crédit Agricole

Résultat net PdG (RNPG) - publié	1 769 m€	-4,3% T3/T3
	€4 159m	-17,0% 9M/9M
Résultat net PdG (RNPG) - sous-jacent	1 934 m€	+0,5% T3/T3
	4 700 m€	-9,7% 9M/9M
Coefficient d'exploitation(1)	60,2%	-2,5 pp T3/T3
RBE sous-jacent	3 368 m€	+8,2% T3/T3
Solvabilité (CET1 phasé)	17,0%	
	+8,1pp	vs. SREP

Crédit Agricole S.A.

Résultat net PdG (RNPG) - publié	977 m€	-18,5% T3/T3
	2 568 m€	-19,3% 9M/9M
Résultat net PdG (RNPG) - sous-jacent	1 115 m€	-9,1% T3/T3
	2 874 m€	-12,0% 9M/9M
Coefficient d'exploitation(1)	58,1%	-1,5 pp T3/T3
RBE sous-jacent	2 156 m€	+5,3% T3/T3
Solvabilité (CET1 phasé)	12,6%	
	+4,7pp	vs. SREP
Bénéfice sous-jacent par action	€0,36	+6,7% Q3/Q3
	€0,89	-7,7% 9M/9M
Actif net tangible par action	13,4 €	+0,5€ vs. 31/12/2019
ROTE(2) sous-jacent (%)	10,0%	9M-20 annualisé

(1) Coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU
(2) Les données de RoTE (9M-20) s'appuient sur des données sous-jacentes annualisées après isolation de l'effet IFRIC 21. Le ROTE 9m20 sous-jacent annualisé hors isolation de IFRIC 21 est de 9.5%.Les données de BNPA sont en vision sous-jacente, cf. slide 39 pour le détail des éléments spécifiques.
Le BNPA est calculé après déduction des coupons AT1, comptabilisés en capitaux propres, cf. slide 57

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

SYNTHESE

Très solide, le Groupe s'engage plus que jamais pour soutenir concrètement ses clients et l'économie

Retour au niveau d'activité d'avant crise, résultat brut d'exploitation en hausse

- → **Hausse des revenus**[1] (+1,4% T3/T3)**, grâce à une activité dynamique, notamment en Banque de Proximité France et Grande Clientèle**
- → **Baisse des charges**[1] (-1,2% T3/T3) **et amélioration du coefficient d'exploitation**[1] CASA : 58,1%, -1,5 pp T3/T3;
- → **Résultat brut d'exploitation**[1] **en hausse** : +5,3% T3/T3 pour CASA, +3,8% 9M/9M; +8,2% T3/T3 pour GCA, +2,8% 9M/9M
- → **RNGP sous-jacent :** -9,1% T3/T3 (-8,8% 9M/9M hors FRU) pour CASA, +0,5% T3/T3 (-6,9% 9M/9M hors FRU) pour GCA
- → **ROTE sous-jacent :** 10,0%[2]

Des actifs de grande qualité

- → **Taux de créances douteuses** 2,5% GCA, 3,4% CASA, taux de couverture 80,4% GCA, 69,7% CASA
- → **Provisionnement** : 577 m€ CASA (x1,7 vs. T3-19) ; **596 m€** GCA (x1,6 vs. T3-19); 71%/ **96%** de la hausse liée au provisionnement des encours sains. **Coût du risque sur encours** : 67 pb CASA, 38 pb GCA sur neuf mois annualisés
- → **Reprise des paiements constatée sur les moratoires dès le T3** (97% des moratoires à échéance dans les CR)

Des fondations fortes, grâce au modèle de banque universelle

- → **Business mix diversifié, capacité distributive inégalée** (51 M de clients et 24 partenariats stratégiques donnant accès à plus de 800 M de clients)
- → **Poursuite en 2020 du recentrage stratégique** (déclassement en vue d'une cession de CACF NL, cession de Bankoa et de la participation résiduelle dans Banque Saudi Fransi)

Solidité financière toujours renforcée

- → **CET1**[3] : 17,0% GCA (écart au SREP: 8,1 pp), 12,6% Crédit Agricole SA (écart au SREP: 4,7 pp)
- → Le ratio de Crédit Agricole SA est supérieur de 160 pb à la cible de pilotage et inclut 60 pb de dividendes non distribués en 2020

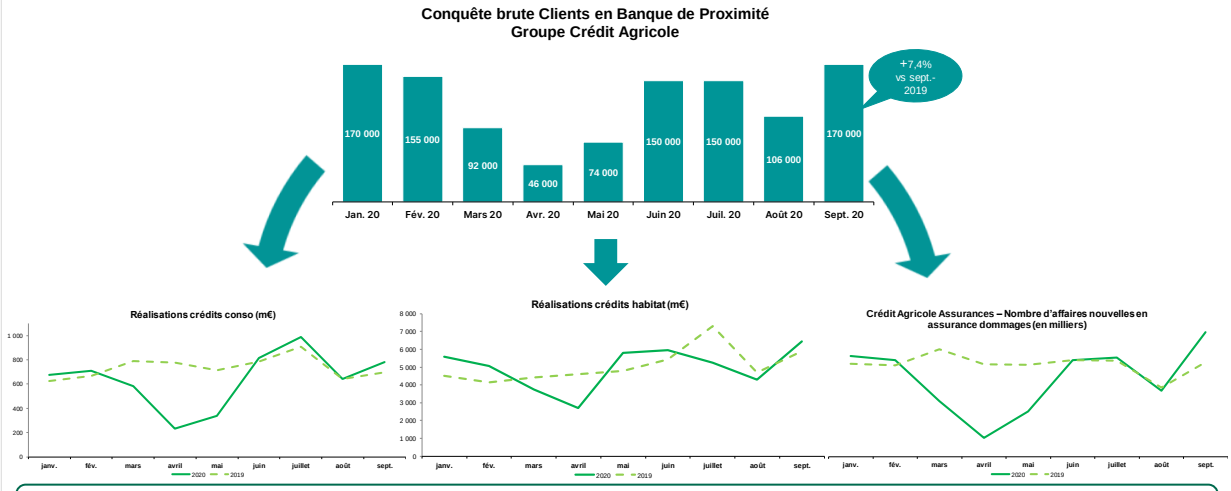
Groupe Crédit Agricole	Crédit Agricole S.A.
+4,1% Croissance du RBE sous-jacent hors FRU 9M/9M	+5,2% Croissance du RBE sous-jacent hors FRU 9M/9M
+0,5% Croissance du RNPG sous-jacent T3/T3	58,1% Coefficient d'exploitation sous-jacent T3-20, hors FRU
2,5% Taux de CDL; 80,4% Taux de couverture[4] au 30/09/20	10,0% ROTE 9m-20[2]

[1] Données sous-jacentes, coefficient d'exploitation hors FRU, cf. slide 39 pour le détail des éléments spécifiques de Crédit Agricole S.A.
[2] ROTE 9mois annualisé, IFRIC 21isolé. Hors isolation IFRIC 21, le ROTE 9 mois annualisé est de 9,5%
[3] Sauf mention contraire, le ratio CET1 est indiqué en vision phasée
[4] compris l'exhaustivité des provisions pour encours sains enregistrées au titre du Covid-19. Stock de provisions, y compris provisions collectives. Les taux de couverture sont calculés sur les prêts et créances à la clientèle

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

SYNTHESE

L'activité du Groupe a retrouvé son niveau d'avant crise



+1 113 000 nouveaux clients Banque de détail[1] sur 9M-20 (+790 000 clients Caisses régionales)
Production de crédits habitat dynamique en septembre dans les CR[2] : +11% vs. sept.19

[1] Périmètre : Caisses régionales – LCL – CA Italia ; [2] Production mensuelle en septembre

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

SYNTHESE

Le Groupe, 1er acteur du portage de l'économie depuis le début de la crise

29,5 Mds€ PGE(1)

>50% Montant des PGE replacés en DAV(2)

➡ **Prêts Garantis par l'Etat** pour 189 900 clients (prof. et entreprises), soit +5,1% vs. fin juin 2020
- **27%** des demandes en France(3)
- 76% Caisses régionales(3), 24% LCL, moins de 1% pour CACIB

173 500 pauses(4)

≈ 97% Pauses échues ont repris les paiements(5)

➡ **1,7 Md€ d'échéances reportées** en Banque de proximité France
- Pauses : -69% vs. fin juin 2020
- 81% pour les professionnels et les entreprises, 19% pour les ménages(6)
- 61% Caisses régionales et 39% LCL(6)

142 000 collaborateurs mobilisés

TOP 25 des marques qui ont su prouver leur utilité pendant le confinement(7)

➡ **Crédit Agricole, meilleure banque aux yeux des Français(8)**
- Caisses régionales et LCL : satisfaction clients en hausse, IRC(9) +7 points dans les 2 réseaux (à respectivement +8/+2)
- 2e banque d'Italie en satisfaction client +8 points en 2020

(1) Montants de PGE demandés (Caisses régionales, LCL et CACIB au 16/10/2020; taux d'acceptation de 97,4% ; En complément, CA Italia a octroyé 1,8 Mds de PGE (2) Périmètre LCL. Dans les Caisses régionales, progression des DAV des clients entreprises, professionnels et agriculteurs > aux montants des PGE mis en place sur la même période ; (3) Répartition en nombre des demandes de clients. Répartition en montants : 62% pour les Caisses régionales, 30% pour LCL et 8% pour CACIB ; (4) Demandes de pauses, en nombre, au 16/10/2020 (Caisses régionales et LCL), correspondant à un capital restant dû de 23,9 Mds€, 15,7 Mds€ sur les entreprises, professionnels et agriculteurs ; (5) Représente la part des prêts ayant été mis en pause, dont la pause est échue et dont les paiements ont repris. Périmètre des clients entreprises, professionnels et agriculteurs, analysé au 30/09/2020 dans les Caisses régionales. 98% pour CACF ; (6) Répartition des pauses accordées en montants d'échéances reportées ; (7) Etude Brand Asset Valuator, tous secteurs confondus. Seule banque dans le TOP 25 ; (8) Baromètre Ipsos – 07/2020 ; (9) Indice de Recommandation Client

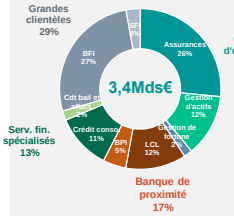
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

SYNTHESE

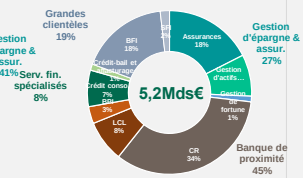
Un Groupe aux fondations fortes, armé pour faire face à la crise

- **Puissance du modèle de banque universelle**
  - ✓ 1ère banque de proximité en Union Européenne(1)
  - ✓ 1er bancassureur en Europe
  - ✓ 1er Asset Manager européen
- **24 partenariats stratégiques** permettant d'atteindre plus de 800 millions(2) de clients en Europe et en Asie, encore étendus au T3
  - ✓ **Chine** : licence accordée à la nouvelle JV Amundi / Bank of China
  - ✓ **France** : CAA et Europ Assistance : accord de partenariat stratégique pour l'assistance
  - ✓ **Portugal** : participation de CAA dans GNB Seguros portée à 100%

Résultats(3) métiers 9M-20 CASA équilibrés



Résultats(3) métiers 9M-20 GCA équilibrés



51 millions clients(4)

24 Partenariats stratégiques(5)

(1) 34,9 millions de clients en France, Italie et Pologne en Banque de proximité ; (2)Nombre total de clients de tous les partenariats, y compris les clients de crédits consommation (3) RNPG sous-jacent 9M-20, hors AHM ; (4) Nombre total de clients, y compris les clients de crédits consommation; (5) CAA : Creval, Abanca, Novo Banco, Europ Assistance ; Amundi : ABC, SBI, NHFG, Attijariwafa Bank, ACBA, Bank of China, Société Générale, Unicredit, Bawag, Sabadell ; CAIWM : Azqore ; CACF : Banco BPM, Attijariwafa Bank, Bankia, GAC, FCA Bank, FCA Leasys ; CALF : DBK Group ; CACEIS : Banco Santander, Natixis, HVB

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

SYNTHESE

Un Groupe à la solidité toujours renforcée

- **Solvabilité** et **liquidité du Groupe Crédit Agricole très élevées**, permettant une pleine mobilisation au service des clients

- **Des actifs de qualité**
  - ✓ Portefeuille de prêts diversifié, orienté entreprises (46% CASA, 33% GCA) et habitat (27% CASA, 46% GCA)
  - ✓ Le provisionnement des encours sains explique 71% de la hausse du coût du risque ce trimestre pour CASA et 96% pour GCA(2)

Groupe Crédit Agricole
1ère Banque de l'Union Européenne en Tier 1(1)

Groupe Crédit Agricole
17,0 %
Ratio de Capital CET 1

Groupe Crédit Agricole
404 Mds€
Réserves de liquidités

Groupe Crédit Agricole
2,5%
Taux de créances douteuses

Groupe Crédit Agricole
80,4%
Taux de couverture

(1) Sur la base du capital Tier 1 au 31/12/2019, The Banker Juillet 2020 (2) Baisse du taux de couverture majoritairement liée à la nouvelle définition du défaut - Cf. Slide 13

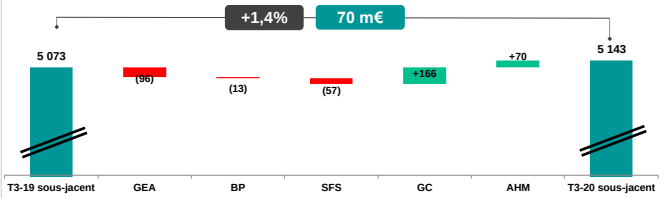
Sommaire

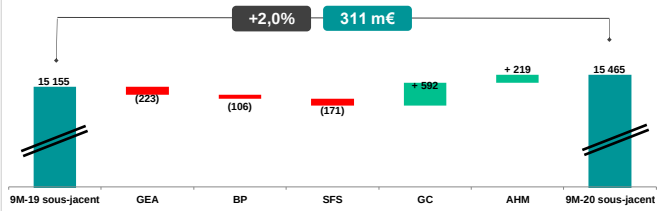
01 Synthèse générale
02 Crédit Agricole S.A. – Synthèse
03 Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers
04 Groupe Crédit Agricole
05 Solidité financière
06 Conclusion
07 Annexes

REVENUS

Hausse des revenus T3/T3 et sur 9 mois

Evolution T3/T3 et 9M/9M des revenus sous-jacents(1), par pôle





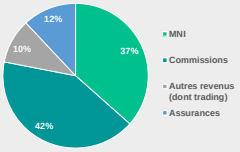
GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banques de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers
(1) Sous-jacent : détail des éléments spécifiques disponible slide 39 (2) Le produit net bancaire récurrent, à savoir le produit net bancaire adossé à un stock (encours de crédit/collecte, actifs sous gestion) ou à un contrat (assurances dommages, prévoyance)

Au T3 et sur 9 mois, bonne résistance d'ensemble dans le contexte, excellente performance du pôle GC

- GEA : des revenus pénalisés par un effet marché défavorable
- BP : hausse des revenus d'intérêts et des commissions chez LCL grâce à l'activité, BPI pénalisée par la baisse des taux
- GC : excellente performance des activités de marché grâce aux volumes importants sur les émissions obligataires, résilience des activités de financement; effet périmètre favorable chez SFI
- SFS: bonne résistance des revenus commerciaux (-3,4% hors effet CACF NL)
- AHM: poursuite de la baisse des coûts de refinancement, gains temporaires liés au TLTRO III

Forte contribution des commissions aux revenus

PNB sous-jacent 9 mois 2020



Crédit Agricole S.A.

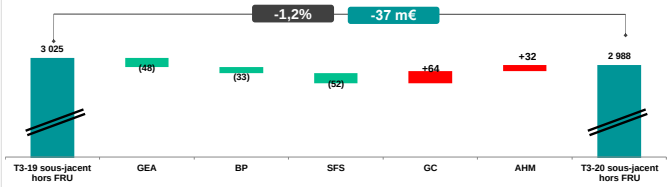
76%

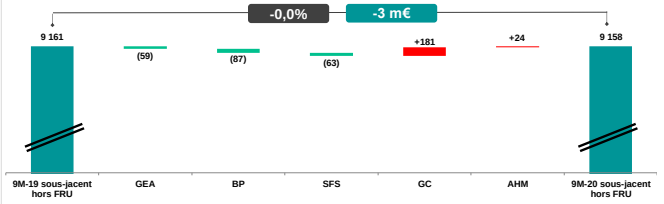
PNB T3-2020 récurrent(2)

CHARGES

Baisse des charges T3/T3, effet ciseaux +2,6 pp T3/T3

Evolution T3/T3 et 9M/9M des charges sous-jacentes hors FRU, par pôle





(1) Hors passage IFRS 5 CACF NL et charges de CACF NL enregistrées au T3-2020; (2) Hors FRU ; Sous-jacent : détail des éléments spécifiques disponible slide 39;
GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banques de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

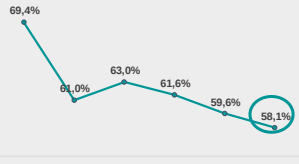
Baisse des charges T3/T3 et stabilité sur 9 mois

- Assurances : charges stables (-0,1%) malgré le développement du métier
- Gestion d'actifs : baisse des dépenses (-4,1% T3/T3 et -4,5% 9M/9M) grâce à la poursuite des efforts d'efficacité opérationnelle et à un ajustement des rémunérations variables
- BP : efficacité opérationnelle confirmée (CoEx de 62,4% soit -1,6 pp depuis un an)
- SFS : hors effet CACF NL(1), baisse de -2,2% des charges T3/T3, grâce à une gestion rigoureuse des coûts
- GC : des charges maîtrisées en BFI (+2,1% T3/T3, +2,8% 9M/9M) effet périmètre pour Services financiers aux institutionnels

Agilité opérationnelle: baisse des charges dans tous les pôles constatant une baisse des revenus

- Effet ciseaux(2) :+2,6 pp T3/T3, +2,1 pp 9M/9M
- Poursuite de l'amélioration du **CoEx(2): 58,1% (-1,5 pp T3/T3),**

Baisse du coefficient d'exploitation sous –jacent hors FRU de CASA depuis 2015



GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

RISQUES

Actifs de qualité, taux de couverture et de créances douteuses parmi les meilleurs d'Europe

Taux de créances douteuses (1)

Crédit Agricole S.A.	Caisses Régionales
3,4%	1,8%

Groupe Crédit Agricole : 2,5%

Taux de couverture(1)

Crédit Agricole S.A.(1)	Caisses régionales(1)
69,7%	95,2%

Groupe Crédit Agricole(1) : 80,4%

Stock de provisions

Crédit Agricole S.A.	Caisses régionales
10 Mds€	9,8 Mds€

Groupe Crédit Agricole : 19,9 Mds€

Stock de provisions représentant près de 7 années de coût du risque historique moyen dont 25% lié au provisionnement des encours sains pour CASA, 37% pour les Caisses régionales, 31% pour GCA

Un portefeuille de prêts diversifié, plutôt orienté entreprises (46% CASA, 33% GCA) et habitat (27% CASA, 46% GCA) (voir annexe p. 42)

72% des EAD(2) entreprises de CASA notées *investment grade* (voir annexe p. 43)

Taux de créances douteuses bas, taux de couverture élevé, malgré une baisse majoritairement liée à la nouvelle définition du défaut

(1) Y compris l'exhaustivité des provisions pour encours sains enregistrées au titre du Covid-19. Stock de provisions, y compris provisions collectives. Les taux de couverture sont calculés sur les prêts et créances à la clientèle. Variation taux de créances douteuses juin 2020/septembre 2020 : +0,2 pp pour Crédit Agricole SA, stable pour les Caisses régionales, +0,1 pp pour Groupe Crédit Agricole. Variation taux de couverture septembre 2020/juin 2020 : -3,7 pp pour Crédit Agricole SA, -4,5 pp pour les Caisses régionales, -4,1 pp pour Groupe Crédit Agricole.

(2) L'EAD (exposition en cas de défaut) est une définition réglementaire utilisée dans le Pilier 3. Elle correspond à l'exposition en cas de défaut après prise en compte des facteurs d'atténuation du risque. Elle comprend les actifs du bilan et une partie des engagements hors bilan

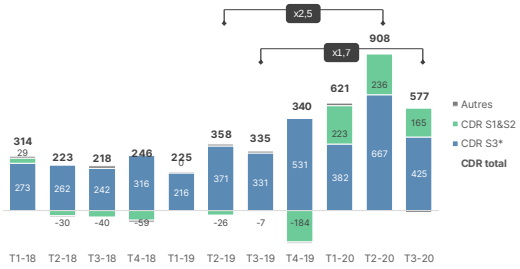
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

RISQUES

Efficacité des politiques publiques, permettant une stabilisation de l'environnement et du coût du risque

Coût du risque (CDR) décomposé par *Stage* (en €m): S1&S2 - provisionnement des encours sains ; S3 - provisionnement pour risques avérés

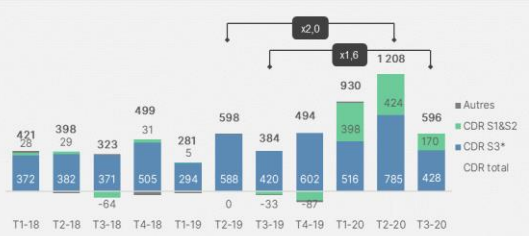
Crédit Agricole S.A.



Crédit Agricole S.A.
67 pb (1,2)
CDR / encours annualisé sur la base des 9M 2020

Coût du risque
71% de la hausse liée aux encours sains
x1,7 T3/T3

Groupe Crédit Agricole



Groupe Crédit Agricole
38 pb (1,2)
CDR / encours annualisé sur la base des 9M 2020

Coût du risque
96% de la hausse liée aux encours sains
x1,6 T3/T3

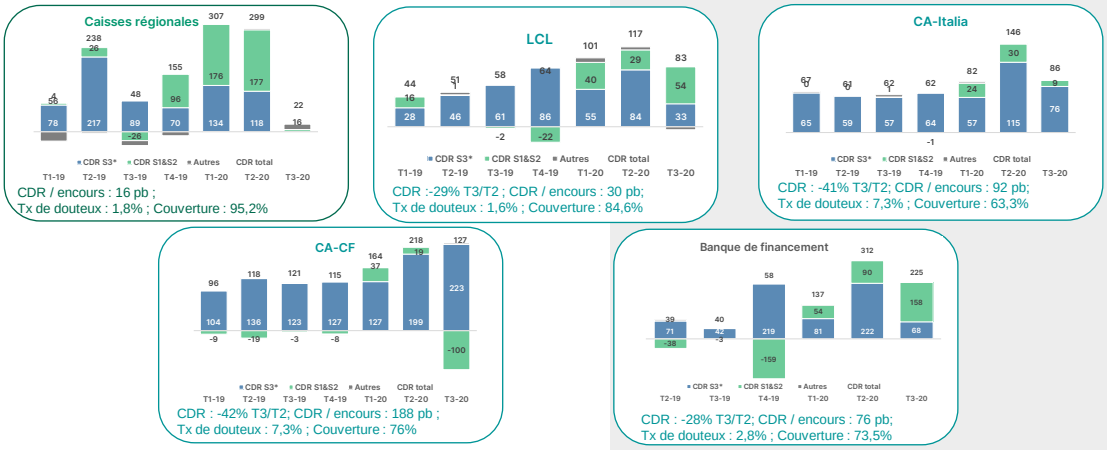
Coût du risque sous-jacent, provisions IFRS 9 calculées sur la base du scénario économique présenté page 41

(1) Coût du risque sur encours (en points de base, annualisé) ; Coût du risque sur encours en points de base sur quatre trimestres glissants à 59 pb sur Crédit Agricole SA, 34 pb sur Groupe Crédit Agricole ; Coût du risque sur encours en points de base en trimestre annualisé 55 pb sur Crédit Agricole SA, 24 pb sur Groupe Crédit Agricole Le CDR sur encours est calculé sur la base du coût du risque enregistré sur le semestre annualisé auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des premier et deuxième trimestres (2) Depuis le T1-19, les encours pris en compte dans les indicateurs de risque de crédit sont les seuls crédits à la clientèle, avant déduction des provisions. *Y compris les pertes non provisionnées.

RISQUES

Taux de couverture élevés dans tous les métiers
Taux de douteux maîtrisés

Coût du risque (CDR) de crédit par *stage* et par métier (en m€) – Coût du risque sur encours (en points de base annualisés sur la base des 9M-20)



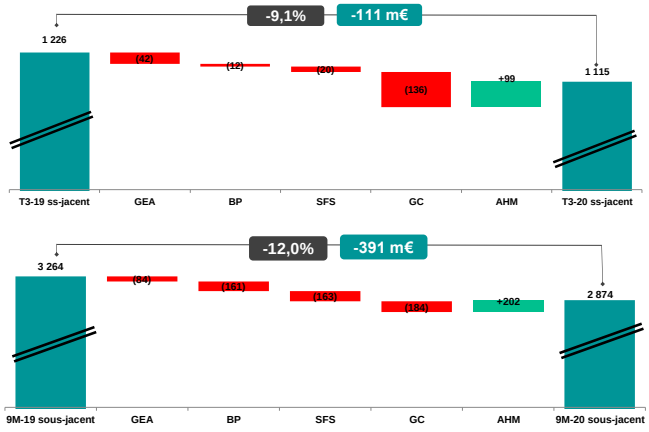
Coût du risque sous-jacent, provisions IFRS 9 calculées sur la base du scénario économique présenté page 41

(*) Y compris les pertes non provisionnées ; Le CDR sur encours est calculé sur la base du coût du risque enregistré sur les neuf premiers mois annualisés auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des trois premiers trimestres. Coût du risque sur encours (en pb sur quatre trimestres glissants) à 15 pb pour les CR ; 27 pb pour LCL, 83 pb pour CA Italia, 173 pb pour CACF, 64 pb pour la BF. Coût du risque sur encours (en pb en trimestre annualisé) à 2 pb pour les CR ; 24 pb pour LCL, 74 pb pour CA Italia, 142 pb pour CACF, 72 pb pour la BF. Les taux de couverture sont calculés sur les prêts et créances à la clientèle. Les taux de couverture sont en hausse depuis le T2-2020 à l'exception de CA-CF et des Caisses régionales dont le taux de couverture diminue en raison de la mise en place de la nouvelle définition du défaut.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Résilience des résultats métiers grâce aux revenus et au résultat brut d'exploitation (RBE)

Evolution T3/T3 et 9M/9M du Résultat net part du Groupe (RNPG) sous-jacent(1), par pôle



(1) Sous-jacent : détail des éléments spécifiques disponible slide 39, (2) RBE T3/T3 hors AHM : +3,0%

T3: Croissance du RBE de +5,3%(2)

- GEA : RBE T3/T3 (-5,9%) pénalisé par un effet marché défavorable
- BP : RBE en hausse (+3,7%), poursuite du provisionnement pour l'ensemble des BP (x1,5)
- SFS : baisse du RBE (-4,5%) hors effet CACF NL, moindre performance de l'affacturage
- GC : RBE en forte croissance (+16,9%), multiplication par 4,8 du coût du risque par rapport à un T3-19 à bas niveau
- AHM: poursuite de la baisse des coûts de refinancement, gains temporaires liés au TLTRO III

9 mois: hausse du RBE de +3,8%, et de +5,2% hors FRU

-8,8%
Evolution du RNPG hors FRU 9M/9M

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banques de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

Sommaire

01 Synthèse générale

02 Crédit Agricole S.A. – Synthèse

03 Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers

04 Groupe Crédit Agricole

05 Solidité financière

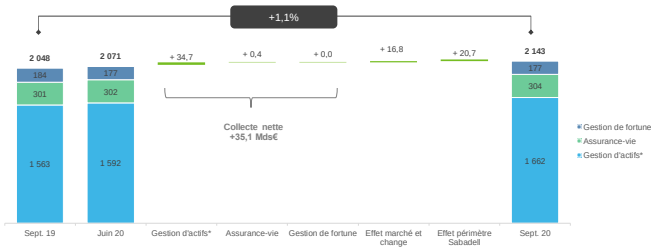
06 Conclusion

07 Annexes

GESTION DE L'EPARGNE ET ASSURANCES

Activité solide

Indicateurs d'activité (Encours gérés Mds€)



Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Assurances	300	(11,5%)	890	(5,7%)
Gestion d'actifs	146	+1,5%	420	(9,1%)
Gestion de fortune	13	(30,2%)	56	+25,7%
Résultat net	575	(1,0%)	1 622	(3,9%)
Résultat net part du Groupe	**459**	**(8,5%)**	**1 366**	**(5,8%)**

Encours gérés en hausse grâce notamment à une collecte soutenue

- **Gestion d'actifs** : reprise sensible de la collecte avec un fort rebond sur les produits de trésorerie (+18,8 Mds€), maintien d'un niveau élevé des actifs sous gestion (1 662 Mds€ au 30/09/2020)
- **Assurance** : collecte soutenue sur les UC, hausse du taux d'UC dans la collecte brute (36,2%, soit +7,1 pp T3/T3) et dans les encours (23,1%, +0,7 pp sept./sept.)
- **Gestion de fortune** : collecte à l'équilibre et encours stables

Résultats solides malgré un effet de marché défavorable sur un an

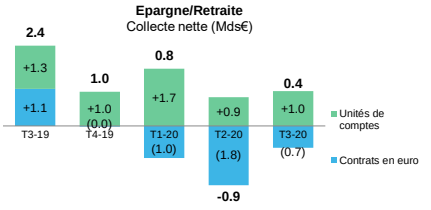
- **Assurances** : résultat net stable, RNPG en baisse en raison d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action.
- RNPG du pôle stable hors cet effet de changement de modalité de comptabilisation.
- **Gestion d'actifs** : résultats solides, bon niveau de CoEx (54,0% hors FRU au T3-20)
- **Gestion de fortune**: forte diminution des charges (-17,3% T3/T3), résultat brut d'exploitation en hausse (x2,7 T3/T3)

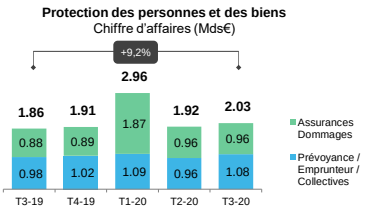
* Y compris actifs conseillés et commercialisés

ASSURANCES

Forte progression des UC en assurance-vie, activité record en dommages

Indicateurs d'activité (Mds€)





Epargne / retraite : poursuite de la réorientation de la collecte et des encours vers les UC

- Forte progression du taux d'UC dans la collecte brute (+7,1 pp T3/T3 à 36,2%), collecte nette élevée en UC (+1,0 Md€) et négative sur l'euro, encours(1) : 304,1 Mds€, +0,9% sept. /sept. Part des UC à 23,1% des encours (+0,7 pp sept./sept.)
- Stock de PPE : 11,8 Mds€ (5,7% des encours),),en dotation de +1 Md€ sur un an

Dommages : reprise dynamique de l'activité (+8,7% T3/T3)

- Affaires nouvelles : niveau mensuel record des souscriptions en septembre (+278k, +30% sept. 2020/sept. 2019), 14,4 millions de contrats(2) en portefeuille, apport net : +196k au T3 (+3,4% sur un an)
- Equipement(3) : 41,5% des clients Caisses régionales (+1,0 pp sept./sept.), 25,5% LCL (+0,6 pp) et 16,2% CA Italia (+1,2 pp)

Protection des personnes : hausse sensible du chiffre d'affaires (+9,7% T3/T3)

France : accord avec Europ Assistance; Portugal : participation dans GNB Seguros portée à 100%

Résultat net stable malgré un effet de marché défavorable sur un an

- PNB : effet marché négatif sur un an mais positif depuis la fin du T1-2020
- Ratio combiné Dommages(4) à 96,7% au 30/09/2020

Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Produit net bancaire	**610**	**(7,6%)**	**1 822**	**(4,4%)**
Charges d'exploitation	(168)	(0,1%)	(582)	+3,9%
FRU	-	ns	-	ns
Résultat brut d'exploitation	**443**	**(10,1%)**	**1 240**	**(7,9%)**
Impôt	(100)	(35,0%)	(303)	(26,0%)
Résultat net	**344**	**+1,0%**	**936**	**(1,1%)**
Intérêts minoritaires	(43)	n.m.	(46)	n.m.
Résultat net part du Groupe	**300**	**(11,5%)**	**890**	**(5,7%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**27,5%**	**+2,1 pp**	**31,9%**	**+2,5 pp**

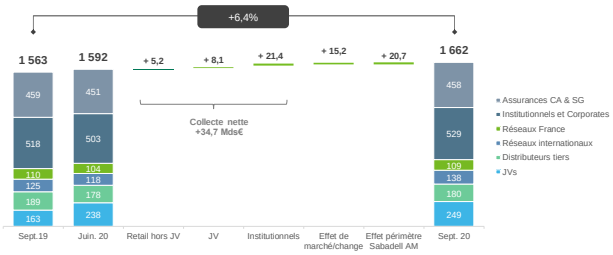
Sous-jacent : les éléments spécifiques des neuf premiers mois comprennent i) la contribution au Fonds de solidarité de l'Etat (-38 m€ en charge, -38 m€ en RNPG), ii) le coût du dispositif de soutien mutualiste sur la garantie perte d'exploitation (-135 m€ en PNB, -92 m€ en RNPG), iii) la mesure extracontractuelle en faveur des personnes fragiles (-8m€ en PNB, -5m€ en RNPG), iv) l'impact du déclenchement de la garantie switch (+38m€ en coût du risque, +26m€ en RNPG).

(1) Encours en épargne, retraite et prévoyance; (2) périmètre : dommage France et international (3) Assurances automobile, MRH, santé, juridique ou GAV (4) Ratio (sinistralité + frais généraux + commissions) / cotisations, net de réassurance, périmètre Pacifica

GESTION D'ACTIFS

Forte reprise de l'activité, résultats solides

Indicateurs d'activité (Actifs sous gestion Mds€)



Reprise de la collecte nette (+34,7 Mds€), fort rebond sur les produits de trésorerie (+18,8 Mds€)

- Collecte nette Retail (hors JV) MLT (+2,4 Mds€) : reprise pour les distributeurs tiers (+2,8 Mds€), à l'équilibre dans les réseaux France & internationaux dans un contexte d'aversion au risque ; Institutionnels & Corporates : fort rebond (+21,4 Mds€) grâce aux produits de trésorerie (+19,2 Mds€) ; JVs : collecte nette solide (+8,1 Mds€), activité dynamique en Chine (+7,2 Mds€)
- Encours en progression (+4,4% T3/T2), intégration de Sabadell AM(1) (+20,7 Mds€)

Licence accordée à la nouvelle JV entre Amundi et Bank of China sur les produits de Wealth Management

Lancement d'un fonds obligataire avec exposition au financement de projets verts dans les pays émergents

Résultats solides, bon niveau de CoEx (54,0% hors FRU)

- **Revenus** : baisse des commissions nettes de gestion depuis le T3-2019 (-4,8% T3/T3) liée à un effet marché défavorable, mais progression T3/T2 (+4,8%), bon niveau de commissions de surperformance (+18,7% T3/T3)
- Réduction des **charges** malgré l'intégration de Sabadell : efficacité opérationnelle, ajustement des rémunérations variables

Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Produit net bancaire	**609**	**(4,8%)**	**1 810**	**(6,4%)**
Charges d'exploitation hors FRU	(329)	(4,1%)	(988)	(4,5%)
FRU	-	ns	(3)	(1,8%)
Résultat brut d'exploitation	**280**	**(5,6%)**	**818**	**(8,7%)**
Coût du risque	(3)	(72,2%)	(20)	x 2,8
Sociétés mises en équivalence	17	x 2,1	46	+40,8%
Impôt	(77)	(5,8%)	(223)	(7,5%)
Résultat net	**216**	**+1,5%**	**620**	**(8,9%)**
Intérêts minoritaires	(70)	+1,5%	(200)	(8,5%)
Résultat net part du Groupe	**146**	**+1,5%**	**420**	**(9,1%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**54,0%**	**+0,4 pp**	**54,6%**	**+1,1 pp**

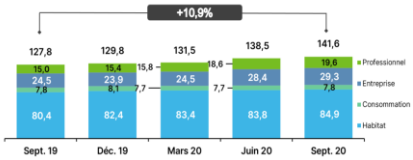
(1) Les encours de Sabadell AM sont intégrés dans le périmètre consolidé de Amundi depuis le 01/07/2020.

BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LCL

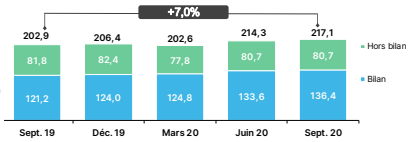
Activité dynamique, RBE et résultat en forte hausse

Indicateurs d'activité (Mds€)

Encours de crédits



Encours de collecte



Encours de crédit et de collecte en forte hausse

- Hausse de la **conquête particuliers et professionnels (+12,7 k clients T3/T2) ;** poursuite de **l'équipement** : **+3,5% du stock d'assurances MRH-Auto-Santé et + 2,4% du stock de cartes haut de gamme**
- **Encours de crédits** en progression hors PGE +5% sept/sept, portée par les professionnels (+12%) et l'habitat (+6%) ; près de 35 000 PGE au 30/09 pour 7,5 Mds€ ; remontée des taux à la production de crédit habitat
- **Encours de collecte** : hausse des dépôts bilan (+12,6% sept/sept) tirée par les DAV particuliers (+14% sept/sept) et les DAV professionnels-entreprises (+43% sept/sept) ; stabilité de l'épargne hors bilan (-1,3% sept/sept)

Hausse de +17,0% du résultat brut d'exploitation et de +14,2% du RNPG

- **Revenus** : +2,6% T3/T3, grâce aux revenus d'intérêt (+1,6% T3/T3), soutenus par des conditions de refinancement favorables et les commissions (+3,8% T3/T3), notamment sur l'assurance et la monétique
- **Charges :** -4,6% T3/T3, malgré la poursuite des investissements (Ex : City Explorer(1)) ; CoEx(2) à 61,8% en amélioration de 4,7pp T3/T3, Résultat brut d'exploitation en hausse (+17,0% T3/T3)
- Hausse du **provisionnement**, à 83 m€ liée au provisionnement prudent sur secteurs sensibles(3) ; taux de créances douteuses à 1,6% et taux de couverture à 84,6% à fin septembre 2020

Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Produit net bancaire	**889**	**+2,6%**	**2 635**	**+0,4%**
Charges d'exploitation hors FRU	(550)	(4,6%)	(1 678)	(3,7%)
FRU	-	ns	(42)	+32,4%
Résultat brut d'exploitation	**339**	**+17,0%**	**915**	**+7,5%**
Coût du risque	(83)	+43,2%	(301)	+97,0%
Résultat avant impôt	**258**	**+11,0%**	**615**	**(12,0%)**
Impôt	(74)	+3,7%	(189)	(17,2%)
Résultat net part du Groupe	**176**	**+14,2%**	**408**	**(9,4%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**61,8%**	**-4,7 pp**	**63,7%**	**-2,7 pp**

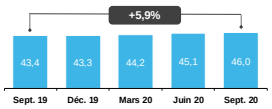
(1) Fonctionnalité de l'appli LCL Mes Comptes permettant d'exonérer de frais (paiements et retraits en devises étrangères) en contrepartie d'un forfait
(2) Sous-jacent hors FRU
(3) Dont hôtellerie, tourisme, restaurants

BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL - ITALIE

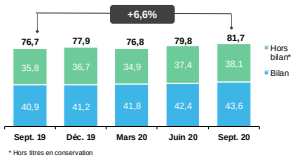
Activité soutenue, résultat brut d'exploitation stable

Indicateurs d'activité (Mds€)

Encours de crédits



Encours de collecte



Poursuite du soutien à l'économie

- **Encours de crédits :** croissance principalement tirée par les crédits aux entreprises (notamment PGE, 1 Md€ de production au T3, croissance des encours crédits hors PGE sept/sept +1,7%); retour de la production des crédits habitats au niveau de 2019
- **Collecte bilan** (+6,7% T3/T3) reflet de l'accumulation de liquidité des entreprises et de l'épargne de précaution des consommateurs, **collecte gérée** (+6,4% T3/T3) en forte croissance notamment en assurance vie (+11,3% T3/T3)

2e banque d'Italie en satisfaction client (+8 points IRC / 2019)

Résultat brut d'exploitation stable T3/T3

- **PNB** stable T3/T3 : revenus d'intérêt soutenus par les conditions de refinancement, commissions aux niveaux d'avant crise
- **Charges** stables Q3/Q3 et en baisse 9M/9M, coefficient d'exploitation de 61% au T3
- **Coût du risque** maîtrisé ; taux de couverture en hausse à 63,3% (+0,4 pp sept/juin)

Groupe Crédit Agricole S.A. en Italie : RNPG 423 m€, soit -14% 9M/9M

NB : encours PGE CA Italia au 30 septembre 2020 : 1,8 Md€

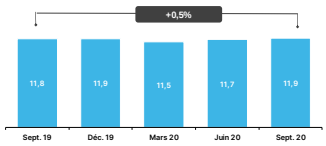
Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Produit net bancaire	**462**	**(0,1%)**	**1 337**	**(4,3%)**
Charges d'exploitation hors FRU	(282)	(0,5%)	(849)	(1,6%)
FRU	-	ns	(25)	+14,2%
Résultat brut d'exploitation	**180**	**+0,6%**	**462**	**(9,8%)**
Coût du risque	(86)	+40,6%	(315)	+66,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	ns	66	ns
Résultat avant impôt	**93**	**(20,6%)**	**213**	**(34,2%)**
Impôt	(23)	(35,2%)	(60)	(40,2%)
Résultat net	**71**	**(14,4%)**	**153**	**(31,4%)**
Intérêts minoritaires	(19)	(14,7%)	(41)	(31,0%)
Résultat net part du Groupe	**52**	**(14,3%)**	**111**	**(31,6%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**61,0%**	**-0,3 pp**	**63,5%**	**+1,8 pp**

BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL – HORS ITALIE

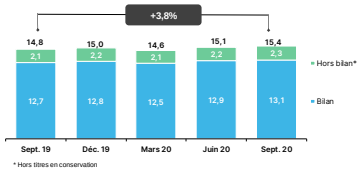
Reprise de l'activité, poursuite du provisionnement des encours sains

Indicateurs d'activité (Mds€)

Encours de crédits



Encours de collecte



* Hors titres en conservation

Rebond de l'activité au T3

- **Crédit**(1) : +5,0% sept/sept, notamment en Égypte (+18%)
- **Collecte**(1) :+8,2% sept/sept, tirée principalement par l'Ukraine (+35%), Maroc (+6%) et Pologne (+4%)
- **Liquidité** : situation stable avec un excédent net de collecte : +1,8 Md€ au 30/09/2020

Diminution du RBE sous l'effet de la baisse des taux directeurs (Egypte, Pologne, Ukraine); charges en baisse (-3,5% T3/T3); taux de couverture en hausse (104%; +4 pp sept/juin)

- **CA Egypte**(1) : baisse des revenus (-15% T3/T3), taux de douteux faible (2,5%); taux de couverture en hausse /juin à 187%
- **CA Pologne**(1) : revenus en baisse (-16% T3/T3) malgré la hausse des commissions, et stabilité des charges ; taux de couverture en hausse à 108%
- **CA Ukraine**(1) **:** revenus en baisse (-9% T3/T3), amélioration du taux de douteux (2,3%, -2,2pp sept/sept) suite à une cession de créances; taux de couverture élevé (242%)
- **Crédit du Maroc**(1) : revenus en baisse de -3% sous l'effet d'une baisse des commissions, taux de couverture à 91%

(1) variations hors effet change

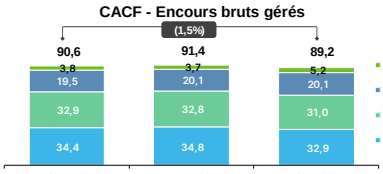
Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Produit net bancaire	**195**	**(15,1%)**	**630**	**(8,1%)**
Charges d'exploitation	(134)	(3,5%)	(406)	(2,1%)
FRU	-	ns	-	ns
Résultat brut d'exploitation	**61**	**(32,6%)**	**224**	**(17,3%)**
Coût du risque	(38)	+67,9%	(123)	+83,4%
Résultat avant impôt	**30**	**(56,3%)**	**107**	**(47,1%)**
Impôt	(11)	(45,0%)	(29)	(42,2%)
Résultat net	**19**	**(61,6%)**	**77**	**(49,3%)**
Intérêts minoritaires	(8)	(40,3%)	(33)	(18,3%)
Résultat net part du Groupe	**11**	**(69,3%)**	**44**	**(60,6%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**68,5%**	**+8,2 pp**	**64,5%**	**+3,9 pp**

SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

Reprise de l'activité confirmée

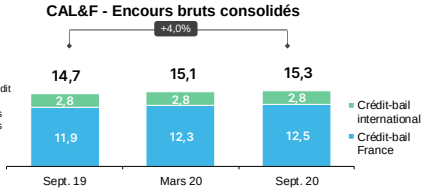
Indicateurs d'activité (Mds€)

CACF - Encours bruts gérés



Les encours de CACF NL précédemment enregistrés au sein des « encours consolidés » sont enregistrés dans « autres » à partir du Q3 2020. Ils représentent 1,7 Md€ au 30/09/2020

CAL&F - Encours bruts consolidés



Déclassement de CACF NL en activité à céder:

- **CACF** : à périmètre constant(1), PNB en légère baisse (-1,4% T3/T3) et charges en baisse plus marquée (-2,6%), résultat brut d'exploitation stable (-0,1%), RNPG en baisse modérée (-2,8%).

Retour de la production commerciale au niveau du T3-19

- **CACF** : hausse de la production commerciale (+3% T3/T3), portée par l'activité avec les Caisses régionales (+16% T3/T3) et par GAC Sofinco (+32% T3/T3). Retour du taux de marge à la production au niveau T1-20 grâce à un mix produit plus favorable. Encours gérés en légère baisse (-1,5% T3/T3, -1,2% hors CACF NL) mais en reprise depuis le T2 (+0,9% T3/T2, +1,1% hors CACF NL).
- **CAL&F** : production en crédit-bail (+3,8% T3/T3) supérieure au niveau pré-crise. Légère contraction du chiffre d'affaires factoré (-1,4% T3/T3), mais progression sept/sept +6% (France et International).

Résilience des revenus à périmètre constant (-3,4% Q3/Q3), coût du risque en baisse T2/T3

- **CACF** : légère hausse du coût du risque (+6,7% T3/T3) hors CACF NL, mais en baisse de -43% T3/ T2. Bonne reprise des paiements post-moratoires (98%(2) au 30/09/2020). Taux de douteux 7,3% en légère hausse suite à l'entrée en vigueur du nouveau défaut.
- **CAL&F** : baisse du résultat liée à la baisse de la quotité financée en factoring, hausse du coût de risque (+42,6% T3/T3)

Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Produit net bancaire	**619**	**(8,5%)**	**1 873**	**(8,4%)**
dont CACF	*488*	*(7,9%)*	*1 491*	*(8,0%)*
dont CAL&F	*131*	*(10,4%)*	*382*	*(9,6%)*
Charges d'exploitation hors FRU	(289)	(15,3%)	(949)	(6,2%)
FRU	-	ns	(20)	+7,9%
Résultat brut d'exploitation	**330**	**(1,5%)**	**904**	**(10,8%)**
Coût du risque	(141)	+7,3%	(579)	+56,4%
Sociétés mises en équivalence	72	(2,9%)	204	(11,4%)
Résultat avant impôt	**250**	**(10,0%)**	**536**	**(38,7%)**
Impôt	(43)	(23,2%)	(25)	(87,0%)
Résultat net part du Groupe	**181**	**(10,0%)**	**439**	**(27,1%)**
dont CACF	*147*	*(3,9%)*	*375*	*(22,8%)*
dont CAL&F	*34*	*(29,3%)*	*64*	*(44,9%)*
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**46,6%**	**-3,8 pp**	**50,7%**	**+1,2 pp**

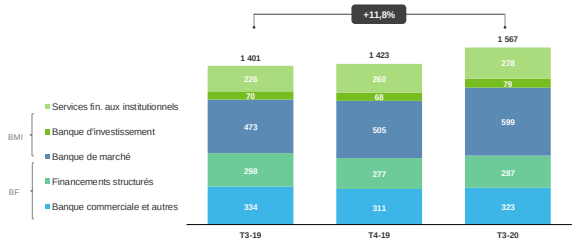
(1) Hors impact IFRS 5 CACF NL et hors produits / charges enregistrés au T3-2019 au titre de CACF NL

(2) Clients retail et corporates

GRANDES CLIENTÈLES

RBE en forte croissance grâce à une activité soutenue

Indicateurs d'activité (Revenus sous-jacents du pôle Grandes Clientèles m€)



Activité très dynamique de l'ensemble du pôle

- **Banque de financement et d'investissement** : forte hausse des revenus de la banque de marché (+24,8% T3/T3), grâce à une activité dynamique en primaire obligataire et sur les repos, malgré un ralentissement des activités de taux et de change ; activité de la banque de financement toujours portée par la banque commerciale mais impactée par le ralentissement de l'activité des financements structurés (revenus -3,4% T3/T3, mais +6,6% hors effet de change et dividendes BSF reçus au T3-19)
- **Services financiers aux institutionnels** : encours conservés supérieurs à 4 Trs€ à fin sept-20 (objectif du PMT 2022) ; croissance des AuC (+28% vs. sept-19, dont +673 Mds€ liée à S3/Santander, +6,4% à périmètre constant), grâce à l'entrée de nouveaux clients (notamment Groupama et Candriam), qui compensent un effet marché négatif (-80 Mds€)

Poursuite de la forte croissance du résultat brut d'exploitation (+16,9% T3/T3)

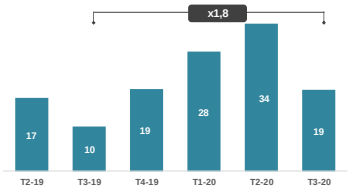
- **Banque de financement et d'investissement** : RBE en forte hausse (+18,6% T3/T3), grâce à la hausse des revenus (+9,7%) ; coefficient d'exploitation toujours très bien maîtrisé (49,2% hors FRU 9M-20)
- **Services financiers aux institutionnels** : RBE et résultat avant minoritaires en hausse (+2,0%/+13,4% T3/T3)

Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Produit net bancaire	**1 567**	**+11,8%**	**4 838**	**+13,9%**
Charges d'exploitation hors FRU	(867)	+8,0%	(2 600)	+7,5%
FRU	-	ns	(260)	+46,7%
Résultat brut d'exploitation	**699**	**+16,9%**	**1 978**	**+19,9%**
Coût du risque	(217)	x 4,8	(719)	x 6,9
Résultat avant impôt	**483**	**(12,3%)**	**1 265**	**(18,1%)**
Impôt	(118)	+84,4%	(215)	(39,0%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	ns	-	ns
Résultat net	**366**	**(25,0%)**	**1 050**	**(12,0%)**
dont Banque de Financement et d'Investiss.	*314*	*(29,0%)*	*910*	*(16,2%)*
dont Services Financiers aux Institutionnels	*52*	*+13,4%*	*140*	*+30,6%*
Résultat net part du Groupe	**342**	**(28,4%)**	**986**	**(15,7%)**
dont Banque de Financement et d'Investiss.	*307*	*(28,9%)*	*892*	*(16,1%)*
dont Services Financiers aux Institutionnels	*35*	*(23,3%)*	*95*	*(11,8%)*
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**55,4%**	**-1,9 pp**	**53,7%**	**-3,2 pp**

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Activité toujours dynamique, emplois pondérés en baisse

Indicateurs d'activité (Originations obligataires – Volume d'activité en Mds€)



Business model diversifié et résilient

- **Banque de financement** : forte activité sur les financements structurés dans le secteur des télécoms ; maintien de bons positionnements en crédits syndiqués : #1 en France et #2 en EMEA[1] ; normalisation des tirages des lignes de crédit RCF (après +18 Mds€ de tirages au début de la crise, 7,2 Mds€ remboursés depuis avril, taux de tirage à 23%[2]).
- **Banque de marché** : poursuite de l'excellente performance des activités de marché avec un début de normalisation ; FICC (+26,5% yc CVA), forte activité sur le primaire obligataire et les repos, maintien des positions de premier plan (#1 en *All French Corporate bonds*) maintien d'un profil de risque prudent (VaR à 12m€ au 30/09)

Leader mondial sur les *green and sustainability bonds*

- **Conseil exclusif** et teneur de livres pour la République Fédérale d'Allemagne dans son émission inaugurale de 6,5 Mds€ de Green bond

RBE en forte hausse (+18,6%), compensant partiellement la hausse du provisionnement

- **Revenus** dynamiques et **charges toujours bien maîtrisées** (+2,1% T3/T3), **hausse du provisionnement T3/T3** (≈90% de la hausse liée aux encours sains, notamment sur les secteurs aéronautique et hôtellerie)
- **Emplois pondérés** : en nette baisse (-5,3Mds€ sur le T3) grâce à une normalisation progressive de la VaR (baisse des risques de marché et CVA -2Mds€), la vente de la participation dans BSF (-1,0 Md€), à une bonne maîtrise par les métiers et à un impact favorable du change (-1,5 Md€), plus que compensant l'impact défavorable des migrations de notations (+1,3 Mds€)

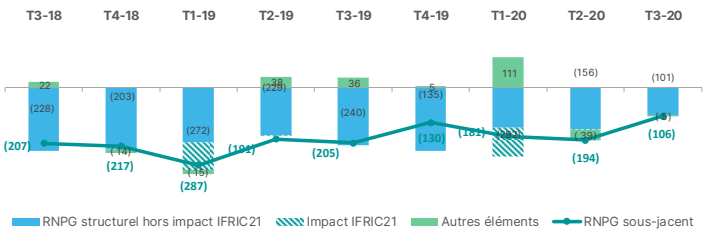
Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 ss-jacent	Δ T3/T3 ss-jacent	9M-20 ss-jacent	Δ 9M/9M ss-jacent
Produit net bancaire	**1 288**	**+9,7%**	**3 990**	**+11,8%**
Charges d'exploitation hors FRU	(650)	+2,1%	(1 963)	+2,8%
FRU	-	ns	(232)	+43,6%
Résultat brut d'exploitation	**638**	**+18,6%**	**1 795**	**+19,9%**
Coût du risque	(220)	x 4,6	(716)	x 7,1
Résultat avant impôt	**418**	**(15,1%)**	**1 080**	**(22,9%)**
Impôt	(105)	x 2	(170)	(45,9%)
Résultat net	**314**	**(29,0%)**	**910**	**(16,2%)**
Intérêts minoritaires	(6)	(33,8%)	(19)	(20,4%)
Résultat net part du Groupe	**307**	**(28,9%)**	**892**	**(16,1%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**50,5%**	**-3,7 pp**	**49,2%**	**-4,3 pp**

[1] Source: Refinitiv, R17
[2] Taux de tirage pré-crise : environ 18%, pendant la crise : environ 33%

ACTIVITÉS HORS MÉTIERS

Baisse du coût de refinancement

Indicateurs d'activité (Mds€)



En m€	T3-20	T3-19	Δ T3/T3	9M-20	9M-19	Δ 9M/9M
Produit net bancaire	**(3)**	**(100)**	**+96**	**(170)**	**(356)**	**+186**
Charges d'exploitation hors FRU	(209)	(176)	(32)	(594)	(560)	(34)
FRU	-	(2)	+2	(86)	(83)	(2)
Résultat brut d'exploitation	**(212)**	**(278)**	**+66**	**(850)**	**(999)**	**+149**
Coût du risque	2	(5)	+7	(36)	(19)	(17)
Sociétés mises en équivalence	9	(2)	+11	22	11	+11
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	-	0	20	(20)
Résultat avant impôts	**(201)**	**(285)**	**+85**	**(863)**	**(987)**	**+124**
Impôts	96	56	+39	320	261	+59
Résultat net part du Groupe publié	**(164)**	**(225)**	**+61**	**(608)**	**(721)**	**+113**
Résultat net part du Groupe ss-jacent	**(106)**	**(205)**	**+99**	**(481)**	**(683)**	**+202**
Dont RNPG structurel	**(101)**	**(240)**	**+140**	**(548)**	**(742)**	**+194**
- Bilan & holding Crédit Agricole S.A.	(118)	(248)	+131	(551)	(790)	+240
- Autres activités (CACIF, CA Immobilier, etc.)	8	10	(3)	(21)	36	(57)
- Activités supports (CAPS, CAGIP, SCI)	10	(2)	+12	23	12	+11
Dont autres éléments du pôle	**(5)**	**35**	**(41)**	**67**	**59**	**+8**

RNPG structurel : contribution en amélioration notable T3/T3 (+99 m€) et 9M/9M (+202 m€)

- Bilan & holding CASA : poursuite de la baisse des coûts de refinancement, gains temporaires liés au TLTRO III
- Autres métiers du pôle : résultats en baisse, du fait des revalorisations sur le Private Equity de fonds gérés en externes
- Fonctions support : décalage temporaire dans la comptabilisation des produits et des charges

Autres éléments du pôle :

- Impact des éliminations sur titres intragroupes souscrits par Predica et Amundi

Sous-jacent: les éléments spécifiques comprennent les provisions Epargne Logement (PNB) pour -16m€ au T2-20 vs.-46 m€ au T2-19, l'impact d'une opération de *Liability Management* pour -41m€ – voir slide 39

Sommaire

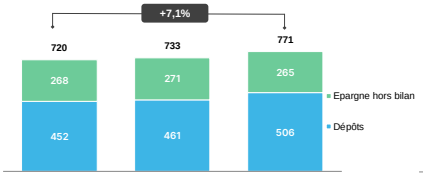
01 Synthèse générale
02 Crédit Agricole S.A. – Synthèse
03 Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers
04 Groupe Crédit Agricole
05 Solidité financière
06 Conclusion
07 Annexes

CAISSES REGIONALES

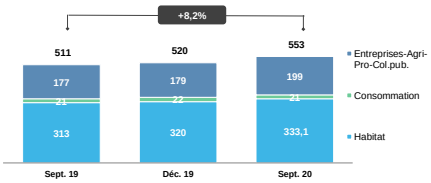
Forte reprise de la conquête, RNPG en forte hausse

Indicateurs d'activité (Mds€)

Encours de collecte



Encours de crédits



Croissance dynamique des encours. Conquête très active.

- **Crédit** : **progression des encours de crédits hors PGE : +5,2%; Collecte** : hausse des dépôts +12,1% sur un an (DAV +27,1%, livrets +10,3%), épargne hors bilan stable (-1,4% sept/sept) malgré les impacts marché
- **Conquête** 114 000 clients supplémentaires (croissance du fonds de commerce) depuis début 2020, **croissance de 1% des DAV actifs sur un an**;
- **Satisfaction clients** en hausse (IRC +8 points 2020), forte croissance du sociétariat (parts sociales :+7,6% sur un an), hausse de la part des clients utilisant les outils digitaux de 3,9 points sur un an, à 66,2%(1)

Hausse du PNB et charges maîtrisées ; RNPG en hausse de +12,5%

- **PNB** (+1,9% T3/T3) : croissance des revenus d'intérêts suite aux conditions de refinancement favorables, et hausse des commissions (+1,1%), grâce aux commissions d'assurances, PNB de portefeuille stable
- **Coût du risque** à -22 m€ (en baisse de -53,4% T3/T3), atténué par l'application du seuil sur la règle du nouveau défaut au 1er juillet 2020.
- **Taux de créances douteuses** en baisse (1,8% vs 1,9% à fin septembre 2019), stock de provision stable (9,8 Mds€) ; taux de couverture toujours élevé (95,2%)

(1) Clients ayant un profil actif sur l'application Ma Banque ou ayant visité CA En Ligne dans le mois

Contribution aux résultats (en m€)	T3-20 sous-jacent	Δ T3/T3 sous-jacent	9M-20 sous-jacent	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**3 308**	**+1,9%**	**9 858**	**(1,5%)**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 115)	(1,5%)	(6 391)	(2,6%)
FRU	-	(100,0%)	(123)	+42,6%
Résultat brut d'exploitation	**1 192**	**+8,4%**	**3 344**	**(0,6%)**
Coût du risque	(22)	(53,4%)	(627)	+83,0%
Résultat avant impôt	**1 166**	**+10,7%**	**2 709**	**(10,4%)**
Impôt	(389)	+6,8%	(947)	(14,5%)
Résultat net part du Groupe	**775**	**+12,5%**	**1 760**	**(8,2%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**64,0%**	**-2,2 pp**	**64,8%**	**-0,7 pp**

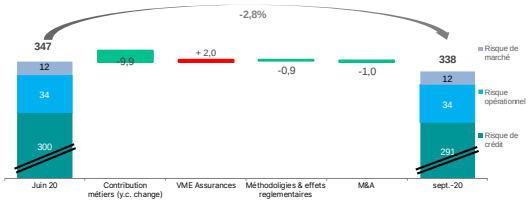
Sommaire

01 Synthèse générale
02 Crédit Agricole S.A. – Synthèse
03 Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers
04 Groupe Crédit Agricole
05 Solidité financière
06 Conclusion
07 Annexes

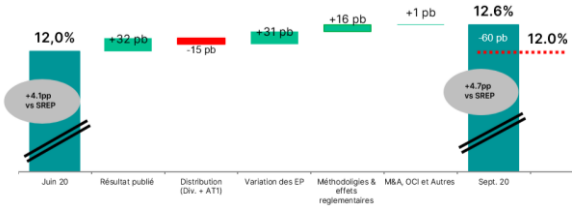
SOLIDITÉ FINANCIÈRE

Ratio CET1 phasé : 12,6%, en hausse de +0,6 pp, 160 pb au-dessus de la cible et 470 pb au-dessus du SREP

Evolution des emplois pondérés de Crédit Agricole S.A. (Mds€)



Evolution du ratio CET1 phasé (pb)



Emplois pondérés en baisse sur le trimestre

- Contribution métiers : -9,9 Mds€ dont -1,8 Mds€ d'effet change. Baisse sur le pôle Grandes clientèles (-5,7 Mds€) et en Banque de proximité (-2,2 Md€), notamment lié à l'expiration du délai de carence de 2 mois pour les PGE (-1,3 Mds€)
- Hausse de la VME assurance : +2,0 Mds€ liée au résultat et à l'amélioration des conditions de marché par rapport au S1-20
- M&A : -1,0 Md€, cession de la participation de CACIB dans la Banque Saudi Fransi
- Méthodologies et effets réglementaires : principalement facteur supplétif PME et financement d'infrastructures -1,5 Mds€, nouveau défaut +0,3 Md€

Ratio CET1 : 12,6%, non phasé 12,4%(1)

- Résultat conservé : +17 pb tenant compte du résultat trimestriel et d'une provision pour dividende de 0,16 € par action au T3 soit 0,40 € sur 9 mois
- Méthodologies et effets réglementaires : essentiellement déduction des engagements irrévocables de paiement FRU et FGDR(2) (+12 pb)
- M&A, OCI et autres : +1 pb, dont M&A (cession BSF et déclassement CACF NL), phasing IFRS9, réserves latentes sur portefeuilles titres, effet change et prudent valuation
- Le ratio comprend depuis le 31 mars 2020 **60 pb de dividendes non distribués en 2020**

Ecart au SREP : +4,7 pp (+0,6 pp vs T2 2020)

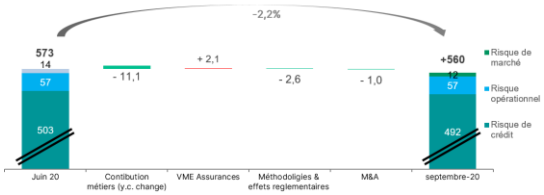
- Ratio Tier 1 phasé : 14,1% et ratio global phasé : 18,2%
- Ratio de levier phasé : en hausse sensible, 4,5% vs 3,9% à fin juin 20, en lien avec la neutralisation des expositions BCE ; stable à 3,9% vs fin juin 20 avant cette neutralisation
- Ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé(3) : 3,8% au T3-20 avant neutralisation des expositions BCE

(1) Hors impact du phasing IFRS9 intégré au T2-20 dans le cadre du « Quick fix »
(2) Décision du 9 septembre du Tribunal de l'Union Européenne permettant de ne plus déduire les engagements de paiement au titre du FRU et du FRBG
(3) Le levier intra-trimestriel est la moyenne des expositions fin de mois des deux premiers mois du trimestre

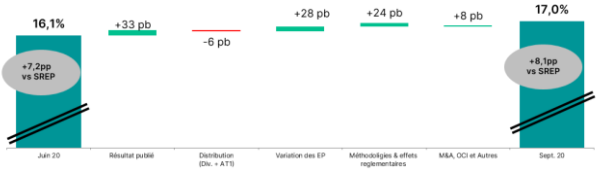
SOLIDITÉ FINANCIÈRE

Ratio CET1 17,0% phasé, en hausse de +0,9 pp, supérieur au SREP de 810 pb

Evolution des emplois pondérés du Groupe Crédit Agricole (Mds€)



Evolution du ratio CET1 phasé (pb)



Baisse des emplois pondérés

- **Baisse en Grandes Clientèles (-5,8 Mds€) et en Banque de proximité (-3,3 Mds€) :** dont -1,8 Mds€ chez LCL et -1,0 Md€ dans les Caisses régionales, essentiellement liés aux PGE (-6,1 Mds€)
- **Hausse de la VME assurance :** +2,1 Mds€ (résultat trimestriel et réserves OCI)

Ratio CET1: 17,0% phasé (+0,9 pp vs T2-20), 16,7% non phasé(1)

- **Résultat conservé :** 27 pb
- **M&A, OCI et Autres :** +8 pb, principalement cession de la Banque Saudi Fransi, et réserves latentes sur portefeuilles titres
- **Méthodologies et effets réglementaires :** engagements de paiement irrévocables(2) (+16 pb) et complément d'impact sur le facteur supplétif PME et financement d'infrastructures(+10 pb)
- Le ratio comprend 16 pb lié à l'absence de distribution de **dividendes en 2020** par Crédit Agricole SA

Ecart au SREP : +8,1 pp (+0,9 pp vs T2 2020)

- **Ratio Tier 1 phasé** : 17,9% et ratio global phasé : 20,5%
- **Ratio de levier phasé** : +0,5 pp à 5,8% vs. fin juin 20, en lien avec la neutralisation des expositions BCE ; légère progression à 5,4% vs fin juin 20 avant cet effet de neutralisation des expositions BCE
- **Ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé**(3) : 5,2% au T3-20, avant effet de la neutralisation des expositions BCE

Ratio TLAC : 24,8% des emplois pondérés et 8,1% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible (7,5% hors effet de la neutralisation des expositions BCE)

- **Ratio supérieur aux exigences réglementaires**(4) de 5,3 pp en emplois pondérés et de 2,1 pp en levier, hors dette senior préférée éligible

Ratio MREL : environ 33% des emplois pondérés et 24,8% hors dette senior préférée éligible, soit 8,2% du TLOF

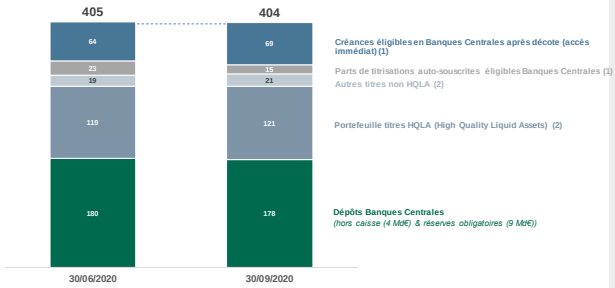
- Objectif de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) de 24-25% des emplois pondérés d'ici fin 2022 atteint au 30 septembre 2020
- Au 30/09 : ratio > 8% du TLOF

(1) 16,7% hors impact du phasing IFRS9 intégré au T2-20 dans le cadre du « Quick fix »
(2) Décision du 9 septembre du Tribunal de l'Union Européenne permettant de ne plus déduire les engagements de paiement au titre du FRU et du FRBG
(3) Le levier intra-trimestriel se réfère à la moyenne des expositions fin de mois des deux premiers mois dudit trimestre
(4) Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences TLAC suivantes: 16% des emplois pondérés, auxquels s'ajoute l'exigence globale de coussins d'après CRDV (dont 2,5% de coussin de conservation, 1% de coussin systémique et 0,02% de coussin contracyclique au 30 septembre 2020) et 6% de l'exposition en levier

SOLIDITÉ FINANCIERE

Niveau confortable de réserves de liquidité

Réserves de liquidité au 30/09/2020 (Mds€)



(1) Eligibles au refinancement banques centrales pour couverture potentielle du LCR
(2) Titres disponibles, en valeur de marché après décote

404 Mds€
réserves de liquidité au 30/09/20
-1 Md€ vs. 30/06/2020

Réserves stables après une forte augmentation sur le premier semestre[3]

- Dépôts Banques Centrales à 178 Mds€ vs. 180 Mds€ à fin juin
- Actifs éligibles en Banques Centrales à 84 Mds€ vs. 87 Mds€ à fin juin

LCR: Groupe Crédit Agricole 140,2%[4], Crédit Agricole S.A. 140,7%[4], supérieur à l'objectif du PMT de ~110%

Excédent de ressources stables de 249 Mds€ au 30/09/20, conformément à l'objectif du PMT de >100 Mds€

- Ratio ressources stables[5] / emplois stables à 122,2%

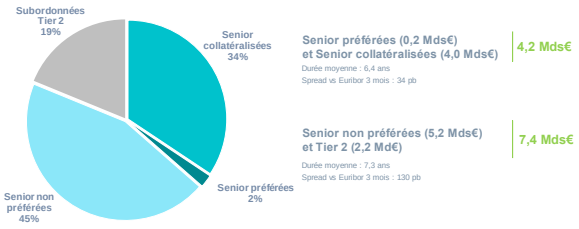
Tirages T-LTRO III réalisés en septembre 2020 pour 7,9 Mds€, permis par l'amplitude et la qualité du collatéral à disposition

[3] Augmentation de 106 Mds€ depuis le 31/12/19
[4] Ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) moyen sur 12 mois
[5] Les ressources de marché LT intègrent les tirages sur le T-LTRO

SOLIDITÉ FINANCIERE

97% du programme de financement MLT de marché réalisé par Crédit Agricole S.A à fin octobre 2020

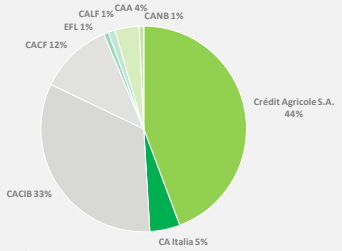
Crédit Agricole S.A. - Levées MLT de marché
Ventilation par segment : 11,6 Mds€[1][2] au 31/10/20



Crédit Agricole S.A. (à fin octobre)

- **11,6 Mds€[1][2] de financement MLT de marché sur le programme de 12 Mds€ réalisés** (97%), **celui-ci incluant 6 à 8 Mds€ de dettes SNP/Tier 2; financement diversifié** en formats et devises : **seconde émission Panda** (1 milliard de CNY) à 3 ans en septembre
- **Emission AT1 PNC7,5 ans 750 m€ au taux initial de 4%** pour permettre au Groupe Crédit Agricole de conserver une flexibilité au niveau de la gestion de son capital Tier 1

Groupe Crédit Agricole - Levées MLT de marché
Ventilation par émetteur : 26,3 Mds€[1] au 30/09/20



Groupe Crédit Agricole (à fin septembre)

- **26,3 Mds€[1] équivalent émis dans le marché par les émetteurs du Groupe; mix de financement très diversifié** par types d'instruments, d'investisseurs et de zones géographiques visées
  - **Crédit Agricole Next Bank (Suisse)** : émission inaugurale en septembre en format covered bond à 9 ans pour 200 mCHF
  - **Crédit Agricole Assurances** : émission d'un Tier 2 à 10 ans pour 1 Md€ en juillet afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe
- Par ailleurs, **4,0 Mds€ empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux** ou placés dans **les réseaux de banque de proximité du Groupe** (Caisses régionales, LCL et CA Italia) **et d'autres réseaux externes**

(1) Montant brut avant rachat (dont l'offre publique sur des dettes SP en juin pour 3,4 Mds€) et amortissement
(2) Hors émission AT1 EUR

Sommaire

01 Synthèse générale

02 Crédit Agricole S.A. – Synthèse

03 Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers

04 Groupe Crédit Agricole

05 Solidité financière

06 Conclusion

07 Annexes

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | CRÉDIT AGRICOLE S.A.

CONCLUSION

Très solide, le Groupe s'engage plus que jamais pour soutenir concrètement ses clients et l'économie

- Revenus CASA en hausse sur 9 mois grâce à une conquête dynamique et à une activité soutenue dans tous les métiers, excellente en Grande clientèle.
- Charges CASA stables sur 9 mois et poursuite de l'amélioration du coefficient d'exploitation (58,1%(1) au T3-20)
- Résultat brut d'exploitation CASA en croissance et baisse limitée du RNPG sur 9 mois hors FRU.
- 71% de la hausse du coût du risque chez CASA et 96% pour le Groupe liée au provisionnement des encours sains
- Solvabilité et liquidité très solides

Un Groupe aux fondations fortes, armé pour faire face à la crise

Crédit Agricole S.A.	Crédit Agricole S.A.
+2,0% Croissance du PNB 9M/ 9M	-0,0% Stabilité des charges(1) 9M/9M
Crédit Agricole S.A.	**Crédit Agricole S.A.**
+5,2% Croissance du RBE hors FRU 9M/9M	-8,8% Evolution du RNPG hors FRU 9M/9M
Crédit Agricole S.A.	**Groupe Crédit Agricole**
Taux de couverture(2) 69,7%	Taux de couverture(2) 80,4%
Crédit Agricole S.A.	**Groupe Crédit Agricole**
CET1 12,6% 4,7 pp écart au SREP	CET1 17,0% 8,1 pp écart au SREP

(1) Sous-jacent hors FRU (2) Y compris l'exhaustivité des provisions pour encours sains enregistrées au titre du Covid-19. Stock de provisions, y compris provisions collectives. Les taux de couverture sont calculés sur les prêts et créances à la clientèle.

Sommaire

01 Synthèse générale

02 Crédit Agricole S.A. – Synthèse

03 Crédit Agricole S.A. – Pôles métiers

04 Groupe Crédit Agricole

05 Solidité financière

06 Conclusion

07 Annexes

ANNEXES

Eléments spécifiques principalement liés au déclassement de CACF NL

Eléments spécifiques : -139 m€ en RNPG au T3-20 (vs. -28 m€ au T3-19) et -305 m€ sur 9M-20 (vs. -81 m€ au 9M-19)

Déclassement d'actif en cours de cession (CACF NL) : -124 m€ en RNPG

- Dépréciation de l'écart d'acquisition : - 55 m€ en RNPG
- Traitement IFRS 5 : - 69 m€

Ajustement suite à l'activation du Switch (Assurances) au T2 : -28 m€ en coût du risque, -19 m€ en RNPG

- Initialement estimé à +65 m€, le montant définitivement arrêté d'appel en garantie est de +37 m€

Coûts d'intégration des acquisitions réalisées par CACEIS (Grandes clientèles) : -4 m€ en charges, -2 m€ en RNPG

Eléments spécifiques récurrents : impact en RNPG de +6 m€

- DVA et partie spread émetteur de la FVA : +19 m€ en PNB, +14 m€ en RNPG
- Couverture du portefeuille de prêts[1] : -7 m€ en PNB, -5 m€ en RNPG
- Provision épargne logement : -4 m€ en PNB, -3 m€ en RNPG

Au T3-19, éléments spécifiques récurrents -28 m€ en RNPG

Note : au niveau du Groupe Crédit Agricole, le déclassement en actif en cours de cession de Bankoa a un impact sur le résultat net part du group des Banque des Proximité à l'International de -40 m€

[1] Opérations de couverture du portefeuille de *prêts de CACIB afin de ladapter aux objectifs d'expositions sectorielles, géographiques, etc.
Détail des éléments spécifiques disponible en slide 39 pour CASA et slide 49 pour Groupe Crédit Agricole.

ANNEXES

Indicateurs alternatifs de performance – éléments spécifiques T3-20 et 9M-20

En m€	*T3-20*		*T3-19*		*9M-20*		*9M-19*	
	*Impact brut**	*Impact en RNPG*	*Impact brut**	*Impact en RNPG*	*Impact brut**	*Impact en RNPG*	*Impact brut**	*Impact en RNPG*
DVA (GC)	19	14	(3)	(2)	(7)	(5)	(15)	(11)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(7)	(5)	(1)	(1)	41	27	(28)	(20)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	(8)	(5)	(15)	(10)	(19)	(12)
Provisions Epargne logement (AHM)	(4)	(3)	(30)	(20)	(50)	(34)	(58)	(38)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(143)	(97)	-	-
Total impact en PNB	**8**	**6**	**(43)**	**(28)**	**(217)**	**(148)**	**(120)**	**(81)**
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(4)	(2)	-	-	(12)	(6)	-	-
Total impact en Charges	**(4)**	**(2)**	**-**	**-**	**(68)**	**(58)**	**-**	**-**
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	65	44	-	-
Ajustement sur l'activation du Switch 2 (GEA)	(28)	(19)	-	-	(28)	(19)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	(28)	(19)	-	-	38	26	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	(69)	(69)	-	-	(69)	(69)	-	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	(55)	(55)	-	-	(55)	(55)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	**(124)**	**(124)**	**-**	**-**	**(124)**	**(124)**	**-**	**-**
Impact total des retraitements	*(148)*	*(139)*	*(43)*	*(28)*	*(372)*	*(305)*	*(120)*	*(81)*
Gestion de l'épargne et Assurances	*(28)*	*(19)*	*-*	*-*	*(144)*	*(110)*	*-*	*-*
Banque de proximité-France	*-*	*-*	*(8)*	*(5)*	*(17)*	*(11)*	*(19)*	*(12)*
Banque de proximité-International	*-*	*-*		*-*	*(8)*	*(4)*		*-*
Services financiers spécialisés	*(69)*	*(69)*	*-*	*-*	*(69)*	*(69)*	*-*	*-*
Grandes Clientèles	*8*	*7*	*(4)*	*(3)*	*22*	*16*	*(43)*	*(31)*
Activités hors métiers	*(59)*	*(58)*	*(30)*	*(20)*	*(156)*	*(127)*	*(58)*	*(38)*

** Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires*

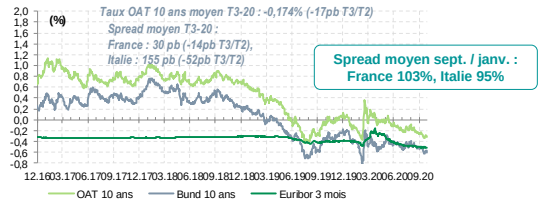
-139 m€
Impact net des éléments spécifiques en RNPG au T3-20

-305 m€
Impact net des éléments spécifiques en RNPG au 9M-20

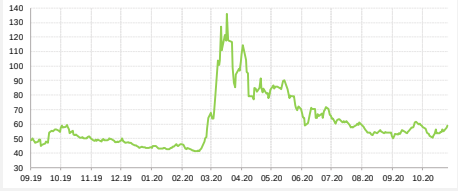
ANNEXES

Reprise partielle des marchés

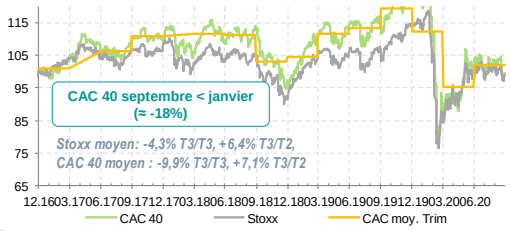
Taux d'intérêts en euro (%)



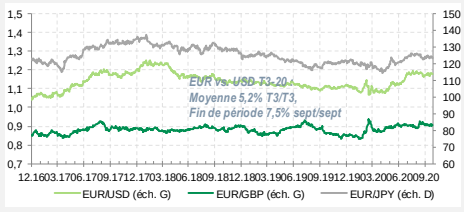
Spreads de crédits (indice CDS Main iTraxx 1 an)



Indices actions (base 100 = 31/12/2016)



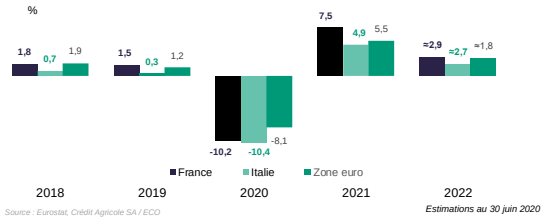
Devises (cours pour 1 €)



ANNEXES

Scénario économique

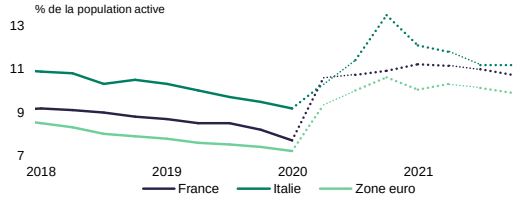
France, Italie, Zone euro – Croissance du PIB réel



Source : Eurostat, Crédit Agricole SA / ECO

Estimations au 30 juin 2020

France, Italie, Zone euro – Taux de chômage



Source: Eurostat, Crédit Agricole S.A./ECO

Pour le provisionnement des encours sains, utilisation de plusieurs scénarios économiques pondérés, dont pour le PIB France :

- → Un scénario plus favorable : PIB France +7,3% en 2021, +1,8% en 2022
- → Un scénario moins favorable : PIB France +6,6% en 2021, +8,0% en 2022

Sur la France, prévisions institutionnelles :

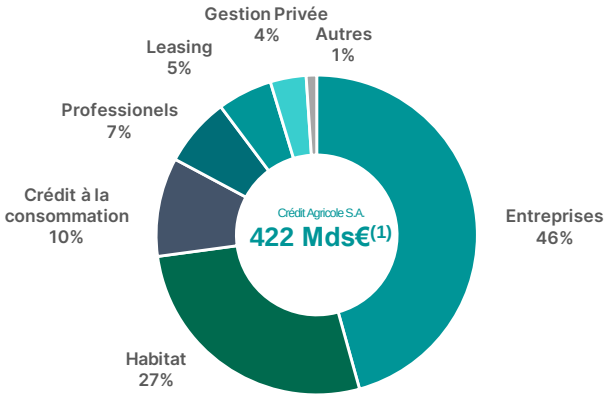
- → FMI : +6,0% in 2021 and +2,9% in 2022
- → Banque de France : +7,4% in 2021 and +3,0% in 2022

Une baisse de 10 points de la pondération du scénario favorable au profit du scénario défavorable entraînerait une évolution du stock de provisions ECL au titre du « *forward looking central* » de l'ordre de 5% du stock d'ECL total. Toutefois, une telle évolution de pondération n'aurait pas nécessairement d'incidence significative en raison d'ajustements au titre du « *forward looking local* » qui pourraient en atténuer l'effet.

ANNEXES

Un portefeuille de prêts diversifié, plutôt orienté entreprises et crédits habitat

Encours bruts des prêts à la clientèle[1] au sein de Crédit Agricole S.A. (30/09/2020)



¹ Encours bruts de prêts à la clientèle hors établissements de crédit

Crédit entreprises
193 Mds€

- Dont 137 Mds€ CACIB, 29 Mds€ LCL, 20 Mds€ BPI

Crédit habitat
115 Mds€

- Dont 85 Mds€ LCL: en très grande majorité, crédits à taux fixe, amortissables, cautionnés ou garantis par une sûreté hypothécaire
- Dont 30 Mds€ au sein des BPI

Crédit à la consommation
42 Mds€

- Dont 34 Mds€ CACF (y compris Agos) et 8 Mds€ réseaux de distribution, hors entités non consolidées (JV automobiles)

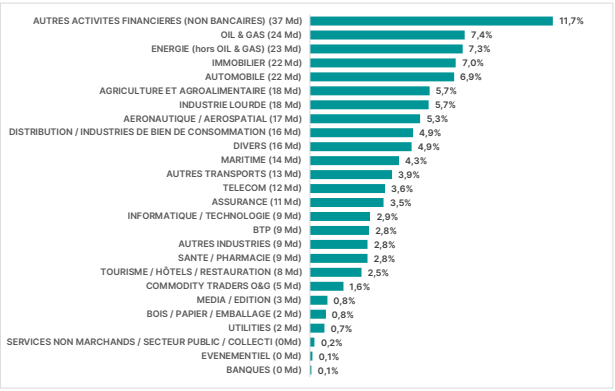
Crédit aux professionnels
29 Mds€

- Dont 20 Mds€ LCL et 9 Mds€ au sein des BPI

ANNEXES

Un portefeuille *Corporates* équilibré

Credit Agricole S.A. : €321bn in corporate EAD at 30/09/2020



% des EAD Corporate

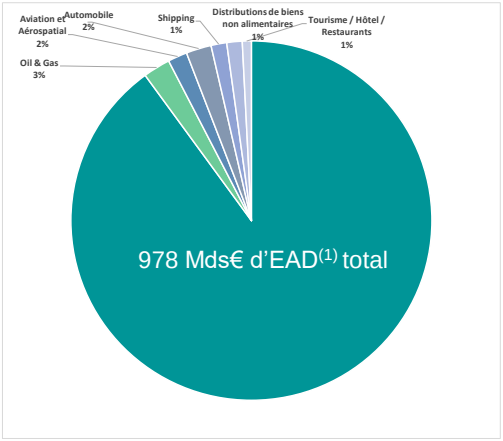
- 72% des expositions Corporate notées Investment Grade(1)
- Exposition aux PME de €22 Md au 30/09/2020
- Expositions LBO(2) de €4Md au 31/08/2020

(1) Notation en méthodologie interne (2) périmètre CACIB

ANNEXES

Une part limitée des EAD sur des secteurs sensibles aux effets économiques du Covid-19

EAD hors établissement de crédit (1) à fin septembre 2020



EAD Oil & Gas présentés hors commodity traders
Présentation de la qualité des actifs sur la base des notations internes
(1) EAD hors établissement de crédit. L'EAD (exposition en cas de défaut) est une définition réglementaire utilisée dans le Pilier 3. Elle correspond à l'exposition en cas de défaut après prise en compte des facteurs d'atténuation du risque. Elle comprend les actifs du bilan et une partie des engagements hors bilan

sept-20	EAD Md€	% Investment Grade	% EAD en défaut
Aviation / Aérospatial	16,9	51,9%	6,0%
Tourisme / Hôtel / Restaurants	7,9	43,0%	2,6%
Distribution de biens non alimentaires	13,5	73,8%	2,8%
Automobile	22,1	75,7%	1,1%
Shipping	13,7	47,5%	6,1%
Oil & Gas (hors négociants)	23,8	71,2%	2,3%

La part Investment Grade des EAD Corporates est de 72% à Septembre 2020

§ Secteurs particulièrement affectés par la crise :
- Branches d'activité liées à la circulation ou au rassemblement de personnes : Transport aérien, Croisière, Tourisme international, Evènementiel(2)
- Secteurs dont le niveau de demande demeure en-dessous de la normale : Automobile, Construction navale

§ Amélioration dans certains secteurs qui demeurent toutefois fragiles :
- Branches d'activité ayant enregistré une reprise mécanique grâce à l'adaptation de leurs outils de production, mais demeurant fragiles en raison du poids de la récession mondiale sur la demande : Oil & Gas, Immobilier résidentiel
- Secteurs impactés par une accélération du numérique : Immobilier de bureaux, Commerces physiques

(2) 0,1% de l'EAD Corporates total Cf. Slide 43

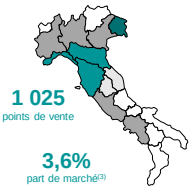
ANNEXES
Crédit Agricole en Italie – une banque universelle au service de ses clients

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

- Présence de **tous les métiers du Groupe**
- Modèle **de banque universelle** complet et résilient face à la crise avec un profil de risque bien maîtrisé
- Partenariats avec Unicredit (gestion d'actifs), BBPM et FCA (crédit consommation), Creval (Assurances)
- **Crédits: production** dynamique, croissance des **encours de crédit totaux** à 77,8 mds€ (+3,1% sept/sept)
- **Collecte: encours totaux**(1) à 259,1 mds€ en hausse (+1,0% sept/sept)

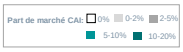
Présence en banque de proximité

CRÉDIT AGRICOLE
2,0 m clients



1 025
points de vente

3,6%
part de marché(3)



Présence du Groupe en Italie

Groupe CA en Italie (2)
4,5 m clients

GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES
Amundi
INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT
CRÉDIT AGRICOLE VITA
CRÉDIT AGRICOLE ASSICURAZIONI
CRÉDIT AGRICOLE CREDITOR INSURANCE

SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS
Agos
FCA BANK
CRÉDIT AGRICOLE LEASING
CRÉDIT AGRICOLE EUROFACTOR

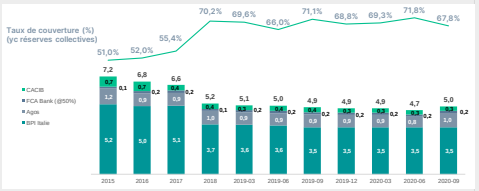
GRANDES CLIENTELES
CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK
Cacéis

OPERATIONS & INFORMATION TECHNOLOGY
CRÉDIT AGRICOLE GROUP SOLUTIONS

Positionnement

- 7ème banque commerciale(3)
- 1er acteur de crédit à la consommation(4)
- 3ème asset manager(5)
- 6ème bancassureur vie(6)

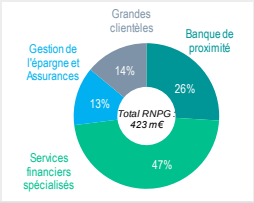
Profil de risque du Groupe en Italie



423 m€
RNPG sous-jacent 9M-20

-14%
Evolution 9M/9M

Répartition du RNPG du Groupe en Italie(2)



15%
RNPG sous-jacent de Crédit Agricole S.A.

(1) Compris AUM Amundi et Asset under custody CACEIS «hors groupe»
(2) Agrégation des entités du Groupe en Italie, notamment CA Italia, CACIB, CACEIS, CA Vita et CA Assicurazioni, CACI, Amundi Italia, Indosuez Wealth Management, Agos, CALIT, Eurofactor, FCA Bank (hypothèse: moitié du résultat réalisé en Italie).
(3) Données internes à partir des états financiers consolidés, post fusion ISP-UBI
(4) Donnée interne ; AGOS et FCA source Assofin
(5) Source Assogestioni
(6) Source IAMA consulting

ANNEXES
Passage du résultat publié au résultat sous-jacent – T3-20

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**5 151**	**8**	**5 143**	**5 031**	**(43)**	**5 073**	**+2,4%**	**+1,4%**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 991)	(4)	(2 988)	(3 025)	-	(3 025)	(1,1%)	(1,2%)
FRU	-	-	-	(2)	-	(2)	(100,0%)	(100,0%)
Résultat brut d'exploitation	**2 160**	**4**	**2 156**	**2 004**	**(43)**	**2 046**	**+7,8%**	**+5,3%**
Coût du risque de crédit	(605)	(28)	(577)	(335)	-	(335)	+80,8%	+72,5%
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	98	-	98	82	-	82	+19,9%	+19,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	17	-	17	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**1 650**	**(23)**	**1 674**	**1 769**	**(43)**	**1 811**	**(6,7%)**	**(7,6%)**
Impôt	(346)	8	(354)	(423)	14	(437)	(18,3%)	(19,0%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(125)	(124)	(0)	0	-	0	ns	ns
Résultat net	**1 180**	**(139)**	**1 319**	**1 346**	**(28)**	**1 374**	**(12,3%)**	**(4,0%)**
Intérêts minoritaires	(203)	1	(204)	(147)	0	(148)	+37,9%	+38,0%
Résultat net part du Groupe	**977**	**(139)**	**1 115**	**1 199**	**(28)**	**1 226**	**(18,5%)**	**(9,1%)**
Bénéfice par action (€)	0,32	(0,05)	0,36	0,33	(0,01)	0,34	(4,6%)	+6,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**58,1%**		**58,1%**	**60,1%**		**59,6%**	**-2,1 pp**	**-1,5 pp**
Résultat net part du groupe hors FRU	**977**	**(139)**	**1 115**	**1 201**	**(28)**	**1 229**	**(18,7%)**	**(9,2%)**

1 115 m€
RNPG sous-jacent au T3-20

0,36€
Bénéfice sous-jacent par action au T3-20

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent – 9M-20

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**15 248**	**(217)**	**15 465**	**15 034**	**(120)**	**15 155**	**+1,4%**	**+2,0%**
Charges d'exploitation hors FRU	(9 226)	(68)	(9 158)	(9 161)	-	(9 161)	+0,7%	(0,0%)
FRU	(439)	-	(439)	(340)	-	(340)	+29,1%	+29,1%
Résultat brut d'exploitation	**5 583**	**(285)**	**5 869**	**5 534**	**(120)**	**5 654**	**+0,9%**	**+3,8%**
Coût du risque de crédit	(2 068)	38	(2 106)	(917)	-	(917)	x 2,3	x 2,3
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	277	-	277	275	-	275	+0,5%	+0,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	84	-	84	39	-	39	x 2,1	x 2,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**3 876**	**(248)**	**4 124**	**4 931**	**(120)**	**5 052**	**(21,4%)**	**(18,4%)**
Impôt	(692)	63	(756)	(1 302)	38	(1 340)	(46,8%)	(43,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(125)	(124)	(1)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	**3 059**	**(309)**	**3 368**	**3 637**	**(83)**	**3 720**	**(15,9%)**	**(9,5%)**
Intérêts minoritaires	(490)	4	(494)	(454)	1	(455)	+8,0%	+8,5%
Résultat net part du Groupe	**2 568**	**(305)**	**2 874**	**3 183**	**(81)**	**3 264**	**(19,3%)**	**(12,0%)**
Bénéfice par action (€)	**0,79**	**(0,11)**	**0,89**	**0,94**	**(0,03)**	**0,97**	**(16,2%)**	**(7,7%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**60,5%**		**59,2%**	**60,9%**		**60,5%**	**-0,4 pp**	**-1,2 pp**
Résultat net part du groupe hors FRU	**2 961**	**(305)**	**3 266**	**3 498**	**(81)**	**3 579**	**(15,4%)**	**(8,8%)**

2 874m€
RNPG sous-jacent aux 9M-20

0,89€
Bénéfice sous-jacent par action aux 9M-20

ANNEXES

Variations du RNPG par pôle – T3/T3 et 9M/9M (hors FRU)

En m€	T3-20 sous-jacent	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 sous-jacent	Δ T3/T3 sous-jacent
Résultat net part du Groupe	**1 115**	**1 226**	**(9,1%)**	**(111)**
Gestion de l'épargne et Assurances	**459**	**502**	**(8,5%)**	**(42)**
Assurances	300	340	(11,5%)	(39)
Gestion d'actifs	146	144	+1,5%	2
Gestion de fortune	13	18	(30,2%)	(5)
Banque de proximité	**239**	**251**	**(4,7%)**	**(12)**
LCL	176	154	+14,2%	22
CA Italia	52	60	(14,3%)	(9)
BPI-hors Italie	11	36	(69,3%)	(25)
Services financiers spécialisés	**181**	**201**	**(10,0%)**	**(20)**
CA-CF	147	153	(3,9%)	(6)
CAL&F	34	48	(29,3%)	(14)
Grandes clientèles	**342**	**478**	**(28,4%)**	**(136)**
BFI	307	432	(28,9%)	(125)
SFI	35	46	(23,3%)	(11)
AHM	**(106)**	**(205)**	**(48,3%)**	**99**

En m€	9M-20 sous-jacent	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M sous-jacent	% 9M-2020 excl AHM
Résultat net part du Groupe hors FRU	**3 266**	**3 579**	**(8,8%)**	
Gestion de l'épargne et Assurances	**1 371**	**1 456**	**(5,8%)**	**37%**
Assurances	890	944	(5,7%)	24%
Gestion d'actifs	422	464	(9,0%)	12%
Gestion de fortune	59	48	+23,3%	2%
Banque de proximité	**616**	**766**	**(19,6%)**	**17%**
LCL	447	480	(6,8%)	12%
CA Italia	124	174	(28,4%)	3%
BPI-hors Italie	44	112	(60,6%)	1%
Services financiers spécialisés	**462**	**620**	**(25,5%)**	**13%**
CA-CF	387	502	(22,8%)	11%
CAL&F	75	124	(40,0%)	2%
Grandes clientèles	**1 212**	**1 332**	**(9,0%)**	**33%**
BFI	1 101	1 211	(9,0%)	30%
SFI	111	121	(8,3%)	3%
AHM	**(395)**	**(600)**	**(34,1%)**	

ANNEXES

Indicateurs alternatifs de performance – éléments spécifiques au T3-20 et 9M-20

En m€	T3-20		T3-19		9M-20		9M-19	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	19	14	(3)	(2)	(7)	(5)	(15)	(11)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(7)	(5)	(1)	(1)	41	28	(28)	(21)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	(8)	(5)	(15)	(10)	(19)	(13)
Provisions Epargne logement (AHM)	(4)	(3)	(30)	(20)	(50)	(34)	(58)	(38)
Provisions Epargne logement (CR)	-	-	(72)	(47)	(133)	(90)	(170)	(111)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	-	-	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(143)	(97)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(94)	(64)	-	-
Total impact en PNB	**8**	**7**	**(115)**	**(76)**	**(444)**	**(303)**	**(290)**	**(194)**
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Don solidaire Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(4)	(2)	-	-	(12)	(6)	-	-
Total impact en Charges	**(4)**	**(2)**	**-**	**-**	**(78)**	**(68)**	**-**	**-**
Total impact Contribution au FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	-	-	-	-	65	44	-	-
Activation du Switch2 (CR)	-	-	-	-	(65)	(44)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (GEA)	(28)	(19)	-	-	(28)	(19)	-	-
Ajustement sur l'activation du switch 2 (CR)	28	19	-	-	28	19	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM)	-	(55)	-	-	-	(55)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS)	-	(69)	-	-	-	(69)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Bankoa (BPI)	-	(40)	-	-	-	(40)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Nacarat	-	(5)	-	-	-	(5)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	**-**	**(170)**	**-**	**-**	**-**	**(170)**	**-**	**-**
Impact total des retraitements	***4***	***(165)***	***(115)***	***(76)***	***(523)***	***(541)***	***(290)***	***(194)***
Gestion de l'épargne et Assurances	*(28)*	*(19)*	*-*	*-*	*(144)*	*(110)*	*-*	*-*
Banque de proximité-France	*22*	*14*	*(80)*	*(53)*	*(298)*	*(207)*	*(189)*	*(124)*
Banque de proximité-International	*(40)*	*(40)*		*-*	*(48)*	*(44)*	*-*	*-*
Services financiers spécialisés	*(69)*	*(69)*	*-*	*-*	*(69)*	*(69)*	*-*	*-*
Grandes Clientèles	*8*	*8*	*(4)*	*(3)*	*22*	*16*	*(43)*	*(32)*
Activités hors métiers	*(59)*	*(58)*	*(30)*	*(20)*	*(156)*	*(127)*	*(58)*	*(38)*

-165 m€
Impact net des éléments spécifiques en RNPG au T3-20

-541 m€
Impact net des éléments spécifiques en RNPG aux 9M-20

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent – T3-20

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**8 468**	**8**	**8 460**	**8 216**	**(115)**	**8 331**	+3,1%	+1,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 096)	(4)	(5 093)	(5 220)	-	(5 220)	(2,4%)	(2,4%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**3 372**	**4**	**3 368**	**2 997**	**(115)**	**3 111**	**+12,5%**	**+8,2%**
Coût du risque de crédit	(596)	0	(596)	(384)	-	(384)	+55,0%	+55,0%
Sociétés mises en équivalence	88	-	88	85	-	85	+3,5%	+3,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	(6)	-	(6)	18	-	18	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**2 858**	**4**	**2 854**	**2 715**	**(115)**	**2 830**	**+5,3%**	**+0,8%**
Impôt	(743)	(0)	(742)	(748)	39	(787)	(0,6%)	(5,7%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(170)	(170)	(0)	0	-	0	ns	ns
Résultat net	**1 945**	**(166)**	**2 111**	**1 968**	**(76)**	**2 043**	**(1,1%)**	**+3,3%**
Intérêts minoritaires	(177)	1	(177)	(119)	-	(119)	+48,4%	+49,1%
Résultat net part du Groupe	**1 769**	**(165)**	**1 934**	**1 849**	**(76)**	**1 924**	**(4,3%)**	**+0,5%**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**60,2%**		**60,2%**	**63,5%**		**62,7%**	**-3,3 pp**	**-2,5 pp**

1 934 m€
RNPG sous-jacent au T3-20

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent – 9M-20

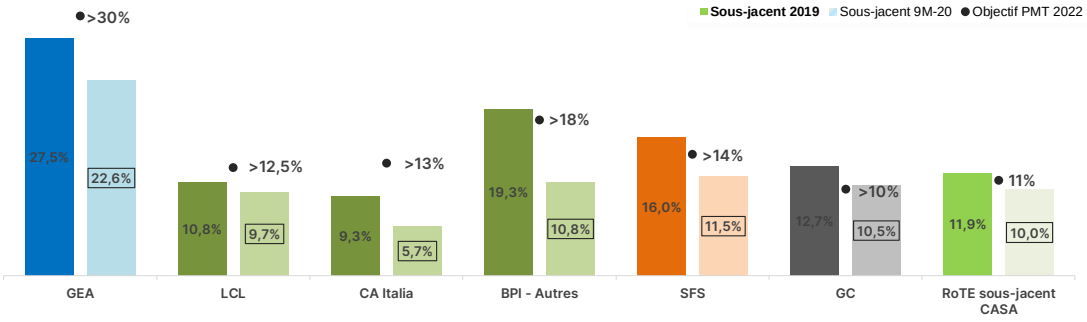
En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**24 930**	**(444)**	**25 375**	**24 898**	**(290)**	**25 188**	+0,1%	+0,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(15 680)	(78)	(15 602)	(15 805)	-	(15 805)	(0,8%)	(1,3%)
FRU	(562)	-	(562)	(426)	-	(426)	+31,9%	+31,9%
Résultat brut d'exploitation	**8 688**	**(523)**	**9 211**	**8 667**	**(290)**	**8 957**	**+0,2%**	**+2,8%**
Coût du risque de crédit	(2 733)	-	(2 733)	(1 263)	-	(1 263)	x 2,2	x 2,2
Sociétés mises en équivalence	256	-	256	273	-	273	(6,4%)	(6,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	78	-	78	21	-	21	x 3,7	x 3,7
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	(3)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**6 286**	**(523)**	**6 808**	**7 698**	**(290)**	**7 989**	**(18,4%)**	**(14,8%)**
Impôt	(1 531)	148	(1 679)	(2 323)	96	(2 420)	(34,1%)	(30,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(171)	(170)	(1)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	**4 584**	**(545)**	**5 128**	**5 383**	**(194)**	**5 577**	**(14,9%)**	**(8,1%)**
Intérêts minoritaires	(424)	4	(428)	(372)	-	(372)	+14,1%	+15,1%
Résultat net part du Groupe	**4 159**	**(541)**	**4 700**	**5 012**	**(194)**	**5 205**	**(17,0%)**	**(9,7%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**62,9%**		**61,5%**	**63,5%**		**62,7%**	**-0,6 pp**	**-1,3 pp**
Résultat net part du Groupe hors FRU	**4 682**	**(541)**	**5 223**	**5 417**	**(194)**	**5 611**	**(13,6%)**	**(6,9%)**

4 700 m€
RNPG sous-jacent 9M-20

ANNEXES

Rentabilité dans les métiers

RoNE (1,2) sous-jacent 9M-20 annualisé par métiers et objectifs 2022 (%)

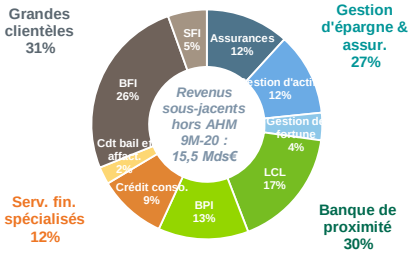


GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers (1) Cf. slides 49 (Crédit Agricole S.A.) et 53 (Groupe Crédit Agricole) pour plus de détails sur les éléments spécifiques, (2) Sous-jacent après déduction des Voir slide 49 pour le détail des éléments spécifiques. Après déduction des coupons AT1, comptabilisés en capitaux propres - cf. slide 61

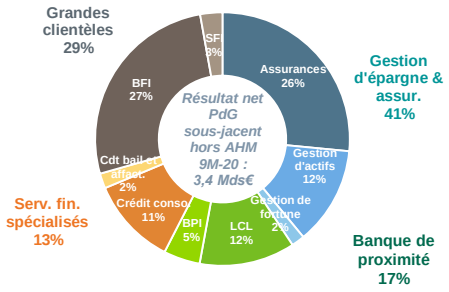
ANNEXES

Un modèle économique stable, diversifié et rentable

Revenus 9M-20 sous-jacent par métier [1] (hors AHM) (%)



RNPG [1] 9M-20 sous-jacent par métier (hors AHM) (%)

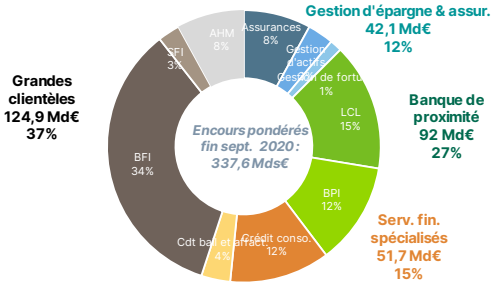


[1] Voir slide 49 pour le détail des éléments spécifiques

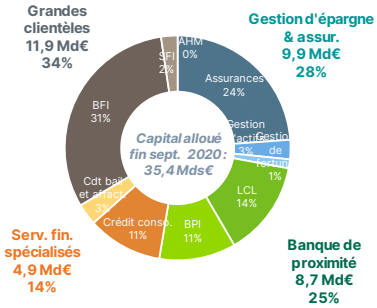
ANNEXES

Emplois pondérés et fonds propres alloués par métier

Emplois pondérés par métier au 30/09/2020 (en Mds€ et %)



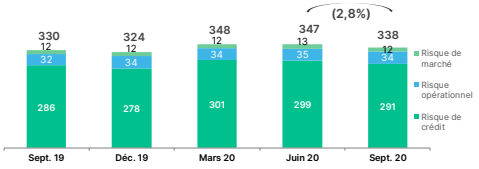
Capital alloué par métier au 30/09/2020 (en Mds€ et %)



ANNEXES

RWA et capital alloué par pôle métier

En Mds€	Emplois pondérés Sept. 2020	Juin 2020	Sept. 2019	Capital Sept. 2020	Juin 2020	Sept. 2019
Gestion de l'épargne et Assurances	**42,1**	**40,9**	**34,2**	**9,9**	**10,0**	**10,1**
- Assurances ** **	*26,8*	*24,8*	*18,7*	*8,4*	*8,5*	*8,6*
- Gestion d'actifs	*10,4*	*11,1*	*10,2*	*1,0*	*1,1*	*1,0*
- Gestion de fortune	*4,8*	*5,0*	*5,3*	*0,5*	*0,5*	*0,5*
Banque de proximité en France (LCL)	**51,2**	**54,1**	**52,0**	**4,9**	**5,1**	**4,9**
Banque de proximité à l'international	**40,9**	**41,3**	**41,6**	**3,9**	**3,9**	**4,0**
Services financiers spécialisés	**51,7**	**51,7**	**54,7**	**4,9**	**4,9**	**5,2**
Grandes clientèles	**124,9**	**131,7**	**123,7**	**11,9**	**12,5**	**11,7**
- Banque de financement	*71,7*	*74,7*	*71,5*	*6,8*	*7,1*	*6,8*
- Banque de marchés et d'investissement	*44,4*	*46,7*	*41,3*	*4,2*	*4,4*	*3,9*
- Services financiers aux institutionnels	*8,8*	*10,3*	*10,9*	*0,8*	*1,0*	*1,0*
Activités hors métiers	**26,9**	**27,1**	**24,0**	**0,0**	**0,0**	**2,3**
TOTAL	**337,6**	**346,9**	**330,2**	**35,4**	**36,5**	**38,2**



* **Méthodologie : 9,5% des RWA de chaque pôle ; Assurances : 80% des exigences de capital au titre de Solvency 2 diminuées de 9,5% des RWA transférés au titre de la garantie Switch 2 aux Caisses régionales.

ANNEXES

Répartition du capital et nombre d'actions

	30/09/2020		31/12/2019		30/09/2019	
Répartition du capital	**Nombre d'actions**	**%**	**Nombre d'actions**	**%**	**Nombre d'actions**	**%**
SAS Rue La Boétie	1 612 517 290	55,9%	1 612 517 290	55,9%	1 612 517 290	55,9%
Titres d'auto-contrôle	2 685 000	0,1%	435 000	0,0%	1 865 000	0,1%
Employés (FCPE, PEE)	150 598 302	5,2%	134 900 173	4,7%	142 626 292	4,9%
Public	1 118 888 120	38,8%	1 136 836 249	39,4%	1 127 680 130	39,1%
Nombre d'actions (fin de période)	**2 884 688 712**		**2 884 688 712**		**2 884 688 712**	
Nombre d'actions, hors auto-contrôle (fin de période)	***2 882 003 712***		***2 884 253 712***		***2 882 823 712***	
Nombre d'actions, hors auto-contrôle (moyenne)	***2 882 598 802***		***2 873 414 500***		***2 870 004 454***	

ANNEXES

Données par action

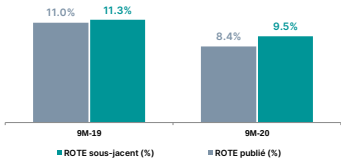
(en m€)		T3-20	T3-19	9M-20	9M-19	Δ T3/T3	Δ 9M/9M
Résultat net part du Groupe - publié		977	1 199	2 568	3 183	(18,5%)	(19,3%)
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(65)	(242)	(294)	(482)	(73,2%)	(39,0%)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	912	956	2 274	2 701	(4,6%)	(15,8%)
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m)	[B]	2 882,3	2 882,4	2 882,6	2 870,0	(0,0%)	+0,4%
Résultat net par action - publié	[A]/[B]	0,32 €	0,33 €	0,79 €	0,94 €	(4,6%)	(16,2%)
RNPG sous-jacent		1 115	1 226	2 874	3 264	(9,1%)	(12,0%)
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 050	984	2 580	2 782	+6,7%	(7,3%)
Résultat net par action - sous-jacent	[C]/[B]	0,36 €	0,34 €	0,89 €	0,97 €	+6,7%	(7,7%)

(en m€)		30/09/2020	30/09/2019
Capitaux propres - part du Groupe		64 591	62 287
- Emissions AT1		(5 134)	(5 134)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		(2 562)	(3 576)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		-	-
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	**[D]**	**56 894**	**53 577**
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(18 301)	(18 391)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	**[E]**	**38 593**	**35 186**
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]	2 882,0	2 882,8
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]	19,7 €	18,6 €
+ Dividende à verser (€)	[H]	0,0 €	0,0 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)		19,7 €	18,6 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F	13,4 €	12,2 €
ANT par action, avt déduct. du divid. à verser (€)	[G]+[H]	13,4 €	12,2 €

** dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement*

*** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle*

ROTE sous-jacent[1](%)



(en m€)		9M-20	9M-19
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires	[H]	3 033	3 638
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin.***	[J]	36 102	33 051
ROTE publié (%)	[H]/[J]	8.4%	11.0%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordin. (annualisé)	[I]	3 439	3 746
ROTE sous-jacent (%)	[I]/[J]	9.5%	11.3%

**** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation*

[1] Sous-jacent. Voir slide 39 les détails des éléments spécifiques

Liste de contacts :

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A. :

Investisseurs institutionnels + 33 1 43 23 04 31 investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels + 33 800 000 777 credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com
(numéro d'appel gratuit France uniquement)

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE :

Charlotte de Chavagnac + 33 1 57 72 11 17 charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain + 33 1 43 23 25 41 olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer + 33 1 49 53 43 76 bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

Clotilde L'Angevin **+ 33 1 43 23 32 45** **clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr**
Toufik Belkhatir + 33 1 57 72 12 01 toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard + 33 1 43 23 48 33 josephine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante + 33 1 43 23 03 07 oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Emilie Gasnier + 33 1 43 23 15 67 emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr
Ibrahima Konaté + 33 1 43 23 51 35 ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath + 33 1 43 23 55 52 annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr

Cette presentation est disponible sur :
www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres
Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info

@Crédit_Agricole Groupe Crédit Agricole @créditagricole_sa

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Supports visuels - Annexes

AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

RÉSULTATS

DU 3e TRIMESTRE ET DES 9 PREMIERS MOIS 2020 ANNEXES

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2020 est constituée de ces annexes à la présentation, de la présentation, et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres.

Ces annexes peuvent comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scenarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2020 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2019 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2019 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Depuis le 30 septembre 2019, KAS Bank a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de CACEIS. SoYou a également été intégrée au périmètre de consolidation en tant qu'entreprise co-détenue par Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 23 décembre 2019, Caceis et Santander Securities Services (S3) ont rapproché leurs activités. A compter de cette date, Crédit Agricole S.A. et Santander détiennent respectivement 69,5 % et 30,5 % du capital de Caceis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.

Depuis le 30 juin 2020, Menafinance est détenue à 100% par Crédit Agricole Consumer Finance et est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans le groupe Crédit Agricole S.A.

NOTE

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole comprend :
les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre qui a été privilégié par les autorités compétentes notamment lors des exercices de Stress tests (2016 et 2018) pour apprécier la situation du Groupe.

Crédit Agricole S.A.
est l'entité cotée,
qui détient notamment
les filiales métier (Gestion de l'épargne et Assurances, Banque de proximité en France et
à l'international, Services financiers spécialisés,
ainsi que Grandes clientèles)

Sommaire

01 Pôle métiers – indicateurs d'activité et résultats

02 Contribution des pôles métiers au résultat – Crédit Agricole S.A.

03 Caisses régionales – Indicateurs d'activité et résultats

04 Contribution des pôles métiers au résultat – Groupe Crédit Agricole

05 Indicateurs de risques

06 Structure financière et Bilan

07 Notations de crédits

08 Risques juridiques

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GEA

Encours gérés (Mds€)

En Mds€	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
Gestion d'actifs – Amundi	1 466,4	1 475,2	1 425,1	1 476,5	1 486,8	1 562,9	1 653,4	1 527,5	1 591,6	1 662,3	+6,4%
Epargne/retraite	282,6	285,6	285,2	292,3	297,3	301,3	304,2	298,6	302,1	304,1	+0,9%
Gestion de fortune	171,8	173,6	168,9	177,0	180,0	184,2	183,4	171,8	177	177	(4,1%)
Encours gérés - Total	1 920,8	1 934,5	1 879,2	1 945,8	1 964,1	2 048,4	2 141,0	1 997,8	2 070,6	2 143,1	+4,6%
Encours gérés hors double compte	**1 626,9**	**1 640,4**	**1 587,4**	**1 641,9**	**1 652,6**	**1 727,8**	**1 794,7**	**1 820,5**	**1 821,5**	**1 822,5**	**+5,5%**

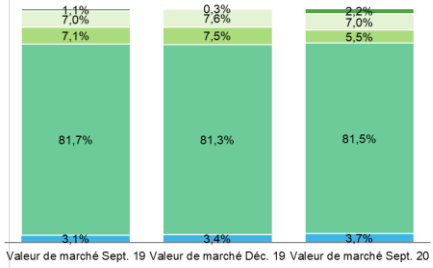
En Mds€	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
LCL Banque privée	45,2	46,1	46,1	48,4	49,6	50,6	51,3	49,4	51,2	51,6	+2,1%
CA Indosuez Wealth Management	126,6	127,4	122,8	128,6	130,4	133,6	132,1	122,4	125,7	125,0	(6,4%)
dont France	*31,8*	*32,1*	*30,6*	*31,9*	*32,7*	*32,9*	*33,3*	*30,8*	*32,0*	*32,3*	(1,8%)
dont International	*94,8*	*95,3*	*92,2*	*96,7*	*97,6*	*100,7*	*98,9*	*91,6*	*93,7*	*92,8*	(7,9%)
Total	**171,8**	**173,6**	**168,9**	**177,0**	**180,0**	**184,2**	**183,4**	**171,8**	**176,8**	**176,7**	**(4,1%)**

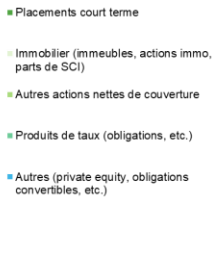
ANNEXES

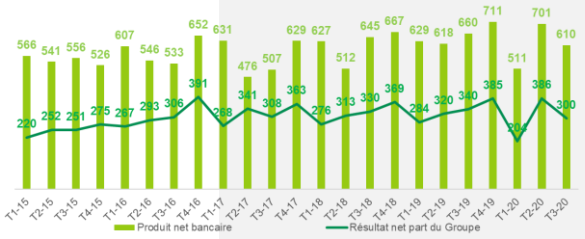
Indicateurs d'activité – pôle GEA - Assurances

Encours (Mds) / ventilation des placements / historique PNB et RNPG

en mds €	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
en UC	61,8	59,9	63,7	65,9	67,4	69,3	63,9	68,5	70,24	+4,2%
en Euros	223,8	225,3	228,6	231,4	234,0	234,8	234,6	233,5	233,86	(0,1%)
Total	**285,6**	**285,2**	**292,3**	**297,3**	**301,4**	**304,2**	**298,6**	**302,1**	**304,1**	**+0,9%**
Taux d'UC	*21,7%*	*21,0%*	*21,8%*	*22,2%*	*22,4%*	*22,8%*	*21,4%*	*22,7%*	*23,1%*	*+0,7pp*





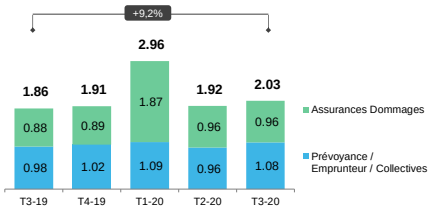


CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GEA - Assurances

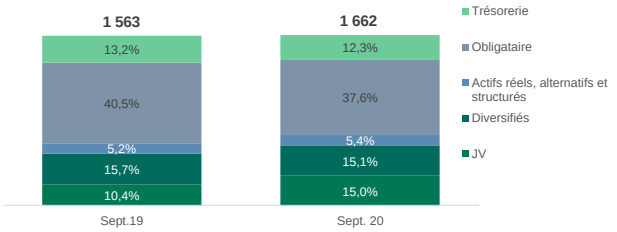
Chiffres d'affaires protection des biens et des personnes (Mds€)



ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GEA – Amundi

Ventilation des actifs sous gestion par classe d'actifs (Mds€)



ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Pôle GEA

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**1 411**	**-**	**1 411**	**1 507**	**-**	**1 507**	(6,4%)	(6,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(658)	-	(658)	(706)	-	(706)	(6,8%)	(6,8%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**753**	**-**	**753**	**801**	**-**	**801**	**(5,9%)**	**(5,9%)**
Coût du risque	(41)	(28)	(13)	(11)	-	(11)	x 3,8	+23,9%
Sociétés mises en équivalence	17	-	17	8	-	8	x 2,1	x 2,1
Résultat avant impôt	**728**	**(28)**	**756**	**819**	**-**	**819**	**(11,1%)**	**(7,7%)**
Impôt	(172)	9	(181)	(238)	-	(238)	(27,7%)	(24,0%)
Résultat net	**556**	**(19)**	**575**	**581**	**-**	**581**	**(4,2%)**	**(1,0%)**
Intérêts minoritaires	(116)	-	(116)	(79)	-	(79)	+46,3%	+46,3%
Résultat net part du Groupe	**440**	**(19)**	**459**	**502**	**-**	**502**	**(12,2%)**	**(8,5%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**46,6%**		**46,6%**	**46,9%**		**46,9%**	**-0,2 pp**	**-0,2 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**4 090**	**(143)**	**4 232**	**4 455**	**-**	**4 455**	(8,2%)	(5,0%)
Charges d'exploitation	(2 129)	(38)	(2 091)	(2 150)	-	(2 150)	(1,0%)	(2,8%)
FRU	(6)	-	(6)	(7)	-	(7)	(15,2%)	(15,2%)
Résultat brut d'exploitation	**1 954**	**(181)**	**2 135**	**2 298**	**-**	**2 298**	**(15,0%)**	**(7,1%)**
Coût du risque	4	38	(33)	(14)	-	(14)	ns	x 2,3
Sociétés mises en équivalence	46	-	46	32	-	32	+40,8%	+40,8%
Résultat avant impôt	**2 007**	**(144)**	**2 150**	**2 337**	**-**	**2 337**	**(14,1%)**	**(8,0%)**
Impôt	(495)	34	(528)	(658)	-	(658)	(24,8%)	(19,6%)
Résultat net	**1 512**	**(110)**	**1 622**	**1 687**	**-**	**1 687**	**(10,4%)**	**(3,9%)**
Intérêts minoritaires	(255)	-	(255)	(237)	-	(237)	+8,0%	+8,0%
Résultat net part du Groupe	**1 257**	**(110)**	**1 366**	**1 451**	**-**	**1 451**	**(13,4%)**	**(5,8%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**52,1%**		**49,4%**	**48,3%**		**48,3%**	**+3,8 pp**	**+1,1 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Assurances

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**610**	**-**	**610**	**660**	**-**	**660**	(7,6%)	(7,6%)
Charges d'exploitation hors FRU	(168)	-	(168)	(168)	-	(168)	(0,1%)	(0,1%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**443**	**-**	**443**	**493**	**-**	**493**	**(10,1%)**	**(10,1%)**
Coût du risque de crédit	(27)	(28)	0	1	-	1	ns	(43,9%)
Résultat avant impôt	**415**	**(28)**	**443**	**493**	**-**	**493**	**(15,8%)**	**(10,2%)**
Impôt	(91)	9	(100)	(153)	-	(153)	(40,8%)	(35,0%)
Résultat net part du Groupe	**282**	**(19)**	**300**	**340**	**-**	**340**	**(17,1%)**	**(11,5%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**27,5%**		**27,5%**	**25,4%**		**25,4%**	**+2,1 pp**	**+2,1 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**1 680**	**(143)**	**1 822**	**1 907**	**-**	**1 907**	(11,9%)	(4,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(620)	(38)	(582)	(560)	-	(560)	+10,7%	+3,9%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**1 059**	**(181)**	**1 240**	**1 346**	**-**	**1 346**	**(21,3%)**	**(7,9%)**
Coût du risque de crédit	36	38	(1)	1	-	1	x 26,9	ns
Résultat avant impôt	**1 095**	**(144)**	**1 239**	**1 348**	**-**	**1 348**	**(18,7%)**	**(8,1%)**
Impôt	(269)	34	(303)	(410)	-	(410)	(34,2%)	(26,0%)
Résultat net part du Groupe	**780**	**(110)**	**890**	**944**	**-**	**944**	**(17,4%)**	**(5,7%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**36,9%**		**31,9%**	**29,4%**		**29,4%**	**+7,5 pp**	**+2,5 pp**

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Gestion d'actifs

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**609**	**-**	**609**	**640**	**-**	**640**	(4,8%)	(4,8%)
Charges d'exploitation hors FRU	(329)	-	(329)	(343)	-	(343)	(4,1%)	(4,1%)
Résultat brut d'exploitation	**280**	**-**	**280**	**297**	**-**	**297**	**(5,6%)**	**(5,6%)**
Coût du risque	(3)	-	(3)	(10)	-	(10)	(72,2%)	(72,2%)
Sociétés mises en équivalence	17	-	17	8	-	8	x 2,1	x 2,1
Résultat avant impôt	**294**	**-**	**294**	**295**	**-**	**295**	**(0,5%)**	**(0,5%)**
Impôt	(77)	-	(77)	(82)	-	(82)	(5,8%)	(5,8%)
Résultat net	**216**	**-**	**216**	**213**	**-**	**213**	**+1,5%**	**+1,5%**
Intérêts minoritaires	(70)	-	(70)	(69)	-	(69)	+1,5%	+1,5%
Résultat net part du Groupe	**146**	**-**	**146**	**144**	**-**	**144**	**+1,5%**	**+1,5%**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**54,0%**		**54,0%**	**53,6%**		**53,6%**	**+0,4 pp**	**+0,4 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**1 810**	**-**	**1 810**	**1 934**	**-**	**1 934**	(6,4%)	(6,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(988)	-	(988)	(1 034)	-	(1 034)	(4,5%)	(4,5%)
FRU	(3)	-	(3)	(3)	-	(3)	(1,8%)	(1,8%)
Résultat brut d'exploitation	**818**	**-**	**818**	**897**	**-**	**897**	**(8,7%)**	**(8,7%)**
Coût du risque de crédit	(20)	-	(20)	(7)	-	(7)	x 2,8	x 2,8
Sociétés mises en équivalence	46	-	46	32	-	32	+40,8%	+40,8%
Résultat avant impôt	**843**	**-**	**843**	**922**	**-**	**922**	**(8,5%)**	**(8,5%)**
Impôt	(223)	-	(223)	(241)	-	(241)	(7,5%)	(7,5%)
Résultat net	**620**	**-**	**620**	**681**	**-**	**681**	**(8,9%)**	**(8,9%)**
Intérêts minoritaires	(200)	-	(200)	(219)	-	(219)	(8,5%)	(8,5%)
Résultat net part du Groupe	**420**	**-**	**420**	**462**	**-**	**462**	**(9,1%)**	**(9,1%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**54,6%**		**54,6%**	**53,5%**		**53,5%**	**+1,1 pp**	**+1,1 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Gestion de fortune

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**192**	**-**	**192**	**207**	**-**	**207**	(7,2%)	(7,2%)
Charges d'exploitation hors FRU	(162)	-	(162)	(196)	-	(196)	(17,3%)	(17,3%)
Résultat brut d'exploitation	**30**	**-**	**30**	**11**	**-**	**11**	**x 2,7**	**x 2,7**
Coût du risque de crédit	(11)	-	(11)	(2)	-	(2)	x 5,9	x 5,9
Résultat avant impôt	**19**	**-**	**19**	**30**	**-**	**30**	**(36,1%)**	**(36,1%)**
Impôt	(4)	-	(4)	(2)	-	(2)	+62,4%	+62,4%
Résultat net part du Groupe	**13**	**-**	**13**	**18**	**-**	**18**	**(30,2%)**	**(30,2%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**84,3%**		**84,3%**	**94,5%**		**94,5%**	**-10,3 pp**	**-10,3 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**600**	**-**	**600**	**615**	**-**	**615**	(2,3%)	(2,3%)
Charges d'exploitation hors FRU	(521)	-	(521)	(556)	-	(556)	(6,3%)	(6,3%)
FRU	(3)	-	(3)	(4)	-	(4)	(26,6%)	(26,6%)
Résultat brut d'exploitation	**76**	**-**	**76**	**55**	**-**	**55**	**+39,0%**	**+39,0%**
Coût du risque de crédit	(12)	-	(12)	(8)	-	(8)	+39,1%	+39,1%
Gains ou pertes sur autres actifs	3	-	3	20	-	20	(83,6%)	(83,6%)
Résultat avant impôt	**68**	**-**	**68**	**67**	**-**	**67**	**+1,5%**	**+1,5%**
Impôt	(2)	-	(2)	(7)	-	(7)	(65,5%)	(65,5%)
Résultat net part du Groupe	**56**	**-**	**56**	**45**	**-**	**45**	**+25,7%**	**+25,7%**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**86,8%**		**86,8%**	**90,4%**		**90,4%**	**-3,6 pp**	**-3,6 pp**

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPF

Encours de collecte / Encours de crédits (Mds€)

Banque de proximité en France (LCL) - Encours de collecte

Encours de collecte (Mds€)*	Sept. 18	Déc. 18	Mars19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
Titres	9,9	8,7	10,1	10,2	10,1	10,5	9,0	10,2	9,9	-2,4%
OPCVM	9,2	9,0	8,7	8,5	8,5	8,5	7,2	7,7	8,1	-4,9%
Assurance-vie	61,1	60,1	61,5	62,7	63,1	63,4	61,6	62,9	62,7	-0,6%
Collecte Hors bilan	**80,2**	**77,8**	**80,3**	**81,4**	**81,8**	**82,4**	**77,8**	**80,7**	**80,7**	**-1,3%**
Dépôts à vue	47,2	48,6	48,3	51,2	52,3	54,2	55,5	65,6	68,2	30,5%
Epargne logement	9,6	9,6	9,8	9,8	9,8	9,8	10,0	10,1	10,1	2,8%
Obligations	4,0	4,3	4,5	4,1	4,5	4,6	4,5	4,1	4,6	1,9%
Livrets*	37,4	39,4	40,7	40,9	42,0	42,5	42,5	42,9	43,0	2,4%
CAT, PEP	11,9	12,2	11,9	12,2	12,5	12,9	12,2	10,9	10,5	-16,3%
Collecte Bilan	**110,1**	**114,1**	**115,2**	**118,1**	**121,2**	**124,0**	**124,8**	**133,6**	**136,4**	**12,6%**
TOTAL	**190,3**	**191,9**	**195,5**	**199,5**	**202,9**	**206,4**	**202,6**	**214,3**	**217,1**	**7,0%**

Livrets, dont (Mds€)*	Sept. 18	Déc. 18	Mars19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
Livret A	*9,0*	*9,1*	*9,5*	*9,8*	*9,9*	*9,9*	*10,2*	*10,8*	*11,0*	11,5%
LEP	*0,9*	*1,0*	*1,0*	*0,9*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	7,6%
LDD	*8,0*	*7,9*	*8,2*	*8,2*	*8,2*	*8,2*	*8,4*	*8,7*	*8,8*	6,5%
* Y compris épargne liquide entreprise										**N.S.**

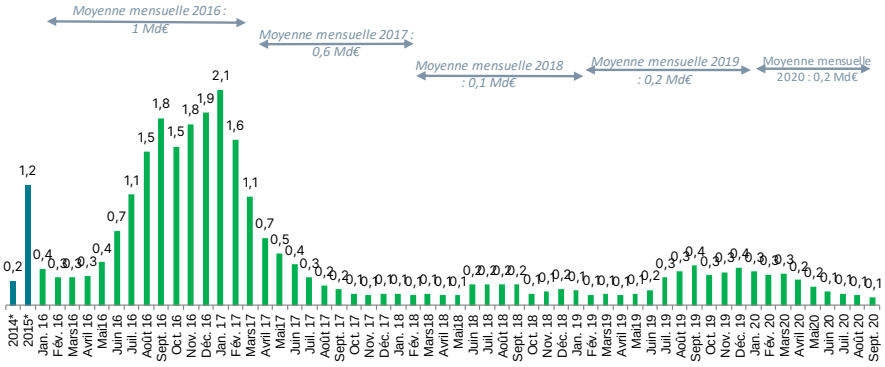
Banque de proximité en France (LCL) - Encours de crédit

Encours de crédit (Mds€)	Sept. 18	Déc. 18	Mars19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
Entreprises	22,5	23,2	23,5	24,1	24,5	23,9	24,5	28,4	29,2	19,2%
Professionnels	13,5	13,8	14,2	14,6	15,0	15,4	15,8	18,6	19,7	31,3%
Consommation	7,3	7,6	7,4	7,6	7,8	8,1	7,7	7,7	7,8	0,2%
Habitat	73,8	75,4	76,9	78,3	80,4	82,4	83,4	83,8	84,9	5,5%
TOTAL	**117,0**	**120,0**	**122,0**	**124,6**	**127,8**	**129,8**	**131,5**	**138,5**	**141,6**	**10,9%**

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPF

Encours renégociés mensuels (Mds€)



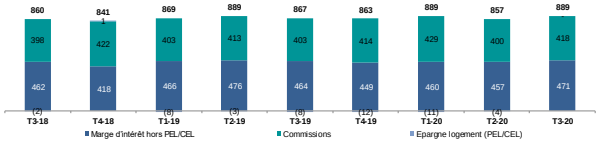
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPF

Produit net bancaire (m€)

Produit net bancaire (m€)	T3-18	T4-18	T1-19	T2-19	T3-19	T4-19	T1-20	T2-20	T3-20	Δ T3/T3
Marge d'intérêt	**460**	**419**	**458**	**473**	**456**	**437**	**448**	**453**	**471**	**+3,4%**
Epargne logement (PEL/CEL)	(2)	1	(8)	(3)	(8)	(12)	(11)	(4)	-	(100,0%)
Marge d'intérêt hors PEL/CEL	***462***	***418***	***466***	***476***	***464***	***449***	***460***	***457***	***471***	**+1,6%**
Commissions	**398**	**422**	**403**	**413**	**403**	**414**	**429**	**400**	**418**	**+3,8%**
- Gestion mobilière	*31*	*26*	*28*	*26*	*21*	*30*	*35*	*31*	*27*	+29,7%
- Assurance	*147*	*155*	*167*	*158*	*153*	*152*	*173*	*187*	*173*	+13,0%
- Gestion de comptes services et moyens de paiement	*220*	*241*	*208*	*228*	*228*	*232*	*220*	*182*	*217*	(4,8%)
TOTAL	**858**	**842**	**861**	**886**	**858**	**851**	**877**	**853**	**889**	**3,6%**
TOTAL HORS EL	**860**	**841**	**869**	**889**	**867**	**863**	**889**	**857**	**889**	**+2,6%**



ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle BPF

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**889**	**-**	**889**	**858**	**(8)**	**867**	+3,6%	+2,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(550)	-	(550)	(576)	-	(576)	(4,6%)	(4,6%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**339**	**-**	**339**	**282**	**(8)**	**290**	**+20,4%**	**+17,0%**
Coût du risque	(83)	-	(83)	(58)	-	(58)	+43,2%	+43,2%
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**258**	**-**	**258**	**224**	**(8)**	**232**	**+15,1%**	**+11,0%**
Impôt	(74)	-	(74)	(68)	3	(71)	+8,1%	+3,7%
Résultat net part du Groupe	**176**	**-**	**176**	**149**	**(5)**	**154**	**+18,2%**	**+14,2%**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**61,8%**		**61,8%**	**67,2%**		**66,5%**	**-5,3 pp**	**-4,7 pp**

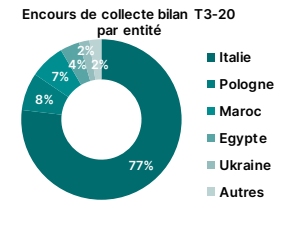
En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**2 617**	**(17)**	**2 635**	**2 605**	**(19)**	**2 625**	+0,5%	+0,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 678)	-	(1 678)	(1 742)	-	(1 742)	(3,7%)	(3,7%)
FRU	(42)	-	(42)	(32)	-	(32)	+32,4%	+32,4%
Résultat brut d'exploitation	**897**	**(17)**	**915**	**832**	**(19)**	**851**	**+7,9%**	**+7,5%**
Coût du risque	(301)	-	(301)	(153)	-	(153)	+97,0%	+97,0%
Résultat avant impôt	**598**	**(17)**	**615**	**680**	**(19)**	**699**	**(12,0%)**	**(12,0%)**
Impôt	(183)	6	(189)	(221)	7	(228)	(17,2%)	(17,2%)
Résultat net part du Groupe	**396**	**(11)**	**408**	**438**	**(12)**	**450**	**(9,5%)**	**(9,4%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**64,1%**		**63,7%**	**66,9%**		**66,4%**	**-2,7 pp**	**-2,7 pp**

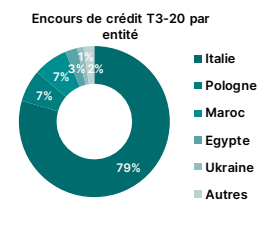
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

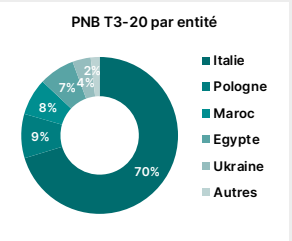
ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPI

Encours de crédit / Encours de collecte bilan / PNB par entité (%)







ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle BPI

Encours de crédits et de collecte (Mds€)

CA Italie (mds€)	Juin 18**	Sept 18**	Déc 18**	Mars 19**	Juin 19**	Sept. 19**	Déc. 19**	Mars 20**	Juin 20**	Sept. 20**	Δ Sept/Sept
Total encours de crédits	**42,9**	**42,1**	**42,2**	**42,5**	**43,0**	**43,4**	**43,3**	**44,2**	**45,1**	**46,0**	**+5,9%**
dont crédits aux particuliers	22,1	20,0	20,3	20,5	20,8	21,1	21,3	21,4	21,7	21,9	+3,9%
dont crédits aux professionnels	7,0	8,0	7,9	7,5	7,5	7,5	7,5	7,4	7,6	7,9	+4,9%
dont crédits aux entreprises, y compris PMEs	11,7	12,0	11,9	12,4	12,6	12,7	12,4	13,3	13,7	14,1	+10,3%
Total encours de collecte bilan	**42,2**	**40,9**	**40,6**	**39,8**	**40,6**	**40,9**	**41,2**	**41,8**	**42,4**	**43,6**	**+6,7%**
Total encours de collecte hors bilan*	**33,9**	**34,3**	**33,7**	**34,5**	**35,2**	**35,8**	**36,7**	**34,9**	**37,4**	**38,1**	**+6,4%**
Total collecte	**76,1**	**75,3**	**74,3**	**74,3**	**75,7**	**76,7**	**77,9**	**76,8**	**79,8**	**81,7**	**+6,6%**

* y compris intégration de Calit pour 1,9 Md€

** pro forma du reclassement au T3-16 de dépôts de clients financiers de la collecte bilan vers les ressources marché

** hors titres en conservation

Autres BPI (mds€)	Juin 18	Sept 18	Déc 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20**	Δ Sept/Sept
Total encours de crédits	**10,2**	**10,7**	**10,7**	**11,0**	**11,5**	**11,8**	**11,9**	**11,5**	**11,7**	**11,9**	**+0,5%**
dont Crédits aux particuliers	5,2	5,3	5,4	5,7	5,9	5,8	5,9	5,6	5,7	5,9	+1,6%
dont Crédits aux professionnels et PME	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	+14,6%
dont Crédits aux grandes entreprises	4,2	4,3	4,4	4,2	4,8	5,0	4,9	4,7	4,7	4,7	(5,4%)
Total encours de collecte bilan	**10,9**	**11,4**	**11,6**	**11,8**	**12,2**	**12,7**	**12,8**	**12,5**	**12,9**	**13,1**	**+3,4%**
Total encours de collecte hors bilan	**1,5**	**1,6**	**1,7**	**1,8**	**2,1**	**2,1**	**2,2**	**2,1**	**2,2**	**2,3**	**+6,0%**
Total collecte	**12,5**	**13,0**	**13,3**	**13,6**	**14,3**	**14,8**	**15,0**	**14,6**	**15,1**	**15,4**	**+3,8%**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle BPI

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**657**	**-**	**657**	**692**	**-**	**692**	(5,1%)	(5,1%)
Charges d'exploitation hors FRU	(415)	-	(415)	(422)	-	(422)	(1,5%)	(1,5%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**241**	**-**	**241**	**270**	**-**	**270**	**(10,6%)**	**(10,6%)**
Coût du risque	(124)	-	(124)	(84)	-	(84)	+47,9%	+47,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	6	-	6	(0)	-	(0)	ns	ns
Résultat avant impôt	**123**	**-**	**123**	**186**	**-**	**186**	**(33,8%)**	**(33,8%)**
Impôt	(33)	-	(33)	(54)	-	(54)	(38,7%)	(38,7%)
Résultat net	**89**	**-**	**89**	**132**	**-**	**132**	**(32,1%)**	**(32,1%)**
Intérêts minoritaires	(26)	-	(26)	(35)	-	(35)	(24,2%)	(24,2%)
Résultat net part du Groupe	**63**	**-**	**63**	**97**	**-**	**97**	**(34,9%)**	**(34,9%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**63,2%**		**63,2%**	**61,0%**		**61,0%**	**+2,3 pp**	**+2,3 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**1 967**	**-**	**1 967**	**2 083**	**-**	**2 083**	(5,6%)	(5,6%)
Charges d'exploitation hors FRU	(1 263)	(8)	(1 255)	(1 278)	-	(1 278)	(1,1%)	(1,8%)
FRU	(25)	-	(25)	(22)	-	(22)	+14,2%	+14,2%
Résultat brut d'exploitation	**678**	**(8)**	**686**	**783**	**-**	**783**	**(13,4%)**	**(12,4%)**
Coût du risque	(438)	-	(438)	(256)	-	(256)	+71,0%	+71,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	72	-	72	(1)	-	(1)	ns	ns
Résultat avant impôt	**312**	**(8)**	**320**	**526**	**-**	**526**	**(40,6%)**	**(39,1%)**
Impôt	(86)	3	(89)	(151)	-	(151)	(42,8%)	(40,9%)
Résultat net	**225**	**(5)**	**230**	**375**	**-**	**375**	**(40,0%)**	**(38,7%)**
Intérêts minoritaires	(74)	1	(75)	(101)	-	(101)	(26,9%)	(25,9%)
Résultat net part du Groupe	**151**	**(4)**	**155**	**274**	**-**	**274**	**(44,8%)**	**(43,4%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**64,2%**		**63,8%**	**61,3%**		**61,3%**	**+2,9 pp**	**+2,5 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – CA Italia

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**462**	**-**	**462**	**462**	**-**	**462**	(0,1%)	(0,1%)
Charges d'exploitation hors FRU	(282)	-	(282)	(283)	-	(283)	(0,5%)	(0,5%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**180**	**-**	**180**	**179**	**-**	**179**	**+0,6%**	**+0,6%**
Coût du risque	(86)	-	(86)	(62)	-	(62)	+40,6%	+40,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**93**	**-**	**93**	**117**	**-**	**117**	**(20,6%)**	**(20,6%)**
Impôt	(23)	-	(23)	(35)	-	(35)	(35,2%)	(35,2%)
Résultat net	**71**	**-**	**71**	**82**	**-**	**82**	**(14,4%)**	**(14,4%)**
Intérêts minoritaires	(19)	-	(19)	(22)	-	(22)	(14,7%)	(14,7%)
Résultat net part du Groupe	**52**	**-**	**52**	**60**	**-**	**60**	**(14,3%)**	**(14,3%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**61,0%**		**61,0%**	**61,3%**		**61,3%**	**-0,3 pp**	**-0,3 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**1 337**	**-**	**1 337**	**1 397**	**-**	**1 397**	(4,3%)	(4,3%)
Charges d'exploitation hors FRU	(849)	-	(849)	(863)	-	(863)	(1,6%)	(1,6%)
FRU	(25)	-	(25)	(22)	-	(22)	+14,2%	+14,2%
Résultat brut d'exploitation	**462**	**-**	**462**	**512**	**-**	**512**	**(9,8%)**	**(9,8%)**
Coût du risque de crédit	(315)	-	(315)	(189)	-	(189)	+66,6%	+66,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	66	-	66	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**213**	**-**	**213**	**323**	**-**	**323**	**(34,2%)**	**(34,2%)**
Impôt	(60)	-	(60)	(101)	-	(101)	(40,2%)	(40,2%)
Résultat net	**153**	**-**	**153**	**223**	**-**	**223**	**(31,4%)**	**(31,4%)**
Intérêts minoritaires	(41)	-	(41)	(60)	-	(60)	(31,0%)	(31,0%)
Résultat net part du Groupe	**111**	**-**	**111**	**162**	**-**	**162**	**(31,6%)**	**(31,6%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**63,5%**		**63,5%**	**61,7%**		**61,7%**	**+1,8 pp**	**+1,8 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – BPI – hors Italie

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**195**	**-**	**195**	**230**	**-**	**230**	(15,1%)	(15,1%)
Charges d'exploitation	(134)	-	(134)	(138)	-	(138)	(3,5%)	(3,5%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**61**	**-**	**61**	**91**	**-**	**91**	**(32,6%)**	**(32,6%)**
Coût du risque de crédit	(38)	-	(38)	(23)	-	(23)	+67,9%	+67,9%
Résultat avant impôt	**30**	**-**	**30**	**68**	**-**	**68**	**(56,3%)**	**(56,3%)**
Impôt	(11)	-	(11)	(19)	-	(19)	(45,0%)	(45,0%)
Résultat net	**19**	**-**	**19**	**49**	**-**	**49**	**(61,6%)**	**(61,6%)**
Intérêts minoritaires	(8)	-	(8)	(13)	-	(13)	(40,3%)	(40,3%)
Résultat net part du Groupe	**11**	**-**	**11**	**36**	**-**	**36**	**(69,3%)**	**(69,3%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**68,5%**		**68,5%**	**60,3%**		**60,3%**	**+8,2 pp**	**+8,2 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**630**	**-**	**630**	**686**	**-**	**686**	(8,1%)	(8,1%)
Charges d'exploitation	(414)	(8)	(406)	(415)	-	(415)	(0,2%)	(2,1%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**216**	**(8)**	**224**	**270**	**-**	**270**	**(20,2%)**	**(17,3%)**
Coût du risque de crédit	(123)	-	(123)	(67)	-	(67)	+83,4%	+83,4%
Résultat avant impôt	**99**	**(8)**	**107**	**202**	**-**	**202**	**(51,0%)**	**(47,1%)**
Impôt	(26)	3	(29)	(50)	-	(50)	(48,1%)	(42,2%)
Résultat net	**72**	**(5)**	**77**	**152**	**-**	**152**	**(52,6%)**	**(49,3%)**
Intérêts minoritaires	(32)	1	(33)	(40)	-	(40)	(20,9%)	(18,3%)
Résultat net part du Groupe	**40**	**(4)**	**44**	**112**	**-**	**112**	**(64,1%)**	**(60,6%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**65,7%**		**64,5%**	**60,6%**		**60,6%**	**+5,2 pp**	**+3,9 pp**

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle SFS

Encours crédit à la consommation et crédit bail / chiffre d'affaires factoré (Mds€)

ENCOURS CACF

Crédit à la consommation - encours bruts gérés

(en Md€)	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
Encours consolidés	33,1	33,2	33,6	33,7	34,2	34,4	34,8	34,8	34,3	32,9	-4,2%
Partenariats automobiles	30,7	30,8	32,5	33,2	33,3	32,9	33,2	32,8	31,1	31,0	-5,6%
Groupe Crédit Agricole	17,9	18,3	18,7	18,8	19,3	19,5	20,1	20,1	19,7	20,1	2,9%
Autres	3,6	3,7	3,7	3,7	3,7	3,8	3,8	3,7	3,3	5,2	34,7%
Total	**85,3**	**85,9**	**88,4**	**89,5**	**90,5**	**90,6**	**92,0**	**91,4**	**88,4**	**89,2**	**-1,5%**
dont Agos Ducato total géré	*13,9*	*13,8*	*13,9*	*13,9*	*14,4*	*14,4*	*14,6*	*14,5*	*14,5*	*13,8*	*-4,2%*

ENCOURS CAL&F

Crédit Agricole Leasing & Factoring - Encours de crédit-bail et C.A. factoré

(en Md€)	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept.20	Δ Sept./Sept.
Encours Crédit-bail	14,3	14,3	14,6	14,7	14,8	14,7	15,1	15,1	15,1	15,3	4,0%
dont France	*11,8*	*11,8*	*11,9*	*11,9*	*11,9*	*11,9*	*12,1*	*12,3*	*12,3*	*12,5*	5,1%
Chiffre d'affaires factoré	19,6	18,0	20,5	18,9	20,6	18,7	20,6	19,2	15,5	18,4	-1,4%
dont France	*12,9*	*11,6*	*13,5*	*12,2*	*13,7*	*12,4*	*14,0*	*12,4*	*10,2*	*12,0*	-2,8%

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle SFS

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**619**	**-**	**619**	**676**	**-**	**676**	(8,5%)	(8,5%)
Charges d'exploitation hors FRU	(289)	-	(289)	(341)	-	(341)	(15,3%)	(15,3%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**330**	**-**	**330**	**335**	**-**	**335**	**(1,5%)**	**(1,5%)**
Coût du risque	(141)	-	(141)	(131)	-	(131)	+7,3%	+7,3%
Sociétés mises en équivalence	72	-	72	74	-	74	(2,9%)	(2,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(11)	-	(11)	(0)	-	(0)	x 1250,6	x 1250,6
Résultat avant impôt	**250**	**-**	**250**	**278**	**-**	**278**	**(10,0%)**	**(10,0%)**
Impôt	(43)	-	(43)	(56)	-	(56)	(23,2%)	(23,2%)
Résultat net	**138**	**(69)**	**207**	**222**	**-**	**222**	**(37,7%)**	**(6,7%)**
Intérêts minoritaires	(26)	-	(26)	(21)	-	(21)	+25,0%	+25,0%
Résultat net part du Groupe	**112**	**(69)**	**181**	**201**	**-**	**201**	**(44,3%)**	**(10,0%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**46,6%**		**46,6%**	**50,4%**		**50,4%**	**-3,8 pp**	**-3,8 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**1 873**	**-**	**1 873**	**2 044**	**-**	**2 044**	(8,4%)	(8,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(949)	-	(949)	(1 012)	-	(1 012)	(6,2%)	(6,2%)
FRU	(20)	-	(20)	(18)	-	(18)	+7,9%	+7,9%
Résultat brut d'exploitation	**904**	**-**	**904**	**1 013**	**-**	**1 013**	**(10,8%)**	**(10,8%)**
Coût du risque	(579)	-	(579)	(370)	-	(370)	+56,4%	+56,4%
Sociétés mises en équivalence	204	-	204	231	-	231	(11,4%)	(11,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	7	-	7	1	-	1	x 14	x 14
Résultat avant impôt	**536**	**-**	**536**	**874**	**-**	**874**	**(38,7%)**	**(38,7%)**
Impôt	(25)	-	(25)	(193)	-	(193)	(87,0%)	(87,0%)
Résultat net	**442**	**(69)**	**511**	**681**	**-**	**681**	**(35,1%)**	**(25,0%)**
Intérêts minoritaires	(72)	-	(72)	(79)	-	(79)	(8,9%)	(8,9%)
Résultat net part du Groupe	**370**	**(69)**	**439**	**602**	**-**	**602**	**(38,6%)**	**(27,1%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**50,7%**		**50,7%**	**49,5%**		**49,5%**	**+1,2 pp**	**+1,2 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – CA-CF

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**488**	**-**	**488**	**529**	**-**	**529**	(7,9%)	(7,9%)
Charges d'exploitation hors FRU	(218)	-	(218)	(270)	-	(270)	(19,1%)	(19,1%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**269**	**-**	**269**	**260**	**-**	**260**	**+3,8%**	**+3,8%**
Coût du risque de crédit	(127)	-	(127)	(121)	-	(121)	+4,5%	+4,5%
Sociétés mises en équivalence	72	-	72	74	-	74	(2,9%)	(2,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(10)	-	(10)	(0)	-	(0)	x 409	x 409
Résultat avant impôt	**205**	**-**	**205**	**212**	**-**	**212**	**(3,5%)**	**(3,5%)**
Impôt	(32)	-	(32)	(39)	-	(39)	(17,7%)	(17,7%)
Résultat net	**104**	**(69)**	**173**	**174**	**-**	**174**	**(40,1%)**	**(0,4%)**
Intérêts minoritaires	(26)	-	(26)	(21)	-	(21)	+25,3%	+25,3%
Résultat net part du Groupe	**78**	**(69)**	**147**	**153**	**-**	**153**	**(49,0%)**	**(3,9%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**44,8%**		**44,8%**	**51,0%**		**51,0%**	**-6,2 pp**	**-6,2 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**1 491**	**-**	**1 491**	**1 621**	**-**	**1 621**	(8,0%)	(8,0%)
Charges d'exploitation hors FRU	(735)	-	(735)	(796)	-	(796)	(7,6%)	(7,6%)
FRU	(10)	-	(10)	(11)	-	(11)	(11,1%)	(11,1%)
Résultat brut d'exploitation	**746**	**-**	**746**	**814**	**-**	**814**	**(8,4%)**	**(8,4%)**
Coût du risque de crédit	(508)	-	(508)	(335)	-	(335)	+51,7%	+51,7%
Sociétés mises en équivalence	204	-	204	231	-	231	(11,4%)	(11,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	3	-	3	0	-	0	x 7	x 7
Résultat avant impôt	**445**	**-**	**445**	**710**	**-**	**710**	**(37,4%)**	**(37,4%)**
Impôt	2	-	2	(146)	-	(146)	ns	ns
Résultat net	**378**	**(69)**	**447**	**565**	**-**	**565**	**(33,1%)**	**(20,9%)**
Intérêts minoritaires	(72)	-	(72)	(79)	-	(79)	(8,8%)	(8,8%)
Résultat net part du Groupe	**306**	**(69)**	**375**	**486**	**-**	**486**	**(37,0%)**	**(22,8%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**49,3%**		**49,3%**	**49,1%**		**49,1%**	**+0,2 pp**	**+0,2 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – CAL&F

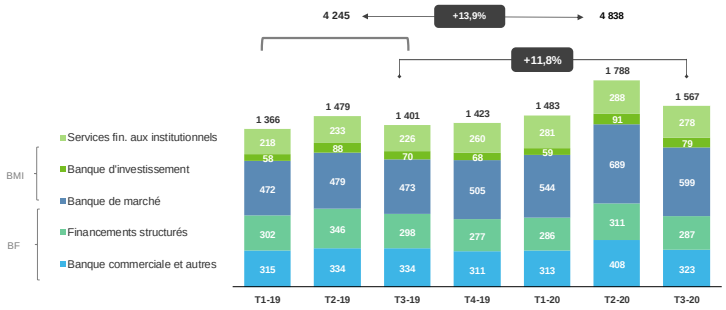
En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**131**	**-**	**131**	**147**	**-**	**147**	(10,4%)	(10,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(70)	-	(70)	(71)	-	(71)	(0,9%)	(0,9%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**61**	**-**	**61**	**76**	**-**	**76**	**(19,4%)**	**(19,4%)**
Coût du risque de crédit	(14)	-	(14)	(10)	-	(10)	+42,6%	+42,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	-	(1)	0	-	0	ns	ns
Résultat avant impôt	**46**	**-**	**46**	**66**	**-**	**66**	**(30,9%)**	**(30,9%)**
Impôt	(12)	-	(12)	(18)	-	(18)	(35,2%)	(35,2%)
Résultat net part du Groupe	**34**	**-**	**34**	**48**	**-**	**48**	**(29,3%)**	**(29,3%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**53,5%**		**53,5%**	**48,4%**		**48,4%**	**+5,2 pp**	**+5,2 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**382**	**-**	**382**	**423**	**-**	**423**	(9,6%)	(9,6%)
Charges d'exploitation hors FRU	(214)	-	(214)	(216)	-	(216)	(0,9%)	(0,9%)
FRU	(10)	-	(10)	(8)	-	(8)	+34,7%	+34,7%
Résultat brut d'exploitation	**158**	**-**	**158**	**199**	**-**	**199**	**(20,8%)**	**(20,8%)**
Coût du risque de crédit	(70)	-	(70)	(35)	-	(35)	x 2	x 2
Gains ou pertes sur autres actifs	4	-	4	0	-	0	x 32,5	x 32,5
Résultat avant impôt	**92**	**-**	**92**	**164**	**-**	**164**	**(44,2%)**	**(44,2%)**
Impôt	(27)	-	(27)	(48)	-	(48)	(42,6%)	(42,6%)
Résultat net part du Groupe	**64**	**-**	**64**	**116**	**-**	**116**	**(44,9%)**	**(44,9%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**56,1%**		**56,1%**	**51,1%**		**51,1%**	**+4,9 pp**	**+4,9 pp**

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GC

Revenus sous jacents par ligne métier (m€)



ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle GC

Mandats CACIB, Rankings CACIB

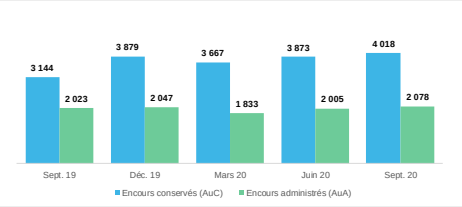
#1 – Emissions green, social & sustainability toute devise – Bookrunner – Monde(1)

#1 – Emissions en EUR et en USD – France(2)

#2 – Financements aéronautiques - Monde(3)

#2 – Arrangeur de prêts syndiqués - EMEA(4)

Encours CACEIS



(1) Bloomberg,9M-20
(2) Refinitiv, 9M-20
(3) Le Monde, 9M-20
(4) Refinitiv T78

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle GC

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**1 579**	**12**	**1 567**	**1 397**	**(4)**	**1 401**	+13,0%	+11,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(871)	(4)	(867)	(803)	-	(803)	+8,5%	+8,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**708**	**8**	**699**	**594**	**(4)**	**598**	**+19,1%**	**+16,9%**
Coût du risque	(217)	-	(217)	(45)	-	(45)	x 4,8	x 4,8
Résultat avant impôt	**492**	**8**	**483**	**547**	**(4)**	**551**	**(10,2%)**	**(12,3%)**
Impôt	(119)	(2)	(118)	(63)	1	(64)	+90,1%	+84,4%
Résultat net	**372**	**7**	**366**	**485**	**(3)**	**488**	**(23,2%)**	**(25,0%)**
Intérêts minoritaires	(23)	1	(23)	(10)	0	(10)	x 2,4	x 2,4
Résultat net part du Groupe	**350**	**7**	**342**	**475**	**(3)**	**478**	**(26,4%)**	**(28,4%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**55,2%**		**55,4%**	**57,5%**		**57,3%**	**-2,3 pp**	**-1,9 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**4 872**	**34**	**4 838**	**4 203**	**(43)**	**4 246**	+15,9%	+13,9%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 612)	(12)	(2 600)	(2 419)	-	(2 419)	+8,0%	+7,5%
FRU	(260)	-	(260)	(177)	-	(177)	+46,7%	+46,7%
Résultat brut d'exploitation	**2 000**	**22**	**1 978**	**1 607**	**(43)**	**1 650**	**+24,5%**	**+19,9%**
Coût du risque	(719)	-	(719)	(105)	-	(105)	x 6,9	x 6,9
Sociétés mises en équivalence	5	-	5	1	-	1	x 4,5	x 4,5
Résultat avant impôt	**1 287**	**22**	**1 265**	**1 502**	**(43)**	**1 545**	**(14,3%)**	**(18,1%)**
Impôt	(223)	(8)	(215)	(340)	11	(352)	(34,6%)	(39,0%)
Résultat net	**1 064**	**14**	**1 050**	**1 162**	**(32)**	**1 194**	**(8,4%)**	**(12,0%)**
Intérêts minoritaires	(62)	2	(64)	(23)	1	(23)	x 2,7	x 2,8
Résultat net part du Groupe	**1 002**	**16**	**986**	**1 139**	**(31)**	**1 170**	**(12,0%)**	**(15,7%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**53,6%**		**53,7%**	**57,5%**		**57,0%**	**-3,9 pp**	**-3,2 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – BFI

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**1 300**	**12**	**1 288**	**1 171**	**(4)**	**1 175**	+11,1%	+9,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(650)	-	(650)	(636)	-	(636)	+2,1%	+2,1%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**650**	**12**	**638**	**534**	**(4)**	**538**	**+21,7%**	**+18,6%**
Coût du risque	(220)	-	(220)	(48)	-	(48)	x 4,6	x 4,6
Résultat avant impôt	**430**	**12**	**418**	**489**	**(4)**	**493**	**(12,0%)**	**(15,1%)**
Impôt	(107)	(3)	(105)	(50)	1	(51)	x 2,1	x 2
Résultat net part du Groupe	**316**	**9**	**307**	**429**	**(3)**	**432**	**(26,3%)**	**(28,9%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**50,0%**		**50,5%**	**54,4%**		**54,2%**	**-4,4 pp**	**-3,7 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**4 024**	**34**	**3 990**	**3 525**	**(43)**	**3 569**	+14,1%	+11,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 963)	-	(1 963)	(1 910)	-	(1 910)	+2,8%	+2,8%
FRU	(232)	-	(232)	(161)	-	(161)	+43,6%	+43,6%
Résultat brut d'exploitation	**1 829**	**34**	**1 795**	**1 454**	**(43)**	**1 498**	**+25,7%**	**+19,9%**
Coût du risque	(716)	-	(716)	(101)	-	(101)	x 7,1	x 7,1
Résultat avant impôt	**1 114**	**34**	**1 080**	**1 357**	**(43)**	**1 401**	**(17,9%)**	**(22,9%)**
Impôt	(181)	(11)	(170)	(303)	11	(314)	(40,2%)	(45,9%)
Résultat net part du Groupe	**914**	**22**	**892**	**1 032**	**(31)**	**1 063**	**(11,4%)**	**(16,1%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**48,8%**		**49,2%**	**54,2%**		**53,5%**	**-5,4 pp**	**-4,3 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Banque de financement

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**603**	**(7)**	**610**	**630**	**(1)**	**631**	(4,3%)	(3,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(271)	-	(271)	(252)	-	(252)	+7,8%	+7,8%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**332**	**(7)**	**339**	**378**	**(1)**	**380**	**(12,3%)**	**(10,8%)**
Coût du risque	(225)	-	(225)	(40)	-	(40)	x 5,6	x 5,6
Résultat avant impôt	**107**	**(7)**	**114**	**340**	**(1)**	**342**	**(68,7%)**	**(66,8%)**
Impôt	(21)	2	(23)	(27)	0	(28)	(23,7%)	(16,6%)
Résultat net part du Groupe	**84**	**(5)**	**89**	**306**	**(1)**	**307**	**(72,5%)**	**(71,0%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**45,0%**		**44,5%**	**39,9%**		**39,9%**	**+5,0 pp**	**+4,6 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**1 970**	**41**	**1 929**	**1 901**	**(28)**	**1 929**	+3,6%	(0,0%)
Charges d'exploitation hors FRU	(817)	-	(817)	(739)	-	(739)	+10,5%	+10,5%
FRU	(71)	-	(71)	(45)	-	(45)	+55,8%	+55,8%
Résultat brut d'exploitation	**1 083**	**41**	**1 042**	**1 117**	**(28)**	**1 145**	**(3,1%)**	**(9,0%)**
Coût du risque	(675)	-	(675)	(73)	-	(73)	x 9,2	x 9,2
Résultat avant impôt	**409**	**41**	**368**	**1 045**	**(28)**	**1 074**	**(60,9%)**	**(65,7%)**
Impôt	45	(13)	58	(230)	7	(237)	ns	ns
Résultat net part du Groupe	**445**	**27**	**418**	**798**	**(20)**	**819**	**(44,3%)**	**(49,0%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**41,5%**		**42,3%**	**38,9%**		**38,3%**	**+2,6 pp**	**+4,0 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Banque de marché et d'investissement

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**697**	**19**	**678**	**541**	**(3)**	**543**	+28,9%	+24,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(379)	-	(379)	(385)	-	(385)	(1,6%)	(1,6%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**318**	**19**	**299**	**156**	**(3)**	**158**	**x 2**	**+89,1%**
Coût du risque	5	-	5	(7)	-	(7)	ns	ns
Résultat avant impôt	**323**	**19**	**305**	**148**	**(3)**	**151**	**x 2,2**	**x 2**
Impôt	(86)	(5)	(82)	(23)	1	(23)	x 3,8	x 3,5
Résultat net part du Groupe	**232**	**14**	**218**	**123**	**(2)**	**125**	**+89,0%**	**+75,1%**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**54,3%**		**55,8%**	**71,2%**		**70,8%**	**-16,9 pp**	**-15,0 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**2 054**	**(7)**	**2 061**	**1 625**	**(15)**	**1 639**	+26,4%	+25,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 147)	-	(1 147)	(1 171)	-	(1 171)	(2,1%)	(2,1%)
FRU	(161)	-	(161)	(116)	-	(116)	+38,8%	+38,8%
Résultat brut d'exploitation	**746**	**(7)**	**753**	**338**	**(15)**	**352**	**x 2,2**	**x 2,1**
Coût du risque de crédit	(41)	-	(41)	(27)	-	(27)	+49,3%	+49,3%
Résultat avant impôt	**705**	**(7)**	**712**	**312**	**(15)**	**327**	**x 2,3**	**x 2,2**
Impôt	(226)	2	(228)	(73)	4	(77)	x 3,1	x 3
Résultat net part du Groupe	**469**	**(5)**	**474**	**234**	**(11)**	**244**	**x 2**	**+94,0%**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**55,8%**		**55,6%**	**72,1%**		**71,4%**	**-16,2 pp**	**-15,8 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – SFI

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**278**	**-**	**278**	**226**	**-**	**226**	+23,1%	+23,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(221)	(4)	(217)	(166)	-	(166)	+32,8%	+30,6%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	**58**	**(4)**	**61**	**60**	**-**	**60**	**(3,9%)**	**+2,0%**
Coût du risque de crédit	3	-	3	2	-	2	+8,1%	+8,1%
Résultat avant impôt	**62**	**(4)**	**65**	**59**	**-**	**59**	**+5,1%**	**+11,1%**
Impôt	(12)	1	(13)	(13)	-	(13)	(4,6%)	+2,8%
Résultat net	**49**	**(3)**	**52**	**46**	**-**	**46**	**+7,8%**	**+13,4%**
Intérêts minoritaires	(16)	1	(17)	(0)	-	(0)	x 5447490	x 5712337,3
Résultat net part du Groupe	**33**	**(2)**	**35**	**46**	**-**	**46**	**(27,2%)**	**(23,3%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**79,3%**		**78,0%**	**73,5%**		**73,5%**	**+5,8 pp**	**+4,5 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**848**	**-**	**848**	**677**	**-**	**677**	+25,2%	+25,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(648)	(12)	(636)	(509)	-	(509)	+27,5%	+25,1%
FRU	(28)	-	(28)	(16)	-	(16)	+77,8%	+77,8%
Résultat brut d'exploitation	**171**	**(12)**	**183**	**152**	**-**	**152**	**+12,2%**	**+20,1%**
Coût du risque de crédit	(3)	-	(3)	(4)	-	(4)	(28,2%)	(28,2%)
Sociétés mises en équivalence	5	-	5	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**173**	**(12)**	**185**	**145**	**-**	**145**	**+19,4%**	**+27,7%**
Impôt	(41)	3	(45)	(37)	-	(37)	+10,6%	+19,4%
Résultat net	**131**	**(9)**	**140**	**107**	**-**	**107**	**+22,5%**	**+30,6%**
Intérêts minoritaires	(43)	3	(46)	(0)	-	(0)	x 6058678,8	x 6436520,3
Résultat net part du Groupe	**88**	**(6)**	**95**	**107**	**-**	**107**	**(17,5%)**	**(11,8%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**76,5%**		**75,1%**	**75,1%**		**75,1%**	**+1,3 pp**	**-0,1 pp**

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – pôle AHM

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**(3)**	**(4)**	**1**	**(100)**	**(30)**	**(69)**	(96,5%)	ns
Charges d'exploitation hors FRU	(209)	-	(209)	(176)	-	(176)	+18,3%	+18,3%
FRU	-	-	-	(2)	-	(2)	(100,0%)	(100,0%)
Résultat brut d'exploitation	**(212)**	**(4)**	**(208)**	**(278)**	**(30)**	**(248)**	**(23,8%)**	**(16,0%)**
Coût du risque	2	-	2	(5)	-	(5)	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	9	-	9	(2)	-	(2)	ns	ns
Résultat avant impôt	**(201)**	**(4)**	**(197)**	**(285)**	**(30)**	**(255)**	**(29,6%)**	**(22,8%)**
Impôt	96	1	94	56	10	46	+70,1%	x 2,1
Résultat net	**(160)**	**(58)**	**(102)**	**(229)**	**(20)**	**(209)**	**(30,0%)**	**(51,0%)**
Intérêts minoritaires	(4)	-	(4)	4	-	4	ns	ns
Résultat net part du Groupe	**(164)**	**(58)**	**(106)**	**(225)**	**(20)**	**(205)**	**(27,0%)**	**(48,3%)**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**(170)**	**(91)**	**(79)**	**(356)**	**(58)**	**(298)**	(52,2%)	(73,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(594)	(10)	(584)	(560)	-	(560)	+6,1%	+4,3%
FRU	(86)	-	(86)	(83)	-	(83)	+3,0%	+3,0%
Résultat brut d'exploitation	**(850)**	**(101)**	**(749)**	**(999)**	**(58)**	**(941)**	**(15,0%)**	**(20,4%)**
Coût du risque	(36)	-	(36)	(19)	-	(19)	+90,1%	+90,1%
Sociétés mises en équivalence	22	-	22	11	-	11	+96,3%	+96,3%
Résultat avant impôt	**(863)**	**(101)**	**(762)**	**(987)**	**(58)**	**(929)**	**(12,5%)**	**(17,9%)**
Impôt	320	29	290	261	20	241	+22,5%	+20,6%
Résultat net	**(599)**	**(127)**	**(472)**	**(726)**	**(38)**	**(688)**	**(17,5%)**	**(31,4%)**
Intérêts minoritaires	(9)	-	(9)	5	-	5	ns	ns
Résultat net part du Groupe	**(608)**	**(127)**	**(481)**	**(721)**	**(38)**	**(683)**	**(15,7%)**	**(29,6%)**

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat T3-20 et T3-19

	T3-20 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	**1 411**	**889**	**657**	**619**	**1 579**	**(3)**	**5 151**
Charges d'exploitation hors FRU	(658)	(550)	(415)	(289)	(871)	(209)	(2 991)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	**753**	**339**	**241**	**330**	**708**	**(212)**	**2 160**
Coût du risque	(41)	(83)	(124)	(141)	(217)	2	(605)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	17	-	-	72	0	9	98
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	6	(11)	1	0	(3)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**728**	**258**	**123**	**250**	**492**	**(201)**	**1 650**
Impôts	(172)	(74)	(33)	(43)	(119)	96	(346)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	(69)	-	(55)	(125)
Résultat net	**556**	**184**	**89**	**138**	**372**	**(160)**	**1 180**
Intérêts minoritaires	(116)	(8)	(26)	(26)	(23)	(4)	(203)
Résultat net part du Groupe	**440**	**176**	**63**	**112**	**350**	**(164)**	**977**

	T3-19 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	**1 507**	**858**	**692**	**676**	**1 397**	**(100)**	**5 031**
Charges d'exploitation hors FRU	(706)	(576)	(422)	(341)	(803)	(176)	(3 025)
FRU	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Résultat brut d'exploitation	**801**	**282**	**270**	**335**	**594**	**(278)**	**2 004**
Coût du risque	(11)	(58)	(84)	(131)	(45)	(5)	(335)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	8	-	-	74	2	(2)	82
Gains ou pertes nets sur autres actifs	21	(0)	(0)	(0)	(3)	0	17
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**819**	**224**	**186**	**278**	**547**	**(285)**	**1 769**
Impôts	(238)	(68)	(54)	(56)	(63)	56	(423)
Rés. net des activités abandonnées	0	-	-	-	-	-	0
Résultat net	**581**	**156**	**132**	**222**	**485**	**(229)**	**1 346**
Intérêts minoritaires	(79)	(7)	(35)	(21)	(10)	4	(147)
Résultat net part du Groupe	**502**	**149**	**97**	**201**	**475**	**(225)**	**1 199**

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat sous-jacent T3-20 et T3-19

	T3-20 (sous-jacent)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	**1 411**	**889**	**657**	**619**	**1 567**	**1**	**5 143**
Charges d'exploitation hors FRU	(658)	(550)	(415)	(289)	(867)	(209)	(2 988)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	**753**	**339**	**241**	**330**	**699**	**(208)**	**2 155**
Coût du risque	(13)	(83)	(124)	(141)	(217)	2	(577)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	17	-	-	72	0	9	98
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	6	(11)	1	0	(3)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**756**	**258**	**123**	**250**	**483**	**(197)**	**1 674**
Impôts	(181)	(74)	(33)	(43)	(118)	94	(354)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	-	-	-	(0)
Résultat net	**575**	**184**	**89**	**207**	**366**	**(102)**	**1 319**
Intérêts minoritaires	(116)	(8)	(26)	(26)	(23)	(4)	(204)
Résultat net part du Groupe	**459**	**176**	**63**	**181**	**342**	**(106)**	**1 115**

	T3-19 (sous-jacent)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	**1 507**	**867**	**692**	**676**	**1 401**	**(69)**	**5 073**
Charges d'exploitation hors FRU	(706)	(576)	(422)	(341)	(803)	(176)	(3 025)
FRU	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Résultat brut d'exploitation	**801**	**290**	**270**	**335**	**598**	**(248)**	**2 046**
Coût du risque	(11)	(58)	(84)	(131)	(45)	(5)	(335)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	8	-	-	74	2	(2)	82
Gains ou pertes nets sur autres actifs	21	(0)	(0)	(0)	(3)	0	17
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**819**	**232**	**186**	**278**	**551**	**(255)**	**1 811**
Impôts	(238)	(71)	(54)	(56)	(64)	46	(437)
Rés. net des activités abandonnées	0	-	-	-	-	-	0
Résultat net	**581**	**161**	**132**	**222**	**488**	**(209)**	**1 374**
Intérêts minoritaires	(79)	(7)	(35)	(21)	(10)	4	(148)
Résultat net part du Groupe	**502**	**154**	**97**	**201**	**478**	**(205)**	**1 226**

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat 9M-20 et 9M-19

	9M-20 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	**4 090**	**2 617**	**1 967**	**1 873**	**4 872**	**(170)**	**15 248**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 129)	(1 678)	(1 263)	(949)	(2 612)	(594)	(9 226)
FRU	(6)	(42)	(25)	(20)	(260)	(86)	(439)
Résultat brut d'exploitation	**1 954**	**897**	**678**	**904**	**2 000**	**(850)**	**5 583**
Coût du risque	4	(301)	(438)	(579)	(719)	(36)	(2 068)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	46	-	-	204	5	22	277
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	2	72	7	1	0	84
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**2 007**	**598**	**312**	**536**	**1 287**	**(863)**	**3 876**
Impôts	(495)	(183)	(86)	(25)	(223)	320	(692)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	(69)	-	(55)	(125)
Résultat net	**1 512**	**415**	**225**	**442**	**1 064**	**(599)**	**3 059**
Intérêts minoritaires	(255)	(19)	(74)	(72)	(62)	(9)	(490)
Résultat net part du Groupe	**1 257**	**396**	**151**	**370**	**1 002**	**(608)**	**2 568**

	9M-19 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	**4 455**	**2 605**	**2 083**	**2 044**	**4 203**	**(356)**	**15 034**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 150)	(1 742)	(1 278)	(1 012)	(2 419)	(560)	(9 161)
FRU	(7)	(32)	(22)	(18)	(177)	(83)	(340)
Résultat brut d'exploitation	**2 298**	**832**	**783**	**1 013**	**1 607**	**(999)**	**5 534**
Coût du risque	(14)	(153)	(256)	(370)	(105)	(19)	(917)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	32	-	-	231	1	11	275
Gains ou pertes nets sur autres actifs	20	1	(1)	1	(1)	20	39
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**2 337**	**680**	**526**	**874**	**1 502**	**(987)**	**4 931**
Impôts	(658)	(221)	(151)	(193)	(340)	261	(1 302)
Rés. net des activités abandonnées	8	-	-	-	-	-	8
Résultat net	**1 687**	**458**	**375**	**681**	**1 162**	**(726)**	**3 637**
Intérêts minoritaires	(237)	(21)	(101)	(79)	(23)	5	(454)
Résultat net part du Groupe	**1 451**	**438**	**274**	**602**	**1 139**	**(721)**	**3 183**

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat sous-jacent 9M-20 et 9M-19

	9M-20 (sous-jacent)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	**4 232**	**2 635**	**1 967**	**1 873**	**4 838**	**(79)**	**15 465**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 091)	(1 678)	(1 255)	(949)	(2 600)	(584)	(9 158)
FRU	(6)	(42)	(25)	(20)	(260)	(86)	(439)
Résultat brut d'exploitation	**2 135**	**915**	**686**	**904**	**1 978**	**(749)**	**5 869**
Coût du risque	(33)	(301)	(438)	(579)	(719)	(36)	(2 106)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	46	-	-	204	5	22	277
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	2	72	7	1	0	84
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**2 150**	**615**	**320**	**536**	**1 265**	**(762)**	**4 124**
Impôts	(528)	(189)	(89)	(25)	(215)	290	(756)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Résultat net	**1 622**	**427**	**230**	**511**	**1 050**	**(472)**	**3 368**
Intérêts minoritaires	(255)	(19)	(75)	(72)	(64)	(9)	(494)
Résultat net part du Groupe	**1 366**	**408**	**155**	**439**	**986**	**(481)**	**2 874**

	9M-19 (sous-jacent)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	**4 455**	**2 625**	**2 083**	**2 044**	**4 246**	**(298)**	**15 155**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 150)	(1 742)	(1 278)	(1 012)	(2 419)	(560)	(9 161)
FRU	(7)	(32)	(22)	(18)	(177)	(83)	(340)
Résultat brut d'exploitation	**2 298**	**851**	**783**	**1 013**	**1 650**	**(941)**	**5 654**
Coût du risque	(14)	(153)	(256)	(370)	(105)	(19)	(917)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	32	-	-	231	1	11	275
Gains ou pertes nets sur autres actifs	20	1	(1)	1	(1)	20	39
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**2 337**	**699**	**526**	**874**	**1 545**	**(929)**	**5 052**
Impôts	(658)	(228)	(151)	(193)	(352)	241	(1 340)
Rés. net des activités abandonnées	8	-	-	-	-	-	8
Résultat net	**1 687**	**471**	**375**	**681**	**1 194**	**(688)**	**3 720**
Intérêts minoritaires	(237)	(21)	(101)	(79)	(23)	5	(455)
Résultat net part du Groupe	**1 451**	**450**	**274**	**602**	**1 170**	**(683)**	**3 264**

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle CR

Encours de collecte et de crédit (Mds€)

Encours de collecte (Mds€)*	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
Titres	45,8	46,6	46,7	44,2	44,7	43,8	44,7	45,2	40,1	42,4	41,9	(6,3%)
OPCVM	26,8	26,6	25,7	23,7	25,3	25,7	25,6	25,9	22,8	24,0	24,2	(5,6%)
Assurance-vie	187,8	189,1	189,6	190,2	194,7	196,5	197,9	200,2	197,2	198,3	198,5	+0,3%
Collecte Hors bilan	**260,4**	**262,3**	**262,0**	**258,0**	**264,7**	**266,1**	**268,2**	**271,3**	**260,1**	**264,7**	**264,6**	**(1,4%)**
Dépôts à vue	135,6	142,4	144,4	148,8	149,7	155,6	159,0	165,6	172,4	194,8	201,1	+26,5%
Epargne logement	100,4	100,7	101,0	103,2	103,7	104,0	104,4	106,6	107,2	107,8	108,1	+3,6%
Livrets	125,6	126,9	128,8	131,0	133,9	135,7	137,8	139,8	142,8	147,4	152,0	+10,3%
Comptes et dépôts à terme	52,6	52,0	52,1	51,0	51,1	51,1	50,7	49,3	48,0	45,8	45,1	(11,0%)
Collecte Bilan	**414,2**	**422,0**	**426,3**	**434,0**	**438,4**	**446,4**	**451,8**	**461,3**	**470,4**	**495,9**	**506,3**	**+12,1%**
TOTAL	**674,7**	**684,3**	**688,3**	**691,9**	**703,1**	**712,5**	**720,1**	**732,6**	**730,5**	**760,5**	**770,9**	**+7,1%**

NB : Changement de méthode en mars 2019 : prise en compte des contrats d'assurance vie souscrits auprès de prestataires hors Groupe

Livrets, dont (Mds€)	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
Livret A	41,9	42,7	43,5	44,6	46,3	47,4	48,3	49,0	50,6	53,0	54,4	+12,6%
LEP	12,1	12,0	12,0	12,2	11,7	11,0	11,1	11,3	11,5	11,6	11,2	+0,9%
LDD	30,9	31,0	31,1	31,5	31,9	32,2	32,4	32,6	33,2	34,1	34,4	+6,4%
Livrets sociétaires	8,8	9,0	9,2	9,3	9,5	9,6	9,8	9,9	9,9	9,9	9,9	+7,1%

** Y compris épargne liquide entreprise*

Encours de crédit (Mds€)	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20	Δ Sept./Sept.
Habitat	279,6	285,0	291,3	296,9	300,2	306,2	313,2	319,6	323,5	327,8	333,1	+6,4%
Consommation	18,7	19,2	19,5	20,1	21,7	20,6	20,8	21,6	21,0	20,9	21,2	+2,1%
Entreprises	73,2	73,9	76,4	78,5	77,4	79,3	81,6	83,3	86,6	92,1	94,9	+16,3%
Professionnels	21,0	21,2	21,4	21,7	22,0	22,3	22,6	23,1	23,2	28,2	29,0	+28,2%
Agriculture	38,5	39,2	39,3	38,6	39,2	40,2	40,7	39,8	40,3	41,3	42,0	+3,3%
Collectivités locales	31,7	31,6	31,2	31,5	32,0	32,5	32,3	32,8	32,8	32,9	32,6	+0,9%
TOTAL	**462,6**	**470,2**	**479,1**	**487,4**	**492,5**	**501,1**	**511,2**	**520,1**	**527,4**	**543,3**	**552,8**	**+8,2%**

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Indicateurs d'activité – pôle CR

Détail des commissions / Evolution des encours de crédit (m€)

Caisses régionales – détail des commissions clientèle, du T1-18 au T3-20

m€	T1-18	T2-18	T3-18	T4-18	T1-19	T2-19	T3-19	T4-19	T1-20	T2-20	T3-20	Δ T3/T3
Services et autres opérations bancaires	209	203	184	206	210	200	201	205	213	199	(0)	(0,4%)
Valeurs mobilières	75	73	64	64	63	61	58	67	76	64	0	+5,4%
Assurances	789	606	593	755	854	636	626	736	914	710	0	+11,8%
Gestion de comptes et moyens de paiement	520	548	534	530	519	535	536	530	523	423	(0)	(21,0%)
Revenus nets des autres activités clientèle(1)	89	91	97	103	90	98	102	110	93	98	0	+0,4%
TOTAL[1]	**1 683**	**1 520**	**1 473**	**1 658**	**1 736**	**1 529**	**1 523**	**1 648**	**1 820**	**1 494**	**(0)**	**(2,3%)**

(1) Revenus générés par les filiales des Caisses régionales, notamment commissions de crédit-bail et de location simple

Caisses régionales - Evolution des encours de risque de crédit

En m€	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20
Encours bruts de créances clientèle	528 081	535 770	551 786	559 081
dont créances dépréciées	9 862	9 948	10 075	10 338
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	9 776	9 940	10 039	9 840
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	1,9%	1,86%	1,83%	1,85%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	64,6%	64,0%	63,0%	59,9%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	99,1%	99,9%	99,7%	95,2%

ANNEXES

Passage du résultat publié au résultat sous-jacent (m€) – Caisses régionales

En m€	T3-20 publié	Eléments spécifiques	T3-20 sous-jacent	T3-19 publié	Eléments spécifiques	T3-19 sous-jacent	Δ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	**3 308**	**-**	**3 308**	**3 172**	**(72)**	**3 244**	**+4,3%**	**+1,9%**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 115)	-	(2 115)	(2 147)	-	(2 147)	(1,5%)	(1,5%)
FRU	-	-	-	2	-	2	(100,0%)	(100,0%)
Résultat brut d'exploitation	**1 192**	**-**	**1 192**	**1 028**	**(72)**	**1 100**	**+16,0%**	**+8,4%**
Coût du risque de crédit	6	28	(22)	(48)	-	(48)	ns	(53,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(2)	-	(2)	1	-	1	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**1 194**	**28**	**1 166**	**981**	**(72)**	**1 053**	**+21,7%**	**+10,7%**
Impôt	(398)	(9)	(389)	(340)	25	(365)	+17,3%	+6,8%
Résultat net part du Groupe	**789**	**14**	**775**	**641**	**(47)**	**689**	**+23,0%**	**+12,5%**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**64,0%**		**64,0%**	**67,7%**		**66,2%**	**-3,7 pp**	**-2,2 pp**

En m€	9M-20 publié	Eléments spécifiques	9M-20 sous-jacent	9M-19 publié	Eléments spécifiques	9M-19 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	**9 631**	**(227)**	**9 858**	**9 841**	**(170)**	**10 011**	**(2,1%)**	**(1,5%)**
Charges d'exploitation hors FRU	(6 401)	(10)	(6 391)	(6 560)	-	(6 560)	(2,4%)	(2,6%)
FRU	(123)	-	(123)	(86)	-	(86)	+42,6%	+42,6%
Résultat brut d'exploitation	**3 107**	**(237)**	**3 344**	**3 195**	**(170)**	**3 365**	**(2,8%)**	**(0,6%)**
Coût du risque de crédit	(664)	(38)	(627)	(342)	-	(342)	+94,0%	+83,0%
Sociétés mises en équivalence	1	-	1	9	-	9	(88,6%)	(88,6%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(6)	-	(6)	(6)	-	(6)	(11,2%)	(11,2%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	(3)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	**2 434**	**(275)**	**2 709**	**2 855**	**(170)**	**3 025**	**(14,7%)**	**(10,4%)**
Impôt	(862)	85	(947)	(1 050)	58	(1 108)	(17,9%)	(14,5%)
Résultat net part du Groupe	**1 564**	**(195)**	**1 760**	**1 805**	**(111)**	**1 917**	**(13,4%)**	**(8,2%)**
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	**66,5%**		**64,8%**	**66,7%**		**65,5%**	**-0,2 pp**	**-0,7 pp**

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat T3-20 et T3-19

	T3-20 (publié)							
En m€	**CR**	**LCL**	**BPI**	**GEA**	**SFS**	**GC**	**AHM**	**Total**
Produit net bancaire	**3 308**	**889**	**652**	**1 421**	**619**	**1 578**	**2**	**8 468**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 115)	(550)	(414)	(658)	(289)	(871)	(199)	(5 096)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	**1 192**	**339**	**238**	**762**	**330**	**708**	**(198)**	**3 372**
Coût du risque	6	(83)	(120)	(41)	(141)	(217)	1	(596)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	17	72	0	(0)	88
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	6	(1)	(11)	1	(1)	(6)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 194**	**258**	**124**	**737**	**250**	**492**	**(197)**	**2 858**
Impôts	(398)	(74)	(33)	(173)	(43)	(119)	98	(743)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	(41)	-	(69)	-	(55)	(170)
Résultat net	**790**	**184**	**51**	**564**	**138**	**372**	**(154)**	**1 945**
Intérêts minoritaires	(2)	(0)	(20)	(112)	(26)	(15)	(1)	(177)
Résultat net part du Groupe	**789**	**184**	**31**	**452**	**112**	**357**	**(155)**	**1 769**

	T3-19 (publié)							
En m€	**CR**	**LCL**	**GEA**	**BPI**	**SFS**	**GC**	**AHM**	**Total**
Produit net bancaire	**3 172**	**858**	**1 499**	**717**	**676**	**1 397**	**(103)**	**8 216**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 147)	(576)	(706)	(441)	(341)	(803)	(205)	(5 220)
FRU	2	-	-	-	-	-	(2)	-
Résultat brut d'exploitation	**1 028**	**282**	**793**	**276**	**335**	**594**	**(310)**	**2 997**
Coût du risque	(48)	(58)	(11)	(85)	(131)	(45)	(6)	(384)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	8	-	74	2	-	85
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	(0)	21	(0)	(0)	(3)	0	18
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**981**	**224**	**810**	**190**	**278**	**547**	**(316)**	**2 715**
Impôts	(340)	(68)	(235)	(54)	(56)	(63)	69	(748)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	-	-	-	-	0
Résultat net	**641**	**156**	**575**	**136**	**222**	**484**	**(247)**	**1 968**
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(75)	(28)	(21)	0	5	(119)
Résultat net part du Groupe	**641**	**156**	**500**	**109**	**201**	**485**	**(242)**	**1 849**

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat sous-jacent T3-20 et T3-19

	T3-20 (sous-jacent)							
En m€	**CR**	**LCL**	**GEA**	**BPI**	**SFS**	**GC**	**AHM**	**Total**
Produit net bancaire	**3 308**	**889**	**1 421**	**652**	**619**	**1 566**	**6**	**8 460**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 115)	(550)	(658)	(414)	(289)	(867)	(199)	(5 093)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	**1 192**	**339**	**762**	**238**	**330**	**699**	**(194)**	**3 368**
Coût du risque	(22)	(83)	(13)	(120)	(141)	(217)	1	(596)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	(2)	-	17	-	72	0	(0)	88
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	(1)	6	(11)	1	(1)	(6)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 166**	**258**	**765**	**124**	**250**	**483**	**(193)**	**2 854**
Impôts	(389)	(74)	(182)	(33)	(43)	(118)	97	(742)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	(0)	-	-	-	(0)
Résultat net	**777**	**184**	**583**	**91**	**207**	**365**	**(96)**	**2 111**
Intérêts minoritaires	(2)	(0)	(112)	(20)	(26)	(16)	(1)	(177)
Résultat net part du Groupe	**775**	**184**	**471**	**71**	**181**	**349**	**(97)**	**1 934**

	T3-19 (sous-jacent)							
En m€	**CR**	**LCL**	**GEA**	**BPI**	**SFS**	**GC**	**AHM**	**Total**
Produit net bancaire	**3 244**	**867**	**1 499**	**717**	**676**	**1 400**	**(72)**	**8 331**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 147)	(576)	(706)	(441)	(341)	(803)	(205)	(5 220)
FRU	2	-	-	-	-	-	(2)	-
Résultat brut d'exploitation	**1 100**	**290**	**793**	**276**	**335**	**598**	**(280)**	**3 111**
Coût du risque	(48)	(58)	(11)	(85)	(131)	(45)	(6)	(384)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	8	-	74	2	-	85
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	(0)	21	(0)	(0)	(3)	0	18
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 053**	**232**	**810**	**190**	**278**	**551**	**(285)**	**2 830**
Impôts	(365)	(71)	(235)	(54)	(56)	(64)	58	(787)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	-	-	-	-	0
Résultat net	**689**	**161**	**575**	**136**	**222**	**487**	**(227)**	**2 043**
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(75)	(28)	(21)	0	5	(119)
Résultat net part du Groupe	**689**	**161**	**500**	**109**	**201**	**488**	**(222)**	**1 924**

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat 9M-20 et 9M-19

	9M-20 (publié)							
En m€	**CR**	**LCL**	**BPI**	**GEA**	**SFS**	**GC**	**AHM**	**Total**
Produit net bancaire	**9 631**	**2 617**	**2 013**	**4 115**	**1 873**	**4 873**	**(191)**	**24 930**
Charges d'exploitation hors FRU	(6 401)	(1 678)	(1 304)	(2 130)	(949)	(2 612)	(607)	(15 680)
FRU	(123)	(42)	(25)	(6)	(20)	(260)	(86)	(562)
Résultat brut d'exploitation	**3 107**	**897**	**684**	**1 979**	**904**	**2 001**	**(883)**	**8 688**
Coût du risque	(664)	(301)	(436)	4	(579)	(719)	(38)	(2 733)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	-	46	204	5	(0)	256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	72	2	7	1	(1)	78
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	**2 434**	**598**	**319**	**2 032**	**536**	**1 288**	**(922)**	**6 286**
Impôts	(862)	(183)	(87)	(501)	(25)	(223)	350	(1 531)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	(41)	-	(69)	-	(55)	(171)
Résultat net	**1 567**	**415**	**191**	**1 531**	**442**	**1 065**	**(627)**	**4 584**
Intérêts minoritaires	(3)	(0)	(60)	(244)	(72)	(41)	(5)	(424)
Résultat net part du Groupe	**1 564**	**415**	**131**	**1 287**	**370**	**1 024**	**(632)**	**4 159**

	9M-19 (publié)							
En m€	**CR**	**LCL**	**GEA**	**BPI**	**SFS**	**GC**	**AHM**	**Total**
Produit net bancaire	**9 841**	**2 605**	**4 439**	**2 158**	**2 044**	**4 200**	**(390)**	**24 898**
Charges d'exploitation hors FRU	(6 560)	(1 742)	(2 150)	(1 335)	(1 012)	(2 419)	(586)	(15 805)
FRU	(86)	(32)	(7)	(22)	(18)	(177)	(83)	(426)
Résultat brut d'exploitation	**3 195**	**832**	**2 281**	**801**	**1 013**	**1 605**	**(1 060)**	**8 667**
Coût du risque	(342)	(153)	(14)	(260)	(370)	(105)	(19)	(1 263)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	9	-	32	-	231	1	-	273
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	1	20	(1)	1	(1)	8	21
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**2 855**	**679**	**2 320**	**540**	**874**	**1 500**	**(1 071)**	**7 698**
Impôts	(1 050)	(221)	(654)	(153)	(193)	(340)	287	(2 323)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	8	-	-	-	-	8
Résultat net	**1 806**	**458**	**1 675**	**387**	**681**	**1 160**	**(784)**	**5 383**
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(224)	(81)	(79)	1	12	(372)
Résultat net part du Groupe	**1 805**	**458**	**1 450**	**307**	**602**	**1 161**	**(772)**	**5 012**

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat sous-jacent 9M-20 et 9M-19

	9M-20 (sous-jacent)							
En m€	**CR**	**LCL**	**GEA**	**BPI**	**SFS**	**GC**	**AHM**	**Total**
Produit net bancaire	**9 858**	**2 635**	**4 258**	**2 013**	**1 873**	**4 839**	**(100)**	**25 375**
Charges d'exploitation hors FRU	(6 391)	(1 678)	(2 091)	(1 296)	(949)	(2 600)	(597)	(15 602)
FRU	(123)	(42)	(6)	(25)	(20)	(260)	(86)	(562)
Résultat brut d'exploitation	**3 344**	**915**	**2 160**	**692**	**904**	**1 979**	**(783)**	**9 211**
Coût du risque	(627)	(301)	(33)	(436)	(579)	(719)	(38)	(2 733)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	46	-	204	5	(0)	256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	2	72	7	1	(1)	78
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	**2 709**	**615**	**2 175**	**327**	**536**	**1 266**	**(821)**	**6 808**
Impôts	(947)	(189)	(535)	(90)	(25)	(215)	321	(1 679)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Résultat net	**1 762**	**427**	**1 641**	**236**	**511**	**1 052**	**(500)**	**5 128**
Intérêts minoritaires	(3)	(0)	(244)	(61)	(72)	(44)	(5)	(428)
Résultat net part du Groupe	**1 760**	**426**	**1 397**	**175**	**439**	**1 008**	**(505)**	**4 700**

	9M-19 (sous-jacent)							
En m€	**CR**	**LCL**	**GEA**	**BPI**	**SFS**	**GC**	**AHM**	**Total**
Produit net bancaire	**10 011**	**2 624**	**4 439**	**2 158**	**2 044**	**4 244**	**(332)**	**25 188**
Charges d'exploitation hors FRU	(6 560)	(1 742)	(2 150)	(1 335)	(1 012)	(2 419)	(586)	(15 805)
FRU	(86)	(32)	(7)	(22)	(18)	(177)	(83)	(426)
Résultat brut d'exploitation	**3 365**	**851**	**2 281**	**801**	**1 013**	**1 648**	**(1 002)**	**8 957**
Coût du risque	(342)	(153)	(14)	(260)	(370)	(105)	(19)	(1 263)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	9	-	32	-	231	1	-	273
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	1	20	(1)	1	(1)	8	21
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**3 025**	**699**	**2 320**	**540**	**874**	**1 543**	**(1 013)**	**7 989**
Impôts	(1 108)	(228)	(654)	(153)	(193)	(351)	267	(2 420)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	8	-	-	-	-	8
Résultat net	**1 917**	**471**	**1 675**	**387**	**681**	**1 192**	**(746)**	**5 577**
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(224)	(81)	(79)	1	12	(372)
Résultat net part du Groupe	**1 917**	**471**	**1 450**	**307**	**602**	**1 193**	**(734)**	**5 205**

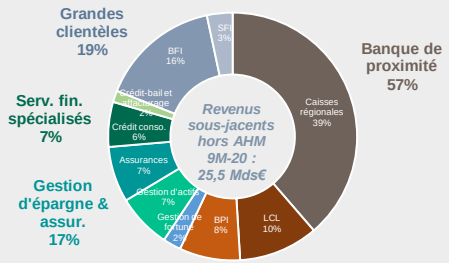
GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

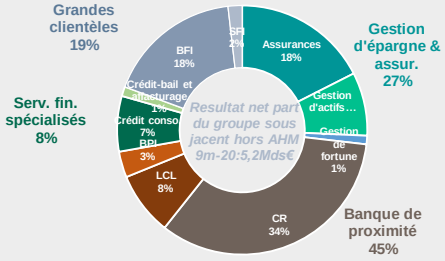
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

ANNEXES

Contribution des pôles métiers au résultat

Revenus et RNPG sous-jacent par métier hors AHM (m€)





ANNEXES

Indicateurs de risques

Evolution des encours de crédits

Groupe Crédit Agricole - Evolution des encours de risque de crédit

En m€	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20
Encours bruts de créances clientèle	932 487	955 907	975 202	981 018
dont créances dépréciées	22 999	23 152	23 815	24 736
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	18 990	19 509	20 125	19 882
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,5%	2,4%	2,4%	2,5%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	59,0%	59,2%	58,8%	55,5%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	82,6%	84,3%	84,5%	80,4%

Crédit Agricole S.A. - Evolution des encours de risque de crédit

En m€	Déc. 19	Mars 20	Juin 20	Sept. 20
Encours bruts de créances clientèle	404 392	420 170	423 437	421 964
dont créances dépréciées	13 133	13 200	13 737	14 395
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	9 212	9 566	10 082	10 039
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	3,2%	3,1%	3,2%	3,4%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	54,8%	55,6%	55,6%	52,4%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	70,1%	72,5%	73,4%	69,7%

ANNEXES

Indicateurs de risques

Ventilation des expositions[1] par secteur et zone géographique

Par secteur d'activité	Sept. 20	Mars 20
Clientèle de banque de détail	24,2%	25,3%
Services non marchands / secteur public / collectivités	27,7%	23,5%
Energie	6,5%	6,9%
Autres activités financières non bancaires	8,8%	9,9%
Banques	2,7%	3,6%
Immobilier	3,0%	3,2%
Aéronautique / aérospatial	1,9%	2,2%
Divers	3,2%	3,3%
Automobile	2,9%	2,7%
Industrie lourde	2,1%	2,3%
Distribution / Biens de consommation	1,9%	1,8%
BTP	1,7%	1,8%
Agriculture / Agroalimentaire	2,4%	2,1%
Maritime	1,5%	1,7%
Autres transports	1,5%	1,4%
Autres industries	1,9%	1,9%
Telecom	1,4%	1,6%
Santé / Pharmacie	1,1%	1,1%
Assurance	1,2%	1,2%
Tourisme / hôtels / restauration	0,9%	0,9%
Informatique / Technologie	1,5%	1,6%
Total	**100,0%**	**100,0%**

Par zone géographique	Sept. 20	Mars 20
France (hors banque de détail)	38,8%	35,3%
France (banque de détail)	15,9%	16,3%
Europe de l'Ouest hors Italie	12,4%	13,3%
Italie	11,1%	11,5%
Amérique du Nord	5,9%	7,6%
Asie et Océanie hors Japon	4,7%	5,2%
Afrique et Moyen-Orient	3,5%	3,8%
Japon	4,4%	3,6%
Europe de l'Est	2,0%	2,1%
Amérique centrale et du Sud	1,2%	1,3%
Non ventilé	0,0%	0,0%
Total	**100,0%**	**100,0%**

[1] Les engagements commerciaux sont calculés conformément aux exigences IFRS7 et couvrent les engagements de bilan et de hors-bilan.

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Crédit Agricole CIB: Oil & Gas

23,8 Mds € EAD(1) sur le secteur Oil & Gas, hors négociants en matières premières en août 2020

→ L'EAD est brut des couvertures des agences de crédit export et des credit risk insurance (4,1 Mds€ au 31/08/2020)

68% de l'EAD(1) Oil & Gas est noté Investment Grade(2)

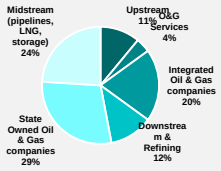
→ Une exposition diversifiée en termes d'opérateurs, de type d'activité, d'engagements et de zones géographiques

85% de l'EAD(1) provient de segments peu sensibles à la volatilité du prix du pétrole

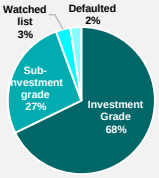
→ **15**% de l'EAD(1) sur les segments Exploration & Production et Services, segments plus sensibles à la volatilité du prix du pétrole

→ Des sûretés de premier rang sur la grande majorité des expositions aux contreparties issues du segment prospection/ production

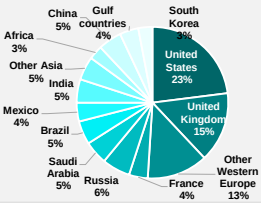
EAD Oil & Gas hors négociants de matières premières: 23,8 Md€



Oil & Gas EAD hors négociants de matières premières



Oil & Gas exposition brute nette d'Agence Crédit Export par géographie



(1) Périmètre CA CIB. L'EAD (valeurs exposées au risque) est une définition réglementaire utilisée dans le Pilier 3. Elle correspond à l'exposition en cas de défaut après prise en compte des facteurs de réduction du risque. Elle comprend les actifs du bilan et une partie des engagements hors bilan.
(2) Equivalent de notation interne
L'écart sur les expositions entre les slides 42 et 42 est lié au taux de change (taux de change à fin mai versus taux de change à fin juin)

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Crédit Agricole CIB: Aeronautique et Shipping

16.1 Md€ EAD(1) sur l'aéronautique en août 2020

→ L'EAD est brut des couvertures des agences de crédit export et des credit risk insurance s'élevant au 31/08/2020 à 1,4 Md€

52% de l'EAD(1) Aéronautique noté Investment Grade(2)

→ Une exposition diversifiée en termes d'opérateurs, de type d'activité, d'engagements et de zones géographiques

→ Un portefeuille largement « secured » et composé d'acteurs majeurs, essentiellement des Constructeurs/ Fournisseurs et Transport aérien. La part du financement d'actifs réels représente 45% de l'EAD à fin août 2020

→ Un portefeuille sécurisé par de nouvelles générations d'avions avec une flotte d'âge moyen relativement jeune (4,3 ans)

13,0 Md€ d'EAD(1) sur le Shipping en août 2020

→ L'EAD est brut des agencies crédit export (2,7 Md€ au 31/08/2020) et des credit risk insurance covers (1,2 Md€ au 30/08/2020)

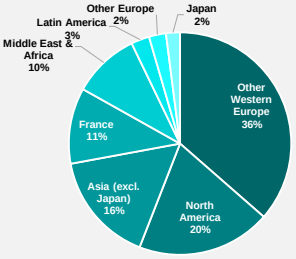
47 % des EAD Shipping EAD noté Investment Grade(2)

→ Après une baisse des exposition engage à partir de 2011, le portefeuille Shipping est resté stable depuis 2018

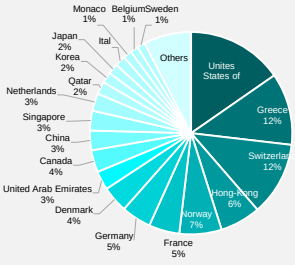
→ La part du financement d'actifs réels représente 81% de l'EAD à fin août 2020

→ 77% des bateaux faisant l'objet de financements ont moins de 10 ans

Exposition aéronautique nette d'ECA par géographie



Exposition Shipping



(1) CA CIB perimeter . EAD (Exposure At Default) is a regulatory definition used in pillar 3. It corresponds to the exposure in the event of default after risk mitigation factors. It encompasses balance sheet assets plus a proportion of off-balance sheet commitments.
(2) Internal rating equivalent.

ANNEXES

Indicateurs de risques

VaR – expositions aux risques de marché

Crédit Agricole S.A. – exposition aux risques de marché

En m€

VAR (99% -1 jour)
1er Janvier au 30 septembre 2020

	Minimum	Maximum	Moyenne	**30 Septembre**	31/12/2019
Taux	6	16	11	**13**	6
Crédit	3	12	7	**6**	4
Change	1	6	3	**2**	3
Actions	1	3	2	**2**	1
Matières premières	0	0	0	**0**	0
VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A.	**7**	**24**	**15**	**12**	**9**

La VaR (99%,1 jour) de Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe.
VaR (99% - 1 day) au 30/09/20 : €12m pour Crédit Agricole S.A.

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Solvabilité de Crédit Agricole S.A. (Mds€)

Solvabilité de Crédit Agricole SA (en Mds d'euros)

	Non-Phasé		*Phasé*	
	30/09/20	*31/12/19*	*30/09/20*	*31/12/19*
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)	**64,6**	**62,9**	**64,6**	**62,9**
(-) Prévision de distribution	(1,2)	(2,0)	(1,2)	(2,0)
(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5,1)	(5,1)	(5,1)	(5,1)
Intérêts minoritaires éligibles	4,3	4,4	4,3	4,4
(-) Filtres prudentiels	(1,6)	(1,6)	(1,6)	(1,6)
dont : Prudent valuation	*(0,7)*	*(0,9)*	*(0,7)*	*(0,9)*
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(19,0)	(18,7)	(19,0)	(18,7)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
Dépassement de franchises	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments du CET1	0,1	(0,4)	0,9	(0,4)
TOTAL CET1	**41,8**	**39,2**	**42,5**	**39,2**
AT1	3,5	3,5	5,1	5,1
TOTAL TIER 1	**45,3**	**42,7**	**47,6**	**44,3**
Tier 2	13,7	12,1	13,9	12,2
TOTAL CAPITAL	**59,0**	**54,8**	**61,5**	**56,5**
EMPLOIS PONDÉRÉS	**337,1**	**323,7**	**337,6**	**323,7**
Ratio CET1	**12,4%**	**12,1%**	**12,6%**	**12,1%**
Ratio Tier1	**13,4%**	**13,2%**	**14,1%**	**13,7%**
Ratio global	**17,5%**	**16,9%**	**18,2%**	**17,5%**

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Solvabilité de Crédit Agricole (Mds€)

Solvabilité du Groupe Crédit Agricole (en Mds d'euros)

	Non-Phasé		*Phasé*	
	30/09/20	*31/12/19*	*30/09/20*	*31/12/19*
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)	**118,4**	**115,0**	**118,4**	**115,0**
(-) Prévision de distribution	(0,7)	(1,1)	(0,7)	(1,1)
(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5,1)	(5,1)	(5,1)	(5,1)
Intérêts minoritaires éligibles	3,4	3,5	3,4	3,5
(-) Filtres prudentiels	(2,2)	(2,1)	(2,2)	(2,1)
dont : Prudent valuation	*(1,2)*	*(1,4)*	*(1,2)*	*(1,4)*
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(19,6)	(19,4)	(19,6)	(19,4)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,4)
Dépassement de franchises	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments du CET1	(0,1)	(1,1)	1,6	(1,1)
TOTAL CET1	**93,5**	**89,1**	**95,2**	**89,1**
AT1	3,5	3,5	5,0	5,1
TOTAL TIER 1	**97,0**	**92,6**	**100,2**	**94,2**
Tier 2	14,8	13,3	15,0	13,5
TOTAL CAPITAL	**111,8**	**105,9**	**115,1**	**107,7**
EMPLOIS PONDÉRÉS	**559,8**	**559,0**	**560,3**	**559,0**
Ratio CET1	**16,7%**	**15,9%**	**17,0%**	**15,9%**
Ratio Tier1	**17,3%**	**16,6%**	**17,9%**	**16,8%**
Ratio global	**20,0%**	**18,9%**	**20,5%**	**19,3%**

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Bilan (Mds€)

Actif	30/09/2020	31/12/2019	Passif	30/09/2020	31/12/2019
Caisse, banques centrales	156,9	93,1	Banques centrales	0,1	1,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	441,7	399,5	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	283,4	246,7
Instruments dérivés de couverture	22,6	19,4	Instruments dérivés de couverture	15,6	13,3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	260,9	261,3			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	487,7	438,6	Dettes envers les établissements de crédit	252,0	142,0
Prêts et créances sur la clientèle	411,9	395,2	Dettes envers la clientèle	715,6	646,9
Titres de dette	93,7	72,5	Dettes représentées par un titre	175,2	201,0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8,0	7,1	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	10,3	9,2
Actifs d'impôts courants et différés	4,7	4,3	Passifs d'impôts courants et différés	4,1	3,8
Comptes de régularisation et actifs divers	40,8	38,3	Comptes de régularisation et passifs divers	55,5	49,3
Actifs non courants destinés à être cédés	2,2	0,5	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1,0	0,5
Participations aux bénéfices différée	-0,0	-			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7,5	7,2	Provisions techniques des contrats d'assurance	355,5	356,1
Immeubles de placement	6,5	6,6	Provisions	4,1	4,4
Immobilisations corporelles	5,3	5,6	Dettes subordonnées	24,1	21,8
Immobilisations incorporelles	3,2	3,2	Capitaux propres part du Groupe	64,6	62,9
Ecart d'acquisition	15,6	15,3	Participations ne donnant pas le contrôle	8,2	7,9
Total actif	**1 969,3**	**1 767,6**	**Total passif**	**1 969,3**	**1 767,6**

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Variation des capitaux propres (m€)

En m€	*Part du Groupe*	*Part des Minoritaires*	*Total*	*Dettes subordonnées*
Au 31 Décembre 2019	**62 920**	**7 923**	**70 843**	**21 797**
Augmentation de capital	-	-	-	
Dividendes versés sur 2020	-	(108)	(108)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	
Variation des titres auto-détenus	(19)	-	(19)	
Émissions de titres super subordonnés Additional Tier 1 à durée indéterminée net des frais d'émission	-	-	-	
Rémunération des titres super subordonnés Additional Tier 1 à durée indéterminée	(294)	(64)	(358)	
Effets des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	
Mouvements liés aux paiements en actions	9	4	13	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(516)	(47)	(563)	
Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence	(95)	(36)	(131)	
Résultat de la période	2 568	491	3 059	
Autres	18	(9)	9	
Au 30 septembre 2020	**64 591**	**8 154**	**72 745**	**24 097**

ANNEXES

Structure financière et Bilan

Bilan (Mds€)

Actif	30/09/2020	31/12/2019	Passif	30/09/2020	31/12/2019
Caisse, banques centrales	160,0	97,1	Banques centrales	0,1	2,2
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	448,8	404,3	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	282,0	245,1
Instruments dérivés de couverture	24,0	20,9	Instruments dérivés de couverture	24,7	20,5
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	272,1	272,3			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	119,5	100,9	Dettes envers les établissements de crédit	185,1	99,6
Prêts et créances sur la clientèle	961,1	913,5	Dettes envers la clientèle	954,1	855,5
Titres de dette	119,0	95,1	Dettes représentées par un titre	184,3	213,4
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	14,3	11,7	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	11,5	10,5
Actifs d'impôts courants et différés	6,7	6,3	Passifs d'impôts courants et différés	4,2	4,0
Comptes de régularisation et actifs divers	44,7	44,4	Comptes de régularisation et passifs divers	55,8	51,4
Actifs non courants destinés à être cédés	4,5	0,5	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	3,1	0,5
Participations aux bénéfices différée	-	-			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7,3	7,1	Provisions techniques des contrats d'assurance	357,9	358,2
Immeubles de placement	7,3	7,3	Provisions	7,0	6,9
Immobilisations corporelles	10,0	10,2	Dettes subordonnées	23,9	21,7
Immobilisations incorporelles	3,4	3,4	Capitaux propres part du Groupe	118,4	115,0
Ecart d'acquisition	16,1	15,8	Participations ne donnant pas le contrôle	6,7	6,6
Total actif	**2 218,8**	**2 011,0**	**Total passif**	**2 218,8**	**2 011,0**

ANNEXES

Notation de crédits

Notations au 29/07/2020

Crédit Agricole S.A. - Notations au 22/10/20

Notation	Contrepartie LT / CT	Emetteur / Dette senior préférée LT	Perspective / surveillance	Dette senior préférée CT	Dernière décision note Emetteur/Dette	Décision de notation
S&P Global Ratings	AA-/A-1+ (RCR)	A+	Perspective négative	A-1	23/04/2020	Affirmation des notes LT / CT ; perspective révisée de stable à négative
Moody's	Aa2/P-1 (CRR)	Aa3	Perspective stable	P-1	19/09/2019	Relèvement des notes LT (1 cran); perspective révisée à stable de positive ; notes CT confirmées
Fitch Ratings	AA- (DCR)	A+/AA-	Perspective négative	F1+	30/03/2020	Relèvement des notes des dettes senior préférées LT/CT (1 cran); perspective révisée de stable à négative
DBRS	AA (high) / R-1 (high) (COR)	AA (low)	Perspective stable	R-1 (middle)	28/09/2020	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée

ANNEXES

Risques juridiques

Risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2019.

Par rapport aux faits exceptionnels et litiges exposés dans ce document et actualisés au second trimestre 2020 dans le document A03, les seules évolutions se trouvent :

- **au paragraphe « Euribor/Libor et autres indices », sixième alinéa,**
- **au paragraphe « Bonds SSA", deuxième et troisième alinéa.**

Faits exceptionnels et litiges

Strauss/Wolf/Faudem

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné le Crédit Lyonnais et une autre banque devant un tribunal new-yorkais.

Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détenaient chacune un compte ouvert – en 1990 pour le Crédit Lyonnais – par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs « blessures, angoisses et douleurs émotionnelles ».

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué – si ceci était démontré – dans le financement du terrorisme. Le Tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. Le Crédit Lyonnais conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du Summary Judgement a renvoyé le Crédit Lyonnais et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire.

En février 2018, le Crédit Lyonnais a déposé une nouvelle « motion for summary judgement », fondée sur une jurisprudence récente afin que les réclamations des demandeurs soient rejetées sans que l'affaire soit soumise à un tel jury populaire.

En janvier 2019, les demandeurs ont tenté de modifier leurs écritures pour y ajouter de nouveaux demandeurs, avant que leur action ne soit prescrite. Le juge a refusé cette demande et deux nouvelles actions (Fisher et Miller) ont donc été introduites devant le même tribunal que celui en charge des procédures Strauss/Wolf. Elles sont similaires à celles déjà en cours, leur analyse juridique est identique et leur sort dépendra de l'issue de la dernière demande de summary judgment déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Elles vont donc, d'un point de vue procédural, rester en suspens jusque-là.

Le 31 mars 2019, le tribunal a accueilli dans son intégralité la « motion for summary judgment » déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Le tribunal a estimé qu'aucun jury raisonnable ne pourrait donner raison aux demandeurs et a donc rejeté toutes leurs prétentions. Les demandeurs ont fait appel de cette décision.

ANNEXES
Risques juridiques

Risques juridiques

Affaire EIC (échange image chèques)

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT.

L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.

La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi.

La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros.

Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation.

Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet

ANNEXES
Risques juridiques

Risques juridiques

accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

ANNEXES

Risques juridiques

Risques juridiques

Crédit Agricole S.A. a fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Cette enquête a été clôturée à la suite d'une transaction, aux termes de laquelle Crédit Agricole S.A. a accepté de s'acquitter d'une pénalité de CHF 4.465.701 et de coûts de procédure d'un montant de CHF 181.012, sans aucune reconnaissance de culpabilité.
Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) a été close par la KFTC, selon une décision notifiée à CA-CIB le 20 décembre 2018.
S'agissant des deux actions de groupe (class actions) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une (« Sullivan » pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre (« Lieberman » pour le Libor), l'action de groupe « Lieberman » est au stade préliminaire de l'examen de sa recevabilité ; la procédure est toujours suspendue devant la Cour fédérale de l'État de New York. Quant à l'action de groupe « Sullivan », Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une motion to dismiss visant à rejeter la demande des plaignants. La Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Le 14 juin 2019, les demandeurs ont interjeté appel de cette décision.
Depuis le 1er juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (class action) aux États-Unis (« Frontpoint ») relative aux indices SIBOR (Singapore Interbank Offered Rate) et SOR (Singapore Swap Offer Rate). Après avoir accepté une première motion to dismiss présentée par Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB, la cour fédérale de New York, statuant sur une nouvelle demande des plaignants, a écarté Crédit Agricole SA de l'action Frontpoint, au motif qu'elle n'avait pas contribué aux indices concernés. La cour a en revanche considéré, en tenant compte d'évolutions récentes de la jurisprudence, que sa compétence juridictionnelle pouvait s'appliquer à l'égard de Crédit Agricole CIB, comme à l'égard de l'ensemble des banques membres du panel de l'indice SIBOR. Les allégations contenues dans la plainte relative aux indices SIBOR/USD et SOR ont par ailleurs été écartées par la cour, ne demeure donc pris en compte que l'indice SIBOR/dollar singapourien. Le 26 décembre2018, les plaignants ont déposé une nouvelle plainte visant à réintroduire dans le champ de l'action Frontpoint les manipulations alléguées des indices Sibor et Sor ayant affecté les transactions en dollars américains. Crédit Agricole CIB, aux côtés des autres défendeurs, s'est opposé à cette nouvelle plainte lors de l'audience qui s'est tenue le 2 mai 2019 devant la cour fédérale de New York. Le 26 juillet 2019, la cour fédérale a fait droit aux arguments présentés par les défendeurs. Les plaignants ont relevé appel de cette décision le 26 août 2019.

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, SIBOR et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

Banque Saudi Fransi
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) a reçu au cours de l'année 2018 une demande d'arbitrage présentée par Banque Saudi Fransi (BSF) devant la Chambre de Commerce Internationale (CCI). Le litige portait sur l'exécution d'un contrat de services techniques entre BSF et Crédit Agricole CIB qui n'est plus en vigueur. BSF avait quantifié sa réclamation à 1 023 523 357,00 SAR en principal, soit la contre-valeur en euros d'environ 242 millions. Crédit Agricole CIB et BSF ont signé un accord ayant pour effet de mettre un terme à la procédure d'arbitrage devant la CCI. Cet accord n'a pas d'impact significatif sur les comptes de Crédit Agricole CIB.

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

ANNEXES

Risques juridiques

Risques juridiques

Bonds SSA
Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre d'enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché secondaire des obligations SSA (Supranational, Sub-Sovereign and Agencies) libellées en dollars américains. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises disponibles. Le 20 décembre 2018, la Commission européenne a adressé une communication des griefs à plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction à des règles du droit européen de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont pris connaissance des griefs et y ont répondu le 29 mars 2019, puis au cours d'une audition qui s'est tenue les 10 et 11 juillet 2019.
Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans une action de groupe (class action) consolidée putative devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Les plaignants n'ayant pas réussi à établir un dommage suffisant, cette action a été rejetée par une décision du 29 août 2018 qui leur a donné néanmoins la possibilité d'y remédier. Le 7 novembre 2018, les plaignants ont déposé une plainte modifiée. Crédit Agricole CIB ainsi que les autres défendeurs ont déposé des « motions to dismiss » visant à rejeter cette plainte. S'agissant de CACIB la plainte a été jugée irrecevable, le 30 septembre 2019, pour défaut de compétence de la juridiction new-yorkaise et, dans une décision ultérieure, le Tribunal a jugé que les plaignants avaient en tout état de cause échoué à établir une violation de la loi antitrust américaine. En juin 2020 les plaignants ont fait appel de ces deux décisions.
Le 7 février 2019, une autre action de groupe contre Crédit Agricole CIB et les défendeurs également cités dans l'action de groupe déjà en cours a été déposée devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. En juillet 2020 les plaignants ont volontairement interrompu l'action mais elle pourrait être reprise.
Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole-CIB ont reçu notification, le 11 juillet 2018, d'une citation avec d'autres banques dans une action de groupe déposée au Canada devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario. Une autre action, a été déposée le même jour devant la Cour fédérale. L'action devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario a été radiée en date du 19 février 2020.
À ce stade, il n'est pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes, procédures ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

O'Sullivan and Tavera
Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« O' Sullivan I »).
Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« O'Sullivan II »).
Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »).
Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act. Plus particulièrement, elles soutiennent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient traité des opérations en dollars américains pour l'Iran et des entités iraniennes en violation de sanctions édictées par le US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control, ce qui aurait permis à l'Iran de financer des organisations terroristes qui, comme il est allégué, seraient les auteurs des attaques précitées. Les demandeurs réclament des dommages intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.
Le 2 mars 2018, Crédit Agricole CIB et d'autres défendeurs ont déposé une « motion to dismiss » visant à rejeter les prétentions des demandeurs dans la procédure « O'Sullivan I ». Le 28 mars 2019 le juge a fait droit à cette demande de Crédit Agricole CIB et des autres défendeurs. Les plaignants ont déposé le 22 avril 2019 une requête en vue de modifier leur plainte. Les défendeurs se sont opposés à cette requête le 20 mai 2019 et les plaignants ont répondu le 10 juin 2019. Le 25 février 2020 la requête des plaignants en vue de modifier leur plainte a été refusée et leur plainte initiale a été rejetée.

ANNEXES

Risques juridiques

Risques juridiques

Le 28 mai 2020, les plaignants ont déposé une nouvelle requête en vue d'obtenir une décision finale susceptible d'appel. Le 11 juin 2020, les défendeurs se sont opposés à cette requête et le 18 juin 2020 les plaignants ont répondu. Le Tribunal n'a pas encore statué sur la requête.

Autorité de la concurrence italienne

Le 5 octobre 2018, CA Consumer Finance SA (« CACF ») et sa filiale FCA Bank S.p.A. ont reçu –ainsi que plusieurs autres banques et certains constructeurs automobiles – une communication des griefs de l'Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato (Autorité italienne de la concurrence). Il était allégué dans cette communication des griefs que plusieurs banques adossées à certains fabricants d'automobiles et offrant des solutions de financement de ces véhicules (banques dites « captives ») auraient restreint la concurrence du fait de certains échanges d'informations, notamment au sein de deux associations professionnelles.
Par une décision notifiée le 9 janvier 2019, l'Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato a considéré que FCA Bank S.p.A. avait participé à cette prétendue infraction et que celle-ci était également imputable à CACF. L'AGCM a imposé une amende de 178,9 millions euros à FCA Bank S.p.A., FCA Bank S.p.A. et CA CF ont fait appel de cette décision devant le Tribunal administratif régional (TAR) du Lazio. Par ordonnance du 4 avril 2019, le TAR du Lazio a prononcé, à titre provisoire, le sursis à l'exécution du paiement de l'amende imposée à FCA Bank S.p.A. sous réserve de la constitution d'une caution par FCA Bank S.p.A. couvrant le montant de l'amende.

Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE")

Le 15 janvier 2019, une action de groupe (« Putnam Bank ») a été introduite devant un tribunal fédéral de New York (l'US District Court Southern District of New-York) contre l'Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE") et de nombreuses banques dont Crédit Agricole SA, Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Cette action a été introduite par des plaignants qui prétendent avoir investi dans des produits financiers indexés sur l'USD ICE LIBOR. Ils accusent les banques de s'être entendues, depuis février 2014, pour fixer de manière artificiellement basse cet indice et d'avoir réalisé ainsi des profits illicites.
Le 31 janvier 2019 une action similaire (« Livonia ») a été introduite auprès de l'US District Court Southern District of New-York contre de nombreuses banques dont Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Le 1er février 2019 ces deux actions ont été jointes.
Le 4 mars 2019 une troisième action de groupe («Hawaï Sheet Metal Workers retirement funds ») a été introduite contre les mêmes banques devant le même tribunal et consolidée avec les deux actions précédentes le 26 avril 2019.Le 1er juillet 2019, les demandeurs ont déposé une "Consolidated Class Action Complaint".
Les défendeurs ont déposé le 30 août 2019 une « motion to dismiss » visant à rejeter cette plainte consolidée.
Le 26 mars 2020, le juge a fait droit à la « motion to dismiss » des défendeurs. Le 24 avril 2020, les plaignants ont fait appel de cette décision.

ANNEXES

Risques juridiques

Risques juridiques

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100% de Crédit Agricole Consumer Finance SA, et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.
Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.
Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. a mis en place en mai 2020 un plan de compensation au profit de clients emprunteurs qui tient compte des décisions de la KIFID précitées.

CACEIS Allemagne

CACEIS Allemagne a reçu des autorités fiscales bavaroises une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.
Cette demande porte sur un montant de 312 millions d'euros. Elle est assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6% l'an).
CACEIS Allemagne conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Allemagne a interjeté appel sur le fond et a sollicité un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS a fait appel de cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des procédures d'appel en cours, une créance d'un montant équivalent.

Amundi – Procédure AMF

Suite à une enquête diligentée de 2017 à 2019, l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a notifié des griefs à Amundi le 12 juin 2020. Les griefs concernent la gestion de certaines transactions réalisées par deux salariés d'Amundi, entre 2014 et 2015. Ce dossier a été transmis à un Rapporteur qui présentera ses conclusions à la Commission des Sanctions au terme de l'instruction du dossier. Amundi coopère pleinement dans le cadre de cette procédure. A ce jour, aucune sanction n'a été prononcée à l'encontre d'Amundi.

Dépendances éventuelles
Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

Liste de contacts :

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A. :

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro d'appel gratuit France uniquement)	credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com

Clotilde L'Angevin	**+ 33 1 43 23 32 45**	**clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr**
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	josephine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Emilie Gasnier	+ 33 1 43 23 15 67	emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr
Ibrahima Konaté	+ 33 1 43 23 51 35	ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE :

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

Cette presentation est disponible sur :
www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres
Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info

@Crédit_Agricole | Groupe Crédit Agricole | @créditagricole_sa

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Solidité financière

Solvabilité

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks - G-SIBs*). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

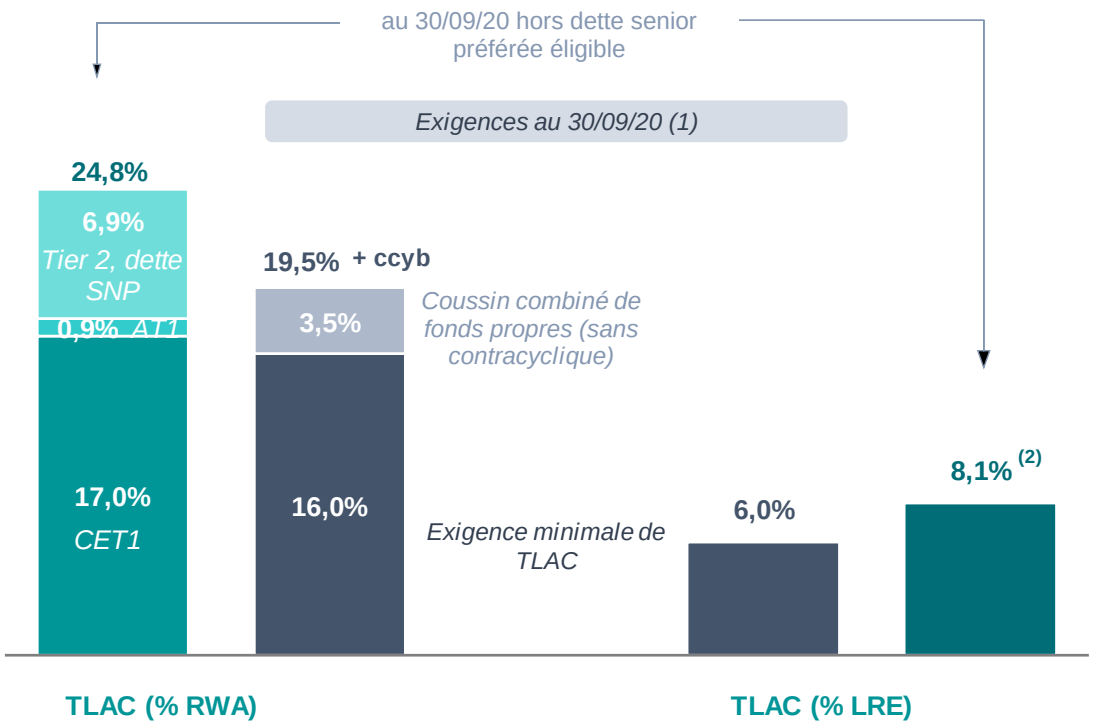
Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets* - RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faudra ajouter le coussin contra-cyclique)
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure* - LRE).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1er janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Table 1. Groupe Crédit Agricole - Ratio TLAC au 30/09/20



(1) *D'après la directive CRD5, l'exigence globale de coussins de fonds propres (coussin combiné) qui s'ajoute à l'exigence minimale de TLAC exprimée en % des RWA inclut 2,5% de coussin de conservation, 1% de coussin systémique et le coussin contracyclique, fixé à 0,02% pour le Groupe CA au 30/09/20, d'après les décisions connues à ce jour.*

(2) *Le ratio TLAC exprimé en exposition en levier (LRE) tient compte de la décision de la BCE du 17/09/2020 reconnaissant l'existence de circonstances exceptionnelles et autorisant ainsi les établissements à exclure certaines expositions Banque Centrale de leur ratio de levier ; le ratio TLAC aurait atteint 7,5% sans l'exclusion des expositions Banque Centrale.*

Table 2. Groupe Crédit Agricole - Exigences de TLAC au niveau du Groupe de résolution

		30/09/20 en Mds€
1	Capacité totale d'absorption de pertes (éléments de TLAC)	139,0
2	Total des actifs pondérés des risques (RWA)	560,3
3	**TLAC (en pourcentage des actifs pondérés des risques, RWA)**	**24,8%**
4	Mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier (LRE)	1 723,9
5	**TLAC (en pourcentage de l'exposition en levier, LRE)**	**8,1%**
6a	L'exemption de subordination indiquée à l'antépénultième paragraphe du point 11 du tableau du FSB sur la TLAC s'applique t-elle ?	Non
6b	L'exemption de subordination indiquée au pénultième paragraphe du point 11 du tableau des modalités du FSB sur la TLAC s'applique-t-elle ?	Non
6c	Si l'exemption limitée de subordination s'applique, le montant de financement émis qui est assimilé à des passifs exclus et qui est reconnu comme TLAC externe, divisé par le financement émis qui est assimilé à des passifs exclus et qui serait reconnu comme TLAC externe si aucune limite n'était appliquée (%)	N/A

Au 30 septembre 2020, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole** s'élève à **24,8% des RWA et 8,1% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**. Le ratio TLAC progresse de 100 pb par rapport au 30 juin 2020, de pair avec la progression des fonds propres sur le trimestre et soutenu par la baisse des RWA.

Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse de 60 pb, tenant compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale (il aurait atteint 7,5% avant neutralisation de ces expositions). Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,02% au 30 septembre 2020) et de 6% de l'exposition en levier, alors même qu'il est possible à cette date d'inclure jusqu'à 2,5% des RWA en dette senior préférée éligible.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission 2020 sur le marché de 6 à 8 milliards d'euros de dettes TLAC.** Au 30 septembre 2020, 7,4 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 23,3 milliards d'euros.

MREL

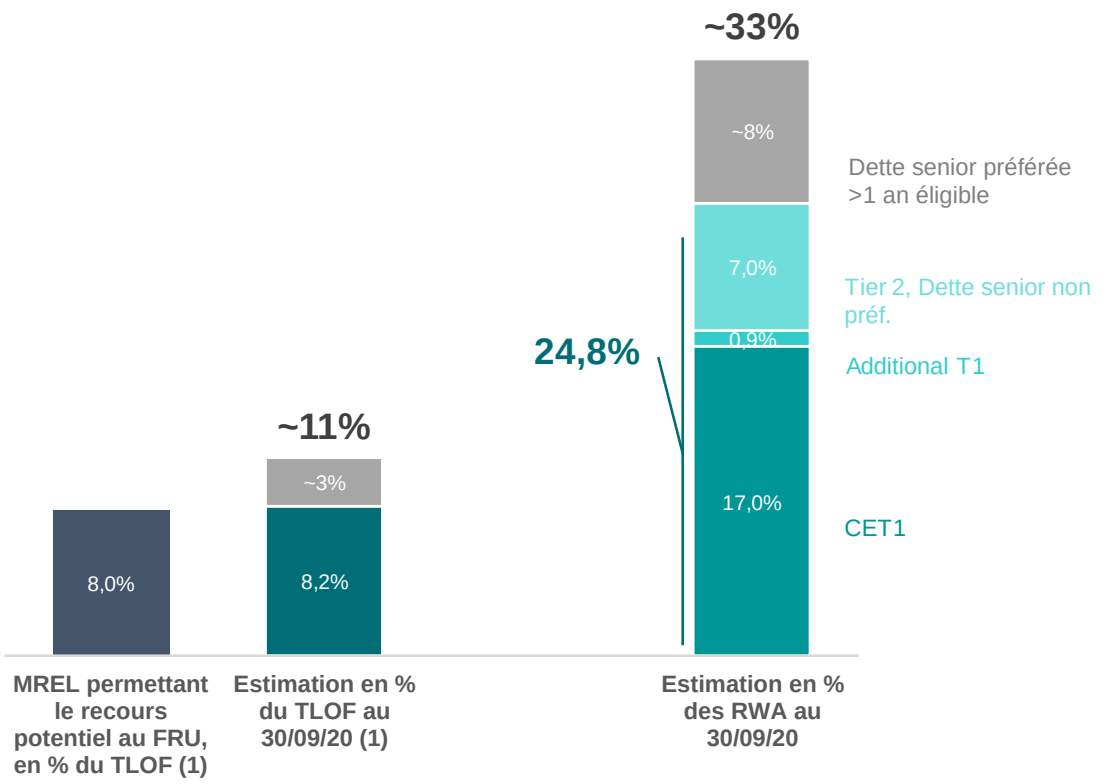
Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « point d'entrée unique » (*Single Point of Entry* - SPE) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le Groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, un membre du réseau Crédit Agricole ou une entité qui lui est affiliée ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Il est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF[30]) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

30 *TLOF – Total LIabilities Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés*

Table 3. Groupe Crédit Agricole - Ratio MREL au 30/09/20



(1) Calcul effectué conformément à la BRRD applicable. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis par toutes les entités du Groupe. Recours au FRU sous réserve de la décision de l'autorité de résolution.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont généralement exclus, en cohérence avec les standards TLAC). Ces deux exigences sont d'ores et déjà applicables et respectées par le Groupe depuis leur notification. Elles seront révisées périodiquement par les autorités de résolution et intégreront les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2).

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 septembre 2020, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL estimé à environ 11% du TLOF et 8,2% hors dette senior préférée éligible.** Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **33%** à fin septembre 2020. **Il s'établit à 24,8% hors dettes senior éligibles.** L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint à fin septembre 2020.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD4) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuable (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux. Depuis le 12 mars 2020 et compte tenu des impacts de la crise du Covid-19, la Banque centrale Européenne a anticipé l'entrée en application de l'article 104a de CRD5 et autorise les établissements sous sa supervision à utiliser des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 pour remplir leur exigence additionnelle de capital au titre du Pilier 2 (*Pillar 2 requirement*, P2R). Au total, le P2R peut désormais être couvert par 75% de fonds propres Tier 1 dont a minima 75% de CET1. Ainsi, l'exigence CET1 de Crédit Agricole SA et du Groupe Crédit Agricole a baissé de 66bp depuis le 1er trimestre 2020.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2020, dispose d'une marge de sécurité de **724 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 41 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole SA, au 30 septembre 2020, dispose d'une marge de sécurité de **447 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 15 milliards d'euros de capital CET1**.

Table 4. Groupe Crédit Agricole - Seuil de restrictions de distribution

30/09/20 Ratios de solvabilité phasés	CET1	Tier 1	Fonds propres totaux
	17,0%	**17,9%**	**20,5%**
Distance à l'exigence SREP (1)	**812 pb**	**724 pb**	**753 pb**

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

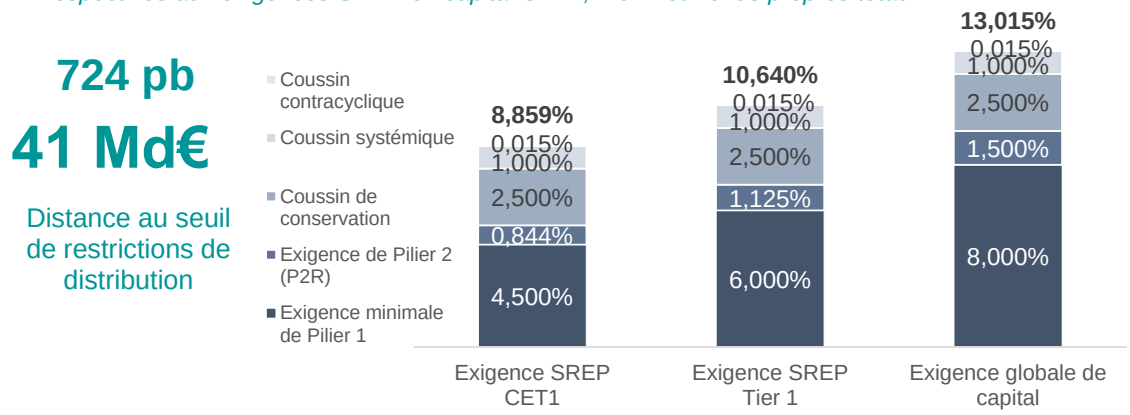
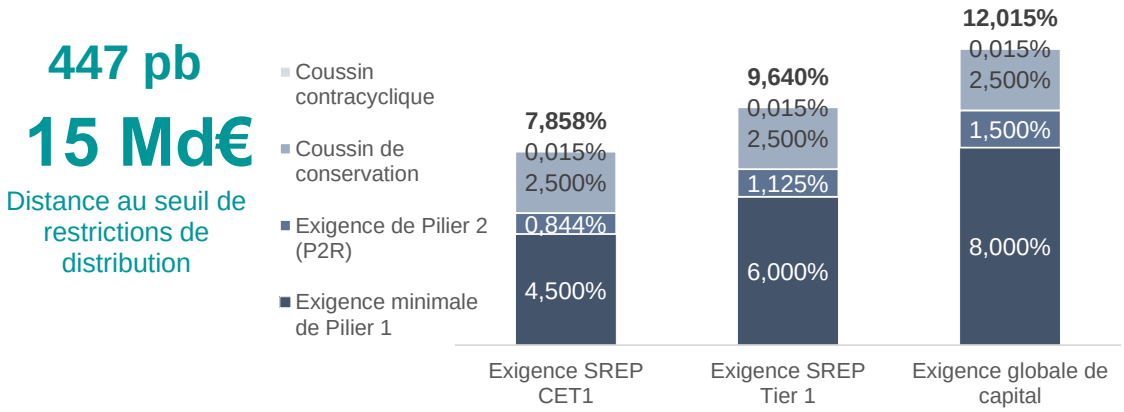


Table 5. Crédit Agricole S.A. - Seuil de restrictions de distribution

30/09/20 Ratios de solvabilité phasés	CET1	Tier 1	Fonds propres totaux
	12,6%	**14,1%**	**18,2%**
Distance à l'exigence SREP (1)	**474 pb**	**447 pb**	**620 pb**

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.



La recommandation Pilier 2 (P2G) n'est pas prise en compte, car le non-respect de cette recommandation (avéré ou probable) n'a pas de conséquence automatique sur les distributions.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 67 milliards d'euros à fin septembre 2020. De même, 117 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 178 milliards d'euros à fin septembre 2020, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (63 milliards d'euros à fin septembre 2020) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et

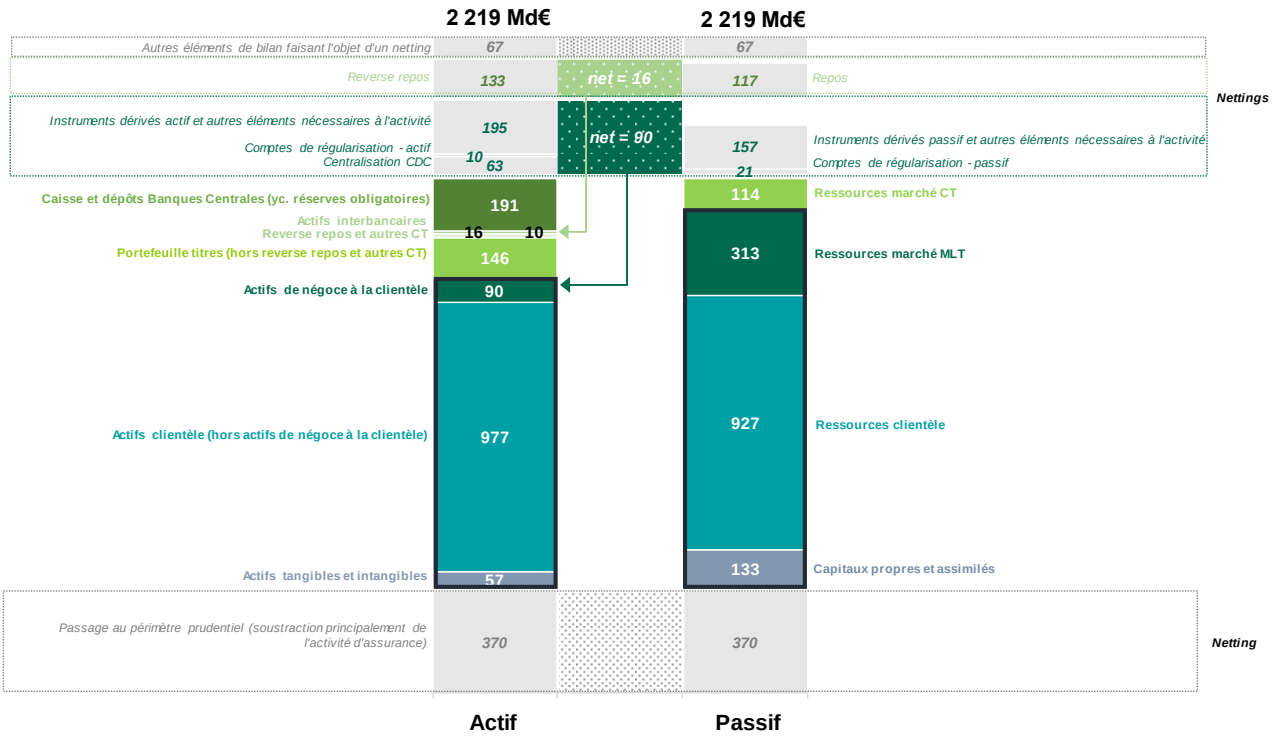
Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment “Ressources marché long terme”, sont retraités pour apparaître comme des “Ressources clientèle”.

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au TLTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operation) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de TLTRO II et TLTRO III ne comportent pas d’option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle respective à quatre ans et à trois ans, elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Table 6. Groupe Crédit Agricole - Construction du bilan cash bancaire au 30/09/20



Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 487 milliards d’euros au 30 septembre 2020, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 249 milliards d’euros,** en hausse de 8 milliards d’euros par rapport à juin 2020, et en hausse de 131 milliards d’euros par rapport à septembre 2019.

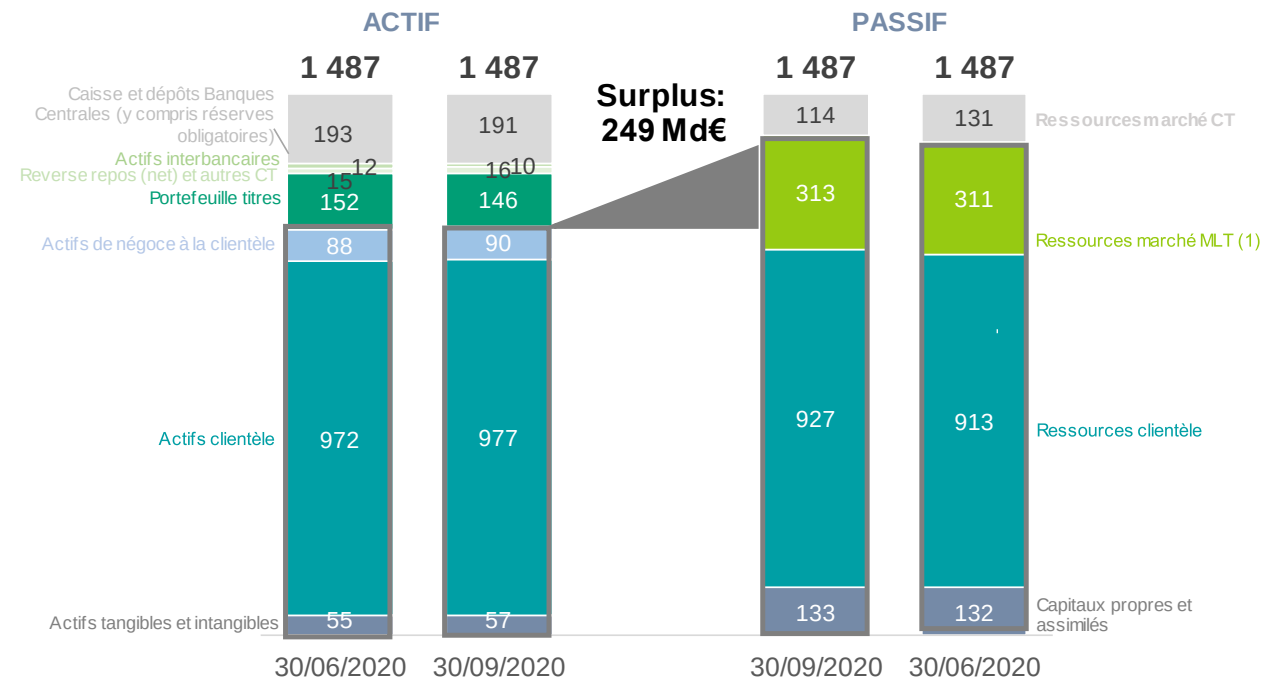
Dans la continuité des actions menées sur les deux derniers trimestres, dans le contexte de crise Covid-19, le Groupe a de nouveau pris part en septembre 2020 aux opérations de refinancement moyen-long terme « T-LTRO III » de la Banque centrale Européenne pour 7,9 milliards d’euros, contribuant à rehausser son niveau de ressources stables. (Il est précisé que la bonification s’appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages et que la sur-bonification est étalée sur un an, étant donné que le Groupe remplit déjà les critères d’évolution d’encours de crédits entrant dans le calcul du droit à tirage).

Par ailleurs, le Groupe a à nouveau bénéficié sur le trimestre d’une hausse toutefois plus modeste de la collecte sur la BFI et la banque de détail en France. En effet, sur le trimestre la collecte a progressé de 14 milliards d’euros tandis que les crédits sont en hausse de 5 milliards d’euros contribuant également à l’augmentation des ressources stables.

L'excédent de 249 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Il respecte ainsi l'objectif de plus de 100 milliards d'euros du Plan à Moyen Terme. Le **ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 122,2%**, en hausse par rapport au trimestre précédent de 0,6pp.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 septembre 2020 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme).

Table 7. Groupe Crédit Agricole - Bilan cash au 30/09/20



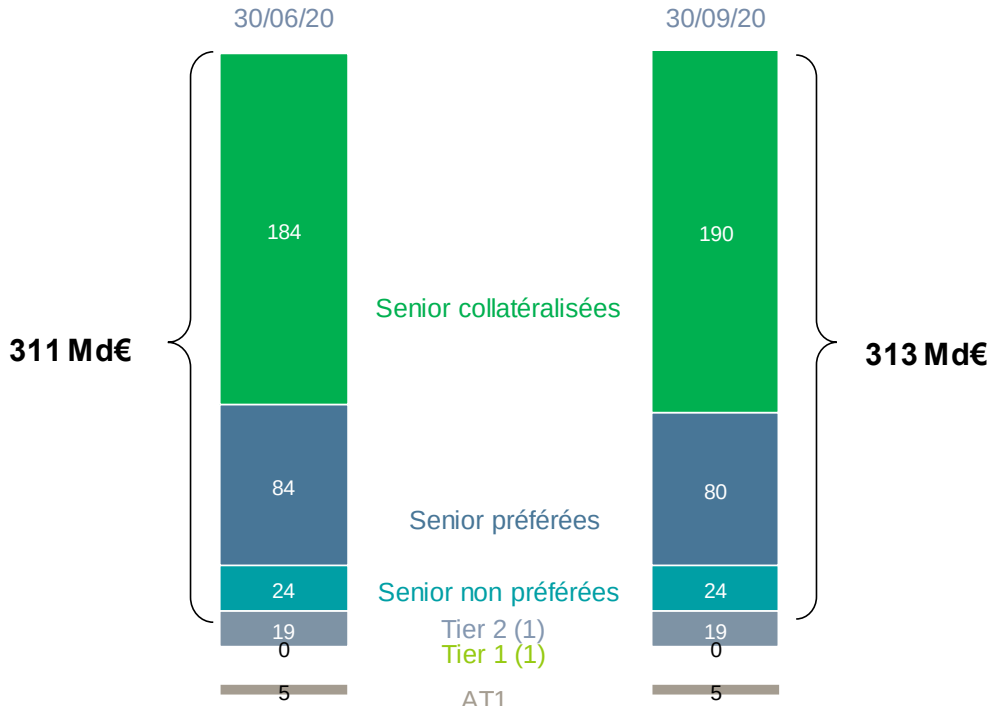
(1) Les ressources de marché MLT intègrent les tirages sur le T-LTRO

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 313 milliards d'euros au 30 septembre 2020, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport à fin juin 2020.

Elles comprennent les dettes senior collatéralisées à hauteur de 190 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 80 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 24 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 19 milliards d'euros.

La hausse des dettes senior collatéralisées s'explique par la participation du Groupe aux opérations T-LTRO III de la Banque centrale Européenne. La baisse des dettes senior préférées s'explique par l'amortissement contractuel et le faible montant d'émissions non collatéralisées au cours du troisième trimestre**.**

Table 8. Groupe Crédit Agricole – Répartition des encours comptables de ressources de marché moyen-long terme au 30/09/20



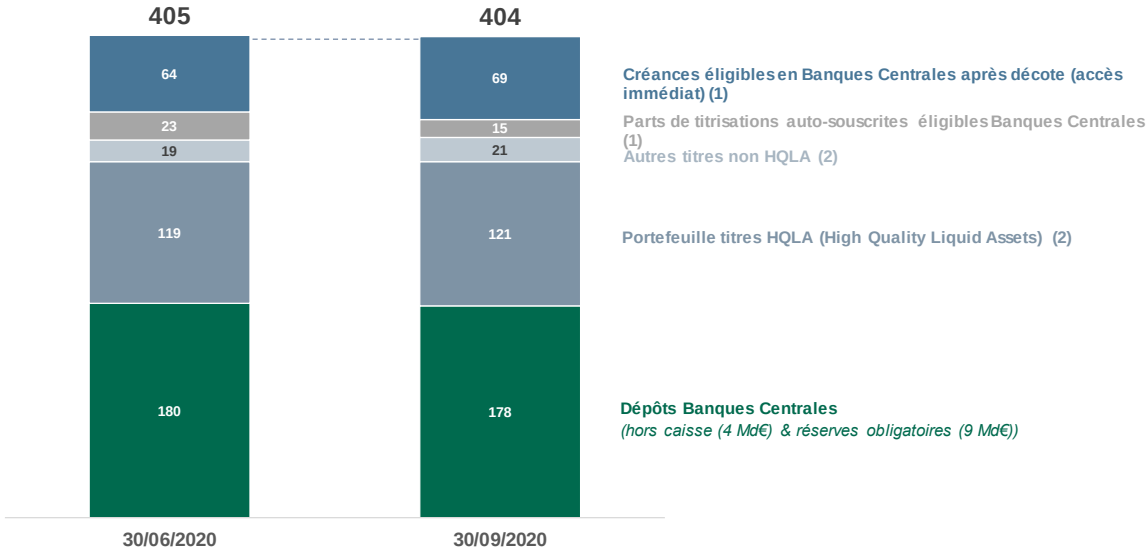
(1) Montant notionnel
Vision comptable (hors ajustements prudentiels solvabilité)

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 404 milliards d'euros au 30 septembre 2020, en baisse de 1 milliard d'euros par rapport à fin juin 2020 et en hausse de 132 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2019. Elles couvrent plus de trois fois l'endettement court terme (hors replacements en Banques Centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du replacement d'importants excédents de liquidité.

La hausse du taux d'encombrement des créances du Groupe, qui s'établit à 23,2% à fin juin 2020, est en ligne avec les tirages en Banques centrales.

Table 9. Groupe Crédit Agricole - Réserves de liquidité au 30/09/20



(1) Eligibles au refinancement banques centrales pour couverture potentielle du LCR
(2) Titres disponibles, en valeur de marché après décote

A fin septembre 2020, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 285,2 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 254,2 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 203,4 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 180,7 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 140,2% et 140,7% à fin septembre 2020. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% à compter du 1er janvier 2018.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO III auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits**.**

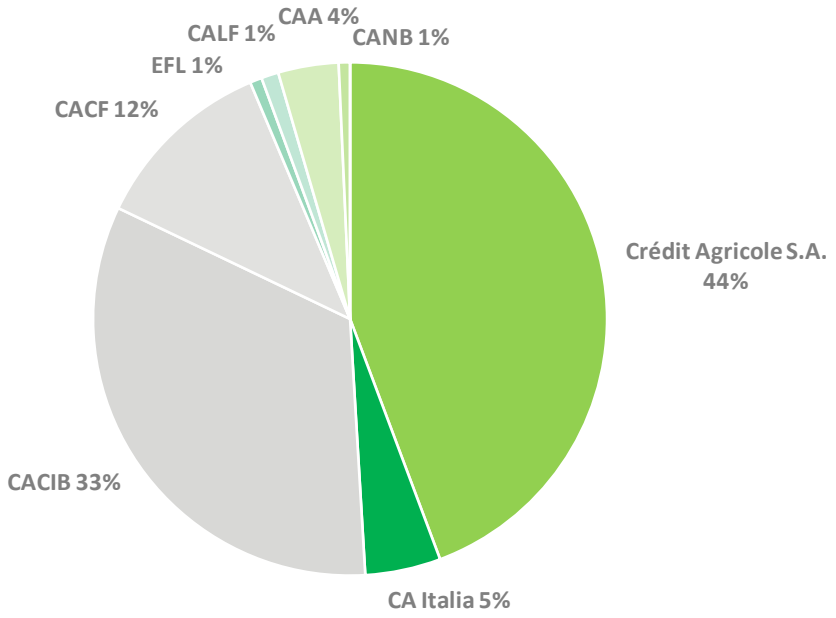
Au 30 septembre 2020, les principaux émetteurs du Groupe avaient levé sur le marché l'équivalent de 26,3 milliards d'euros[31] de dette à moyen long terme, dont 44% émis par Crédit Agricole S.A. On peut noter que :

- Crédit Agricole Next Bank (Suisse) a réalisé son émission inaugurale en septembre en format covered bond à 9 ans pour 200 millions de CHF ;
- Crédit Agricole Assurances (CAA) a émis un Tier 2 à 10 ans pour 1 milliard d'euros en juillet afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe.

Par ailleurs, 4,0 milliards d'euro ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes à fin septembre 2020.

[31] *Montant brut avant rachat (dont l'offre publique sur des dettes SP en juin pour 3,4Mds€) et amortissement*

Table 10. Groupe Crédit Agricole - Levées MLT de marché - Ventilation par émetteur: 26,3 Mds€ au 30/09/20



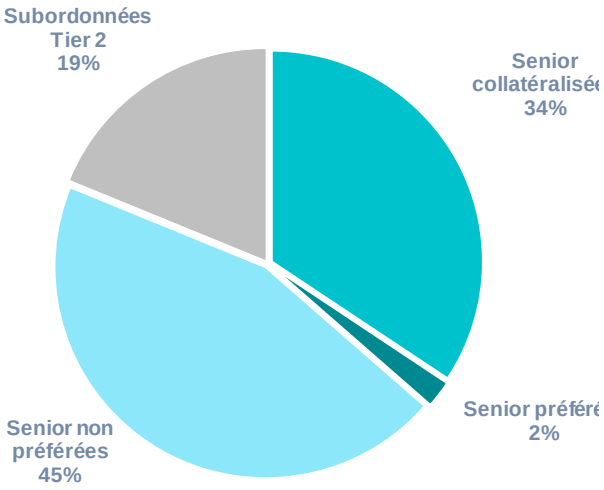
A fin octobre 2020, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 97% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 12 milliards d'euros pour l'année. La banque a levé l'équivalent de 11,6 milliards d'euros[28,32], dont 5,2 milliards d'euros équivalents en dette senior non préférée et 2,2 milliards d'euros équivalents en dette Tier 2, ainsi que 4,2 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et devises : une seconde émission Panda (1 milliard de CNY) à 3 ans a été réalisée en septembre 2020.

Pour rappel, l'objectif d'émissions senior non préférées et Tier 2 a été révisé à 6 à 8 milliards d'euros équivalents, en hausse par rapport à l'objectif initial de 5 à 6 milliards d'euros équivalents.

De plus, Crédit Agricole S.A. a réalisé en octobre 2020 une émission AT1 PNC7,5 ans pour 750 millions d'euros au taux initial de 4% pour permettre au Groupe Crédit Agricole de conserver une flexibilité au niveau de la gestion de son capital Tier 1.

[32] *Hors émission AT1*

Table 11. Crédit Agricole S.A. - Levées MLT de marché - Ventilation par segment: 11,6 Mds€ au 31/10/20



Senior préférées (0,2 Mds€) et Senior collatéralisées (4,0 Mds€) — **4,2Mds€**

Durée moyenne : 6,4 ans

Spread vs Euribor 3 mois : 34 pb

Senior non préférées (5,2 Mds€) et Tier 2 (2,2 Md€) — **7,4Mds€**

Durée moyenne : 7,3 ans

Spread vs Euribor 3 mois : 130 pb

Gouvernement d'entreprise

Evolution des instances de Gouvernance

Les instances de gouvernance de Crédit Agricole S.A. sont décrites dans le Document d'enregistrement universel 2019.

A la date de publication du présent document, les évolutions ont porté sur :

Composition du Comité exécutif

Le Directeur général	**Philippe BRASSAC**
Le Directeur général délégué	**Xavier MUSCA**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Développement, Client et Innovation	**Bertrand CORBEAU**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Assurances	**Philippe DUMONT**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Fonctionnement et Transformation	**Michel GANZIN**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Finances Groupe	**Jérôme GRIVET**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Filiales Banques de Proximité	**Michel MATHIEU**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Transformation digitale et IT Groupe	**Jean-Paul MAZOYER**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Epargne et Immobilier	**Yves PERRIER**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Services financiers spécialisés	**Stéphane PRIAMI**
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Grandes Clientèles	**Jacques RIPOLL**
La Directrice des Risques Groupe	**Alexandra BOLESLAWSKI**
Le Directeur de la Conformité Groupe	**Martine BOUTINET**
La Directrice des Ressources Humaines	**Bénédicte CHRÉTIEN**
La Secrétaire générale	**Véronique FAUJOUR**
L'Inspecteur général Groupe	**Michel LE MASSON**
Le Directeur Groupe Crédit Agricole S.A. pour l'Italie	**Giampiero MAIOLI**

Composition du Comité de Direction

Le Comité de Direction est composé du Comité exécutif auquel se rajoutent :

Le Directeur général de CACEIS	**Jean-François ABADIE**
Le Directeur des Affaires publiques Groupe	**Alban AUCOIN**
Le Directeur général adjoint de Crédit Agricole CIB	**Jean-François BALAŸ**
Le Directeur du Pôle Institutionnels & *Chief Investment Officer* d'Amundi	**Pascal BLANQUÉ**
Le Directeur de la RSE et Délégué Général de la Fondation Grameen Crédit Agricole	**Éric CAMPOS**
Le Directeur de la division Clients institutionnels et *Corporates* d'Amundi	**Dominique CARREL-BILLIARD**
Le Directeur du pôle Paiements	**Bertrand CHEVALLIER**
Le Directeur de la Banque de proximité à l'international	**François-Edouard DRION**
La Directrice de la stratégie	**Meriem ECHCHERFI**
Le *Senior Country Officer* Groupe pour l'Egypte	**Pierre FINAS**
Le Directeur du Pilotage Financier Groupe	**Paul FOUBERT**
Le Directeur du Développement Retail de LCL	**Laurent FROMAGEAU**
Le responsable du *Coverage* et de la banque d'affaires de Crédit Agricole CIB	**Didier GAFFINEL**
Le responsable mondial des Marchés de capitaux de Crédit Agricole CIB	**Pierre GAY**
Le Directeur du pôle *Retail* d'Amundi	**Fathi JERFEL**
La Directrice des études économiques	**Isabelle JOB-BAZILLE**
Le Directeur général de Pacifica	**Thierry LANGRENEY**
Le Directeur général de Caci	**Henri LE BIHAN**
Le Directeur général des fonctions support et développement d'Amundi	**Guillaume LESAGE**
Le Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB	**François MARION**
Le Directeur de la Communication Groupe Crédit Agricole S.A.	**Denis MARQUET**
Le *Senior Country Officer* Groupe pour la Pologne	**Jean-Bernard MAS**
Le Directeur Marketing Groupe	**Pierre METGE**
Le Directeur des Affaires juridiques	**Pierre MINOR**
Le *Senior Coverage and Investment Banker* de Crédit Agricole CIB	**Régis MONFRONT**
Le *Senior Country Officer* Groupe pour le Maroc	**Bernard MUSELET**
Le Directeur entreprises, institutionnels, gestion de fortune et banque privée de LCL	**Olivier NICOLAS**
Le Directeur général de Crédit Agricole Immobilier	**Marc OPPENHEIM**
Le Directeur général d'Agos Ducato	**Dominique PASQUIER**
Le *Senior Regional Officer* Amériques de Crédit Agricole CIB	**Marc-André POIRIER**
Le Directeur général de la Banque Privée	**Jacques PROST**
Le Directeur agriculture, agroalimentaire et marchés spécialisés	**Didier REBOUL**
La Directrice des Achats Groupe	**Sylvie ROBIN-ROMET**
Le *Senior Regional Officer* Asie-Pacifique de Crédit Agricole CIB	**Michel ROY**
Le Directeur des Relations avec les Caisses régionales	**Nicolas TAVERNIER**
Le Directeur général de Crédit Agricole Leasing & Factoring	**Hervé VARILLON**
Le Directeur des fonctions de pilotage et contrôle d'Amundi	**Bernard de WIT**

Composition du Conseil d'administration

Président du Conseil d'administration Président de la Caisse régionale Val de France Président de la Fédération nationale du Crédit Agricole Président de la SAS Rue La Boétie	**Dominique LEFEBVRE**
Vice-Président du Conseil d'administration Directeur général de la Caisse régionale Centre-est Premier Vice-Président de la Fédération nationale du Crédit Agricole Vice-Président de la SAS Rue La Boétie	**Raphaël APPERT** **Représentant la SAS Rue La Boétie**
Représentant les salariés des Caisses régionales de Crédit Agricole	**Pascale BERGER**
Directeur Général de la Caisse régionale Nord Midi Pyrénées	**Pierre CAMBEFORT**
Administratrice de sociétés	**Caroline CATOIRE**
Directrice du développement durable et des Affaires institutionnelles Internationales de KERING Administratrice de sociétés	**Marie-Claire DAVEU**
Administratrice de sociétés	**Laurence DORS**
Président de la Caisse régionale de Normandie	**Daniel EPRON**
Président de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes	**Jean-Pierre GAILLARD**
Directrice Générale de la Caisse régionale Atlantique-Vendée	**Nicole GOURMELON**
Administratrice de sociétés	**Françoise GRI**
Président de la Caisse régionale du Finistère	**Jean-Paul KERRIEN**
Président de la Caisse régionale Normandie Seine	**Pascale LHEUREUX**
Administratrice Déléguée de CIR S.p.A Administratrice de sociétés	**Monica MONDARDINI**
Directeur général de la Caisse régionale Loire Haute-Loire	**Gérard OUVRIER-BUFFET**
Gérante CPO Services (Luxembourg) Administratrice de sociétés	**Catherine POURRE**
Président de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres	**Louis TERCINIER**
Président de la Caisse régionale Brie Picardie	**Philippe de WAAL**
Représentant les salariés (UES Crédit Agricole S.A.)	**François HEYMAN**
Représentant les salariés (UES Crédit Agricole S.A.)	**Simone VEDIE**
Représentant des organisations professionnelles agricoles – désigné par arrêté	**Christiane LAMBERT**
Censeure Administratrice de sociétés	**Agnès AUDIER**
Représentant du Comité social et économique	**Bernard de DREE**

Comités spécialisés du Conseil d'administration

Comité des risques

Présidente du Comité, administratrice indépendante	**Françoise GRI**
Directeur Général de la Caisse régionale Nord Midi Pyrénées	**Pierre CAMBEFORT**
Directrice du développement durable et des Affaires institutionnelles Internationales de KERING Administratrice de sociétés	**Marie Claire DAVEU**
Président de la Caisse régionale du Finistère	**Jean-Paul KERRIEN**
Gérante CPO Services (Luxembourg) Administratrice de sociétés	**Catherine POURRE**

Comité d'audit

Présidente du Comité, administratrice de sociétés	**Catherine POURRE**
Administratrice de sociétés	**Caroline CATOIRE**
Administratrice de sociétés	**Laurence DORS**
Administratrice de sociétés	**Françoise GRI**
Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Gérard OUVRIER-BUFFET**
Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Jean-Pierre GAILLARD**

Comité conjoint risques et audit

Co-Présidente du Comité, administratrice de sociétés	**Françoise GRI**
Co-Présidente du Comité, administratrice de sociétés	**Catherine POURRE**
Directeur Général de la Caisse régionale Nord Midi Pyrénées	**Pierre CAMBEFORT**
Administratrice indépendante	**Caroline CATOIRE**
Directrice du développement durable et des Affaires institutionnelles Internationales de KERING Administratrice de sociétés	**Marie Claire DAVEU**
Administratrice de sociétés	**Laurence DORS**
Président de la Caisse régionale du Finistère	**Jean-Paul KERRIEN**
Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Jean-Pierre GAILLARD**
Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Gérard OUVRIER-BUFFET**

Comité des risques aux Etats-Unis

Présidente du Comité, administratrice de sociétés	**Françoise GRI**
Directeur Général de la Caisse régionale Nord Midi Pyrénées	**Pierre CAMBEFORT**
Administratrice de sociétés	**Caroline CATOIRE**

Comité des rémunérations

Présidente du Comité, administratrice de sociétés	**Laurence DORS**
Directrice du développement durable et des Affaires institutionnelles Internationales de KERING Administratrice de sociétés	**Marie Claire DAVEU**
Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Daniel ÉPRON**
Administratrice de sociétés	**Françoise GRI**
Administrateur représentant les salariés	**François HEYMAN**
Président de la Caisse régionale Normandie Seine	**Pascal LHEUREUX**
Invitée permanente : Administratrice de sociétés	**Agnès AUDIER**

Comité des nominations et de la gouvernance

Présidente du Comité, administratrice de sociétés	**Monica MONDARDINI**
Vice-Président du Conseil d'Administration, Directeur Général de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Raphaël APPERT**
Administratrice de sociétés	**Laurence DORS**
Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Jean-Pierre GAILLARD**
Président du Conseil d'Administration, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Dominique LEFEBVRE**
Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Louis TERCINIER**

Comité stratégique et de la Responsabilité sociétale de l'Entreprise (RSE)

Président du Comité, Président du Conseil d'Administration, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Dominique LEFEBVRE**
Vice-Président du Conseil d'Administration, Directeur Général de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Raphaël APPERT**
Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Daniel EPRON**
Administratrice de sociétés	**Françoise GRI**
Gérante CPO Services (Luxembourg) Administratrice de sociétés	**Catherine POURRE**
Directrice Générale de la Caisse régionale Atlantique-Vendée	**Nicole GOURMELON**
Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	**Louis TERCINIER**

Autres informations récentes

Communiqués de presse

Les communiqués ci-dessous sont disponibles à l'adresse internet suivante :

https://www.credit-agricole.com/finance/finance/communiques-de-presse-financiers

Communiqué de presse du 21 août 2020

Mise à disposition du rapport financier semestriel 2020

Communiqué de presse du 11 septembre 2020

Crédit Agricole S.A. confirme son engagement sur le marché Panda avec sa seconde émission obligataire benchmark de 1 milliard de CNY à 3 ans

Communiqué de presse du 28 septembre 2020

Crédit Agricole CIB annonce avoir cédé l'intégralité de sa participation résiduelle de 4% au capital de la Banque Saudi Fransi

Communiqué de presse du 1er octobre 2020

Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Crédit Agricole

Communiqué de presse du 8 octobre 2020

Crédit Agricole S.A. émet avec succès des obligations super subordonnées perpétuelles Additional Tier 1 (AT1) à taux fixe révisable pour 750 millions d'euros

Facteurs de risque

Facteurs de risque Crédit Agricole SA

Les principaux risques auxquels Crédit Agricole S.A. . et le Groupe Crédit Agricole sont exposés sont présentés respectivement aux pages 123 à 134 et 135 à 147 de l'Amendement A03 au Document d'enregistrement universel 2019.

Dans l'Amendement A04 au Document d'enregistrement universel 2019 traitant des facteurs de risque auxquels Crédit Agricole S.A est exposé, le facteur de risque A 4. a) « La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de Crédit Agricole S.A » est remplacé par le texte suivant :

a) La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de Crédit Agricole S.A

En décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine. Le virus s'est propagé dans de nombreux pays à travers le monde, conduisant l'Organisation mondiale de la santé à qualifier la situation de pandémie en mars 2020. Cette pandémie a eu, et devrait continuer à avoir, des impacts défavorables significatifs sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle mondiale.

La propagation du COVID-19 et les mesures gouvernementales de contrôle et de restriction des déplacements mises en œuvre pour y répondre dans le monde entier ont perturbé les chaines d'approvisionnement à l'échelle internationale et l'activité économique mondiale. En conséquence de l'impact des mesures de confinement sur la consommation, des difficultés de production, de la perturbation des chaines d'approvisionnement et du ralentissement des investissements, l'épidémie a engendré des chocs d'offre et de demande ayant entraîné un ralentissement marqué de l'activité économique. Les marchés financiers ont été affectés de manière significative, comme en attestent la volatilité accrue, la chute des indices boursiers et du cours des matières premières et l'accroissement des *spreads* de crédit affectant de nombreux emprunteurs et émetteurs. L'ampleur de l'impact défavorable, dans la durée, de la pandémie sur l'économie et les marchés à l'échelle mondiale dépendra, notamment, de sa durée et de son intensité, ainsi que de l'impact des mesures gouvernementales adoptées pour limiter la propagation du virus et les effets de ces dernières sur l'économie.

La pandémie et les effets qui en résultent sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale ont eu et sont susceptibles de continuer à avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des activités et la situation financière de Crédit Agricole S.A. Cet impact incluait et pourrait inclure à l'avenir (1) une dégradation de la liquidité du Groupe Crédit Agricole (qui pourrait affecter son Ratio de Liquidité à Court terme (LCR)) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients *corporate* sur les lignes de crédit, (2) une baisse des revenus imputable notamment à (a) un ralentissement de la production dans des activités telles que le crédit immobilier et le crédit à la consommation, (b) une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance, et (c) une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance, (3) une augmentation du coût du risque résultant d'une dégradation supplémentaire des perspectives macro-économiques, de l'octroi de de moratoires et plus généralement de la détérioration des capacités de remboursement des entreprises et des consommateurs, (4) un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles annoncées par certaines agences de notation et suite aux revues internes des modèles de Crédit Agricole S.A. et (5) des actifs pondérés par les risques (risk weighted assets ou RWAs) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital de Crédit Agricole S.A. (et notamment son ratio de solvabilité).

La crise sanitaire et son effet sur l'économie en France, en Europe et à l'international ont fortement impacté les niveaux d'activités des différents métiers du Groupe. Durant le deuxième trimestre 2020 : (1) Les activités liées aux banques de proximité ont été fortement impactées par les deux mois de confinement imposés en France et en Italie. Ainsi, la production des crédits habitat était en recul au deuxième trimestre 2020 chez LCL (-9,8% par rapport au deuxième trimestre 2019), elle était quasi stable pour CA Italia (-0,8%). De même, la production des crédits à la consommation chez CA-CF a enregistré une baisse de -40% sur le deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019. CAL&F a également enregistré une baisse de la production en crédit-bail de -23,9% et le chiffre d'affaires factoré a diminué de -24,6% ; (2) Les activités d'assurance ont aussi été impactées par le confinement. La collecte nette totale était négative à -0,9 milliard d'euro au deuxième trimestre 2020 (contre +3,3 milliards d'euros au deuxième trimestre 2019 et +0,8 milliard d'euros au premier trimestre 2020) et le chiffre d'affaires en assurances-dommages a enregistré une légère baisse de -0,9% au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019; (3) Les activités Corporates et Institutionnels sont restées dynamiques au deuxième trimestre 2020, mais les clients ont tiré fortement sur les lignes de crédit pendant le deuxième trimestre, même si en ralentissement sur la fin du mois de juin.

Ainsi, les revenus de Crédit Agricole S.A. étaient en baisse sur le deuxième trimestre 2020 à 4 897 millions d'euros (-4,9% par rapport au deuxième trimestre 2019). Comme pour le trimestre précédent, l'impact principal de la crise au deuxième trimestre sur le compte de résultat de Crédit Agricole S.A. a été la hausse du coût du risque (+484 millions d'euros à 842 millions d'euros, contre 358 millions d'euros au deuxième trimestre 2019 et 621 millions d'euros au premier trimestre 2020). Cette hausse s'explique pour 48% par un provisionnement supplémentaire des encours sains (Stages/Buckets 1&2) sous l'effet de l'application des règles IFRS 9 et d'une mise à jour des paramètres de provisionnement et pour 52% par un provisionnement accru des risques avérés (Stage/Bucket 3).

Le maintien de l'incertitude sur l'évolution de la situation sanitaire et les répercussions sur l'économie en France, en Europe et à l'international emportent les conséquences suivantes pour Crédit Agricole S.A. sur le troisième trimestre 2020 :

(1) les activités liées aux banques de proximité ont été affectées à travers la production de crédits aux particuliers (notamment le crédit à habitat et le crédit à la consommation). Pour LCL, sur les neuf premiers mois 2020, la production des crédits à l'habitat est inférieure de 18% par rapport à la production des crédits à l'habitat sur la même période en 2019. Pour CACF, la production des crédits à la consommation, après un deuxième trimestre en baisse de 40% comparé au deuxième trimestre 2019, enregistre une hausse de 3,2%

par rapport au troisième trimestre 2019.

(2) l'aversion au risque des épargnants dans le contexte de volatilité des marchés financiers est susceptible d'impacter les chiffres de collecte : au troisième trimestre 2020, cet effet se traduit en gestion d'actifs par une collecte nette « moyen-long terme » à l'équilibre dans les réseaux en France et à l'international. La collecte dans les secteurs des assurances est par ailleurs faible, s'élevant à 0,4 milliard d'euros au troisième trimestre 2020 contre 8,5 milliards d'euros au troisième trimestre 2019.

(3) les activités Corporate et Institutionnels ont été impactées par une moindre activité dans les activités de financement.

Au troisième trimestre 2020, le principal impact de la crise sanitaire sur les résultats de Crédit Agricole SA porte sur le coût du risque. Celui-ci a été affecté par la détérioration des capacités de remboursement des entreprises (entreprises fragiles, fraudes révélées par la crise) et des consommateurs, la dégradation des notations des contreparties dont les encours passent des « stage[33] 1 » à « stage 2 », la sensibilité de certains secteurs, notamment (i) liés aux restrictions à la circulation ou aux rassemblement des personnes, pour ce qui concerne l'aéronautique, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, les croisières, ou (ii) dont le niveau de demande demeure en-dessous de la normale pour ce qui concerne les secteurs de l'automobile et la construction navale, ou enfin (iii) qui demeurent fragiles en raison du poids de la récession mondiale sur la demande pour ce qui concerne les secteurs de la distribution de biens non alimentaires, du pétrôle et du gaz (Oil & Gas).

Au 30 septembre 2020, les expositions de Crédit Agricole SA aux sein de ces secteurs cités comme « sensibles » sont les suivantes : (a) l'aéronautique avec 16.9 milliards d'euros en EAD (Exposure at Default[34]) dont 6.0% en défaut, (b) le tourisme, l'hôtellerie, la restauration avec 7,9 milliards d'euros en EAD dont 2.6% en défaut, (c) la distribution de biens non alimentaires avec 13,5 milliards d'euros en EAD dont 2,8% en défaut, (d) l'automobile avec 22,1 milliards d'euros en EAD dont 1,1% en défaut, (e) le « Shipping » avec 13,7 milliards d'euros en EAD dont 6,1% en défaut, et (f) le pétrole et le gaz (Oil & Gas) avec 23,8 milliards d'euros en EAD dont 2,3% en défaut. Ces secteurs ont fait l'objet d'un provisionnement additionnel pour tenir compte de leur sensibilité accrue. Au troisième trimestre 2020, l'impact des scénarios économiques sur le provisionnement n'a pas été révisé. Toutefois, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, de l'évolution des mesures de protection de la population, des répercussions de la pandémie sur l'économie, de l'utilisation de l'épargne accumulée par les particuliers, les scénarios économiques de Crédit Agricole S.A. pourraient être révisés avec des impacts potentiels sur les provisions dites « stages » 1 et 2 du coût du risque. Une baisse de 10 points de pourcentage de la pondération du scénario favorable au profit du scénario défavorable entraînerait une évolution du stock de provisions ECL[35] au titre du « forward looking[36] central » de l'ordre de 5% du stock d'ECL total. Toutefois, une telle évolution de pondération n'aurait pas nécessairement d'incidence significative en raison d'ajustements au titre du « forward looking local » qui pourraient en atténuer l'effet.Les incertitudes continuent à peser sur les évolutions de la situation sanitaire en Europe, avec la mise en place de nouvelles mesures restrictives en France ainsi que dans d'autres pays européens (couvre-feux, reconfinement). Des mesures complémentaires sont susceptibles d'être déployées dans un futur proche en fonction de l'évolution de la pandémie.

Enfin, en termes de solvabilité, la crise a eu pour principaux impacts sur le ratio de CET1 de Crédit Agricole S.A., outre un niveau de résultat plus modeste, une hausse des emplois pondérés liée aux dégradations de notations principalement dans la Banque de Financement et d'Investissement (1,9 milliards d'euros au deuxième trimestre 2020 et 1,3 milliards d'euros au troisième trimestre 2020). Au troisième trimestre 2020, ces impacts ont été compensés à hauteur de 16 points de base (pour Crédit Agricole S.A.) par des changements de méthodologie et des assouplissements règlementaires. Le ratio CET1 non phasé de Crédit Agricole S.A. s'est ainsi dégradé au 31 mars (11,4% versus 12,1% au 31 décembre 2020) et 30 juin 2020 (11,7%) avant de voir son niveau remonter au 30 septembre 2020 (12,4%). Cette remontée ne préjuge en rien du niveau du ratio CET1 sur les prochains trimestres d'activité lors des prochains trimestres. En particulier, l'incertitude reste forte sur l'évolution du taux de chômage, l'utilisation de l'épargne accumulée, le scénario sanitaire et l'agenda des mesures publiques. Il n'est donc pas possible de prévoir le calendrier d'une éventuelle reprise de l'activité économique ou d'exclure un nouveau ralentissement.

[33] *Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes dites stages : 1ère étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie…), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ; 2ème étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donne, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ; 3ème étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.*

[34] Valeur exposée au risque : exposition de Crédit Agricole SA en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

[35] *La notion de perte de crédit attendue "ECL" se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts). L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.*

[36] La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*ForwardLooking*). Les données macro-économiques prospectives *(Forward Looking)* sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux : au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partage de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ; au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

Facteurs de risque Groupe Crédit Agricole

Les principaux risques auxquels Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole sont exposés sont présentés respectivement aux pages 123 à 134 et 135 à 147 de l'Amendement A03 au Document d'enregistrement universel 2019.

Dans l'Amendement A04 au Document d'enregistrement universel 2019 traitant des facteurs de risque auxquels le Groupe Crédit Agricole est exposé, le facteur de risque A 4. a) « La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de Groupe Crédit Agricole » est remplacé par le texte suivant :

a) La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières du Groupe Crédit Agricole

En décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine. Le virus s'est propagé dans de nombreux pays à travers le monde, conduisant l'Organisation mondiale de la santé à qualifier la situation de pandémie en mars 2020. Cette pandémie a eu et devrait continuer à avoir, des impacts défavorables significatifs sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle mondiale.

La propagation du COVID-19 et les mesures gouvernementales de contrôle et de restriction des déplacements mises en œuvre pour y répondre dans le monde entier ont perturbé les chaines d'approvisionnement à l'échelle internationale et l'activité économique mondiale. En conséquence de l'impact des mesures de confinement sur la consommation, des difficultés de production, de la perturbation des chaines d'approvisionnement et du ralentissement des investissements, l'épidémie a engendré des chocs d'offre et de demande ayant entraîné un ralentissement marqué de l'activité économique. Les marchés financiers ont été affectés de manière significative, comme en attestent la volatilité accrue, la chute des indices boursiers et du cours des matières premières et l'accroissement des spreads de crédit affectant de nombreux emprunteurs et émetteurs. L'ampleur de l'impact défavorable, dans la durée, de la pandémie sur l'économie et les marchés à l'échelle mondiale dépendra, notamment, de sa durée et de son intensité, ainsi que de l'impact des mesures gouvernementales adoptées pour limiter la propagation du virus et les effets de ces dernières sur l'économie.

La pandémie et les effets qui en résultent sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale ont eu et sont susceptibles de continuer à avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des activités et la situation financière du Groupe Crédit Agricole. Cet impact incluait et pourrait inclure à l'avenir (1) une dégradation de la liquidité du Groupe Crédit Agricole (qui pourrait affecter son Ratio de Liquidité à Court terme (LCR) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients *corporate* sur les lignes de crédit, (2), une baisse des revenus imputable notamment à (a) un ralentissement de la production dans des activités telles que le crédit immobilier et le crédit à la consommation, (b) une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance, et (c) une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance, (3) une augmentation du coût du risque résultant d'une dégradation supplémentaire des perspectives macro-économiques, de l'octroi de concessions et/ou de moratoires et plus généralement de détérioration des capacités de remboursement des entreprises et des consommateurs, (4) un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles annoncées par certaines agences de notation et suite aux revues internes des modèles du Groupe Crédit Agricole, et (5) des actifs pondérés par les risques (risk weighted assets ou RWAs) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital du Groupe Crédit Agricole (et notamment son ratio de solvabilité).

La crise sanitaire et son effet sur l'économie en France, en Europe et à l'international ont fortement impacté les niveaux d'activités des différents métiers du Groupe Crédit Agricole. Durant le premier semestre : (1) Les activités liées aux banques de proximité ont été fortement impactées par les deux mois de confinement imposés en France et en Italie. Ainsi, la production des crédits était en recul au deuxième trimestre 2020 dans les Caisses régionales (-14,8% par rapport au deuxième trimestre 2019) ; chez LCL, la production des crédits habitat était également en baisse (-9,8% par rapport au deuxième trimestre 2019), elle était quasi-stable pour CA Italia (-0,8%). De même, la production des crédits à la consommation chez CA-CF a enregistré une baisse de -40% sur le deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019 et CAL&F a également enregistré une baisse de la production en crédit-bail de -23,9% et le chiffre d'affaires factoré est en recul de -24,6% ; (2) Les activités d'assurance ont aussi été impactées par le confinement. La collecte nette totale était négative sur le deuxième trimestre 2020 à -0,9 milliard d'euros (contre +3,3 milliards d'euros au deuxième trimestre 2019) et +0,8 milliard d'euros au premier trimestre 2020, et le chiffre d'affaires en assurances-dommages a enregistré une légère baisse de -0,9% sur le deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019; (3) Les activités *Corporates* et Institutionnels, sont restées dynamiques au deuxième trimestre 2020, mais les clients ont tiré fortement sur les lignes de crédit pendant le deuxième trimestre 2020, même si en ralentissement sur la fin du mois de juin.

Ainsi, les revenus sous-jacents du Groupe Crédit Agricole étaient en baisse sur le deuxième trimestre 2020 à 8 096 millions d'euros (-4,6% par rapport au deuxième trimestre 2019). Comme pour le trimestre précédent, l'impact principal de la crise au deuxième trimestre sur le compte de résultat du Groupe Crédit Agricole a été la hausse du coût du risque (+610 millions d'euros à 1 208 millions d'euros, contre 598 millions d'euros au deuxième trimestre 2019 et 930 millions d'euros au premier trimestre 2020). Cette hausse s'explique pour 70% par un provisionnement supplémentaire des encours sains (Stages/Buckets 1&2) sous l'effet de l'application des règles IFRS 9 et d'une mise à jour des paramètres de provisionnement et pour 30% par un provisionnement accru des risques avérés (Stage/Bucket 3).

Le maintien de l'incertitude sur l'évolution de la situation sanitaire et les répercussions sur l'économie en France, en Europe et à l'international emportent les conséquences suivantes pour le Groupe Crédit Agricole sur le troisième trimestre 2020 :

(1) les activités liées aux banques de proximité ont été affectées à travers la production de crédits aux particuliers (notamment le crédit à habitat et le crédit à la consommation). Pour LCL, sur les neuf premiers mois 2020, la production des crédits à l'habitat est inférieure de 18% par rapport à la production des crédits à l'habitat sur la même période en 2019. Pour les Caisses régionales, la production des crédits hors PGE (prêts garantis par l'Etat) est en baisse de 8% par rapport au troisième trimestre 2019. Enfin, la production des crédits à la consommation de CACF après un deuxième trimestre en baisse de 40% comparé au deuxième trimestre 2019, enregistre une hausse de 3,2% de plus qu'au troisième trimestre 2019,

(2) l'aversion au risque des épargnants dans le contexte de volatilité des marchés financiers est susceptible d'impacter les chiffres de collecte : au

troisième trimestre 2020, cet effet se traduit, en gestion d'actifs, par une collecte nette « moyen-long terme » à l'équilibre dans les réseaux en France et à l'international. La collecte dans les secteurs des assurances est par ailleurs faible, s'élevant à 0,4 milliard d'euros au troisième trimestre 2020 contre +8.5 milliards d'euros au troisième trimestre 2019.

(3) les activités Corporate et Institutionnels ont été impactées par une moindre activité dans les activités de financement.

Au troisième trimestre 2020, le principal impact de la crise sanitaire sur les résultats et du Groupe Crédit Agricole porte sur le coût du risque. Celui-ci a été affecté par la détérioration des capacités de remboursement des entreprises (entreprises fragiles, fraudes révélées par la crise) et des consommateurs, la dégradation des notations des contreparties dont les encours passent des « stage[37] 1 » à « stage 2 », la sensibilité de certains secteurs notamment, (i) liés aux restrictions à la circulation ou aux rassemblements des personnes, pour ce qui concerne l'aéronautique, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, les croisières, ou (ii) dont le niveau de demande demeure en-dessous de la normale, pour ce qui concerne les secteurs de l'automobile et de la construction navale, (iii) ou enfin qui demeurent fragiles en raison du poids de la récession mondiale sur la demande pour ce qui concerne les secteurs de la distribution de biens non alimentaires, du pétrole et du gaz (*Oil & Gas)*.

Au 30 septembre 2020, les expositions du Groupe Crédit Agricole aux sein de ces secteurs cités comme « sensibles » sont les suivantes : (a) l'aéronautique avec 17 milliards d'euros en EAD *(Exposure at Default[38]*) dont 5,9% en défaut, (b) le tourisme, l'hôtellerie, la restauration avec 12 milliards d'euros en EAD dont 2.5% en défaut, (c) la distribution de biens non alimentaires avec 20 milliards d'euros en EAD dont 3,4% en défaut, (d) l'automobile avec 26 milliards d'euros en EAD dont 1,1% en défaut, (e) le « *Shipping » avec* 14 milliards d'euros en EAD dont 6,6% en défaut, et (f) le pétrole et le gaz (*Oil & Gas*) avec 25 milliards d'euros en EAD dont 2,2% en défaut. Ces secteurs ont fait l'objet d'un provisionnement additionnel pour tenir compte de leur sensibilité accrue. Au troisième trimestre 2020, l'impact des scénarios économiques sur le provisionnement n'a pas été révisé. Toutefois, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, de l'évolution des mesures de protection de la population, des répercussions de la pandémie sur l'économie, de l'utilisation de l'épargne accumulée par les particuliers, les scénarios économiques du Groupe Crédit Agricole pourraient être révisés avec des impacts potentiels sur les provisions dites « stages » 1 et 2 du coût du risque. Une baisse de 10 points de pourcentage de la pondération du scénario favorable au profit du scénario défavorable entraînerait une évolution du stock de provisions ECL[39] au titre du « *forward looking*[40] central » de l'ordre de 5% du stock d'ECL total. Toutefois, une telle évolution de pondération n'aurait pas nécessairement d'incidence significative en raison d'ajustements au titre du « *forward looking* local » qui pourraient en atténuer l'effet.

Les incertitudes continuent à peser sur les évolutions de la situation sanitaire en Europe, avec la mise en place de nouvelles mesures restrictives en France ainsi que dans d'autres pays européens (couvre-feux, reconfinement). Des mesures complémentaires sont susceptibles d'être déployées dans un futur proche en fonction de l'évolution de la pandémie.

Enfin, en termes de solvabilité, la crise a eu pour principaux impacts sur le ratio de CET1 du Groupe Crédit Agricole, outre un niveau de résultat plus modeste, une hausse des emplois pondérés liée aux dégradations de notations principalement dans la Banque de Financement et d'Investissement (1,9 milliards d'euros au deuxième trimestre 2020 et 1,3 milliards d'euros au troisième trimestre 2020). Au troisième trimestre, ces impacts ont été compensés à hauteur de 24 points de base pour le Groupe Crédit Agricole par des changements de méthodologie et des assouplissements règlementaires. Le ratio CET1 non phasé de du Groupe Crédit Agricole s'est ainsi dégradé au 31 mars 2020 (15,5% contre 15,9% au 31 décembre 2020) et 30 juin 2020 (15,8%) avant de voir son niveau remonter au 30 septembre 2020 (16,7%) pour le Groupe Crédit Agricole. Cette remontée ne préjuge pas du niveau du ratio CET 1 sur les prochains trimestres et il ne peut être garanti que cette progression se poursuive. En particulier, l'incertitude reste forte sur l'évolution du taux de chômage, l'utilisation de l'épargne accumulée, le scénario sanitaire et l'agenda des mesures publiques. Il n'est donc pas possible de prévoir le calendrier d'une éventuelle reprise de l'activité économique ou d'exclure un nouveau ralentissement.

[37] Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes dites stages : 1ère étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ; 2ème étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donne, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ; 3ème étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

[38] Valeur exposée au risque : exposition du Groupe en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

[39] La notion de perte de crédit attendue "ECL" se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts). L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

[40] La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (ForwardLooking).

Responsable de l'Amendement au Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

M. Philippe Brassac, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Montrouge, le 9 novembre 2020

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Philippe BRASSAC

Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young & Autres	PricewaterhouseCoopers Audit
Société représentée par Olivier Durand	Société représentée par Anik Chaumartin
1-2, place des Saisons	63, rue de Villiers
92400 Courbevoie, Paris - La Défense 1	92208 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Ernst & Young & Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire sous la dénomination Barbier Frinault et Autres par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Ernst & Young & Autres est représenté par Olivier Durand.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Anik Chaumartin.

Le collège des Commissaires aux comptes de Crédit Agricole S.A. est demeuré inchangé sur les exercices 2011/2012/2013/2014/2015/2016/2017/2018 et 2019. Les signataires sont demeurés inchangés pour les exercices 2011/2012/2013 et 2014 à savoir, Valérie Meeus pour Ernst & Young & Autres et Catherine Pariset pour PricewaterhouseCoopers Audit. Depuis 2015, le signataire de PricewaterhouseCoopers Audit est Anik Chaumartin en remplacement de Catherine Pariset. Depuis 2017, le signataire d'Ernst & Young & Autres est Olivier Durand en remplacement de Valérie Meeus.

Commissaires aux comptes suppléants

Picarle et Associés	Jean-Baptiste Deschryver
Société représentée par Marc Charles	
1-2, place des Saisons	63, rue de Villiers
92400 Courbevoie, Paris - La Défense 1	92208 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Picarle et Associés a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young & Autres par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Jean-Baptiste Deschryver a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du Groupe ajusté des AT1 rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe ajusté des AT1 c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

ANC Actif net comptable

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes AFS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le bénéfice net de l'entreprise, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le PNB ; il indique la part de PNB nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période).

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

RNPG attribuable aux actions ordinaires – publié

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du groupe duquel a été déduit les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels)

ROE Retour sur fonds propres - Return On Equity

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

Informations générales

Agenda financier

11 février 2021	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2020
7 mai 2021	Publication des résultats du premier trimestre 2021
12 mai 2021	Assemblée générale à Paris
5 août 2021	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2021
10 novembre 2021	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2021

Tables de concordance

Incorporation par référence

Le présent Amendement au Document d'enregistrement universel doit être lu et interprété conjointement avec les documents visés ci-dessous. Ces documents sont incorporés dans le présent Amendement et sont réputés en faire partie intégrante :

- le Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mars 2020 sous le numéro D.20-0168 (ci-après le « DEU 2019 ») qui inclut le rapport financier annuel, disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. : https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/180684
- son actualisation A.01 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2020 sous le numéro D.19-0168-A01 (ci-après l'« **A01** »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. : https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/179631
- et son actualisation A.02 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2020 sous le numéro D.20-0168-A02 (ci-après l'« **A02** »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.: https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/181623
- et son actualisation A.03 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 août 2020 sous le numéro D.20-0168-A03 (ci-après l'« **A03** »), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.: https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/183171

Tous les documents incorporés par référence dans le présent document d'enregistrement ont été déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent document d'enregistrement. Ces documents sont publiés sur le site internet de l'Émetteur (https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

Table de concordance

La présente table de concordance fait référence aux pages de documents incorporés par référence conformément aux dispositions et aux rubriques prévues par l'annexe 1 (sur renvoi de l'annexe 2) du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil abrogeant le règlement (CE) n°809/2004 (annexe I) de la Commission et pris en application de la directive dite "Prospectus".

Cette table de correspondance renvoie ainsi d'une part aux pages du Document d'enregistrement universel 2019 (DEU 2019) et à ses amendements A01, A02 et A03 ainsi qu'au présent Amendement.

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
Section 1	**Personnes responsables, informations provenant de tiers, rapports d'experts et approbation de l'autorité compétente**	**645**	**371**	**157**	**338**	**129**
1.1	Identifier toutes les personnes responsables des informations contenues dans le document d'enregistrement, ou d'une partie seulement de ces informations, auquel cas il convient d'indiquer de quelle partie il s'agit. Lorsque les personnes responsables sont des personnes physiques, y compris des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de l'émetteur, indiquer leur nom et leur fonction ; lorsqu'il s'agit de personnes morales, indiquer leur dénomination et leur siège statutaire.	645	371	157	338	129
1.2	Fournir une déclaration des personnes responsables du document d'enregistrement attestant que les informations qu'il contient sont, à leur connaissance, conformes à la réalité et qu'il ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée. Le cas échéant, fournir une déclaration des personnes responsables de certaines parties du document d'enregistrement attestant que les informations contenues dans les parties dont elles sont responsables sont, à leur connaissance, conformes à la réalité et que lesdites parties ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.	645	371	157	338	129
1.3	Lorsqu'une déclaration ou un rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert est inclus(e) dans le document d'enregistrement, fournir les renseignements suivants sur cette personne : a) son nom ; b) son adresse professionnelle ; c) ses qualifications ; d) le cas échéant, tout intérêt important qu'elle a dans l'émetteur. Si la déclaration ou le rapport a été produit(e) à la demande de l'émetteur, indiquer que cette déclaration ou ce rapport a été inclus(e) dans le document d'enregistrement avec le consentement de la personne ayant avalisé le contenu de cette partie du document d'enregistrement aux fins du prospectus.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
1.4	Lorsque des informations proviennent d'un tiers, fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'émetteur le sache et soit en mesure de le vérifier à partir des données publiées par ce tiers, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. En outre, identifier la ou les source(s) d'information.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
1.5	Fournir une déclaration indiquant que : a) le [document d'enregistrement/prospectus] a été approuvé par [nom de l'autorité compétente], en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129 ; b) [nom de l'autorité compétente] n'approuve ce [document d'enregistrement/prospectus] qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129 ; c) cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur qui fait l'objet du [document d'enregistrement/prospectus].	1	1	2	3	2
Section 2	**Contrôleurs légaux des comptes**	**646**	**372**	**158**	**339**	**130**
2.1	Donner le nom et l'adresse des contrôleurs légaux des comptes de l'émetteur, pour la période couverte par les informations financières historiques (indiquer aussi l'appartenance à un organisme professionnel).	646	372	158	339	130
2.2	Si des contrôleurs légaux ont démissionné, ont été démis de leurs fonctions ou n'ont pas été reconduits dans leurs fonctions durant la période couverte par les informations financières historiques, donner les détails de cette information, s'ils sont importants.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
Section 3	**Facteurs de risque**	**43 ; 242 à 254 ; 296 à 299 ; 427 à 462 ; 502 à 503 ; 599 à 600**	**46 – 47 – 50 à 104 –128 à 184 – 227 à 264 –269 – 305 à 309**	**153 à 156**	**123 à 147**	**125 à 128**
3.1	Fournir une description des risques importants qui sont propres à l'émetteur, répartis en un nombre limité de catégories, dans une section intitulée "facteurs de risque". Dans chaque catégorie, il convient d'indiquer en premier lieu les risques les plus importants d'après l'évaluation effectuée par l'émetteur, l'offreur ou la personne qui sollicite l'admission à la négociation sur un marché réglementé, compte tenu de leur incidence négative sur l'émetteur et de la probabilité de leur survenance. Ces risques doivent être corroborés par le contenu du document d'enregistrement.	242 à 254	50 à 104	153 à 156	123 à 147	125 à 128
Section 4	**Informations concernant l'émetteur**					
4.1	Indiquer la raison sociale et le nom commercial de l'émetteur.	2 à 7 ; 234 à 237 ; 618 à 624	3		221	146
4.2	Indiquer le lieu d'enregistrement de l'émetteur, son numéro d'enregistrement et son identifiant d'entité juridique (LEI).	618				146
4.3	Indiquer la date de constitution et la durée de vie de l'émetteur, lorsque celle-ci n'est pas indéterminée.	618				
4.4	Indiquer le siège social et la forme juridique de l'émetteur, la législation régissant ses activités, le pays dans lequel il est constitué, l'adresse et le numéro de téléphone de son siège statutaire (ou de son principal lieu d'activité, s'il est différent de son siège statutaire) ainsi que son site web, s'il en a un, avec un avertissement indiquant que les informations figurant sur le site web ne font pas partie du prospectus, sauf si ces informations sont incorporées par référence dans le prospectus.	618 à 624				
Section 5	**Aperçu des activités**					
5.1	Principales activités	12 à 24 ; 472 à 477	6 – 8			
5.1.1	Décrire la nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités — y compris les facteurs clés y afférents —, en mentionnant les principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques.	12 à 24 ; 472 à 477 ; 234 à 237	6 à 13 – 275 à 279			
5.1.2	Mentionner tout nouveau produit et/ou service important lancé sur le marché et, dans la mesure où le développement de nouveaux produits ou services a été publiquement annoncé, en indiquer l'état d'avancement.	625				
5.2	Principaux marchés Décrire les principaux marchés sur lesquels opère l'émetteur, en ventilant son chiffre d'affaires total par type d'activité et par marché géographique, pour chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques.	16 à 24	32 - 33			
5.3	Indiquer les événements importants dans le développement des activités de l'émetteur.	424 à 427	224 à 227	5, 55, 56	233 à 236	2 ; 4 à 22 ; 61
5.4	Stratégie et objectifs Décrire la stratégie et les objectifs de l'émetteur, tant financiers que non financiers (le cas échéant). Cette description prend en compte les perspectives et défis futurs de l'émetteur.	234 à 237 ; 41 à 44	47 à 49			
5.5	S'il a une influence sur les activités ou la rentabilité de l'émetteur, fournir des informations, sous une forme résumée, sur le degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication.	299	103			
5.6	Indiquer les éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle.					

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
5.7	Investissements.	26 à 27 ; 402 à 403 ; 424 à 425 ; 536 à 550 ; 625	202 – 203, 224 à 227 – 338		27	
5.7.1	Décrire les investissements importants (y compris leur montant) réalisés par l'émetteur durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, jusqu'à la date du document d'enregistrement.	26 à 27 ; 625				
5.7.2	Décrire tous les investissements importants de l'émetteur qui sont en cours ou pour lesquels des engagements fermes ont déjà été pris, y compris leur répartition géographique (sur le territoire national et à l'étranger) et leur méthode de financement (interne ou externe).	625				
5.7.3	Fournir des informations concernant les coentreprises et les entreprises dans lesquelles l'émetteur détient une part de capital susceptible d'avoir une incidence significative sur l'évaluation de son actif et de son passif, de sa situation financière ou de ses résultats.	495 à 498	297 – 300			
5.7.4	Décrire toute question environnementale pouvant influencer l'utilisation, faite par l'émetteur, de ses immobilisations corporelles.	40 à 109				
Section 6	**Structure organisationnelle**	**5**	**3**			
6.1	Si l'émetteur fait partie d'un groupe, décrire sommairement ce groupe et la place qu'y occupe l'émetteur. Cette description peut consister en un organigramme ou en être accompagnée, si cela contribue à clarifier la structure organisationnelle du groupe.	5	3		221	
6.2	Dresser la liste des filiales importantes de l'émetteur, y compris leur nom, leur pays d'origine ou d'établissement ainsi que le pourcentage de capital et, s'il est différent, le pourcentage de droits de vote qui y sont détenus.	394 à 395 ; 536 à 550 ; 589 à 593	338 à 356		305 à 335	

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
Section 7	**Examen de la situation financière et du résultat**	**216 à 239**	**15 à 49**	**5 à 95**		
7.1	Situation financière.	396 à 403 ; 568 à 570	196 à 203	7, 11, 88 et 89	11 à 91 – 223 à 229	4 à 43 ; 90-92 ; 98-99
7.1.1	Dans la mesure où ces informations ne figurent pas ailleurs dans le document d'enregistrement et où elles sont nécessaires pour comprendre les activités de l'émetteur dans leur ensemble, fournir un exposé fidèle de l'évolution et le résultat de ses activités ainsi que de sa situation pour chaque exercice et période intermédiaire pour lesquels des informations financières historiques sont exigées, en indiquant les causes des changements importants survenus. Cet exposé consiste en une analyse équilibrée et exhaustive de l'évolution et du résultat des activités de l'émetteur, ainsi que de sa situation, en rapport avec le volume et la complexité de ces activités. Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution, des résultats ou de la situation de l'émetteur, l'analyse comporte des indicateurs clés de performance, de nature financière et, le cas échéant, non financière, ayant trait à l'activité spécifique de la société. Cette analyse contient, le cas échéant, des renvois aux montants publiés dans les états financiers annuels et des explications supplémentaires de ces montants.	219 à 239	15 à 49	5 à 33	11 à 91	4 à 72
7.1.2	Dans la mesure où ces informations ne figurent pas ailleurs dans le document d'enregistrement et où elles sont nécessaires pour comprendre les activités de l'émetteur dans leur ensemble, l'exposé comporte également des indications sur : a) l'évolution future probable des activités de l'émetteur ; b) ses activités en matière de recherche et de développement. Les exigences prévues au point 7.1 peuvent être satisfaites par l'inclusion du rapport de gestion visé aux articles 19 et 29 de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil [(1)].					
7.2	Résultats d'exploitation.	396 ; 570	196	6 à 19, 60 et 61	11 à 22	7 à 11; 12 à 18; 22 à 29
7.2.1	Mentionner les facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou les nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur, et indiquer la mesure dans laquelle celui-ci est affecté.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
7.2.2	Lorsque les informations financières historiques font apparaître des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets, expliciter les raisons de ces changements.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Section 8	**Trésorerie et capitaux**					
8.1	Fournir des informations sur les capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme).	9 à 11 ; 28 à 33 ; 234 à 236 ; 302 à 323 ; 398 à 400 ; 463 ; 509 à 511 ; 584 à 585	3 à 7 – 31 – 105 à 127 – 198 à 201 – 265 – 271 à 273	20 à 32, 89 et 90	50 à 51 – 61 – 98 à 107	59-60 ;106 à 117
8.2	Indiquer la source et le montant des flux de trésorerie de l'émetteur et décrire ces flux de trésorerie.	402 à 403	202 – 203	26 à 28	228 à 229	33 à 35
8.3	Fournir des informations sur les besoins de financement et la structure de financement de l'émetteur.	221 à 222 ; 281 à 286 ; 453 à 454	18 – 19 – 88 à 92 – 255 – 256 – 257	29 à 32	98 à 107 – 158 à 176	106 à 117
8.4	Fournir des informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les activités de l'émetteur.	304 à 320 ; 498 ; 536 ; 554	105 à 124 – 338 – 361			
8.5	Fournir des informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés au point 5.7.2.	625 à 627				
Section 9	**Environnement réglementaire**	**300 à 301**	**105 – 106**		**158 à 176 – 230 à 232**	**125 à 128**
9.1	Fournir une description de l'environnement réglementaire dans lequel l'émetteur opère et qui peut influer de manière significative sur ses activités et mentionner toute mesure ou tout facteur de nature administrative, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les activités de l'émetteur.	311 à 326	108 à 127		108 à 109 - 158 à 176 – 230 à 232	125 à 128

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
Section 10	**Informations sur les tendances**	**2 à 3 ; 234 à 236 ; 554**	**46 – 47**			**125 à 128**
10.1	Fournir une description : a) des principales tendances récentes ayant affecté la production, les ventes et les stocks ainsi que les coûts et les prix de vente entre la fin du dernier exercice et la date du document d'enregistrement ; b) de tout changement significatif de performance financière du groupe survenu entre la fin du dernier exercice pour lequel des informations financières ont été publiées et la date du document d'enregistrement, ou fournir une déclaration négative appropriée.	234				125 à 128
10.2	Signaler toute tendance, incertitude, contrainte, engagement ou événement dont l'émetteur a connaissance et qui est raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours.	234 à 236 ; 626	45 – 46 – 47	153 à 156	108 à 110	125 à 128
Section 11	**Prévisions ou estimations du bénéfice**					
11.1	Lorsqu'un émetteur a publié une prévision ou une estimation du bénéfice (qui est encore en cours et valable), celle-ci doit être incluse dans le document d'enregistrement. Si une prévision ou une estimation du bénéfice a été publiée et est encore en cours, mais n'est plus valable, fournir une déclaration en ce sens, ainsi qu'une explication des raisons pour lesquelles cette prévision ou estimation n'est plus valable. Une telle prévision ou estimation caduque n'est pas soumise aux exigences prévues aux points 11.2 et 11.3.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
11.2	Lorsqu'un émetteur choisit d'inclure une nouvelle prévision ou estimation du bénéfice, ou une prévision ou estimation du bénéfice précédemment publiée conformément au point 11.1, cette prévision ou estimation du bénéfice doit être claire et sans ambiguïté et contenir une déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur la fait reposer. La prévision ou estimation est conforme aux principes suivants : a) les hypothèses relatives à des facteurs que peuvent influencer les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance doivent être clairement distinguées des hypothèses relatives à des facteurs échappant totalement à leur influence ; b) les hypothèses doivent être raisonnables, aisément compréhensibles par les investisseurs, spécifiques et précises et sans lien avec l'exactitude générale des estimations sous-tendant la prévision ; c) dans le cas d'une prévision, les hypothèses mettent en exergue pour l'investisseur les facteurs d'incertitude qui pourraient changer sensiblement l'issue de la prévision.	N/A	N/A		N/A	N/A
11.3	Le prospectus contient une déclaration attestant que la prévision ou l'estimation du bénéfice a été établie et élaborée sur une base : a) comparable aux informations financières historiques ; b) conforme aux méthodes comptables de l'émetteur.	N/A	N/A		N/A	N/A

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
Section 12	**Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale**					
12.1	Donner le nom, l'adresse professionnelle et la fonction, au sein de l'émetteur, des personnes suivantes, en mentionnant les principales activités qu'elles exercent en dehors de l'émetteur lorsque ces activités sont significatives par rapport à celui-ci : a) membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance ; b) associés commandités, s'il s'agit d'une société en commandite par actions ; c) fondateurs, s'il s'agit d'une société fondée il y a moins de cinq ans ; d) tout directeur général dont le nom peut être mentionné pour prouver que l'émetteur dispose de l'expertise et de l'expérience appropriées pour diriger ses propres affaires. Indiquer la nature de tout lien familial existant entre n'importe lesquelles des personnes visées aux points a) à d). Pour chaque personne membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance et pour chaque personne visée aux points b) et d) du premier alinéa, fournir des informations détaillées sur son expertise et son expérience pertinentes en matière de gestion ainsi que les informations suivantes : a) le nom de toutes les sociétés et sociétés en commandite au sein desquelles cette personne a été membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou associé commandité, à tout moment des cinq dernières années (indiquer également si elle a toujours, ou non, cette qualité). Il n'est pas nécessaire d'énumérer toutes les filiales de l'émetteur au sein desquelles la personne est aussi membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ; b) le détail de toute condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins ; c) le détail de toute faillite, mise sous séquestre, liquidation ou placement d'entreprises sous administration judiciaire concernant les personnes visées aux points a) et d) du premier alinéa qui ont occupé une ou plusieurs de ces fonctions au cours des cinq dernières années au moins ; d) le détail de toute mise en cause et/ou sanction publique officielle prononcée contre ces personnes par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés). Indiquer également si ces personnes ont déjà, au moins au cours des cinq dernières années, été déchues par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur. S'il n'y a aucune information de la sorte à communiquer, il convient de le déclarer expressément.	113 à 123 ; 141 à 170		96 à 98	111 à 113	118 à 122
12.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale Les conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs de l'une quelconque des personnes visées au point 12.1 à l'égard de l'émetteur et ses intérêts privés et/ou d'autres devoirs doivent être clairement signalés. En l'absence de tels conflits d'intérêts, une déclaration en ce sens doit être faite. Indiquer tout arrangement ou accord conclu avec les principaux actionnaires ou avec des clients, fournisseurs ou autres, en vertu duquel l'une quelconque des personnes visées au point 12.1 a été sélectionnée en tant que membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou en tant que membre de la direction générale. Donner le détail de toute restriction acceptée par les personnes visées au point 12.1 concernant la cession, dans un certain laps de temps, des titres de l'émetteur qu'elles détiennent.	116 à 121 ; 171			222	
Section 13	**Rémunération et avantages**					
Concernant le dernier exercice complet clos, indiquer, pour toute personne visée au 12.1, premier alinéa, points a) et d) :						
13.1	Indiquer le montant de la rémunération versée (y compris de toute rémunération conditionnelle ou différée) et les avantages en nature octroyés par l'émetteur et ses filiales pour les services de tout type qui leur ont été fournis par la personne. Cette information doit être fournie sur une base individuelle, sauf s'il n'est pas exigé d'informations individualisées dans le pays d'origine de l'émetteur et si celui-ci n'en publie pas autrement.	115 à 116 ; 130 à 131 ; 172 à 205 ; 514 à 517 ; 610	315 à 318	100 à 152		
13.2	Le montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages du même ordre.	130 à 131 ; 172 à 206 ; 417 à 418 ; 503 ; 514 à 517 ; 583 ; 601 ; 610	217 à 218 – 305 à 309 – 315 à 318	100 à 152	285	

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
Section 14	**Fonctionnement des organes d'administration et de direction**					
Pour le dernier exercice clos de l'émetteur, et sauf spécification contraire, fournir les informations suivantes concernant toute personne visée au 12.1, premier alinéa, a) :						
14.1	La date d'expiration du mandat actuel de cette personne, le cas échéant, et la période durant laquelle elle est restée en fonction.	141 à 170				
14.2	Des informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat, ou une déclaration appropriée attestant de l'absence de tels avantages.	171				
14.3	Des informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur, comprenant le nom des membres de ces comités et un résumé du mandat en vertu duquel ils siègent.	129 à 131		98	113	121
14.4	Une déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au(x) régime(s) de gouvernance d'entreprise qui lui est (sont) applicable(s). Si l'émetteur ne s'y conforme pas, il convient d'inclure une déclaration en ce sens, assortie d'une explication des raisons de cette non-conformité.	112 à 140 ; 208 à 214				
14.5	Les incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise, y compris les modifications futures de la composition des organes d'administration et de direction et des comités (dans la mesure où cela a déjà été décidé par les organes d'administration et de direction et/ou l'assemblée des actionnaires).	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Section 15	**Salariés**					
15.1	Indiquer soit le nombre de salariés à la fin de la période couverte par les informations financières historiques, soit leur nombre moyen durant chaque exercice de cette période, jusqu'à la date du document d'enregistrement (ainsi que les changements de ce nombre, s'ils sont importants) et, si possible, et si cette information est importante, la répartition des salariés par grande catégorie d'activité et par site. Si l'émetteur emploie un grand nombre de travailleurs temporaires, indiquer également le nombre moyen de ces travailleurs temporaires durant l'exercice le plus récent.	4 ; 56 ; 69 ; 514 ; 610	2 – 15			
15.2	Participations et *stock-options* pour chacune des personnes visées au point 12.1, premier alinéa, points a) et d), fournir des informations, les plus récentes possibles, concernant la participation qu'elle détient dans le capital social de l'émetteur et toute option existant sur ses actions.	28 à 29 ; 31 à 33 ; 190 ; 197 à 207 ; 417 ; 517 ; 583 à 584	218 – 318		64 - 286	
15.3	Décrire tout accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur.	583 à 584				
Section 16	**Principaux actionnaires**					
16.1	Dans la mesure où cette information est connue de l'émetteur, donner le nom de toute personne non membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance qui détient, directement ou indirectement, un pourcentage du capital social ou des droits de vote de l'émetteur devant être notifié en vertu de la législation nationale applicable à celui-ci, ainsi que le montant de la participation ainsi détenue à la date du document d'enregistrement. En l'absence de telles personnes, fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de telles personnes.	144 à 168			286 à 287	
16.2	Indiquer si les principaux actionnaires de l'émetteur détiennent des droits de vote différents, ou fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de tels droits de vote.	28 à 29 ; 113 ; 509 à 511			286	
16.3	Dans la mesure où ces informations sont connues de l'émetteur, indiquer si celui-ci est détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, et par qui ; décrire la nature de ce contrôle et les mesures prises en vue d'éviter qu'il ne s'exerce de manière abusive.	5 ; 28 à 29 ; 113 ; 117	3			
16.4	Décrire tout accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement du contrôle qui s'exerce sur lui.	29				

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
Section 17	**Transactions avec des parties liées**					
17.1	Le détail des transactions avec des parties liées [qui, à cette fin, sont celles prévues dans les normes adoptées conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil (2)] conclues par l'émetteur durant la période couverte par les informations financières historiques jusqu'à la date du document d'enregistrement doit être divulgué conformément à la norme pertinente adoptée en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002, si elle est applicable à l'émetteur. Si tel n'est pas le cas, les informations suivantes doivent être publiées : a) la nature et le montant de toutes les transactions qui, considérées isolément ou dans leur ensemble, sont importantes pour l'émetteur. Lorsque les transactions avec des parties liées n'ont pas été conclues aux conditions du marché, expliquer pourquoi. Dans le cas de prêts en cours comprenant des garanties de tout type, indiquer le montant de l'encours ; b) le montant ou le pourcentage pour lequel les transactions avec des parties liées entrent dans le chiffre d'affaires de l'émetteur.	390 à 392 ; 495 à 497 ; 572 à 575 ; 604	297 à 300		222	
Section 18	**Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de l'émetteur**					
18.1	Informations financières historiques.	390 à 403	193 à 203	5 à 19	4 à 22 – 28 à 49 – 221 à 335	4 à 29
18.1.1	Fournir des informations financières historiques auditées pour les trois derniers exercices (ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité) et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	390 à 564 ; 556 à 612	193 à 369		4 à 22 – 28 à 49 – 221 à 335	
18.1.2	Changement de date de référence comptable Si l'émetteur a modifié sa date de référence comptable durant la période pour laquelle des informations financières historiques sont exigées, les informations financières historiques auditées couvrent une période de 36 mois au moins, ou toute la période d'activité de l'émetteur si celle-ci est plus courte.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
18.1.3	Normes comptables Les informations financières doivent être établies conformément aux normes internationales d'information financière, telles qu'adoptées dans l'Union conformément au règlement (CE) n° 1606/2002. Si le règlement (CE) n° 1606/2002 n'est pas applicable, les informations financières doivent être établies en conformité avec : a) les normes comptables nationales d'un État membre pour les émetteurs de l'EEE, ainsi que le prévoit la directive 2013/34/UE ; b) les normes comptables nationales d'un pays tiers équivalentes au règlement (CE) n° 1606/2002 pour les émetteurs des pays tiers. Si les normes comptables nationales du pays tiers ne sont pas équivalentes au règlement (CE) n° 1606/2002, les états financiers doivent être retraités conformément audit règlement.	575 à 584			3 – 230 à 231	
18.1.4	Changement de référentiel comptable Les dernières informations financières historiques auditées, contenant des informations comparatives pour l'exercice précédent, doivent être établies et présentées sous une forme correspondant au référentiel comptable qui sera adopté dans les prochains états financiers annuels que publiera l'émetteur, compte tenu des normes, des méthodes et de la législation comptables applicables à ces états financiers annuels. Les changements au sein du référentiel comptable applicable à un émetteur ne nécessitent pas que les états financiers audités soient retraités aux seules fins du prospectus. Toutefois, si l'émetteur a l'intention d'adopter un nouveau référentiel comptable dans les prochains états financiers qu'il publiera, il doit présenter au moins un jeu complet d'états financiers (au sens de la norme IAS 1 Présentation des états financiers, telle qu'établie par le règlement (CE) n° 1606/2002), comprenant des informations comparatives, sous une forme correspondant au référentiel qui sera adopté dans les prochains états financiers annuels que publiera l'émetteur, compte tenu des normes, des méthodes et de la législation comptables applicables à ces états financiers annuels.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
18.1.5	Lorsqu'elles sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières auditées doivent inclure au minimum : a) le bilan ; b) le compte de résultat ; c) un état indiquant toutes les variations des capitaux propres ou les variations des capitaux propres autres que celles résultant de transactions sur le capital avec les propriétaires et de distribution aux propriétaires ; d) le tableau des flux de trésorerie ; e) les méthodes comptables et les notes explicatives.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
18.1.6	États financiers consolidés Si l'émetteur établit ses états financiers annuels aussi bien sur une base individuelle que sur une base consolidée, inclure au moins les états financiers annuels consolidés dans le document d'enregistrement.	396 à 404	196 à 204		223 à 336	
18.1.7	Date des dernières informations financières La date du bilan du dernier exercice pour lequel les informations financières ont été auditées ne doit pas remonter : a) à plus de dix-huit mois avant la date du document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui- ci, des états financiers intermédiaires audités ; b) à plus de 16 mois avant la date du document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires non audités.	568				

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
18.2	Informations financières intermédiaires et autres.			5 à 19	28 à 49 – 221 à 335	4 à 29
18.2.1	Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers audités, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été auditées ou examinées, le rapport d'audit ou d'examen doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser. S'il a été établi plus de neuf mois après la date des derniers états financiers audités, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non auditées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois de l'exercice. Les informations financières intermédiaires sont établies conformément aux exigences du règlement (CE) n° 1606/2002. Pour les émetteurs ne relevant pas du règlement (CE) n° 1606/2002, les informations financières intermédiaires doivent comporter des états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent, l'exigence d'informations bilancielles comparatives pouvant cependant être satisfaite par la présentation du bilan de clôture conformément au cadre d'information financière applicable.			2	3	2
18.3	Audit des informations financières annuelles historiques.	563 à 564 ; 612 à 615	368 à 369			
18.3.1	Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil (3) et au règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil (4). Lorsque la directive 2014/56/UE et le règlement (UE) n° 537/2014 ne s'appliquent pas : a) les informations financières annuelles historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément aux normes d'audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente. b) Si les rapports d'audit sur les informations financières historiques ont été refusés par les contrôleurs légaux ou s'ils contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité, ou des observations, ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites et assorties d'une explication.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
18.3.2	Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d'enregistrement ont été auditées par les contrôleurs légaux.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
18.3.3	Lorsque des informations financières figurant dans le document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers audités de l'émetteur, en indiquer la source et préciser qu'elles n'ont pas été auditées.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
18.4	Informations financières *pro forma* .	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
18.4.1	En cas de modification significative des valeurs brutes, décrire la manière dont la transaction aurait pu influer sur l'actif, le passif et le résultat de l'émetteur, si elle avait eu lieu au début de la période couverte ou à la date indiquée. Cette obligation sera normalement remplie par l'inclusion d'informations financières pro forma. Les informations financières pro forma doivent être présentées conformément à l'annexe 20 et inclure toutes les données qui y sont visées. Elles doivent être assorties d'un rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendants.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
18.5	Politique en matière de dividendes.	9 ; 30 ; 35 à 36 ; 239 ; 510			65 – 89 - 287	
18.5.1	Décrire la politique de l'émetteur en matière de distribution de dividendes et toute restriction applicable à cet égard. Si l'émetteur n'a pas fixé de politique en la matière, inclure une déclaration appropriée indiquant l'absence de politique en la matière.	620 à 622				
18.5.2	Pour chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, donner le montant du dividende par action, éventuellement ajusté pour permettre les comparaisons, lorsque le nombre d'actions de l'émetteur a changé.	510		25	287	

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
18.6	Procédures judiciaires et d'arbitrage.	296 à 299 ; 493 à 497 ; 599 à 600	295 à 296	90 à 95	152 à 155	100 à 103
18.6.1	Indiquer, pour une période couvrant au moins les douze derniers mois, toute procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris les procédures en cours ou menaces de procédure dont l'émetteur a connaissance) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'émetteur et/ou du groupe, ou fournir une déclaration négative appropriée.	296 à 299 ; 493 à 497 ; 599 à 600	295 à 296	90 à 95	152 à 155	100 à 103
18.7	Changement significatif de la situation financière de l'émetteur.	626	45			
18.7.1	Décrire tout changement significatif de la situation financière du groupe survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers audités ou des informations financières intermédiaires ont été publiés, ou fournir une déclaration négative appropriée.	626	45			
Section 19	**Informations supplémentaires**	**N/A**				
19.1	Capital social Fournir les informations des points 19.1.1 à 19.1.7 dans les informations financières historiques à la date du bilan le plus récent.	28 à 33 ; 509 à 510 ; 603 à 604; 618 à 619				
19.1.1	Indiquer le montant du capital émis et, pour chaque catégorie d'actions : a) le total du capital social autorisé de l'émetteur ; b) le nombre d'actions émises et totalement libérées et le nombre d'actions émises, mais non totalement libérées ; c) la valeur nominale par action, ou le fait que les actions n'ont pas de valeur nominale ; ainsi que d) un rapprochement du nombre d'actions en circulation à la date d'ouverture et à la date de clôture de l'exercice. Si plus de 10 % du capital a été libéré au moyen d'actifs autres que des espèces durant la période couverte par les informations financières historiques, le préciser.	28 à 33 ; 509 à 510 ; 603 à 604; 618 à 619				
19.1.2	Indiquer s'il existe des actions non représentatives du capital, leur nombre et leurs principales caractéristiques.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
19.1.3	Indiquer le nombre, la valeur comptable et la valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui- même ou en son nom, ou par ses filiales.	28 à 29				
19.1.4	Indiquer le montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription, avec mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription.	370	174			
19.1.5	Fournir des informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attachée au capital autorisé, mais non émis, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
19.1.6	Fournir des informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
19.1.7	Fournir un historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques, en mettant en exergue tout changement survenu.	29 ; 509				

		N° de page du Document d'enregistrement universel (DEU)	N° de page de l'Amendement- A01	N° de page de l'Amendement- A02	N° de page de l'Amendement- A03	N° de page de cet Amendement
19.2	Acte constitutif et statuts.	618 à 624			115 à 122	
19.2.1	Le cas échéant, indiquer le registre et le numéro d'entrée dans le registre ; décrire sommairement l'objet social de l'émetteur et indiquer où son énonciation peut être trouvée dans la dernière version à jour de l'acte constitutif et des statuts.	618 à 624			115 à 122	
19.2.2	Lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions existantes, décrire les droits, les privilèges et les restrictions attachés à chaque catégorie.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
19.2.3	Décrire sommairement toute disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui aurait pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.	618 à 624				
Section 20	**Contrats importants**	**390 à 392 ; 572 à 575 ; 625 à 626 ; 637 à 644**	**45 à 46 –193 à 195**			
20.1	Résumer, pour les deux années précédant immédiatement la publication du document d'enregistrement, chaque contrat important (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des activités) auquel l'émetteur ou tout autre membre du groupe est partie. Résumer tout autre contrat (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des activités) souscrit par un membre quelconque du groupe et contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du groupe une obligation ou un droit important pour l'ensemble du groupe, à la date du document d'enregistrement.	390 à 392 ; 572 à 575 ; 625 à 626 ; 637 à 644	45 à 46 – 193 à 195			
Section 21	**Documents disponibles**	**626**		161	**3 – 35 – 114 – 342 à 353**	133
21.1	Fournir une déclaration indiquant que, pendant la durée de validité du document d'enregistrement, les documents suivants peuvent, le cas échéant, être consultés : a) la dernière version à jour de l'acte constitutif et des statuts de l'émetteur ; b) tous rapports, courriers et autres documents, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le document d'enregistrement. Indiquer sur quel site web les documents peuvent être consultés.	626		161	3 – 35 – 114 - 342 à 353	133

Le présent document est disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.
www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire

Crédit Agricole S.A.
Société anonyme au capital de 8 654 066 136 euros
RCS Nanterre 784 608 416
12 place des Etats-Unis - 92127 Montrouge Cedex - France
Tél. (33) 1 43 23 52 02
www.credit-agricole.com